

INTRODUCTION

En 1999, les Archives nationales et les services d'archives départementales et communales ont accueilli environ 300 000 lecteurs¹. Si l'on ne prend pas en compte le nombre de lecteurs des services d'archives communales, services encore très peu développés en tant que tels dans les années 1970, le public des Archives nationales et des archives départementales a plus que quadruplé en trente ans, passant de 43 000 lecteurs² en 1969 à près de 197 000 en 1999.

Cet accroissement très important s'est accompagné de profonds changements dans la composition du public : avec la réduction progressive de la part des « érudits » – historiens universitaires ou amateurs – qui constituaient l'essentiel du public des archives jusque dans les années 1950, sont apparues, dans les années 1960, de nouvelles générations d'universitaires et d'étudiants et, surtout, dans les années 1970, de nouveaux amateurs : les généalogistes. Depuis, l'engouement pour la généalogie ne s'est pas démenti, la proportion des généalogistes amateurs ayant augmenté régulièrement dans les services d'archives au cours des trois dernières décennies. Et, à ces généalogistes amateurs, curieux de connaître leur histoire familiale, mais aussi le contexte local de cette histoire, se sont ajoutés, à partir des années 1980, d'autres chercheurs amateurs qui ont remplacé les anciens érudits et que l'intérêt pour le patrimoine, et donc pour l'histoire et le retour aux sources, amène à s'intéresser également à l'histoire locale.

Les archivistes qui ont constaté ces évolutions ont tenté de les analyser, en particulier à partir d'une enquête³ menée par l'Association des archivistes français (AAF) en 1980 ; ils ont aussi consacré des réflexions aux besoins de ces nouveaux publics et à la manière de répondre à leurs attentes⁴.

Soucieuse de connaître plus précisément ces publics si divers, la Direction des archives de France⁵ (DAF) du Ministère de la culture et de la communication a

1. Les données chiffrées figurant dans cette introduction sont tirées de *L'activité de la Direction des archives de France et des services d'archives publiques 1999*, Paris, Direction des archives de France, Service technique, 2001.

2. Le terme « lecteur » désigne des personnes qui viennent consulter des documents d'archives pour effectuer une recherche. Ce nombre ne prend en compte ni celui des lecteurs des services d'archives communales, qui se sont beaucoup développés depuis le début des années 1970, ni celui des lecteurs des services d'archives régionales de création récente.

3. « La clientèle autre qu'administrative des Archives », *La Gazette des archives*, n° 113-114, 2^e et 3^e trimestres 1981.

4. Congrès des archivistes de France, à Tours en 1991, sur le thème « Les archives et leurs publics, les archivistes dans la France de demain ». Séminaire de l'AAF, à Rouen, en 1998, sur le thème « Les archives au service du public : quelles offres pour quelles attentes ? ».

5. La Direction des archives de France a pour mission de gérer ou de contrôler les archives publiques, de sauvegarder les archives privées présentant, du point de vue de l'histoire, un intérêt public et d'assurer la conservation, le tri, le

demandé au Département des études et de la prospective de réaliser une étude sur les publics des archives départementales et communales, qui n'avaient jamais fait l'objet d'une enquête quantitative. Le but de cette étude, lancée en 1999 et dont les résultats sont présentés dans ce rapport, était de permettre, grâce à une meilleure connaissance des profils et des besoins des lecteurs, d'améliorer l'accueil des différentes catégories de publics et de diversifier les actions en leur direction.

Les services d'archives publics et le rôle de la Direction des archives de France

Les services d'archives départementales et communales font partie du réseau des services d'archives publiques, contrôlés par la Direction des archives de France, qui comprend les Archives nationales et les archives territoriales.

Les Archives nationales

Rattachées⁶ à la Direction des archives de France, les Archives nationales assurent la conservation et la communication des archives des organes centraux de l'État et des organismes publics à compétence nationale, à l'exception des archives des Ministères des affaires étrangères et de la défense qui sont gérées par ces ministères et ne sont pas soumises au contrôle de la Direction des archives de France.

Les Archives nationales accueillent les lecteurs dans quatre centres de dimensions très inégales :

- le Centre historique des Archives nationales (CHAN), à Paris, chargé des archives publiques antérieures à 1958 et des archives privées historiques qui lui ont été confiées. Il accueille les lecteurs au CARAN (Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales) ouvert en 1988 et a reçu 10 359 lecteurs en 1999 ;
- le Centre des archives contemporaines (CAC), à Fontainebleau, qui a la responsabilité des archives produites par l'État et ses établissements publics depuis 1958. Créé en 1969, il a reçu 597 lecteurs en 1999 ;
- le Centre des archives d'outre-mer (CAOM), à Aix-en-Provence, qui conserve les documents sur les anciennes possessions françaises d'outre-mer. Ouvert en 1966, il a accueilli 2 513 lecteurs en 1999 ;

classement, l'inventaire et la communication des archives publiques à des fins administratives, scientifiques et culturelles.

6. Elles ne disposent pas actuellement d'un statut juridique spécifique et ont ainsi le même directeur que la Direction des archives de France.

– le Centre des archives du monde du travail (CAMT), à Roubaix, qui recueille les archives d'entreprises, de syndicats, d'associations, d'architectes, etc. Inauguré en 1993, il a été fréquenté par 1 046 lecteurs en 1999.

Au total, les quatre centres des Archives nationales ouverts au public ont accueilli 14 515 lecteurs en 1999. Leur devenir fait actuellement l'objet de réflexions, la question de la création d'un nouveau centre d'Archives nationales ayant été posée.

À ces centres s'ajoutent d'autres services qui assurent eux-mêmes la gestion de leurs archives mais restent sous le contrôle de la Direction des archives de France (Centre des archives économiques et financières du Ministère de l'économie et des finances, certains établissements publics...).

Les archives territoriales

Gérées par les collectivités locales et soumises au contrôle scientifique et technique de la Direction des archives de France, les archives territoriales comprennent les archives départementales, les archives communales et les archives régionales.

Les archives départementales

Les archives départementales, créées par la loi du 5 brumaire an V (1796) sont chargées de la conservation et de la communication des archives du département et des services déconcentrés de l'État. Depuis la loi du 22 juillet 1983, entrée en application en 1986, les archives départementales sont des services placés sous l'autorité des présidents des conseils généraux mais qui demeurent cependant sous le contrôle scientifique et technique de l'État. Le budget de ces services, en fonctionnement comme en investissement, est entièrement à la charge des départements. Toutefois, les archives départementales conservent principalement les fonds des services de l'État qui constituent la grande majorité – environ 80 % – des documents qui y sont conservés⁷.

Les directeurs des archives départementales et une partie des personnels scientifiques et de documentation sont des fonctionnaires de l'État mis à disposition des conseils généraux et rémunérés par l'État. À la fin de 1999, ces fonctionnaires, au nombre de 325 pour tous les départements (y compris l'outre-mer), représentaient 12 % de l'ensemble des personnels des services d'archives départementales. À ces fonctionnaires de l'État, s'ajoutaient 2 364 agents territoriaux (1 960 fonctionnaires et 404 contractuels), soit au total 2 689 personnes.

Au cours des trente dernières années, les services d'archives départementales ont connu une forte expansion, avec l'accroissement des masses de documents conservés, et un grand nombre de dépôts d'archives ont été construits ou réno-

7. Guy BRAIBANT, *Les archives en France. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, 1996.

vés grâce à des financements de l'État et des départements. Au total, les services départementaux conservent près de 1 900 kilomètres linéaires d'archives. En 1999, ils ont accueilli 182 306 lecteurs, en 726 551 séances de travail.

Les services d'archives départementales comprennent les archives de Paris, à la fois archives départementales et archives communales. En 1999, les archives de Paris ont reçu 8 705 lecteurs.

Les archives communales

Les archives communales, qui recueillent les archives provenant des services communaux, sont présentes dans environ 450 communes – sur les 4 500 communes de plus de 2 000 habitants – qui ont constitué un service d'archives disposant de locaux propres et de personnel spécialisé.

Les villes les plus importantes disposent depuis longtemps de services organisés. Un grand nombre de communes d'importance moyenne ont créé plus récemment un service d'archives-documentation. Les communes qui ne disposent pas de moyens suffisants pour conserver leurs archives peuvent les déposer aux archives départementales tout en en restant propriétaires.

Les communes sont tenues d'assurer la conservation de leurs archives. Le code des communes (loi du 5 avril 1884) établit l'obligation de pourvoir aux frais de conservation des archives communales et la loi du 21 décembre 1970 prévoit le dépôt obligatoire aux archives départementales des archives centennaires des communes de moins de 2 000 habitants, de leur état civil datant de plus de 150 ans et de leurs plans cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans (en pratique, toutefois, de nombreuses communes ont préféré conserver leurs documents anciens). Le dépôt aux archives départementales peut aussi être prescrit d'office par le préfet si la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée. Le contrôle de l'État, exercé par la Direction des archives de France sur les archives communales, est assuré en pratique par le directeur des archives départementales.

En 1999, 372 communes ont déclaré conserver au total un peu plus de 407 kilomètres linéaires d'archives. Les 378 communes qui ont fourni des données de fréquentation pour cette année ont accueilli près de 94 000 lecteurs⁸ et 313 d'entre elles ont enregistré 156 344 séances de travail.

Les archives régionales

Les archives régionales, de création récente, n'existent pas dans toutes les régions : en 1999, quatorze régions seulement en étaient pourvues. Leurs services recueillent les archives des conseils régionaux. En 1999, ils ont reçu

8. En 1999, ont indiqué le nombre de leurs lecteurs : 30 communes de plus de 100 000 habitants, 52 communes de 50 000 à 100 000 habitants, 161 communes de 20 000 à 50 000 habitants, 130 communes de 2 000 à 20 000 habitants et 5 groupements de communes.

889 lecteurs. Pour les régions qui ne disposent pas de service d'archives, la conservation de celles-ci est assurée par le service d'archives du département où se trouve le chef-lieu de la région. Ces services n'ont pas fait partie du champ de l'étude.

La Direction des archives de France

C'est la Révolution qui a créé une administration spécifique des archives pour répondre à des besoins nouveaux : conservation des archives des institutions nouvelles, regroupement des fonds des administrations de l'Ancien Régime, prise en charge des archives saisies comme biens nationaux. Le décret du 7 septembre 1790 crée les Archives nationales mais le texte fondamental est la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794). Cette loi organise la centralisation des archives de la nation et crée un réseau archivistique national.

Pour les documents conservés en province, le texte fondamental est la loi du 5 brumaire an V (26 octobre 1796) qui crée un service d'archives par département.

Jusqu'en 1884, les Archives nationales d'une part, le réseau des archives locales (archives départementales, communales et hospitalières) d'autre part, évoluent séparément. Les premières sont un grand établissement de l'État dont le rattachement ministériel a varié jusqu'en 1870 pour se stabiliser à l'Instruction publique. Les archives locales relèvent quant à elles d'un bureau du Ministère de l'intérieur. La monarchie de Juillet et le second Empire sont pour elles la vraie période de l'organisation : mise en place des règlements et des méthodes, dotation en personnels spécialisés avec les anciens élèves de l'École nationale des Chartes, lancement des collections d'inventaires imprimés.

C'est de la fusion au sein du Ministère de l'instruction publique des Archives nationales et du bureau des archives du Ministère de l'intérieur que naît en 1897 la Direction des archives, devenue en 1936 « Direction des archives de France ». Celle-ci est depuis 1959, date de création du Ministère des affaires culturelles d'André Malraux, une des directions du Ministère de la culture.

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives, accompagnée de ses textes d'application, précise l'organisation des services d'archives, les règles relatives à la collecte et à la conservation des archives publiques et à leur communicabilité au public.

Les usagers des archives départementales et communales

Parmi les usagers des archives départementales et des archives communales, les archivistes distinguent, sans toujours les définir précisément, les catégories suivantes :

- la traditionnelle catégorie des « érudits », regroupant les historiens universitaires et les historiens amateurs, ces derniers effectuant des recherches personnelles mais « d'intérêt historique certain » ; cette catégorie représentait

- « l'élément le plus stable de la clientèle des archives » avant la Seconde Guerre mondiale mais la part de ce public, familier des services et travaillant sans hâte, a considérablement diminué ;
- les administrations, notamment celles qui ont versé leurs archives et ont besoin, pour leur travail, de consulter certains de leurs dossiers déjà déposés ;
 - les « chercheurs scientifiques » ou « chercheurs professionnels » ou « chercheurs universitaires », catégorie hétérogène qui comprend :
 - les étudiants, de niveaux variés, pressés par le temps (rédaction d'un mémoire pour la fin de l'année universitaire...),
 - les enseignants-chercheurs de l'université ou de l'enseignement secondaire qui ne sont pas nécessairement des enseignants en histoire. Leurs relations avec les archivistes sont à la fois privilégiées et difficiles, ces derniers regrettant souvent d'avoir peu d'échanges avec les enseignants pour le choix des sujets et de voir arriver dans les services des étudiants peu formés à la recherche aux archives,
 - les autres chercheurs historiens,
 - les journalistes et les auteurs ;
 - les autres usagers pour des raisons professionnelles, en particulier les personnels des autres services patrimoniaux (musées...) ;
 - les chercheurs amateurs, dans le cadre de leurs loisirs, dont la proportion au sein du public des archives n'a cessé de croître, et qui comprennent :
 - les généalogistes et les associations de généalogistes, catégorie qui a imposé aux archivistes un effort particulier d'accueil,
 - les autres chercheurs amateurs qui s'intéressent, notamment, à l'histoire locale ;
 - les usagers qui viennent aux archives ponctuellement pour demander des documents administratifs, notamment pour faire valoir des droits ;
 - le public scolaire accueilli grâce aux services éducatifs ouverts depuis les années 1950 ;
 - le grand public adulte, pour lequel sont organisées des expositions, des journées « portes ouvertes »...

Dans son rapport d'activité annuel, la Direction des archives de France, présentant les résultats de l'enquête menée chaque année auprès des archives départementales et des archives communales, distingue seulement quatre catégories de lecteurs : les généalogistes, les scientifiques, les personnels des services versants et les autres lecteurs.

*

* *

L'objectif de l'étude demandée au Département des études et de la prospective était de connaître plus précisément les publics des archives départementales et des archives communales, leurs profils sociodémographique et socioculturel, les caractéristiques de leurs recherches et demandes aux services d'archives, leur

niveau de satisfaction et leurs attentes. L'étude a été réalisée entre le printemps 1999 et le printemps 2000 par l'Institut de sondages Lavialle (ISL) et le cabinet d'études ARCMC.

La méthode retenue pour cette étude a fait appel à deux techniques utilisées de façon complémentaire :

- d'une part, une enquête par sondage menée par voie postale auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales ;
- d'autre part, une enquête qualitative, de type monographique, dans cinq services d'archives choisis en concertation avec la Direction des archives de France et qui ont accepté de collaborer ainsi de manière plus active à l'étude.

Les résultats de cette étude sont présentés en quatre parties :

- dans une première partie sont décrits le profil de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales ainsi que leurs recherches, puis les profils de ces lecteurs selon leurs recherches en distinguant les lecteurs historiens, les lecteurs généalogistes et les lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits ;
- une deuxième partie est consacrée aux représentations des archives ;
- la troisième partie permet de décrire les modes de fréquentation des archives, les pratiques de consultation des différents types de lecteurs, leurs niveaux de satisfaction et leurs attentes ;
- enfin, dans une quatrième partie sont évoqués le rôle des archives dans la vie locale, les relations avec le milieu scolaire et les expositions.

On trouvera en annexe dans le présent volume la méthodologie, le questionnaire de l'enquête par sondage, les guides d'entretien pour l'enquête qualitative, un aperçu des résultats de l'analyse factorielle et des éléments bibliographiques.

Par ailleurs, deux autres volumes complètent cette publication :

- Annexes volume 1, Florilège des entretiens de l'enquête qualitative ;
- Annexes volume 2, Résultats détaillés et relevé des réponses aux questions ouvertes de l'enquête par sondage.

Première partie
LES LECTEURS DES ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES
ET LEURS RECHERCHES

Les publics représentés dans l'échantillon de l'enquête par sondage sont des usagers venus pour consulter des documents ou en demander copie dans un service d'archives départementales ou un service d'archives communales, c'est-à-dire des lecteurs ayant eu accès à la salle de lecture de l'un de ces services, au cours d'une période récente¹. Ces lecteurs ne représentent pas pour autant l'ensemble des usagers des archives départementales et communales accessibles au grand public, lesquelles comprennent également les archives d'un grand nombre de petites communes qui, généralement, ne possèdent pas de service d'archives constitué.

On remarquera encore que les usagers des salles de lecture ne constituent pas la totalité des publics des services d'archives. Lors des expositions qu'ils organisent, ceux-ci reçoivent des visiteurs qui ne consultent pas de documents en salle de lecture : visiteurs individuels, groupes scolaires, groupes du troisième âge, etc. D'autre part, dans le cadre de leurs activités pédagogiques, un certain nombre de services d'archives accueillent régulièrement des classes de l'enseignement primaire ou secondaire accompagnées de leurs professeurs.

Les usagers interrogés, et qui vont être décrits ici, sont donc exclusivement ceux qui consultent des archives dans la salle de lecture. Dans les commentaires qui vont suivre, ils seront appelés lecteurs, usagers ou public. C'est toujours des archives départementales et communales qu'il s'agira, avec les réserves qui viennent d'être faites.

On analysera successivement le profil et les recherches de l'ensemble des lecteurs, puis le profil des lecteurs selon leurs domaines de recherche : lecteurs historiques, lecteurs généalogistes et lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits.

Les résultats concernant le profil de l'ensemble des lecteurs et leurs recherches seront présentés en distinguant les lecteurs des archives départementales (AD hors Paris et archives de Paris) et ceux des archives communales (AC). Seules les différences significatives seront soulignées dans les commentaires.

Les résultats détaillés pour chacune des questions posées seront présentés dans le volume annexe 2 dans l'ordre de la numérotation des questions.

1. Selon les possibilités ou la commodité de chacun des services d'archives, l'échantillonnage des lecteurs a été effectué sur la base des fichiers de lecteurs de l'année 1998 ou des douze mois écoulés avant la réalisation de l'enquête (fin 1999). Voir la méthodologie en annexe.

CHAPITRE I

Le profil de l'ensemble des lecteurs

Certaines des caractéristiques sociodémographiques et culturelles des lecteurs interrogés ont été comparées à celles de la population nationale métropolitaine du même âge (15 ans et plus), telle qu'elle est connue par les statistiques socio-démographiques publiées par l'Insee² et par les résultats de la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français, réalisée en 1997 par le Département des études et de la prospective (DEP) du Ministère de la culture et de la communication³.

A. Profil sociodémographique

1. Sexe

À l'inverse de la population nationale de 15 ans et plus, en légère majorité féminine, le public des archives départementales et communales se révèle, pour un peu plus de la moitié masculin (53 %). Cette légère prépondérance masculine observée dans le public des archives peut être attribuée au goût pour l'histoire en général, traditionnellement plus marqué chez les hommes que chez les femmes. (Voir tableau 1 – Réponse à la question n° 37B)

Les archives de Paris se distinguent des archives départementales (AD) hors Paris et des archives communales (AC) par une plus large proportion de femmes parmi leurs usagers : 52 %, comme dans la population nationale. Cette proportion est supérieure à celle que l'on trouve parmi les lecteurs des AC (49 %) et surtout parmi ceux des AD hors Paris (46 %).

2. Résultats du recensement de la population de 1999.

3. Olivier DONNAT, *Les pratiques culturelles des Français. Enquête 1997*, Paris, DEP, Ministère de la culture et de la communication/La Documentation française, 1998.

Tableau 1 – Les lecteurs selon le sexe

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
				<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Féminin	52	47	47	46	52	49
Masculin	48	53	53	54	48	51

Les effectifs servant de base à chacun des ensembles sont indiqués dans l'Avertissement, en page 6.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

2. Âge

Les lecteurs interrogés étaient invités à indiquer leur année de naissance⁴. La distribution des réponses à cette question fait ressortir deux âges extrêmes : 15 ans et 92 ans et un âge moyen de 50 ans. (Voir tableau 2 – Réponse à la question n° 37A)

Le public des archives départementales et communales apparaît sensiblement plus âgé que l'ensemble de la population nationale métropolitaine. Plus de la

Tableau 2 – Âge des lecteurs

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
				<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
15 à 19 ans	8	2	2	2	ε	2
20 à 24 ans	8	9	8	8	6	12
25 à 29 ans	8	10	10	10	8	10
30 à 34 ans	9	7	7	7	8	6
35 à 39 ans	9	5	5	5	5	6
40 à 44 ans	9	7	7	7	4	6
45 à 49 ans	9	8	7	7	11	8
50 à 54 ans	9	9	9	9	11	9
55 à 59 ans	6	7	7	6	10	8
60 à 64 ans	5	10	11	11	13	8
65 à 69 ans	6	10	11	12	7	8
70 à 74 ans	5	9	9	9	11	8
75 ans et plus	9	7	7	7	6	9
Ensemble	100	100	100	100	100	100
Moyenne		50	50	50	51	49

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

4. Seulement 2 % ont laissé cette question sans réponse ; ceci témoigne de l'attitude coopérative des lecteurs à l'égard de l'enquête, et cela semble assez naturel de la part d'un public composé en grande partie de lecteurs généalogistes, sensibilisés à l'état civil et peut-être moins portés que d'autres à faire mystère de leur date de naissance (dans les enquêtes par questionnaire, les « sans réponse » à la question de l'âge sont généralement le fait des plus de 50 ans, tranche d'âge qui correspond plus spécialement, ici, au public des généalogistes amateurs).

moitié des lecteurs ont dépassé la cinquantaine (52 % au lieu de 40 % dans la population nationale). L'âge médian⁵ des lecteurs se situe à 51 ans, au lieu de 43 ans pour l'ensemble de la population nationale âgée de 15 ans et plus.

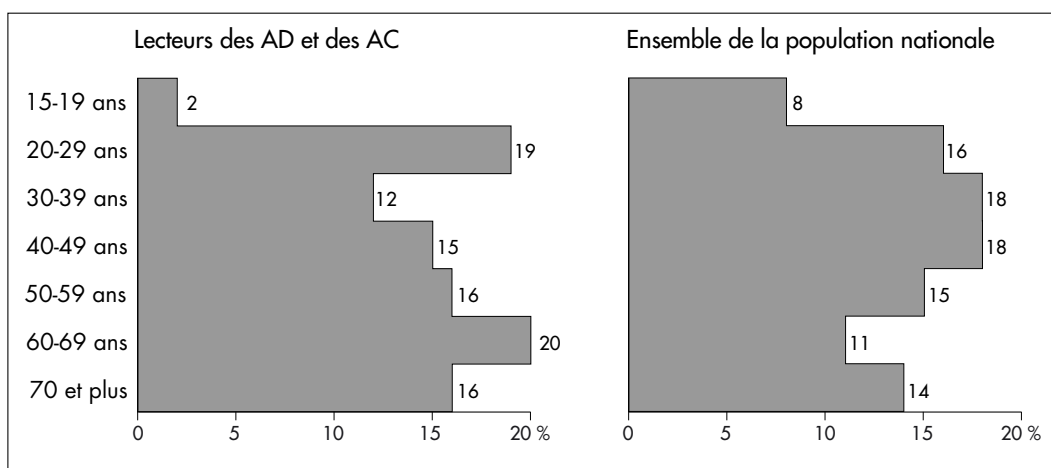
La pyramide des âges des usagers des archives présente deux valeurs modales⁶ qui correspondent plus particulièrement à deux grands publics spécifiques des archives :

- les 20-29 ans (19 % de l'ensemble des lecteurs), classe d'âge à laquelle appartiennent la plupart des lecteurs étudiants ;
- les 60-69 ans (20 % des lecteurs), dont les trois quarts, on le verra plus loin (voir chapitre III, « Les lecteurs généalogistes », Profil sociodémographique, p. 78), sont des lecteurs généalogistes.

La soixantaine est l'âge où se creuse nettement l'écart entre le public des archives et la population nationale : en effet, plus d'un tiers des lecteurs des archives départementales ou communales (36 %) ont 60 ans ou plus, alors que le quart seulement de la population nationale se trouve dans cette tranche d'âge.

Le public des archives communales, très légèrement moins âgé en moyenne que le public des archives départementales, se caractérise par une plus forte proportion de jeunes (12 % au lieu de 8 % pour les 20-24 ans), et une plus faible proportion de lecteurs âgés de 60 ans et plus (33 % au lieu de 38 %). Le public des archives de Paris comprend nettement moins de lecteurs âgés de moins de 30 ans que celui des autres archives départementales (14 % au lieu de 20 % pour les AD hors Paris) et que celui des archives communales (24 %).

Graphique 1 – Âge des lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

5. L'âge médian est plus significatif à considérer ici que l'âge moyen. Il partage la population considérée en deux parts égales : 50 % des lecteurs ont de 15 à 51 ans, 50 % sont plus âgés. Dans la population nationale métropolitaine de 15 ans et plus, ce partage se situe aux alentours de 43 ans. L'âge moyen (somme des âges des individus considérés divisée par leur nombre) est un paramètre moins significatif car il ne dépend pas seulement des effectifs mais aussi des valeurs de la distribution : dans son calcul, un individu âgé de 80 ans compte quatre fois plus qu'un individu âgé de 20 ans.

6. Dans une distribution, le mode est la valeur correspondant à l'effectif le plus important.

3. Situation de famille

Les deux tiers des lecteurs (65 %) sont mariés ou vivent maritalement. Corrélativement à leur âge, environ un quart sont célibataires (26 %). Ces résultats ne peuvent être comparés aux données du recensement de 1999 relatives à l'état matrimonial légal, celui-ci ne prenant pas en compte la population vivant maritalement.

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer leur âge plus avancé, on rencontre parmi les usagers proportionnellement moins de veufs et de veuves que dans la population métropolitaine du même âge (4 % au lieu de 8 %). Cette constatation est à rapprocher d'une autre, faite dans les salles de lecture et dans les entretiens de l'approche monographique : la recherche généalogique peut être pratiquée par les deux conjoints qui unissent leurs efforts et leur sagacité pour retrouver leurs filiations respectives, ou celle de l'un d'eux.

Près des deux tiers des lecteurs (63 %) ont des enfants : dans la majorité des cas un ou deux (2,3 en moyenne⁷). (Réponse à la question 32C – Voir le tableau dans le volume annexe 2)

4. Commune de résidence

Les habitants des communes rurales (c'est-à-dire, *grosso modo*, des communes de moins de 2 000 habitants) sont nettement plus représentés dans la population des lecteurs des archives que dans la population nationale (30 % au lieu de 24 %), de même que les habitants des grandes villes, autres que Paris, où se trouvent les étudiants et les principaux centres d'archives (37 % au lieu de 29 %). (Voir tableau 3 – Réponse à la question n° 35A)

En revanche, les habitants des communes de 2 000 à 20 000 habitants y sont nettement moins représentés (7 % au lieu de 17 %). Les personnes habitant l'ag-

Tableau 3 – Commune de résidence des lecteurs

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Commune rurale	24	30	35	37	8	19
2 000 à 20 000 hab.	17	7	9	9	5	5
20 000 à 100 000 hab.	13	12	13	14	4	10
Plus de 100 000 hab.	29	37	27	28	8	59
Agglomération de Paris	17	14	16	12	75	7
Ensemble	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

7. Quel que soit l'âge des enfants (il ne s'agit pas ici des enfants vivant au foyer).

glomération de Paris sont, elles aussi, moins représentées dans la population des lecteurs des archives que dans l'ensemble de la population, mais l'écart est plus faible (14 % au lieu de 17 %). Enfin, on observe que la moitié des lecteurs des archives (51 %) vivent dans des villes de plus de 100 000 habitants alors que la majorité de la population française (54 %) vit dans des villes de moins de 100 000 habitants.

Les services d'archives communales sont plus particulièrement fréquentés par des habitants de grandes villes de plus de 100 000 habitants autres que Paris (six sur dix) et, à l'inverse, une large proportion (près de quatre sur dix) des lecteurs des archives départementales hors Paris sont des ruraux. Quant aux archives de Paris, les trois quarts de leurs lecteurs vivent dans l'agglomération parisienne.

5. Niveau d'études

Sensiblement plus âgé que la population nationale de référence, le public des archives départementales et communales est aussi nettement plus instruit : plus de la moitié des lecteurs ont accédé à l'enseignement supérieur (56 % au lieu de 29 % de la population métropolitaine âgée de 15 ans et plus), le plus souvent jusqu'à bac + 3 et au-delà (39 %). Rares sont les lecteurs qui n'ont fréquenté que l'école primaire, c'est le cas de seulement 5 % d'entre eux au lieu de 24 % dans la population nationale. (Voir tableau 4 – Réponse à la question n° 37I)

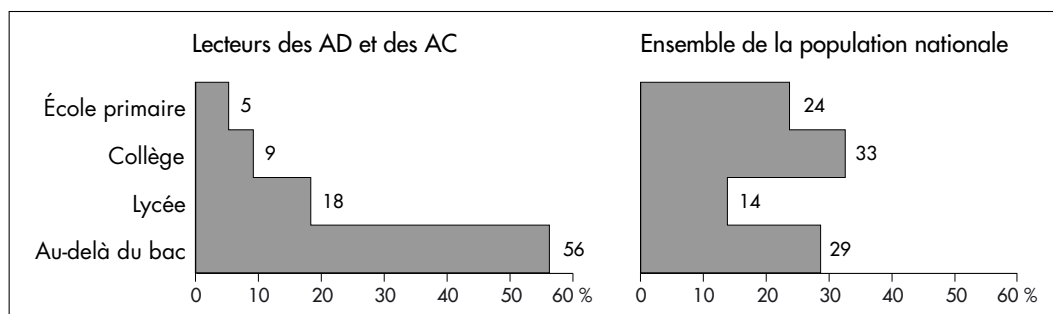
Les archives de Paris se signalent par le niveau d'études nettement plus élevé de leurs lecteurs : sept sur dix ont poursuivi des études supérieures, plus de la moitié au moins jusqu'à bac + 3.

Tableau 4 – Niveau d'études atteint par les lecteurs en 1999/2000

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
École primaire	24	5	5	5	2	4
Collège	33	9	10	10	7	8
Lycée	14	18	17	17	14	21
Au-delà du bac	29	56	56	55	70	56
bac + 1 ou 2	...	12	12	12	10	13
bac + 3 et au-delà	...	39	39	38	53	40
sans réponse	...	5	5	5	7	3
Autre	...	6	6	7	4	5
Sans réponse	–	6	6	6	3	6
Ensemble	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Graphique 2 – Niveau d'études

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

6. Statut socioprofessionnel

Corrélativement à la pyramide des âges présentée précédemment, les lecteurs des archives départementales et communales, comparés à la population nationale, sont moins fréquemment actifs ou à la recherche d'un emploi (45 % au lieu de 55 % dans la population nationale) et donc plus fréquemment retraités (37 % au lieu de 22 %) que l'ensemble de la population. À ce propos, il faut noter que la population active ne dispose généralement, pour se rendre aux archives, que des périodes de congés ou du samedi, pour les centres ouverts ce jour-là. (Voir tableau 5 – Réponse à la question n° 37D)

On observe une proportion très légèrement plus élevée d'étudiants et élèves dans les services d'archives communales que dans ceux des archives départementales (14 % au lieu de 12 %), ce qui explique, comme on l'a vu, la part plus importante des jeunes de 20 à 24 ans dans le public des archives communales. On remarque, également, une proportion moins importante de retraités dans ces services (34 % au lieu de 39 %). On observe enfin la part légèrement plus élevée de lecteurs exerçant une activité professionnelle dans le public des archives de Paris (44 %).

Tableau 5 – Statut socioprofessionnel des lecteurs

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Professionnellement actifs	48	41	41	41	44	40
À la recherche d'un emploi	7	4	3	3	2	6
Retraités	22	37	39	39	40	34
Élèves ou étudiants*	11	13	12	12	11	14
Sans profession	12	4	4	4	2	4
Autre cas		1	1	1	1	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100

* Les étudiants qui se sont aussi déclarés actifs ont été classés en lecteurs professionnellement actifs : ils représentent 1 % des lecteurs, tant dans les AD que dans les AC.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

7. Catégorie socioprofessionnelle

Les lecteurs actifs ou à la recherche d'un emploi, ou retraités, représentent au total 82 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales ou communales, au lieu de 77 % dans la population nationale. (Voir tableau 6 – Réponse à la question n° 37E). La proportion de lecteurs appartenant aux différentes catégories socioprofessionnelles a toutefois été calculée sur l'ensemble des lecteurs.

La structure socioprofessionnelle du public des archives départementales et communales (actif ou à la recherche d'un emploi, ou retraité) se distingue de celle de la population nationale du même âge (15 ans et plus) par la part nettement moins importante des employés (16 % au lieu de 23 %) et surtout des ouvriers (3 % au lieu de 21 %) ainsi que par la représentation beaucoup plus forte des « professions intellectuelles supérieures » (cadres supérieurs, professions libérales, enseignants et chercheurs⁸ : 33 % au lieu de 9 %). On note encore que les commerçants et artisans indépendants sont un peu moins représentés dans le public des archives (2 % au lieu de 5 %) mais que les cadres moyens et techniciens y sont en égale proportion (15 %). Au total, au sein du public des archives départementales et communales, les catégories socioprofessionnelles modestes

**Tableau 6 – Catégorie socioprofessionnelle des lecteurs actifs
(ou à la recherche d'un emploi) et retraités**

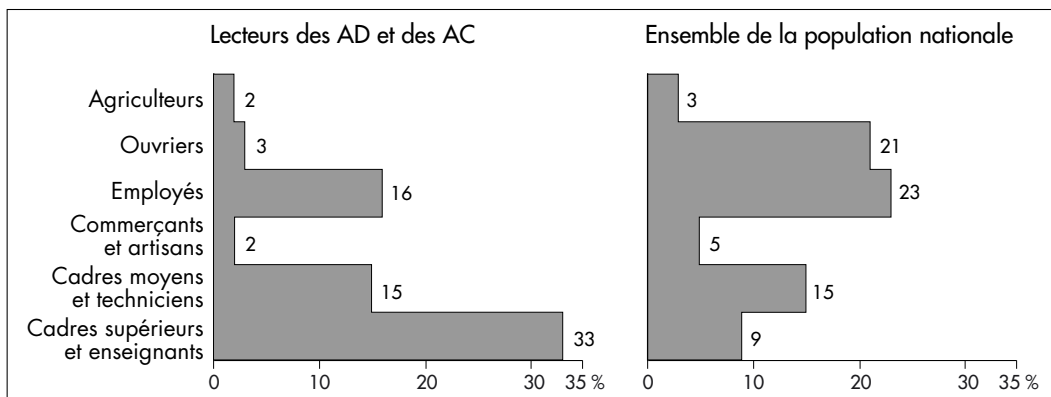
en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Agriculteurs	3	2	3	3	–	2
Ouvriers	21	3	3	4	1	1
Employés	23	16	16	16	8	18
Commerçants et artisans indépendants	5	2	2	2	3	1
Cadres moyens et techniciens	15	15	14	14	15	17
Cadres supérieurs et professions libérales	9	18	19	18	28	16
Enseignants et chercheurs	9	15	15	15	15	14
Artistes et artisans d'art	ε	1	1	1	1	1
Autres professions	1	2	1	1	2	3
Sans réponse	–	10	10	10	15	9
Ensemble des actifs et retraités	77	82	83	83	86	80

La somme des pourcentages de chaque colonne peut être supérieure à l'ensemble (actifs, à la recherche d'un emploi, retraités), certains lecteurs ayant pu indiquer deux professions.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

8. On notera que les instituteurs et assimilés font partie, selon l'Insee, des « professions intermédiaires » (cadres moyens et techniciens), et les professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur des « professions intellectuelles supérieures ». Ces deux catégories d'enseignants n'ont pas été distinguées dans les catégories socioprofessionnelles de l'enquête et sont incluses ici dans la catégorie « Enseignants et chercheurs ».

Graphique 3 – Catégorie socioprofessionnelle

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

et moyennes (employés, ouvriers et cadres moyens, techniciens, commerçants et artisans indépendants) l'emportent légèrement sur les catégories supérieures (cadres supérieurs et professions libérales, enseignants et chercheurs) de l'échelle socioprofessionnelle (respectivement 36 % et 33 % des lecteurs), mais l'écart est très faible, comparé à celui constaté dans la population nationale (64 % et 9 %).

Les lecteurs des archives de Paris appartiennent nettement plus fréquemment à la catégorie des cadres supérieurs et professions libérales (28 %) que les lecteurs des autres services des archives départementales (18 %) ou des archives communales (16 %). À l'inverse, on trouve aux archives de Paris beaucoup moins d'ouvriers ou d'employés (9 %) que dans l'ensemble des archives départementales ou communales (19 %).

On remarque aussi que la légère prédominance des catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes sur les catégories supérieures, observée sur l'ensemble des lecteurs, ne se vérifie que chez les lecteurs appartenant à la population active (25 % au lieu de 18 %). Au contraire, dans le public retraité, la part des cadres supérieurs, professions libérales et enseignants ou chercheurs, l'emporte sur celle des catégories modestes ou moyennes (15 % au lieu de 11 %). (Voir tableau 7)

On observe, enfin, que 10 % des lecteurs des archives n'ont pas indiqué leur catégorie socioprofessionnelle : ce sont essentiellement des retraités (9 %). Il est donc possible que la plus faible part des catégories socioprofessionnelles modestes et moyennes observée dans le public des lecteurs retraités ne soit qu'apparente et résulte de moindres dispositions de leur part à faire état de leurs anciennes fonctions professionnelles (hypothèse que rien ne permet cependant de vérifier) ou, de façon plus générale, à répondre au questionnaire.

Par ailleurs, les informations recueillies à une autre question (n° 37F) permettent de noter qu'un peu plus d'un quart de l'ensemble des lecteurs (28 %) ont déclaré qu'il leur arrivait, ou leur était arrivé, d'utiliser, dans leur activité pro-

**Tableau 7 – Les lecteurs actifs et retraités
par catégorie socioprofessionnelle selon leur statut**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC actifs et retraités	dont	
		lecteurs actifs ou à la recherche d'un emploi	lecteurs retraités
Agriculteurs	2	1	1
Employés, ouvriers	19	15	4
Cadres moyens, techniciens, commerçants et artisans indépendants	17	10	7
Cadres supérieurs et professions libérales	18	9	9
Enseignants et chercheurs	15	9	6
<i>Enseignants</i>	14	8	6
<i>Chercheurs non enseignants</i>	1	1	ε
Artistes, artisans d'art et autres professions	3	2	1
Sans réponse	10	1	9
Ensemble des actifs et retraités	82	45	37

La somme des pourcentages de chaque colonne peut être supérieure à l'ensemble, certains lecteurs ayant pu indiquer deux professions.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

fessionnelle, des informations ou des documents provenant des archives publiques.

Les enseignants et chercheurs représentent 15 % de l'ensemble des lecteurs et 46 % des effectifs des catégories socioprofessionnelles supérieures : 14 % sont enseignants – mais ils peuvent être aussi chercheurs – et 1 % sont des chercheurs non enseignants. Comme dans les autres catégories, les actifs sont plus nombreux que les retraités (9 % au lieu de 6 %).

Près de la moitié des lecteurs enseignants (soit 7 % des lecteurs) enseignent ou ont enseigné dans un établissement secondaire, 3 % seulement dans un établissement d'enseignement supérieur et 3 %, également, dans le primaire. (Voir tableau 8 – Réponse à la question n° 37H)

Les professeurs de l'enseignement supérieur sont proportionnellement nettement plus nombreux aux archives de Paris et dans les services d'archives communales (5 % dans chacun de ces types de services) que dans les autres services d'archives départementales (2 %).

Enfin, on observe que près de la moitié des lecteurs enseignants du secondaire sont des professeurs retraités : ils représentent 3 % des lecteurs des archives départementales ou communales.

Par ailleurs, on note qu'un tiers seulement des lecteurs enseignants et chercheurs en activité ou retraités, soit 5 % des lecteurs, sont des historiens ; les autres, soit 10 % des lecteurs, appartiennent à d'autres disciplines, littéraires, scientifiques,

Tableau 8 – Catégorie d'établissement des lecteurs enseignants

en %

	Ensemble des lecteurs enseignants des AD et des AC	Ensemble des lecteurs enseignants des AD	dont		Lecteurs enseignants des AC
			lecteurs enseignants des AD hors Paris	lecteurs enseignants des archives de Paris	
Primaire	3	3	4	1	3
Secondaire	7	7	7	5	7
Professionnel	1	1	1	–	ε
Agricole	ε	ε	ε	–	ε
Supérieur	3	2	2	5	5
Autre	ε	1	ε	2	ε
Sans réponse	1	1	1	ε	ε
Ensemble des enseignants	14	14	14	11	13

Le total des réponses de chaque colonne peut dépasser le pourcentage de l'ensemble des enseignants, certains exerçant actuellement ou ayant exercé leur profession dans plusieurs types d'établissements.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

etc. (Réponse à la question n° 37G). Ainsi, parmi les 1 885 lecteurs interrogés, on compte 78 enseignants ou chercheurs en histoire et 170 dans d'autres disciplines : 43 en lettres classiques ou modernes, langues vivantes, langues régionales..., 20 en histoire de l'art, archéologie, architecture, musicologie..., 38 en sciences ou techniques, 15 en mathématiques, 9 en droit, gestion, économie..., 5 en sciences humaines, 4 en éducation physique et sportive, 4 en photographie, 3 en archivistique, documentation...

*

* *

Si elle est liée à un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne nationale et si elle est nettement plus répandue dans les catégories supérieures de l'échelle socioprofessionnelle, la fréquentation des archives départementales et communales se révèle cependant assez largement diversifiée socialement. Il est probable que l'engouement pour la pratique de la généalogie en amateur favorise aujourd'hui l'initiation aux archives dans tous les milieux, à l'exception toutefois des milieux ouvriers.

B. Profil socioculturel

Les informations recueillies en vue d'apprécier le profil socioculturel (visites culturelles et fréquentation des spectacles, participation à des associations culturelles, lecture de livres...) des lecteurs des archives départementales et des archives communales permettent de caractériser ce profil en le comparant à celui de la population nationale. Elles mettent en lumière des pratiques culturelles net-

tement plus soutenues témoignant d'un intérêt profond pour le patrimoine et pour l'histoire : visite de monuments historiques, de musées, d'expositions, de sites archéologiques, participation à des sociétés savantes, lecture de livres et revues d'histoire. Elles permettent enfin de préciser le degré de familiarisation des lecteurs des archives avec l'utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet.

Certaines de ces données peuvent être comparées aux résultats de la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français, réalisée en 1997 par le DEP⁹. Plusieurs questions posées aux lecteurs sont d'ailleurs issues de cette enquête.

1. Visites culturelles et fréquentation des spectacles

En accord avec leur niveau d'études et leur niveau socioprofessionnel plus élevés, les lecteurs des archives s'adonnent beaucoup plus largement que l'ensemble des Français aux visites culturelles et à la fréquentation des lieux d'exposition et de spectacles. (Voir tableaux 9 et 10 – Réponse à la question n° 36). Ce constat contredit la tendance à voir dans la fréquentation des services d'archives et les longues séances de travail en salle de lecture l'expression d'une passion exclusive pour le passé.

S'ils sont trois fois plus nombreux à se rendre dans des sites archéologiques et des chantiers de fouilles, et plus de deux fois plus nombreux à visiter des monuments historiques et des musées, comme il ressort de leur expérience des douze mois précédant l'enquête comparée à celle de la population nationale, on ne peut douter que c'est en raison d'un goût plus marqué pour l'histoire. Ils visitent aussi

Tableau 9 – Visites culturelles des lecteurs
(au cours des douze derniers mois)

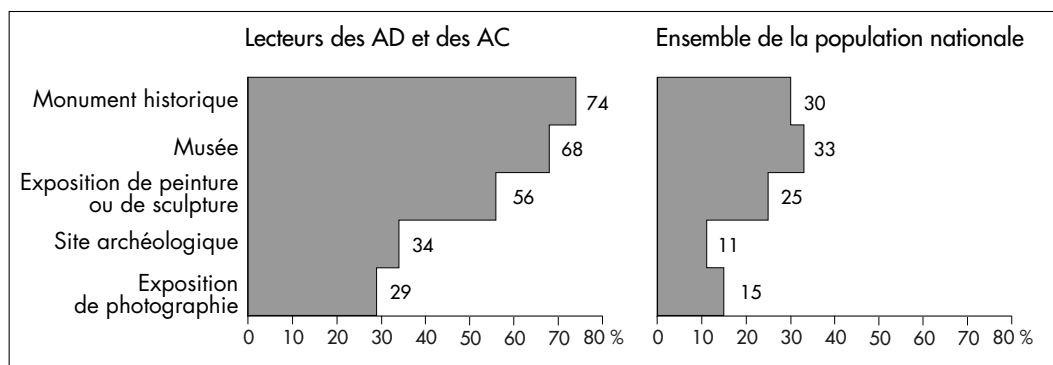
en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Monument historique	30	74	75	75	80	73
Musée	33	68	68	68	75	68
Exposition temporaire de peinture ou de sculpture	25	56	55	54	66	59
Site archéologique	11	34	35	36	34	29
Exposition temporaire de photographie	15	29	27	26	36	33
Conférence ou colloque*	...	42	42	42	48	41
Formation hors scolarité*	...	24	24	24	25	26

* On ne dispose pas de référence nationale.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

9. O. DONNAT, *Les pratiques culturelles des Français...*, op. cit.

Graphique 4 – Visites culturelles (au cours des douze derniers mois)

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

deux fois plus souvent des expositions temporaires de peinture, de sculpture ou de photographie.

Plus de quatre lecteurs sur dix ont, en outre, assisté au cours des douze derniers mois à une conférence ou à un colloque, et un sur quatre a suivi une formation hors scolarité (cours de langue, traitement de texte, etc.). Ceci révèle chez les usagers des archives de véritables dispositions à vouloir approfondir leurs connaissances, aborder de nouveaux domaines et s'adapter à de nouvelles techniques.

Les longues recherches aux archives, leur goût pour le passé et les vieux papiers n'empêchent pas non plus les lecteurs de fréquenter beaucoup plus assidûment que l'ensemble de la population le cinéma, le théâtre, les concerts de musique classique ou les spectacles d'opéra. Enfin, les usagers des archives ne fréquentent pas moins que la moyenne des Français les concerts de rock ou de jazz, au contraire.

En relation avec une offre plus abondante et leurs caractéristiques socioprofessionnelles, les lecteurs des archives de Paris visitent plus que les autres lecteurs

Tableau 10 – Fréquentation des spectacles par les lecteurs (au cours des douze derniers mois)

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Cinéma	49	69	69	69	69	70
Théâtre	16	30	28	27	42	33
Concert de musique classique	9	26	24	24	32	29
Concert de rock	9	12	11	11	8	14
Spectacle d'opéra	3	12	11	11	19	14
Concert de jazz	7	8	8	8	9	8

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

les monuments historiques, les musées et les expositions temporaires et fréquentent davantage le théâtre, les concerts de musique classique et les spectacles d'opéra. Ils assistent aussi plus fréquemment à des conférences ou à des colloques. Quant au public des archives communales, s'il visite un peu moins souvent que les lecteurs des archives départementales les sites archéologiques, il se rend plus souvent à des expositions temporaires et, à l'exception des concerts de jazz, fréquente davantage tous les types de spectacles.

2. Participation à des associations culturelles

La moitié des usagers des archives départementales et communales sont membres d'au moins une association culturelle. (Voir tableau 11 – Réponse à la question n° 30A, B). Ils appartiennent le plus souvent à un cercle ou une société de généalogistes (21 %), à une société savante ou historique (14 %) ou une association de défense du patrimoine, de la nature ou de l'environnement (11 %). On notera, cependant, la faible proportion (2 %) de lecteurs adhérant à une association d'amis des archives¹⁰.

Les lecteurs membres d'associations culturelles sont assez souvent impliqués dans les activités du groupe qu'ils ont élu (plus d'un lecteur sur cinq), soit comme membre actif, soit comme responsable.

Dans l'approche monographique de l'étude, des responsables d'associations de généalogistes ou de sociétés savantes ont été invités à décrire leurs activités, don-

Tableau 11 – Participation des lecteurs à des associations culturelles

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Cercle ou société de généalogistes	21	23	22	29	18
Société savante ou société historique	14	15	15	14	12
Association de défense du patrimoine, de la nature ou de l'environnement	11	12	13	9	9
Université tous âges	9	8	8	8	9
Société d'amis des archives	2	2	2	4	2
Autre association culturelle	19	19	19	15	20
Au moins une de ces associations	50	51	51	55	47
comme simple adhérent	18	18	18	20	17
membre actif ou responsable	22	22	22	19	21
sans réponse	10	11	11	16	9

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

10. Proportion du même ordre que celle des adhérents aux associations d'amis observée dans le public des musées.

ner leur opinion, formuler critiques et souhaits. Il est apparu que ces associations peuvent être le lieu de rencontres et d'une collaboration entre archivistes et érudits locaux. Dans le domaine de la généalogie, les cercles jouent un rôle pédagogique et d'encadrement ; on y reviendra dans la quatrième partie.

L'appartenance à des associations culturelles est plus fréquente parmi les usagers des archives de Paris (55 %), essentiellement parce qu'ils sont plus fréquemment membres d'un cercle ou d'une société de généalogistes (29 %). Au contraire, les lecteurs des archives communales fréquentent beaucoup moins les sociétés de généalogistes (18 %).

3. Loisirs domestiques

Les usagers des archives disposent aussi, chez eux, de documents et de moyens d'information propres à entretenir et satisfaire la curiosité studieuse qui les anime.

a. Collections

Les données relatives à la pratique des collections réservent peu de surprises : un tiers des usagers des archives s'adonnent à ce passe-temps – un peu plus que la moyenne nationale (32 % au lieu de 29 %) – et leurs goûts en ce domaine ne les distinguent pas significativement de l'ensemble des collectionneurs âgés de 15 ans et plus. (Voir tableau 12 – Réponse à la question n° 31B). En effet, on observe chez les lecteurs des archives la même diversité et à peu près la même hiérarchie dans leurs collections que dans la population nationale ; ils pratiquent, cependant, davantage les collections de timbres (13 % au lieu de 8 %) et de cartes postales (7 % au lieu de 4 %) qui devancent plus nettement les autres : monnaies et médailles, objets d'art, livres anciens, etc. Les usagers des archives semblent aussi montrer un attachement plus fréquent pour les livres, revues, photos et autres documents chargés d'un passé encore familial et consacrés à des sujets qui les passionnent. En revanche, ils portent moins d'intérêt que la moyenne des collectionneurs aux télécartes, objets qui leur paraissent probablement trop dépourvus encore d'intérêt historique. (Voir le tableau détaillé dans le volume annexe 2)

En ce qui concerne les collections, la pratique philatélique est moins répandue dans le public des archives de Paris (9 % au lieu de 13 % dans celui des AD hors Paris et 12 % dans celui des AC).

b. Lecture : livres, encyclopédies, livres et revues d'histoire

Plus de la moitié des lecteurs des archives sont inscrits dans une bibliothèque ou une médiathèque, au lieu d'une personne sur cinq dans la population nationale. (Voir tableau 12 – Réponse à la question n° 31A)

La quasi-totalité des lecteurs interrogés déclare posséder des livres (97 % au lieu de 91 % pour l'ensemble des Français) et en quantité sensiblement supérieure à

Tableau 12 – Lecture de livres et encyclopédies

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Inscription à une bibliothèque	21	52	51	51	56	53
Possession de livres	91	97	97	97	100	97
Moins de 100 livres	42	30	29	29	22	36
100 à 199 livres	20	20	21	22	19	15
200 livres et plus	24	45	46	45	59	43
sans réponse	5	2	1	1	–	3
Possession d'une encyclopédie ou d'un dictionnaire	...	72	72	72	72	72
en plusieurs volumes	...	62	62	62	66	62
sur cédéroms	...	24	25	25	22	23
Pratique d'une collection (timbres, etc.)	29	32	32	32	33	31

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

la moyenne nationale. Près de la moitié (45 % au lieu de 24 %) déclare en posséder plus de 200. (Réponse à la question n° 32B)

Près des trois quarts (72 %) possèdent une encyclopédie ou un dictionnaire, en plusieurs volumes (six lecteurs sur dix) ou sur cédérom (un lecteur sur quatre). La possession d'une encyclopédie sur cédérom par un quart des usagers des archives est particulièrement intéressante à considérer en ce qu'elle témoigne d'une familiarité avec ce nouveau support de documentation et d'information. (Réponse à la question n° 32H)

L'histoire occupe d'ailleurs une place notable dans leur bibliothèque personnelle. La grande majorité des lecteurs, près de neuf sur dix, possèdent des livres consacrés à l'histoire (89 % au lieu de 56 % dans la population nationale) et 16 % en possèdent au moins 100. Enfin, plus des deux tiers (69 %) lisent au moins occasionnellement une revue consacrée à l'histoire, (un tiers en lit régulièrement au moins une fois par mois¹¹) et 14 %, soit un lecteur sur sept, sont abonnés à un périodique de ce genre. (Réponse à la question n° 32C D E – Voir le tableau dans le volume annexe 2)

Si l'on compare les lecteurs des différents types de services d'archives, les usagers des archives de Paris possèdent plus de livres (six sur dix d'entre eux en possèdent au moins 200). Ils fréquentent un peu plus les bibliothèques et médiathèques (56 % au lieu de 52 % de l'ensemble des lecteurs). Ils sont proportion-

11. À titre de comparaison, on peut citer l'audience des deux revues d'histoire les plus importantes, mesurée en 1992 dans le cadre d'une des dernières enquêtes du CESP (Centre d'études des supports de publicité) : *L'Histoire* comptait alors 634 000 lecteurs âgés de 15 ans et plus, soit environ 1,5 % de la population de cet âge (dont 54,4 % d'hommes), et *Historama* à peu près autant : 657 000 (dont 57,4 % d'hommes). Ces deux revues étaient mensuelles et leur audience était mesurée en nombre de « lecteurs de la dernière période » (c'est-à-dire ayant lu ou feuilleté un numéro de la revue au cours des trente derniers jours).

nellement un peu plus nombreux à posséder une encyclopédie ou un dictionnaire en plusieurs volumes (66 % pour 62 %), mais non sur cédérom (22 % pour 24 %). Ils sont plus nombreux à posséder des livres d'histoire (94 %) et leur bibliothèque en compte un plus grand nombre (102 en moyenne, au lieu de 76 pour l'ensemble des usagers). Ils sont aussi plus fréquemment abonnés à une revue d'histoire (18 %).

c. Équipement en téléviseurs, magnétoscope, hi-fi

Le taux de possession d'un ou plusieurs récepteurs de télévision est moins élevé chez les lecteurs des archives départementales et communales que dans l'ensemble de la population nationale métropolitaine (89 % pour 96 %). Les usagers des archives regardent aussi beaucoup moins assidûment la télévision que la moyenne des Français : moins de 15 heures par semaine, en moyenne, au lieu de 22 heures pour l'ensemble de la population. (Voir tableau 13 – Réponse à la question n° 32A)

Tableau 13 – Équipement des lecteurs en téléviseurs et magnétoscope et durée d'écoute de la télévision

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
				<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Possession d'un ou plusieurs téléviseurs	96	89	90	90	82	87
Nombre d'heures d'écoute :						
<i>moins de 15 h</i>	33	50	51	51	55	49
<i>15 à 29 h</i>	39	30	29	29	20	29
<i>30 h et plus</i>	20	5	6	6	4	5
<i>sans réponse</i>	4	4	4	4	3	4
Durée hebdomadaire moyenne d'écoute	22 h	14 h 40	14 h 40	14 h 50	12 h 30	14 h 30
Possession d'un magnétoscope	72	78	79	79	73	77

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Si les usagers des archives sont un peu plus fréquemment équipés d'un magnétoscope (78 % au lieu de 72 % dans la population nationale), il ne semble pas qu'il y ait là, de leur part, un comportement plus sélectif ou accumulateur concernant les films et les images documentaires, mais plutôt un signe de confort domestique et de niveau de vie plus élevé. En effet, ils possèdent moins souvent un nombre élevé de cassettes : 8 % d'entre eux en ont 100 et plus, pour 14 % des Français de 15 ans et plus. (Réponse à la question n° 32G – Voir le tableau dans le volume annexe 2)

Un peu plus de neuf lecteurs sur dix possèdent un appareil pour écouter des disques, CD ou cassettes, taux d'équipement un peu plus élevé, semble-t-il, que

celui de la population nationale dans son ensemble. L'enquête de 1997 sur les pratiques culturelles des Français ne fournit pas de taux global pour l'ensemble des appareils de reproduction sonore mais indique que 67 % de la population nationale métropolitaine âgée de 15 ans et plus possèdent un lecteur de disques compacts, 74 % une chaîne hi-fi, 33 % un électrophone et 45 % un baladeur.

Quant au nombre de disques, CD ou cassettes audio possédés, il est important, pour les usagers des archives comme pour les Français dans leur ensemble, d'autant que l'arrivée sur le marché des disques compacts et leur développement ne semblent pas les avoir amenés à se séparer de leurs microsillons et de leurs cassettes (la moitié des usagers des archives déclarent posséder plus de 50 disques, CD ou cassettes). On ne dispose pas non plus d'une estimation globale pour l'ensemble des supports de musique enregistrée. D'après l'enquête de 1997 sur les pratiques culturelles des Français, 27 % possédaient alors plus de 50 disques compacts, 12 % plus de 50 disques 33T et 18 % plus de 30 cassettes audio. (Voir le tableau dans le volume annexe 2)

Les usagers des archives de Paris se distinguent par :

- un plus fort taux d'équipement en appareils de reproduction sonore (97 % au lieu de 92 % pour l'ensemble des usagers) et aussi un plus grand nombre de disques, CD ou cassettes possédés (plus d'un tiers en déclarent 100 et plus, au lieu de un sur quatre pour l'ensemble des usagers) ;
- un taux de possession moins élevé en revanche pour la télévision (82 %), une écoute hebdomadaire moins longue (12 h 30, en moyenne au lieu de 14 h 40 pour l'ensemble des usagers) et la possession un peu moins fréquente également d'un magnétoscope (73 %).

4. Utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet

Au moment de l'enquête (automne 1999), les deux tiers des lecteurs des archives utilisaient personnellement un micro-ordinateur (66 %) et plus de la moitié à leur domicile (56 %). Ce taux d'équipement et de pratique était largement supérieur à celui que l'on observait au même moment dans la population nationale âgée de 15 ans et plus, 16 % seulement des Français de cet âge disposant à leur domicile d'un micro-ordinateur dont ils se déclaraient l'utilisateur principal¹². (Voir tableau 14 – Réponse à la question n° 34A, B)

Pour près de la moitié des lecteurs (46 %), le micro-ordinateur dont ils disposaient à domicile était équipé d'un lecteur de cédéroms. Un usager sur cinq possédait au moins dix cédéroms et un sur quatre, rappelons-le, avait une encyclopédie ou un dictionnaire sur ce support.

12. Même si cette définition est moins large que celle qui figurait dans la question posée aux lecteurs des archives, il est permis de croire que parmi les 56 % de lecteurs ayant déclaré utiliser un micro-ordinateur à leur domicile, la plus grande part en étaient aussi utilisateurs à part entière.

Tableau 14 – Utilisation du minitel et du micro-ordinateur par les lecteurs

en %

	Ensemble de la population nationale	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
				lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Utilisation du minitel	...	56	57	56	69	54
recherches généalogiques ou historiques sur minitel	...	23	25	24	34	17
Utilisation d'un micro-ordinateur	...	66	66	66	69	65
sur leur lieu de travail	...					
et à domicile	...	26	27	26	36	25
sur leur lieu de travail	...	34	34	34	40	35
à domicile	22	56	57	56	66	53
(à domicile) équipé						
d'un lecteur de cédéroms	11	46	46	46	52	46
moins de 10 cédéroms	5	25	24	24	31	26
10 cédéroms ou plus	5	20	21	21	19	19
sans réponse	1	1	1	1	2	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Enfin, 37 % des lecteurs avaient accès à l'Internet – 22 % à leur domicile – et 17 % utilisaient ce service au moins une fois par semaine, à leur domicile, au travail ou ailleurs. (Voir tableau 15 – Réponse à la question n° 34C, D)

Par rapport aux informations dont on peut disposer sur l'usage du micro-ordinateur et la connexion à l'Internet dans la population nationale¹³, ces données témoignent d'un degré de familiarité avec l'usage du micro-ordinateur et de l'Internet nettement plus élevé parmi les lecteurs des archives départementales et communales. Ce qui permet de penser qu'une large part du public des archives est d'ores et déjà préparée, au moins psychologiquement, à utiliser les nouveaux modes de relation et de consultation rendus possibles par les technologies modernes de communication. En effet, 13 % des lecteurs rapportaient avoir déjà cherché sur l'Internet des informations relatives aux archives, et 9 % en avoir trouvé par ce moyen. (Réponse à la question n° 34E). Toutefois, les lecteurs adeptes du minitel (56 %) étaient, à l'époque de l'enquête, nettement plus nombreux (23 %) à utiliser ce moyen pour effectuer des recherches ou trouver des informations d'ordre généalogique ou historique. (Réponse à la question n° 33)

Comme on pouvait s'y attendre en raison de ce qui précède, le public des archives de Paris était, à l'automne 1999, plus largement familiarisé avec l'informatique que l'ensemble des lecteurs : sept sur dix utilisaient un micro-ordi-

13. Au 4^e trimestre 1999, seulement 5,9 % des foyers français avaient accès à l'Internet, et 3,2 % y étaient abonnés (respectivement 7,1 % et 4 % au 1^{er} trimestre 2000). (Source 24 000 Multimédia 2000). Par ailleurs, dans la population âgée de plus de 18 ans, 8,3 % des individus s'étaient connectés à l'Internet au cours des 7 jours précédents, 14,4 % au cours des 12 mois précédents. (Source : Baromètre Internet 24 000/Médiamétrie – ISL/1^{er} trimestre 2000).

Tableau 15 – Accès des lecteurs à l'Internet

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Accès à l'Internet	37	37	36	48	38
à domicile	22	23	22	35	21
sur le lieu de travail	16	16	16	26	16
ailleurs	6	6	6	5	7
Utilisation de l'Internet					
un ou plusieurs jours					
par semaine	17	18	17	27	15
une à quatre fois par mois	11	11	11	10	11
moins souvent	8	7	7	10	10
sans réponse	1	1	1	1	2
Recherche d'informations					
relatives aux archives	13	14	14	18	11
en ont trouvé par ce moyen	9	10	9	13	9

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

nateur, les deux tiers à leur domicile ; pour plus de la moitié (52 %), ce micro-ordinateur était équipé d'un lecteur de cédéroms. En raison de son statut socio-professionnel, il se distinguait aussi par son utilisation d'un micro-ordinateur à la fois à son domicile et sur son lieu de travail (36 %, au lieu de 26 % pour la moyenne des lecteurs). Il avait plus fréquemment accès à l'Internet (48 %), notamment à son domicile (35 %) et plusieurs jours par semaine (27 % au lieu de 17 %) ; il en avait plus fréquemment déjà profité pour chercher des informations relatives aux archives (18 %), et il en avait aussi plus souvent déjà trouvé par ce moyen (13 %). Il se caractérisait enfin par son utilisation nettement plus fréquente du minitel (69 %), moyen qu'il avait déjà utilisé (34 %) pour effectuer des recherches ou trouver des informations d'ordre généalogique ou historique.

***Profil sociodémographique et socioculturel
des lecteurs des AD et des AC***

Les lecteurs des archives départementales et communales se caractérisent par les traits suivants :

- un public légèrement plus masculin que féminin ;
- plus de la moitié des lecteurs ont dépassé la cinquantaine ;
- la moitié des lecteurs vivent dans des grandes villes ;
- plus de la moitié ont accédé à l'enseignement supérieur ;
- la moitié des lecteurs sont retraités ou étudiants, près de la moitié sont professionnellement actifs ou à la recherche d'un emploi ;
- les catégories modestes ou moyennes l'emportent légèrement sur les catégories supérieures ;
- un public aux loisirs très culturels : un tiers des lecteurs visitent des sites archéologiques, plus de la moitié fréquentent des expositions de peinture ou de sculpture, plus des deux tiers visitent des musées et les trois quarts des monuments historiques ;
- un public amateur de lecture et particulièrement de livres et revues d'histoire ;
- un peu plus de la moitié des lecteurs sont inscrits à une bibliothèque et près des trois quarts possèdent une encyclopédie ou un dictionnaire en plusieurs volumes ou sur cédéroms ;
- la moitié des lecteurs font partie d'au moins une association culturelle, spécialement un cercle de généalogistes ou une société savante ;
- un public largement familiarisé avec les moyens modernes de communication : les deux tiers des lecteurs utilisent un micro-ordinateur et plus d'un tiers ont accès à l'Internet.

CHAPITRE II

Les recherches des lecteurs

Pour définir les recherches effectuées par les lecteurs dans les services d'archives départementales et communales, on a adopté le parti de se référer à leur dernière visite dans l'un de ces services. En centrant les questions sur l'expérience la plus récente, on visait à recueillir des informations circonstanciées et par là même, plus précises, sur les modalités d'utilisation des services d'archives et leur appréciation par les lecteurs.

L'examen des réponses fait ressortir que celles-ci sont, en fait, assez fréquemment relatives à plusieurs recherches, voire à plusieurs visites, soit que les centres d'intérêt polyvalents des lecteurs et leur curiosité intellectuelle les aient conduits, la dernière fois, à mener de front des recherches relevant de domaines différents, soit qu'ils aient tenu à évoquer et à comparer plusieurs services d'archives dans lesquels ils avaient effectué une même recherche, soit encore qu'ils n'aient pu se résoudre à faire part seulement de leur dernière expérience, certaines visites précédentes, dans d'autres services, ou consacrées à d'autres sujets, leur paraissant également mériter d'être rapportées, pour le bon ou le mauvais souvenir qu'ils en avaient gardé.

Cependant à la question sur le nombre de recherches ou demandes consacrées à des objets différents, question qui portait sur les deux dernières années, près de quatre usagers sur dix ont déclaré n'avoir effectué qu'une seule recherche ou demande dans un service d'archives au cours de ces deux dernières années, plus de la moitié (56 %), une ou deux, et près d'un tiers, trois ou plus ; toutefois, 14 % des lecteurs ont laissé cette question sans réponse, plus vraisemblablement, semble-t-il, en raison de la diversité et de la complexité de leurs démarches que par négligence ou refus de répondre. (Voir tableau 16 – Réponse à la question n° 12)

La multiplicité des réponses données par une partie des lecteurs interrogés sur leurs recherches permet de mesurer le caractère exclusif ou diversifié des finalités et des domaines des recherches menées dans les services d'archives départementales et communales, à un moment donné, et de tenir compte de ce caractère dans l'analyse des profils des différents publics concernés.

**Tableau 16 – Nombre de recherches des lecteurs
au cours des deux dernières années**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Une seule recherche ou demande	38	40	40	38	35
Deux recherches	18	18	18	15	19
Trois à neuf recherches	19	18	18	21	22
Dix recherches et plus	11	11	11	12	9
Sans réponse	14	13	13	14	15
Ensemble	100	100	100	100	100
Moyenne	6	6	6	8	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

1. Cadre général des recherches

Près de six lecteurs sur dix (56 %) fréquentent les archives départementales et communales dans le cadre de leurs loisirs ou de leurs centres d'intérêt personnels. C'est particulièrement le cas aux archives départementales où se trouvent regroupés les documents nécessaires aux recherches généalogiques qui intéressent plus particulièrement ces amateurs (plus de six lecteurs sur dix).

Les lecteurs fréquentent aussi les services d'archives dans le cadre de leurs études, pour préparer un exposé, un diplôme, un mémoire, une thèse, etc. – c'est le cas d'un lecteur sur cinq – ou bien dans le cadre de leurs activités professionnelles – c'est le cas d'un sur dix. (Voir tableau 17 – Réponse à la question n° 14)

Enfin, près d'un lecteur sur cinq (18 %) a déclaré avoir effectué sa recherche dans le cadre d'une démarche administrative ou familiale, pour faire valoir ses droits. Ce taux de réponse a paru relativement élevé mais l'analyse des réponses a permis de constater que parmi les catégories de réponse proposées dans la formulation de cette question, l'éventualité « *dans le cadre d'une démarche administrative, personnelle ou familiale pour faire valoir vos droits* » n'a pas toujours été comprise dans le sens véritable « pour faire valoir vos droits dans le cadre d'une démarche administrative, personnelle ou familiale », mais, le plus souvent, dans un sens beaucoup plus général : « dans le cadre d'une démarche administrative personnelle ou familiale, notamment pour faire valoir vos droits ».

Nombre de lecteurs ont retenu cette catégorie de réponse pour indiquer le cadre de leurs recherches purement généalogiques. « Faire valoir vos droits » figurait aussi, sans aucune équivoque, dans la liste des buts de la dernière recherche, proposée à la question n° 20. Par ailleurs, les lecteurs interrogés étaient invités à décrire librement l'objet de la dernière recherche ou demande qui les avait conduits dans un service d'archives départementales ou communales. Grâce à

Tableau 17 – Cadre des recherches des lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Loisirs ou centres d'intérêt personnels	56	62	62	50	45
Études (exposé, diplôme, mémoire, thèse...)	19	16	16	18	23
Activité professionnelle	10	9	9	16	12
Démarche administrative pour faire valoir leurs droits*	18	16	16	24	21
Autre cadre	5	5	5	3	4
Sans réponse	4	3	3	1	6
Faire valoir leurs droits (démarche administrative**)	7	6	6	10	9

Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs cadres de recherche.
 * Réponse à la question 14.
 ** Réponse à la question 20.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

ces informations complémentaires, toute ambiguïté a pu être levée sur ce point. On a donc considéré la réponse à la question n° 20 comme plus pertinente et retenu le chiffre de 7 % de lecteurs ayant effectué une recherche administrative en vue de faire valoir leurs droits. Il s'agit notamment de recherches cadastrales ou d'urbanisme liées à des problèmes de voisinage, justification d'un titre de propriété, d'un acte de naturalisation, recherche de filiation, etc.

Corrélativement à la proportion un peu plus forte des étudiants dans le public des archives communales, les recherches effectuées dans le cadre des études y sont aussi un peu plus fréquentes (23 % des lecteurs au lieu de 19 % pour l'ensemble des lecteurs). Aux archives de Paris, la part des lecteurs effectuant des recherches dans le cadre de leur activité professionnelle est nettement supérieure à la moyenne (16 % au lieu de 10 %). Mais les lecteurs des archives de Paris et surtout ceux des archives communales sont nettement moins nombreux à effectuer des recherches dans le cadre de leurs loisirs. En revanche, les services d'archives de Paris et d'archives communales sont plus fréquemment consultés que les autres services d'archives départementales par les lecteurs effectuant une recherche administrative pour faire valoir leurs droits (10 % et 9 % au lieu de 6 %).

2. Buts des recherches

Parmi les buts des recherches indiqués par les lecteurs qui pouvaient donner plusieurs réponses, la recherche généalogique en amateur est, de loin, le plus fréquemment cité : 55 % des lecteurs l'ont indiqué, plus particulièrement ceux des

archives départementales (59 %, pour 46 % des usagers des services d'archives communales). Ces archives ont en effet vocation à recueillir les registres paroissiaux et l'état civil¹⁴ de toutes les communes du département. (Voir tableau 18 – Réponse à la question n° 20)

La recherche généalogique à titre professionnel ne concerne qu'une infime fraction de la population étudiée : de l'ordre de 1 % de l'ensemble des lecteurs. C'est donc pratiquement de recherche généalogique en amateur qu'il s'agira dans les résultats et les commentaires se rapportant aux recherches généalogiques.

La préparation d'un diplôme, d'un mémoire ou d'une thèse (travaux universitaires) concerne 14 % des lecteurs, nettement plus ceux des archives de Paris (18 %) que ceux des autres services d'archives (16 % pour les AC et 12 % pour

Tableau 18 – Buts des recherches des lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs enseignants des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
			<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Recherche généalogique en amateur	55	59	59	58	46
Préparation d'un diplôme, mémoire, thèse, ...	14	13	12	18	16
Connaissance d'un autre sujet qui intéresse les lecteurs	11	12	12	9	10
Préparation d'un ouvrage ou article historique, technique, scientifique	11	11	11	15	9
Faire valoir ses droits	7	6	6	10	9
Constitution d'un dossier documentaire, scolaire, universitaire	6	5	5	4	9
Préparation d'une conférence, d'une communication	5	5	5	5	5
Préparation d'une exposition	5	5	4	7	5
Préparation d'articles de presse	3	3	3	2	3
Documents pour la restauration de bâtiments ou objets anciens	3	3	2	5	3
Consultation d'archives versées par leur administration	2	1	1	ε	3
Rédaction d'un rapport demandé par une administration	2	1	1	3	3
Préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique	2	2	2	1	2
Recherche généalogique à titre professionnel	1	1	1	1	2
Préparation d'une œuvre de fiction	1	1	1	ε	1
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs buts de recherche.					

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

14. Voir les définitions ci-après dans 5. Documents consultés, p. 56.

les AD autres que Paris). En outre, 6 % des lecteurs ont cité comme but la constitution d'un dossier documentaire, scolaire ou universitaire (travail d'élève ou étudiant), particulièrement ceux des archives communales (9 %), d'un accès plus facile sans doute pour les scolaires.

Quelque 11 % des lecteurs ont déclaré avoir effectué des recherches sur un sujet qui les intéresse à titre personnel, sujet d'histoire locale, fait divers historique, histoire des sciences, histoire militaire, biographie, etc. Les lecteurs qui ont déclaré préparer un ouvrage ou un article historique, technique ou scientifique (11 % également) sont proportionnellement plus nombreux aux archives de Paris (15 %) et moins nombreux dans les archives communales (9 %).

Comme on l'a vu précédemment, 7 % des lecteurs effectuent des recherches pour faire valoir leurs droits.

Les autres buts de recherches qui concernent chacun 5 %, au plus, des lecteurs sont :

- la préparation d'une conférence ou d'une communication pour un colloque et la préparation d'une exposition (5 % chacun),
- la préparation d'articles de presse, la recherche d'une documentation pour la restauration de bâtiments ou d'objets anciens (3 % chacun),
- la consultation par l'administration à laquelle le lecteur appartient d'archives versées par celle-ci¹⁵, la rédaction d'un rapport demandé par une administration, la préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique dans le cadre d'un travail d'enseignant (2 % chacun),
- enfin, la préparation d'une œuvre de fiction : roman, théâtre, film... (1 %).

Les lecteurs des archives de Paris ont plus fréquemment recours aux archives que les autres lecteurs pour la préparation d'une exposition (7 %) ou pour la recherche de documentation en vue de restaurer des bâtiments ou des objets anciens (5 %).

3. Domaines de recherche

Près de six lecteurs sur dix (58 %) effectuent des recherches historiques. Une proportion presque égale (56 %) s'adonne à la généalogie. (Voir tableau 19 – Réponse à la question n° 18)

Toutefois, la généalogie l'emporte sur l'histoire dans le public des archives départementales (60 %) et plus encore dans celui des archives de Paris (62 %). Au contraire, les lecteurs des archives communales sont majoritairement des chercheurs en histoire (62 %), moins de la moitié (47 %) s'intéressant à la généalogie.

15. Dans la mesure où cette consultation a fait l'objet d'une fiche d'inscription.

L'histoire recouvre une grande variété de domaines de recherche parmi lesquels deux sous-ensembles peuvent être distingués :

• ***l'histoire locale***, qui comprend :

- l'histoire d'une maison, d'un quartier, d'une commune, à laquelle se consacre un lecteur sur quatre ;
- l'histoire d'un nom de lieu ou de personne (onomastique¹⁶, qui n'était pas désignée sous ce nom dans le questionnaire), domaine de recherche d'environ un lecteur sur sept.

Ces deux domaines sont étroitement liés, de nombreux lecteurs les pratiquant l'un et l'autre. Ainsi, l'histoire locale concerne au total un tiers des lecteurs, comme on le verra plus loin.

Les recherches sur l'histoire d'une maison, d'une commune sont plus fréquentes aux archives communales (27 % des lecteurs) comparées à l'ensemble (25 %) et nettement moins fréquentes aux archives de Paris (20 %). À l'inverse, les recherches concernant un nom de lieu ou de personne sont nettement plus fréquentes aux archives de Paris (22 % au lieu de 15 % pour l'ensemble des services).

• ***l'histoire générale***, qui regroupe tous les autres domaines historiques :

- l'histoire politique et événementielle qui constitue le domaine des recherches d'un lecteur sur dix, un peu plus dans les archives communales (13 %) que dans les archives départementales (9 %) ;
- l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les voies de communication, etc., qui concernent également un lecteur sur dix ; ce domaine est plus fréquemment exploré aux archives de Paris (16 %) et dans les services d'archives communales (14 %) que dans les autres services d'archives départementales (8 %) ;
- l'histoire économique et sociale qui intéresse 8 % des lecteurs, un peu plus ceux des archives de Paris (11 %) ;
- l'histoire religieuse et celle des sciences humaines (6 % chacune), qui intéressent un peu moins les lecteurs des archives de Paris (respectivement 3 % et 4 %) ;
- l'histoire du droit (5 %, mais 2 % seulement aux archives de Paris) ;
- l'histoire des arts, l'histoire littéraire (4 %) qui intéressent beaucoup plus les lecteurs des archives de Paris (10 %) ;
- enfin, l'histoire des sciences, des techniques, de la médecine (3 % des lecteurs).

Histoire et généalogie sont fortement imbriquées dans les recherches des lecteurs. À l'occasion de leurs recherches sur leurs ascendants, nombre de lecteurs effectuant des recherches généalogiques en viennent assez rapidement à explorer aussi le contexte historique dans lequel ceux-ci ont vécu, à l'histoire des mai-sons, des communes dans lesquelles leur famille a évolué au cours des siècles,

16. L'onomastique est l'étude de l'origine des noms propres de lieux ou de personnes. Elle comprend : l'anthroponymie ou étude des noms de personnes et la toponymie ou étude des noms de lieux.

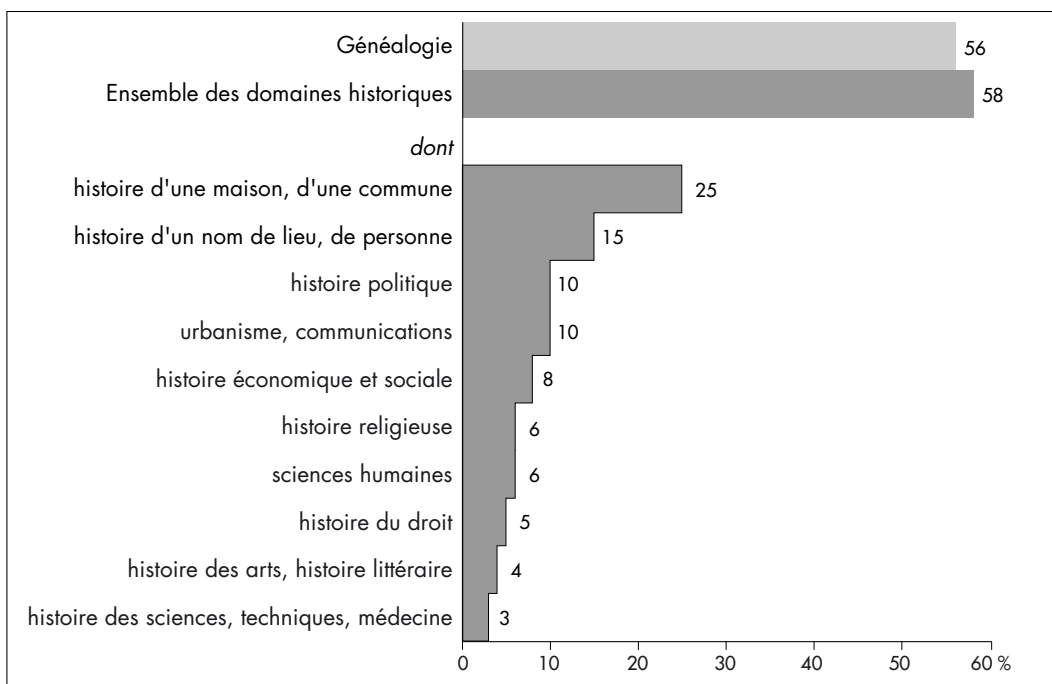
Tableau 19 – Domaines (non exclusifs) des recherches des lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Généalogie	56	60	60	62	47
Histoire	58	56	56	59	62
dont :					
histoire d'une maison, d'une commune	25	24	24	20	27
histoire d'un nom de lieu, de personne	15	15	15	22	16
histoire politique et événementielle	10	9	9	8	13
urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	10	9	8	16	14
histoire économique et sociale	8	9	8	11	8
histoire religieuse	6	7	7	3	5
sciences humaines	6	6	6	4	5
histoire du droit	5	5	5	2	5
histoire des arts, histoire littéraire	4	4	4	10	5
histoire des sciences, techniques, médecine	3	3	3	4	3

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Graphique 5 – Domaines (non exclusifs) des recherches des lecteurs
aux archives départementales et communales**



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

à l'origine des noms des personnes et des lieux auxquels ils s'intéressent ou sont attachés. De même, mais probablement moins souvent, les lecteurs qui font des recherches historiques peuvent être amenés à étudier la généalogie des person-

nages, célèbres ou non, dont ils évoquent la vie ; certains entreprennent aussi de retracer leur propre histoire familiale.

Ainsi, un lecteur sur cinq (20 %) fait à la fois de la généalogie et de l'histoire, certains ne s'intéressant qu'à l'histoire locale (11 %) – domaine auquel conduit naturellement la recherche généalogique –, les autres n'effectuant que des recherches historiques plus générales : histoire politique ou événementielle, histoire économique et sociale, etc. (9 %).

Les lecteurs qui n'effectuent que des recherches historiques représentent 38 % de l'ensemble des lecteurs, ceux qui ne font que de la généalogie, 36 %. (Voir tableau n° 20)

Tableau 20 – Grands domaines (exclusifs) des recherches des lecteurs

en %

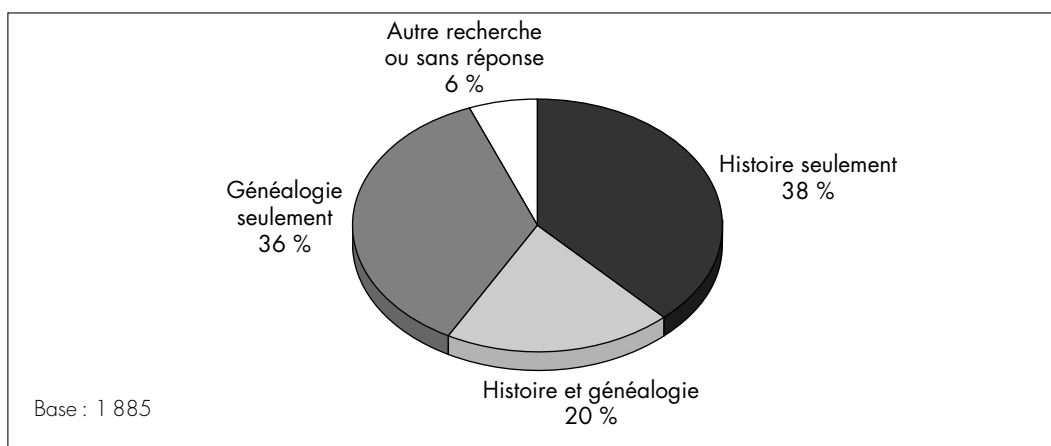
	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Généalogie seulement	36	40	40	37	27
Histoire et généalogie	20	20	20	25	20
<i>Histoire générale et généalogie</i>	3	3	3	5	4
<i>Histoire locale et généalogie</i>	11	11	11	13	11
<i>Histoire générale, histoire locale et généalogie</i>	6	6	6	7	5
Ensemble de la généalogie	56	60	60	62	47
Histoire seulement	38	36	36	34	42
<i>Histoire générale</i>	21	20	20	21	24
<i>Histoire locale</i>	9	9	9	4	9
<i>Histoire générale et histoire locale</i>	8	7	7	9	9
Ensemble des domaines historiques	58	56	56	59	62
<i>Histoire générale (et éventuellement généalogie)</i>	24	23	23	26	28
<i>Histoire locale (et éventuellement généalogie)</i>	20	20	20	17	20
<i>Histoire générale et histoire locale (et éventuellement généalogie)</i>	14	13	13	16	14

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Dans chacun des domaines de recherche, les lecteurs poursuivent des finalités particulières (voir tableau 21) :

- l'onomastique et l'histoire d'une maison, d'un quartier, d'une commune, sont des domaines plus particulièrement explorés par les lecteurs qui effectuent des recherches généalogiques en amateur (c'est le cas, respectivement, de 73 % et 42 % des lecteurs effectuant des recherches dans ces deux domaines). Les autres lecteurs qui s'intéressent à ces domaines poursuivent le plus souvent des recherches à titre personnel (24 % et 25 %) ;
- l'histoire politique et événementielle est un domaine de recherche où l'on rencontre aussi bien des lecteurs qui préparent un diplôme (26 %) ou la publication d'un ouvrage ou d'un article historique, scientifique ou technique (26 %)

Graphique 6 – Répartition des lecteurs selon leurs grands domaines de recherche aux archives départementales et communales



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- que des généalogistes (31 %) et des lecteurs intéressés par un autre sujet à titre personnel (21 %) ;
- l'histoire économique et sociale intéresse principalement des lecteurs qui préparent un diplôme (44 %), qui écrivent un ouvrage ou un article historique,

Tableau 21 – Les buts des recherches des lecteurs selon les domaines

en %

	Ensemble des domaines	Généalogie	Histoire d'une maison, commune	Histoire d'un nom de lieu, de personne	Histoire politique et événementielle	Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	Histoire économique et sociale	Histoire religieuse	Sciences humaines	Histoire du droit
Recherche généalogique amateur	55	94	42	73	31	13	20	33	20	12
Préparation d'un diplôme	14	2	10	8	26	27	44	27	47	32
Autre sujet personnel	11	11	25	24	21	12	20	33	24	7
Préparation d'un ouvrage scientifique	11	6	19	16	26	16	29	31	26	16
Faire valoir ses droits	7	2	12	4	1	15	–	2	1	41
Constitution d'un dossier scolaire	6	2	10	7	12	20	15	16	17	8
Préparation d'une conférence	5	3	7	7	13	6	14	17	14	9
Préparation d'une exposition	5	3	12	9	9	10	12	13	15	4

Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs buts pour un même domaine.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- scientifique ou technique (29 %), mais aussi, dans un cas sur cinq, des lecteurs qui effectuent des recherches généalogiques en amateur (20 %) ou des recherches sur un sujet personnel (20 % également) ;
- l’urbanisme, l’aménagement du territoire, les voies de communication, etc. intéressent le plus souvent des lecteurs (élèves ou étudiants) préparant un diplôme (27 %) ou un dossier documentaire, scolaire ou universitaire (20 %) ;
 - l’histoire religieuse est, elle aussi, un domaine où se croisent des lecteurs poursuivant des finalités diverses : recherche généalogique (33 %) ou recherche sur un sujet personnel (33 %), préparation d’un ouvrage ou d’un article (31 %), préparation d’un diplôme (27 %) ;
 - les sciences humaines intéressent, de même, un public diversifié de chercheurs, mais principalement des lecteurs étudiants qui préparent un diplôme (47 %) ;
 - enfin, ceux qui ont désigné l’histoire du droit comme terrain de leur dernière recherche sont le plus souvent des lecteurs qui préparent un diplôme (32 %) et des lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits (41 %).

4. Périodes des recherches

Un quart des lecteurs (26 %) a déclaré s’intéresser à toutes les périodes de l’histoire. C’est plus fréquemment le cas, nous le verrons plus loin, des lecteurs effectuant des recherches généalogiques qui peuvent s’étendre sur presque toutes les périodes. (Voir tableau 22 – Réponse à la question n° 19)

Si l’on considère le découpage chronologique adopté dans le questionnaire, le XIX^e siècle (de 1815 à 1914) apparaît comme la période privilégiée de quatre lecteurs sur dix. Trois périodes – la Renaissance et l’Ancien Régime, la Révolution et l’Empire, et le XX^e siècle – intéressent chacune environ trois

Tableau 22 – Périodes sur lesquelles portent les recherches des lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
			<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Avant la Révolution	32	35	36	29	24
Moyen Âge	7	8	9	2	5
Renaissance et Ancien Régime	29	32	32	29	21
Révolution et Empire	30	33	33	34	24
De 1815 à 1914	41	43	42	58	36
De 1914 à nos jours	30	27	27	30	37
de 1914 à 1939	20	20	20	23	21
de 1939 à 1945	15	14	14	13	19
de 1946 à nos jours	18	15	15	17	26
Toutes périodes	26	28	28	20	21

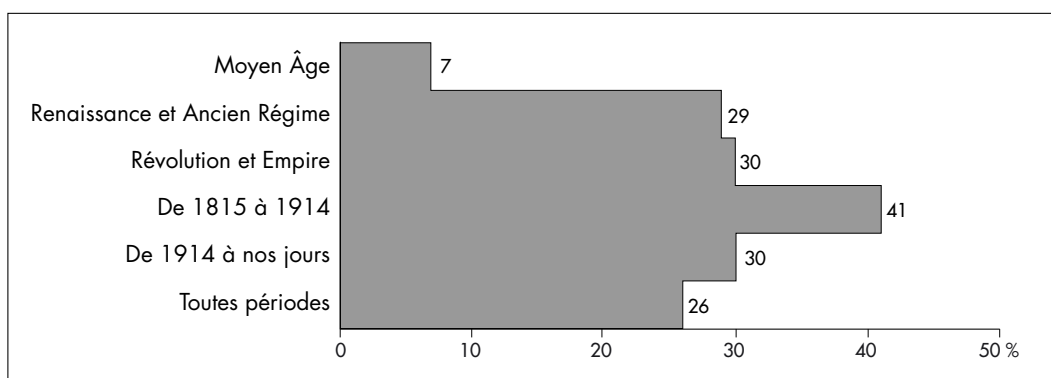
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs périodes.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

lecteurs sur dix. Le Moyen Âge ne concerne que 7 % des lecteurs en raison de la moindre abondance des documents de cette période et des difficultés de lecture que ceux-ci présentent.

Les périodes préférées par le public des archives communales sont le ^{xx}e siècle (37 %) et le ^{xix}e siècle (36 %). Cette dernière période est aussi, de loin, la période de prédilection des lecteurs des archives de Paris (58 %).

Graphique 7 – Périodes sur lesquelles portent les recherches des lecteurs aux archives départementales et communales



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Des relations étroites existent entre domaines et périodes des recherches (voir tableau 23) :

- la généalogie et l’onomastique apparaissent plus fréquemment liées à des recherches effectuées sur les périodes allant du ^{xvi}e au ^{xix}e siècle ;
- l’histoire d’une maison, d’une commune au ^{xix}e siècle ;
- l’histoire religieuse aux périodes de la Renaissance et de l’Ancien Régime et au ^{xix}e siècle ;

Tableau 23 – Périodes des recherches des lecteurs selon les principaux domaines

en %

	Ensemble des domaines	Généalogie	Histoire d'une maison, commune...	Histoire d'un nom	Histoire politique et événementielle	Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	Histoire économique et sociale	Histoire religieuse
Moyen Âge	7	5	13	12	15	7	14	28
Renaissance, Ancien Régime	29	38	29	43	27	16	39	46
Révolution et Empire	30	43	29	40	26	15	34	29
De 1815 à 1914	41	50	41	51	37	40	48	41
De 1914 à nos jours	30	24	33	35	45	53	37	21
Toutes périodes	26	34	32	29	18	24	15	26

Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs périodes pour un même domaine.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- l’histoire politique et événementielle, l’urbanisme, l’aménagement du territoire, les voies de communication, etc., aux recherches sur le XIX^e siècle et le XX^e siècle ;
- l’histoire économique et sociale semblant, pour sa part, faire, plus fréquemment que les autres domaines, l’objet de recherches sur toutes les périodes.

5. Documents consultés

La consultation des séries d’archives¹⁷, présentées chronologiquement, est bien évidemment corrélée aux périodes des recherches effectuées. Les séries les plus fréquemment consultées sont celles de la période 1800-1940 (45 % des lecteurs), plus aux archives départementales (48 %) et surtout aux archives de Paris (58 %) qu’aux archives communales (39 %). (Voir tableau 24 – Réponse à la question n° 21A)

Les séries les moins demandées sont celles de la période contemporaine¹⁸, davantage consultées aux archives communales qu’aux archives départementales. Les séries d’archives antérieures à la Révolution sont consultées par quatre lecteurs sur dix, mais là aussi nettement plus aux archives départementales, généralement plus riches pour cette période que les archives communales. De même, celles de la période révolutionnaire, auxquelles s’intéresse près d’un lecteur sur

Tableau 24 – Nature des documents consultés par les lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Séries d’archives :					
antérieures à la Révolution	39	44	44	41	29
de la période révolutionnaire	32	36	36	39	24
de la période 1800 à 1940	45	48	47	58	39
de la période contemporaine	15	14	13	19	19
Registres paroissiaux ou de l’état civil	56	60	60	60	46
Minutes notariales	26	29	28	32	19
Ouvrages imprimés	25	25	25	27	25
Cadaastre	25	26	26	29	23
Presse	20	18	18	21	25
Documents iconographiques	20	18	18	23	23
Registres de l’Enregistrement	10	11	10	20	8
Archives privées	10	11	11	12	7
Documents sonores ou audiovisuels	2	1	1	3	2
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs buts de recherche.					

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

17. La série correspond soit à un fonds, soit à une partie de fonds ou à un regroupement de fonds, soit encore à une tranche chronologique.

18. La période contemporaine est ici la période postérieure à 1940.

trois, sont, elles aussi, plus fréquemment consultées aux archives départementales pour la même raison que celle évoquée ci-dessus.

En proportion identique à celle du domaine de la généalogie, les documents les plus consultés (voir leur définition dans l'encadré ci-après) sont les registres paroissiaux (avant la Révolution) ou ceux de l'état civil (depuis 1793), spécialement aux archives départementales (six lecteurs sur dix). Les minutes notariales, qui servent principalement aux recherches généalogiques, sont consultées par un quart des lecteurs, de même que les ouvrages imprimés et le cadastre, ce dernier pouvant servir tant aux généalogistes qu'aux historiens locaux ou aux usagers ayant recours aux archives pour faire valoir un droit de propriété. La presse et les documents iconographiques concernent, dans chaque cas, un lecteur sur cinq, plus spécialement aux archives communales, et pour les documents iconographiques, aux archives de Paris. Les registres de l'Enregistrement n'intéressent qu'un lecteur sur dix, mais un sur cinq aux archives de Paris. Enfin, les archives privées ne concernent également qu'un lecteur sur dix. (Voir tableau 25)

Tableau 25 – Documents consultés par les lecteurs selon leurs domaines de recherche

en %

	Ensemble des domaines	Généalogie	Histoire d'une maison, commune...	Histoire d'un nom de lieu, de personne	Histoire politique et événementielle	Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	Histoire économique et sociale	Histoire religieuse
Séries d'archives :								
antérieures à la Révolution	39	50	48	61	36	28	51	66
de la période révolutionnaire	32	45	38	48	32	21	36	42
de la période 1800 à 1940	45	53	52	58	47	48	58	55
de la période contemporaine	15	13	18	19	28	31	23	22
Registres paroissiaux ou de l'état civil	56	85	48	75	44	21	49	58
Minutes notariales	26	35	31	45	27	18	42	39
Ouvrages imprimés	25	17	38	42	49	42	60	59
Cadastre	25	19	53	39	27	66	40	40
Presse	20	11	22	24	43	27	35	35
Documents iconographiques	20	11	34	30	35	53	46	43
Registres de l'Enregistrement	10	13	15	20	5	8	17	9
Archives privées	10	9	15	18	18	14	30	29
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs périodes pour un même domaine.								

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les documents consultés varient naturellement selon les domaines de recherche :

- les recherches généalogiques font, dans leur grande majorité, appel aux ressources des registres paroissiaux ou de l'état civil (85 %) ; les minutes notariales sont beaucoup moins consultées (35 %) ;
- les trois quarts des lecteurs qui font de l'onomastique utilisent aussi majoritairement les registres de l'état civil ; quatre sur dix environ ont recours aux

- minutes notariales (45 %), aux ouvrages imprimés (42 %) ou encore au cadastre (39 %) ;
- environ la moitié des lecteurs qui étudient l’histoire d’une maison ou d’une commune font appel au cadastre (53 %) ou aux registres de l’état civil (48 %) ; ils utilisent également des ouvrages imprimés (38 %) ou recherchent des documents iconographiques (34 %) ;
 - la moitié des lecteurs qui font de l’histoire politique ou événementielle utilise des ouvrages imprimés (49 %) et plus de quatre sur dix les registres de l’état civil (44 %) ou des documents de presse (43 %) ; un tiers consulte des documents iconographiques (35 %) ;
 - les deux tiers des lecteurs concernés par l’urbanisme ou l’aménagement du territoire utilisent le cadastre, plus de la moitié des documents iconographiques (53 %) et plus de quatre sur dix des ouvrages imprimés (42 %) ;
 - les lecteurs qui s’intéressent à l’histoire économique et sociale utilisent tout d’abord les ouvrages imprimés (60 %), puis les registres de l’état civil (49 %) et les documents iconographiques (46 %) ; quatre sur dix utilisent encore les minutes notariales (42 %) ou le cadastre (40 %) et plus d’un tiers la presse (35 %) ;
 - enfin, parmi les lecteurs qui étudient l’histoire religieuse, six sur dix environ font appel également aux ouvrages imprimés (59 %) ou aux registres de l’état civil (58 %) et quatre sur dix aux documents iconographiques (43 %), au cadastre (40 %) ou aux minutes notariales (39 %) et plus d’un tiers à la presse (35 %).

Les documents consultés

• Les registres paroissiaux, qui enregistraient les baptêmes, mariages et décès, étaient tenus jusqu’à la Révolution par les curés des paroisses. En 1792, l’Assemblée législative instaura l’état civil tenu par les maires. Sur les registres d’état civil sont enregistrés les actes constatant les principaux faits relatifs à l’état des personnes : naissance, adoption, légitimation, mariage, divorce, décès...

Depuis le milieu du XVIII^e siècle, les registres paroissiaux, puis d’état civil, ont été tenus en double exemplaire, l’original étant conservé par le curé, puis le maire, et le double adressé au greffe du tribunal dont dépend la collectivité. C’est la collection du greffe du tribunal qui est conservée aux AD. La collection des registres paroissiaux conservée aux AD remonte fréquemment à une période moins ancienne que celle conservée aux AC. Les registres des communes sont conservés soit en mairie, soit aux AD (dépôts des communes).

• Les minutes des notaires sont les originaux authentiques de tous les actes passés devant eux. Ce sont des archives publiques que le notaire a obligation de conserver et, depuis la loi de 1979, de verser aux AD après cent ans. Par opposition, les expéditions des actes notariés (copies authentiques remises par le notaire aux parties prenantes) sont des documents privés, sauf s’ils sont remis à un organisme public partie prenante.

- Le cadastre est un ensemble de documents sur lesquels sont enregistrés le découpage d'un territoire en propriétés bâties et en cultures, leurs superficies, ainsi que le nom des propriétaires des différentes parcelles.

Le cadastre a été rénové vers 1940. Un exemplaire du nouveau cadastre est conservé en mairie et un exemplaire est conservé aux AD.

- Les documents iconographiques sont constitués par les cartes et plans, les gravures, les photographies, les cartes postales et les affiches.
- Les registres des services de l'Enregistrement sont tenus par l'administration chargée de la formalité fiscale. Celle-ci inscrit certains actes ou déclarations sur des registres officiels, moyennant le paiement d'un droit fiscal, en vue d'en constater l'évidence et de leur conférer une date certaine.
- Les archives privées sont celles des personnes et organismes privés transmises aux services d'archives.

Les fonds détenus par les archives départementales et communales

D'après l'article premier de la loi du 3 janvier 1979, les archives sont « l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits et reçus par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité ». Les archives comprennent donc non seulement des documents sur support papier mais aussi des documents iconographiques (plans, cartes, gravures, photographies...), des documents audiovisuels et des documents électroniques.

Les services d'archives départementales et communales organisent la conservation et la communication de l'ensemble des archives publiques et des archives privées qui leur sont confiées.

Selon l'article 7 du décret du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics, les *archives départementales* « conservent, trient, classent, inventorient et communiquent :

- a. les documents provenant des administrations, tribunaux, établissements et organismes de toute nature, antérieurs à la Révolution française, qui leur ont été attribués par la loi ;*
- b. les documents provenant des assemblées, administrations et établissements publics départementaux depuis 1789 ;*
- c. les documents provenant des services extérieurs de l'État et des établissements publics nationaux ou régionaux fonctionnant ou ayant fonctionné sur le territoire du département depuis 1789, sous réserve des dispositions de l'article 6... ;*
- d. les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels exerçant ou ayant exercé sur le territoire du département ;*
- e. les documents mentionnés par l'article L.317-2 susvisé du code des communes ;*
- f. tous autres documents qui leur sont remis à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif. »*

Les *archives communales*, quant à elles, « conservent, trient, classent, inventorient et communiquent, sous réserve des dispositions de l'article L.317-2 susvisé du code des communes :

- a. les documents provenant des assemblées, administrations et établissements publics municipaux ;*
- b. les documents qui leur sont remis à titre onéreux ou gratuit, temporaire ou définitif. »*

Les services d'archives départementales et communales conservent également des archives privées : de familles, d'entreprises, d'associations...

La conservation des archives est régie par deux grands principes, celui du respect des fonds et celui de la territorialité des archives :

- selon le principe du respect des fonds, les documents sont classés en fonction de l'institution qui les a produites : ainsi, on ne réunit pas des pièces de provenances diverses portant sur le même sujet pour en faire des dossiers de documentation où l'historien ne saurait plus quel est l'auteur du document qu'il consulte ; de même, le respect du classement des dossiers par origine consiste, par exemple, à ne pas mélanger les documents du cabinet du préfet sur une grève avec ceux des services de police et avec ceux du tribunal sur le même fait ;
- selon le principe de territorialité des archives, celles-ci doivent demeurer dans le cadre géographique qui les a produites.

En outre, des règles techniques uniformes de collecte, de tri, de classement et d'inventaire doivent être appliquées en principe dans l'ensemble des services placés sous le contrôle de la Direction des archives de France. Ainsi, le cadre de classement des archives nationales a été étendu aux archives départementales en 1841. Un autre cadre de classement pour les archives communales a, quant à lui, été fixé par un arrêté de 1926, complété en 1983. De même, les documents d'archives ne sont communicables au public qu'au terme de certains délais fixés de façon uniforme par la loi du 3 janvier 1979 qui a aussi prévu la possibilité de demander des dérogations.

CHAPITRE III

Le profil des lecteurs selon leurs domaines de recherche

Nous avons vu que 58 % des lecteurs des archives départementales et des archives communales effectuent des recherches historiques, 56 % des recherches généalogiques et 7 % des recherches pour faire valoir leurs droits, ces recherches n'étant pas exclusives les unes des autres. Nous allons maintenant décrire successivement le profil et les caractéristiques des « lecteurs historiens », des « lecteurs généalogistes » et des « lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits ».

A. Les lecteurs historiens

Parmi les 58 % de lecteurs qui effectuent des recherches dans les domaines de l'histoire, près de six sur dix (58 % également) se spécialisent plutôt dans les domaines de *l'histoire locale* – histoire d'une maison, histoire d'un nom ou onomastique – et les deux tiers dans les autres domaines constituant ce que l'on est convenu d'appeler *l'histoire générale* – histoire politique et événementielle, histoire économique et sociale, histoire des arts, histoire littéraire, histoire des sciences, des techniques, urbanisme, aménagement du territoire, etc. (Voir tableau 26)

Un tiers des lecteurs historiens (34 %) n'étudie que l'histoire locale, quatre sur dix que l'histoire générale (42 %) et un quart l'une et l'autre (24 %). Cependant, l'étude de l'un ou l'autre de ces deux grands domaines de l'histoire n'exclut pas, nous l'avons vu, celle de la généalogie.

En effet, un tiers des lecteurs historiens (34 %) fait aussi de la généalogie, soit 20 % de l'ensemble des lecteurs ; ce sont, naturellement, plutôt ceux qui étudient l'histoire locale. Les informations recueillies dans l'enquête ne permettent tou-

tefois pas de savoir si les lecteurs qui mènent à la fois des recherches historiques et des recherches généalogiques privilégient l'un ou l'autre domaine ; c'est pourquoi l'on pourra les désigner aussi bien par les termes de lecteurs « historiens généalogistes » que lecteurs « généalogistes historiens ».

Les autres lecteurs historiens qui ne font aucune recherche généalogique seront appelés « historiens exclusifs » ; ils représentent les deux tiers des lecteurs historiens¹⁹.

**Tableau 26 – Grands domaines (exclusifs)
des recherches des lecteurs historiens**

en %

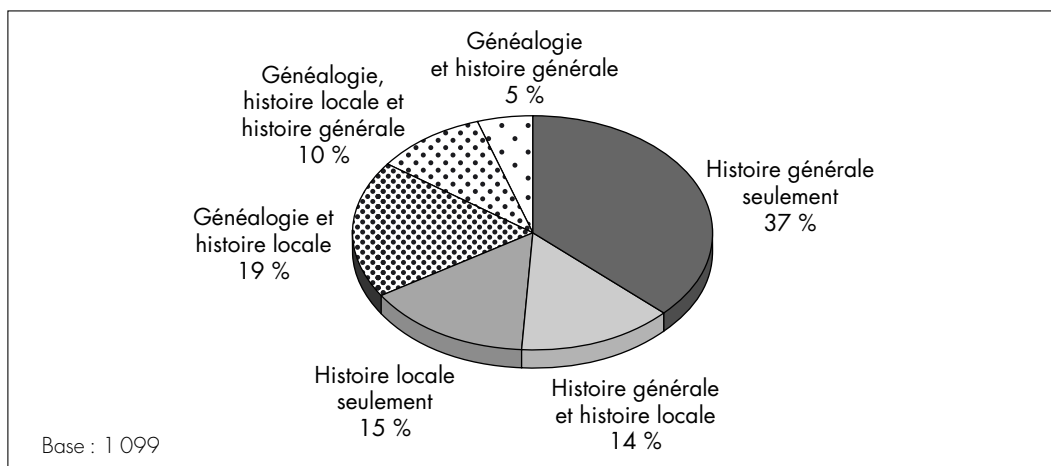
	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Histoire seulement	38	66	91	71	58	47	66
Histoire générale	21	37	67	45	27	24	32
Histoire locale	9	15	5	10	19	16	20
Histoire générale et histoire locale	8	14	19	16	12	7	14
Histoire et généalogie	20	34	9	29	42	53	34
Histoire générale et généalogie	3	5	4	6	6	6	6
Histoire locale et généalogie	11	19	4	14	24	34	16
Histoire générale, histoire locale et généalogie	6	10	1	9	12	13	12
Ensemble des domaines historiques	58	100	100	100	100	100	100
Histoire générale (et éventuellement généalogie)	24	42	71	51	33	30	38
Histoire locale (et éventuellement généalogie)	20	34	9	24	43	50	36
Histoire générale et histoire locale (et éventuellement généalogie)	14	24	20	25	24	20	26

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Ainsi, en répartissant les lecteurs historiens selon les deux grands domaines historiques (histoire générale et histoire locale) et selon les combinaisons qu'ils peuvent effectuer entre ces deux domaines et la généalogie, on obtient une répartition des lecteurs historiens en six catégories exclusives les unes des autres (Voir graphique 8)

19. On trouvera en annexe la comparaison entre les historiens exclusifs et les historiens généalogistes.

Graphique 8 – Répartition des lecteurs historiens selon leurs domaines de recherche aux archives départementales et communales

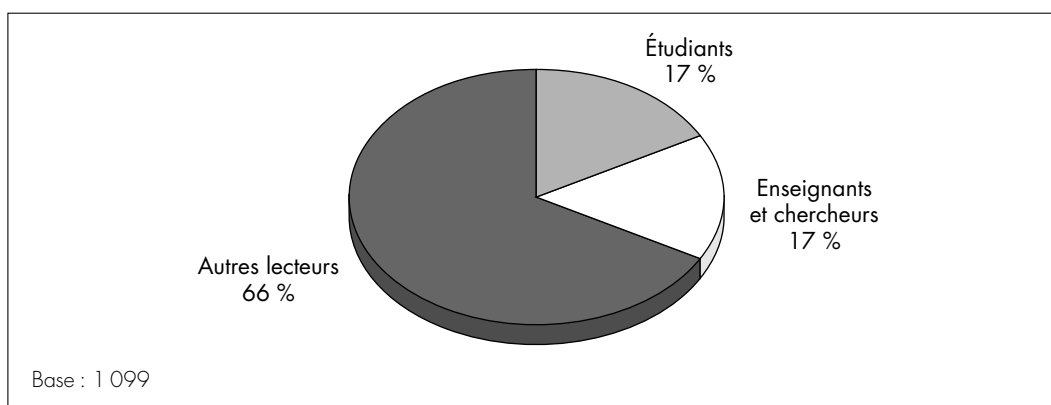


Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

L'ensemble des lecteurs historiens, y compris ceux qui font aussi de la généalogie, seront décrits en distinguant trois grandes catégories de lecteurs selon le statut socioprofessionnel ou l'activité qu'ils exercent :

- les étudiants : 10 % de l'ensemble des lecteurs et 17 % de ceux qui effectuent des recherches historiques ;
- les enseignants et chercheurs, qui représentent également 10 % des lecteurs et donc également 17 % des lecteurs historiens ;
- les autres lecteurs historiens : 39 % de l'ensemble des lecteurs et les deux tiers de ceux qui effectuent des recherches en histoire. Un tiers d'entre eux (soit 13 % de l'ensemble) a déclaré n'avoir pas dépassé le niveau du bac et la moitié (soit 20 % de l'ensemble) avoir fait des études supérieures. Les autres, qui n'ont pas indiqué leur niveau d'études (15 %, soit 6 % de l'ensemble), ne figurent pas dans les tableaux ci-après.

Graphique 9 – Répartition des lecteurs historiens selon leur statut socioprofessionnel et leur activité



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

1. Profil sociodémographique des lecteurs historiques

a. Sexe

Comme l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales, quoique davantage encore, les lecteurs historiques sont majoritairement des hommes (56 %), mais ce sont surtout ceux qui ne sont ni enseignants ou chercheurs ni étudiants, soit six sur dix des autres lecteurs historiques, et plutôt ceux qui n'ont pas accédé à l'enseignement supérieur. Au contraire, le public étudiant est majoritairement féminin (57 %). (Voir tableau 27)

Tableau 27 – Les lecteurs historiques selon le sexe

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiques de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Féminin	47	44	57	48	39	39	42
Masculin	53	56	43	52	61	61	58

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

b. Âge

Dans l'ensemble, le public historien, qui comprend les étudiants est, de ce fait, un peu moins âgé que l'ensemble des lecteurs (âge moyen : 47 ans au lieu de 50 ans). Les deux tiers des étudiants ont moins de 25 ans, mais ceux qui préparent une thèse (35 %) sont plus âgés. Près de quatre enseignants et chercheurs

Tableau 28 – Âge des lecteurs historiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiques de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
15 à 29 ans	21	27	96	16	13	6	20
15 à 19 ans	2	1	2	–	2	4	1
20 à 24 ans	9	13	63	2	3	1	4
25 à 29 ans	10	13	31	14	8	1	15
30 à 39 ans	12	13	4	18	13	6	21
40 à 49 ans	15	13	–	10	18	20	14
50 à 59 ans	16	15	–	18	17	23	14
60 à 69 ans	20	17	–	23	20	25	16
70 ans et plus	16	15	–	15	19	20	15
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Moyenne	50	47	24	51	52	56	47

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

sur dix ont au moins 60 ans. Les autres lecteurs historiens sont légèrement plus âgés que l'ensemble des lecteurs, mais seulement ceux qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures (âge moyen de ces derniers : 56 ans). (Voir tableau 28)

c. Commune de résidence

Considérés globalement, les lecteurs historiens ne se distinguent guère de l'ensemble des lecteurs par leur répartition selon la taille de la commune où ils résident.

Des différences existent pourtant selon les différentes catégories de lecteurs historiens : les étudiants vivent plus fréquemment dans les grandes villes autres que Paris (44 % au lieu de 37 % pour l'ensemble des lecteurs) et les enseignants et chercheurs dans des communes rurales (37 % au lieu de 30 %). Parmi les autres lecteurs historiens, ceux qui n'ont pas accédé à l'enseignement supérieur habitent le plus souvent dans les grandes villes de province (45 % d'entre eux) et ceux qui ont poursuivi des études supérieures habitent un peu plus souvent dans l'agglomération de Paris que l'ensemble des lecteurs (19 % au lieu de 14 %).

d. Niveau d'études

Les deux tiers des lecteurs historiens ont poursuivi des études supérieures (65 % au lieu de 56 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales). C'est évidemment le cas des enseignants et chercheurs (neuf sur dix) et de la quasi-totalité des étudiants. Quant aux autres lecteurs historiens, la moitié seulement (51 %) ont un niveau d'études supérieur au bac, soit un peu moins que l'ensemble du public des archives départementales et des archives communales. (Voir tableau 29)

Tableau 29 – Niveau d'études atteint par les lecteurs historiens en 1999-2000

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
École primaire	5	3	–	–	5	14	–
Collège	9	7	–	1	9	28	–
Lycée	18	14	–	5	20	58	–
Au-delà du bac	56	65	97	91	51	–	100
bac + 1 ou 2	12	11	10	11	11	–	21
bac + 3 et au-delà	39	49	86	63	37	–	72
sans réponse	5	5	1	17	3	–	7
Autre	6	5	–	2	7	–	–
Sans réponse	6	6	3	1	8	–	–
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

e. Statut socioprofessionnel

Dans l'ensemble, les lecteurs historiens se distinguent de la moyenne des lecteurs par une plus faible proportion de retraités – 32 % pour 37 % – et une plus forte proportion d'étudiants – 19 % pour 12 %. (Voir tableau 30)

Les enseignants et chercheurs et les autres lecteurs historiens sont plus fréquemment en activité que la moyenne des lecteurs : respectivement 58 % et 50 % d'entre eux sont professionnellement actifs au lieu de 41 %.

Parmi les autres lecteurs historiens, les retraités qui ont un niveau d'études inférieur au bac sont proportionnellement beaucoup plus nombreux que les autres (45 % au lieu de 29 %) et, à l'inverse, les lecteurs professionnellement actifs qui ont un niveau d'études inférieur au bac sont proportionnellement moins nombreux (quatre sur dix au lieu de six sur dix).

Tableau 30 – Statut socioprofessionnel des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Élèves	2	1	–	–	2	4	–
Étudiants (non actifs)	11	17	100	–	–	–	–
Professionnellement actifs (y compris étudiants)	41	43	–	58	50	39	61
Étudiants (actifs*)	1	2	–	6	2	–	4
À la recherche d'un emploi	4	4	–	3	5	7	6
Retraités	37	32	–	39	38	45	29
Sans profession	4	2	–	–	3	4	2
Autre cas	1	1	–	–	2	1	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

* Les lecteurs « étudiants actifs » sont le plus souvent des enseignants ou chercheurs en cours de thèse. Ils ont été comptés en lecteurs « professionnellement actifs ».

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

f. Catégorie socioprofessionnelle

La répartition des lecteurs historiens par catégorie socioprofessionnelle semble peu différente de celle de l'ensemble du public des archives départementales et communales. Cependant, chez ces lecteurs, à l'inverse de l'ensemble des lecteurs, la part des catégories supérieures (cadres supérieurs et enseignants) l'emporte légèrement sur celle des catégories modestes ou moyennes (36 % au lieu de 32 %). (Voir tableau 31)

Près de la moitié des lecteurs historiens enseignants exercent, ou ont exercé, leurs fonctions dans un établissement secondaire ; un peu plus d'un quart seulement enseignent, ou ont enseigné, dans l'enseignement supérieur. Enfin, un lecteur historien enseignant sur cinq est retraité de l'enseignement secondaire.

Tableau 31 – Catégorie socioprofessionnelle des lecteurs historiens actifs et retraités

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Agriculteurs	2	3	–	–	4	3	4
Ouvriers	3	2	–	–	3	3	–
Employés	16	14	–	1	20	27	16
Cadres moyens, techniciens, artisans	17	16	–	1	24	31	18
Cadres supérieurs et professions libérales	18	19	–	2	28	9	44
Enseignants et chercheurs	15	17	–	100	–	–	–
Chercheurs non enseignants	1	2	–	10	–	–	–
Artistes et artisans d'art	1	1	–	1	1	1	1
Autres professions	2	2	–	2	3	1	4
Sans réponse	10	8	–	–	12	17	9
Ensemble	82	79	–	100	93	91	96

La somme des pourcentages de chaque colonne peut être supérieure à l'ensemble (actifs, à la recherche d'un emploi, retraités), certains lecteurs ayant pu indiquer deux professions.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs historiens enseignants n'enseignent pas tous l'histoire. Si c'est le cas pour près de quatre sur dix (38 %), les autres exercent leur activité dans des disciplines très variées : géographie, lettres, sciences physiques...

2. Profil socioculturel des lecteurs historiens

a. Visites culturelles et fréquentation des spectacles

Le public des lecteurs historiens se distingue par une pratique plus fréquente des visites culturelles que l'ensemble des lecteurs des archives. Parmi eux, les lecteurs enseignants et chercheurs sont ceux qui ont les niveaux de pratique culturelle les plus élevés (neuf sur dix ont visité un monument historique ou un musée au cours des douze mois précédant l'enquête, au lieu de sept sur dix pour les autres lecteurs historiens) ; les trois quarts sont allés voir une exposition de peinture ou de sculpture, au lieu de six sur dix. Ils sont aussi, comme les étudiants d'ailleurs, proportionnellement plus nombreux à avoir assisté à une conférence ou un colloque – sept sur dix au lieu de quatre sur dix. (Voir tableau 32)

Cependant, parmi les autres lecteurs historiens, ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà du baccalauréat se distinguent par des niveaux de pratique voisins de ceux des lecteurs enseignants : 85 % environ ont visité un monument ou un musée, plus de sept sur dix une exposition de peinture ou de sculpture.

**Tableau 32 – Visites culturelles des lecteurs historiques
(au cours des douze derniers mois)**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiques de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Monument historique	74	80	87	90	76	69	86
Musée	68	75	77	88	71	60	85
Exposition temporaire de peinture ou de sculpture	56	63	66	74	60	49	72
Site archéologique	34	37	41	44	34	31	38
Exposition temporaire de photographie	29	34	47	33	32	28	37
Conférence ou colloque	42	51	68	71	42	29	54
Formation hors scolarité	24	27	22	23	29	22	37

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Pour la fréquentation de spectacles, les lecteurs enseignants se distinguent encore par leurs sorties plus fréquentes aux concerts de musique classique (47 % au lieu de 26 % de l'ensemble des lecteurs), au théâtre (43 % au lieu de 30 %) ou à l'opéra (19 % au lieu de 12 %). Les lecteurs étudiants, quant à eux, vont plus fréquemment au cinéma (96 %), aux concerts de rock (41 %) et aux concerts de jazz (18 %).

b. Participation à des associations culturelles

Le public historien se signale également par sa participation plus fréquente à des associations culturelles : 20 % font partie d'une société savante ou historique (au

**Tableau 33 – Participation des lecteurs historiques
à des associations culturelles**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiques de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Société savante ou historique	14	20	9	37	19	15	22
Cercle ou société de généalogistes	21	16	1	16	19	24	16
Association de défense du patrimoine, de la nature ou de l'environnement	11	15	8	26	14	12	17
Université tous âges	9	11	28	6	8	4	11
Société d'amis des archives	2	3	2	4	3	3	4
Autre	19	22	19	30	20	9	29
Au moins une de ces associations	50	53	50	66	51	41	60

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

lieu de 14 % pour l'ensemble des lecteurs), participation qui concerne jusqu'à 37 % des enseignants et chercheurs. (Voir tableau 33). Ceux-ci sont par ailleurs plus fréquemment (un quart d'entre eux) membres d'une association de défense du patrimoine ou de l'environnement. Dans l'ensemble, les deux tiers de ces lecteurs historiens enseignants adhèrent à au moins une association culturelle. Les autres lecteurs historiens sont le plus fréquemment membres de cercles ou de sociétés de généalogistes, surtout ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures (un sur quatre).

c. Lecture de livres et de revues d'histoire

Les lecteurs historiens sont aussi de grands lecteurs : six sur dix sont inscrits à une bibliothèque, surtout les étudiants (près de neuf sur dix) et les enseignants et chercheurs (plus de sept sur dix). Plus d'un lecteur historien sur cinq (22 %) possède plus de 100 livres d'histoire et plus des trois quarts (77 %) lisent des revues consacrées à l'histoire. (Voir tableau 34). La moitié des étudiants et des enseignants et chercheurs en lisent au moins une fois par mois.

**Tableau 34 – Lecture de livres et de revues d'histoire
par les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Inscription à une bibliothèque	52	61	88	72	51	45	59
Possession d'une encyclopédie ou d'un dictionnaire en plusieurs volumes	72	72	70	78	72	75	70
Possession d'au moins 200 livres	45	49	35	78	45	35	57
Possession d'au moins 100 livres d'histoire	17	22	14	43	19	11	27
Nombre moyen de livres d'histoire	76	98	50	215	82	67	97
Lecture de revues d'histoire au moins une fois par mois	69	77	79	82	75	72	78
Abonnement à une revue d'histoire	32	39	51	48	33	30	36
	14	18	23	30	14	13	15

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

d. Utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet

Les lecteurs historiens sont aussi plus fréquemment utilisateurs d'un micro-ordinateur, notamment à leur domicile (60 % au lieu de 56 % de l'ensemble des lecteurs), surtout les étudiants et les enseignants.

Ils ont plus fréquemment accès à l'Internet (42 % au lieu de 37 %) : les deux tiers des étudiants et la moitié des enseignants. (Voir tableau 35). Ceux-ci y recher-

chent plus fréquemment des informations relatives aux archives : 16 % des étudiants et 20 % des enseignants, au lieu de 13 % pour l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales.

**Tableau 35 – Utilisation du micro-ordinateur
et de l'Internet par les lecteurs historiens**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	<i>dont</i>			<i>autres lecteurs historiens de niveau</i>	
			<i>étudiants</i>	<i>enseignants et chercheurs</i>	<i>autres lecteurs historiens</i>	<i>≤ au bac</i>	<i>> au bac</i>
Utilisation du minitel pour des recherches généalogiques ou historiques	56	58	48	63	60	54	68
	23	19	7	17	22	24	22
Utilisation d'un micro-ordinateur sur leur lieu de travail	66	71	90	77	66	54	77
à domicile	34	40	41	46	38	29	49
	56	60	74	68	55	40	66
(à domicile) équipé d'un lecteur de cédéroms	46	48	70	53	42	33	49
Accès à l'Internet à domicile	37	42	66	51	34	23	45
	22	23	21	30	22	14	27
utilisation plusieurs jours par semaine	17	17	24	20	14	7	19
pour chercher des informations relatives aux archives	13	13	16	20	11	11	13
en ont trouvé par ce moyen	9	10	13	15	9	9	11

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Profil des lecteurs historiens

Les lecteurs historiens se caractérisent par les traits suivants :

- un nombre plus élevé d'hommes que de femmes, sauf chez les étudiants ;
- une majorité d'entre eux ont moins de 50 ans, en raison de la présence des étudiants ;
- un peu plus de la moitié vivent dans des grandes villes ;
- les deux tiers ont fait ou poursuivent des études supérieures ;
- un sur cinq est étudiant, un sur trois, retraité, et près de la moitié sont professionnellement actifs ;
- une légère prédominance des catégories socioprofessionnelles supérieures ;
- près de la moitié des enseignants exercent, ou ont exercé, dans l'enseignement secondaire ;
- ce sont de fervents adeptes des loisirs culturels : près des deux tiers fréquentent des expositions de peinture ou de sculpture, les trois quarts visitent des musées et huit sur dix des monuments historiques ;
- un sur cinq est membre d'une société savante ou historique ;
- ils ont un intérêt plus marqué que les autres lecteurs pour les livres et les revues d'histoire : plus des trois quarts lisent des revues consacrées à l'histoire ;
- ce sont des lecteurs tout à fait familiarisés avec l'informatique et les moyens modernes de communication : sept sur dix utilisent un micro-ordinateur et plus de quatre sur dix ont accès à l'Internet.

3. Caractéristiques des recherches des lecteurs historiens

a. Cadre des recherches

Les lecteurs historiens effectuent leurs recherches dans le cadre de leur activité professionnelle plus fréquemment que l'ensemble des lecteurs (15 % au lieu de 10 %), mais il faut remarquer que plus de quatre sur dix (42 % au lieu de 56 %) ont déclaré effectuer leurs recherches dans le cadre de leurs loisirs. Les lecteurs enseignants et chercheurs, notamment, ont des pratiques multiples, à la fois en amateur (la moitié d'entre eux) et en professionnel (31 % dans le cadre de leurs études et 24 % dans le cadre de leurs activités professionnelles) ; 14 % font en outre référence à un autre cadre de recherche. (Voir tableau 36)

Tableau 36 – Cadre des recherches des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Loisirs ou centres d'intérêt personnels	56	42	7	49	48	54	45
Études (exposé, diplôme, mémoire, thèse...)	19	30	92	31	15	6	23
Activité professionnelle	10	15	2	24	15	9	19
Faire valoir leurs droits (démarche administrative*)	7	10	–	3	14	14	11
Autre	5	7	1	14	7	11	6
Sans réponse	4	2	–	1	3	6	–

Le total de certaines colonnes dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs cadres de recherches.
* Réponse à la question 20.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

b. Buts des recherches

De même, les buts des recherches du public historien sont multiples. Rappelons d'abord que la généalogie n'en est pas exclue : un tiers de ces lecteurs s'y adonnent, surtout ceux qui ne sont ni étudiants ni enseignants (42 %), mais parmi ces derniers, 28 % en font aussi un de leurs buts de recherche. (Voir tableau 37)

En dehors de la généalogie, chaque catégorie de lecteurs historiens privilégie des finalités propres :

- pour les étudiants, c'est la préparation d'un diplôme (sept sur dix) ou la constitution d'un dossier documentaire ou scolaire (trois sur dix) ;
- pour les enseignants et chercheurs, c'est la préparation d'un ouvrage ou d'un article scientifique (37 %), d'une conférence ou d'une communication (23 %), d'une exposition (10 %), d'un article de presse (8 %)... ou de façon moins formelle, la recherche sur un autre sujet qui les intéresse (22 %) ; pour un quart d'entre eux, il s'agit encore de la préparation d'un diplôme ;

Tableau 37 – Buts des recherches des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Recherche généalogique en amateur	55	33	6	28	42	54	33
Préparation d'un diplôme, mémoire, thèse...	14	23	69	25	11	1	21
Connaissance d'un autre sujet qui intéresse les lecteurs	11	18	3	22	20	24	18
Préparation d'un ouvrage ou d'un article scientifique	11	17	3	37	16	14	18
Faire valoir leurs droits	7	10	–	3	14	14	11
Constitution d'un dossier documentaire ou scolaire	6	10	31	9	5	3	6
Préparation d'une conférence, d'une communication	5	8	1	23	6	3	8
Préparation d'une exposition	5	8	3	10	9	11	7
Préparation d'articles de presse	3	5	1	8	6	6	5
Documents pour la restauration de bâtiments ou objets anciens	3	5	1	5	6	4	7
Consultation d'archives versées par leur administration	2	3	–	–	5	7	3
Rédaction d'un rapport demandé par une administration	2	3	2	1	4	3	5
Préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique	2	3	–	13	1	–	2
Préparation d'une œuvre de fiction	1	1	–	1	1	2	1
Le total de certaines colonnes dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs cadres de recherches.							

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

– pour les autres lecteurs historiens, c'est la connaissance d'un sujet qui les intéresse (20 %), un peu plus souvent que la préparation d'un ouvrage ou d'un article scientifique (16 %), faire valoir leurs droits (14 %), la préparation d'une exposition (9 %), d'une conférence ou d'une communication ; pour ceux qui ont accédé à l'enseignement supérieur, la préparation d'un diplôme (mémoire, thèse, etc.) constitue également un des principaux buts de leurs recherches (21 %).

c. Domaines de recherche

Le domaine des recherches historiques le plus fréquemment cité est « l'histoire d'une maison, d'un quartier, d'une commune » tant pour l'ensemble des lecteurs historiens (plus de quatre sur dix) que pour chacune des trois catégories de lecteurs distinguées ; la moitié des lecteurs historiens qui ne sont ni enseignants ou chercheurs ni étudiants s'intéressent à ce domaine. La répartition des autres domaines est différente selon les catégories de lecteurs.

Les étudiants s'intéressent assez également aux cinq domaines historiques suivants : histoire d'une maison, d'une commune, urbanisme et aménagement du

territoire, histoire politique et événementielle, histoire économique et sociale ou sciences humaines (un étudiant sur cinq environ pour chacun de ces domaines).

Les enseignants et chercheurs privilégient aussi l'histoire d'une maison, d'une commune (quatre sur dix), la généalogie (près de un sur trois), l'histoire économique et sociale et l'histoire politique et événementielle (près de un sur quatre pour chacun de ces deux domaines).

Enfin, les autres lecteurs historiens sont de fervents adeptes de l'histoire locale (les deux tiers d'entre eux) et de la généalogie (plus de quatre sur dix).

Ces domaines multiples n'excluent donc pas la généalogie : un tiers des lecteurs historiens la pratiquent en effet, conjuguée à l'histoire locale le plus généralement. Si l'on répartit l'ensemble des lecteurs historiens selon qu'ils font ou non de la généalogie et selon le type de recherches historiques (histoire générale ou locale) qu'ils effectuent, on voit que la part des lecteurs historiens qui font aussi de la généalogie en amateur est de un sur dix chez les étudiants (9 %), près de trois sur dix chez les enseignants et chercheurs (29 %) et de plus de quatre sur dix chez les autres lecteurs historiens (42 %), proportion qui s'élève à 53 % pour ceux qui n'ont pas accédé à l'enseignement supérieur. (Voir tableau 38)

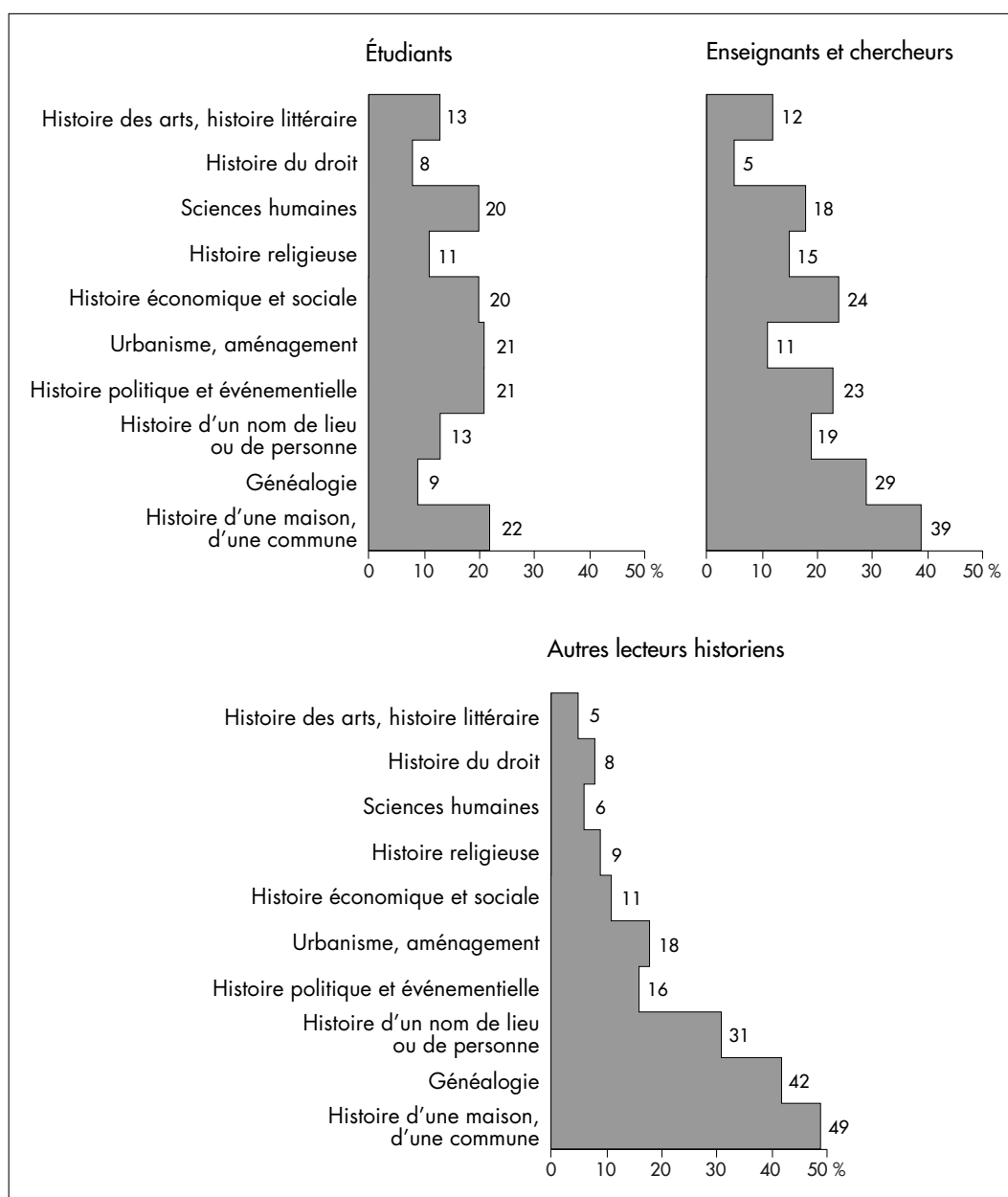
**Tableau 38 – Domaines (non exclusifs)
des recherches des lecteurs historiens**

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	en %			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Histoire locale	33	57	29	49	67	69	62
Histoire d'une maison, d'une commune	25	43	22	39	49	46	49
Histoire d'un nom de lieu ou de personne	15	26	13	19	31	38	25
Histoire générale	38	66	90	76	58	50	63
Histoire politique et événementielle	10	18	21	23	16	15	17
Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	10	18	21	11	18	14	20
Histoire économique et sociale	8	14	20	24	11	8	14
Histoire religieuse	6	11	11	15	9	6	12
Sciences humaines	6	10	20	18	6	4	7
Histoire du droit	5	8	8	5	8	8	8
Histoire des arts, histoire littéraire	4	8	13	12	5	3	6
Histoire des sciences, techniques, médecine	3	5	6	6	5	2	6
Généalogie	56	34	9	29	42	53	34

Les lecteurs ont pu indiquer plusieurs domaines.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Graphique 10 – Domaines (non exclusifs) des recherches des lecteurs historiens aux archives départementales et communales



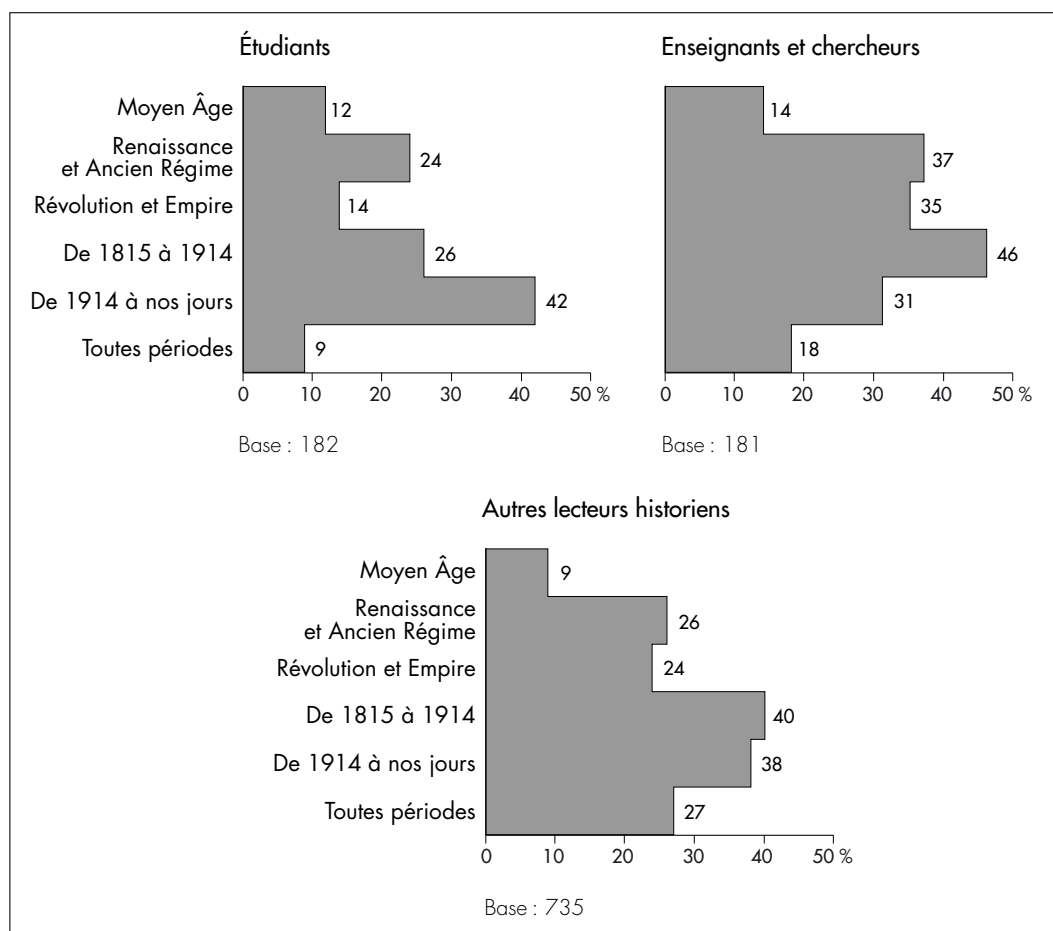
Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

d. Périodes des recherches

Les réponses obtenues à cette question auprès des lecteurs historiens ne concernent pas seulement leurs recherches historiques mais l'ensemble de leurs recherches aux archives départementales et communales, c'est-à-dire aussi bien leurs recherches généalogiques, s'ils s'adonnent par ailleurs à cette pratique. Ceci explique probablement que près d'un quart des lecteurs historiens déclarent s'intéresser à toutes les périodes de l'histoire (23 %).

Les périodes de recherche privilégiées par les lecteurs historiens sont assez proches de celles de l'ensemble des lecteurs. Elles se distinguent cependant par une certaine désaffection pour la période révolutionnaire et l'Empire – période beaucoup plus courte que les autres et qui a, sans doute, été abondamment étudiée au moment du bicentenaire de la Révolution – (24 % au lieu de 30 %) et, au contraire, par un intérêt plus grand pour la période la plus récente, de 1914 à nos jours, à laquelle se sont intéressés près de quatre lecteurs historiens sur dix (au lieu de moins de trois sur dix). Les étudiants, en effet, ont nettement privilégié cette période d'un intérêt plus immédiat, de même que les autres lecteurs historiens. Les enseignants et chercheurs s'intéressent à égalité au XIX^e siècle et à l'Ancien Régime (46 % pour chacune de ces périodes), surtout depuis la Renaissance, mais aussi à la période révolutionnaire et à l'Empire (35 %). Quant aux autres lecteurs historiens, ceux qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures s'intéressent plus fréquemment à toutes les périodes en relation avec leurs recherches généalogiques : c'est le cas de près de trois sur dix. (Voir graphique 11 et tableau 39)

Graphique 11 – Périodes des recherches des lecteurs historiens aux archives départementales et communales



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 39 – Périodes sur lesquelles portent les recherches des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Avant la Révolution	32	33	30	46	30	26	34
Moyen Âge	7	10	12	14	9	9	10
Renaissance et Ancien Régime	29	27	24	37	26	22	28
Révolution et Empire	30	24	14	35	24	24	25
De 1815 à 1914	41	39	26	46	40	39	42
De 1914 à nos jours	30	38	42	31	38	39	39
de 1914 à 1939	20	22	18	23	24	25	23
de 1939 à 1945	15	18	21	17	18	18	19
de 1946 à nos jours	18	23	28	16	24	26	25
Toutes périodes	26	23	9	18	27	31	23

Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs périodes.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

e. Documents consultés

Les séries d'archives consultées par les lecteurs historiens sont également proches de celles auxquelles s'intéressent l'ensemble des lecteurs. En relation avec leurs périodes de recherche, les lecteurs historiens consultent le plus fréquemment les

Tableau 40 – Nature des documents consultés par les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Séries d'archives							
antérieures à la Révolution	39	40	30	58	38	38	38
de la période révolutionnaire	32	28	13	36	30	30	29
de la période 1800 à 1940	45	45	33	59	45	40	48
de la période contemporaine	15	18	26	21	16	13	19
Registres paroissiaux ou de l'état civil	56	41	21	50	45	53	40
Ouvrages imprimés	25	37	43	46	33	24	40
Cadastre	25	36	24	35	39	33	41
Documents iconographiques	20	30	32	36	28	18	36
Presse	20	28	41	35	23	23	27
Minutes notariales	26	26	11	32	29	31	26
Archives privées	10	15	11	20	14	9	16
Registres de l'Enregistrement	10	11	3	11	13	12	15
Documents sonores ou audiovisuels	2	2	2	2	1	2	1

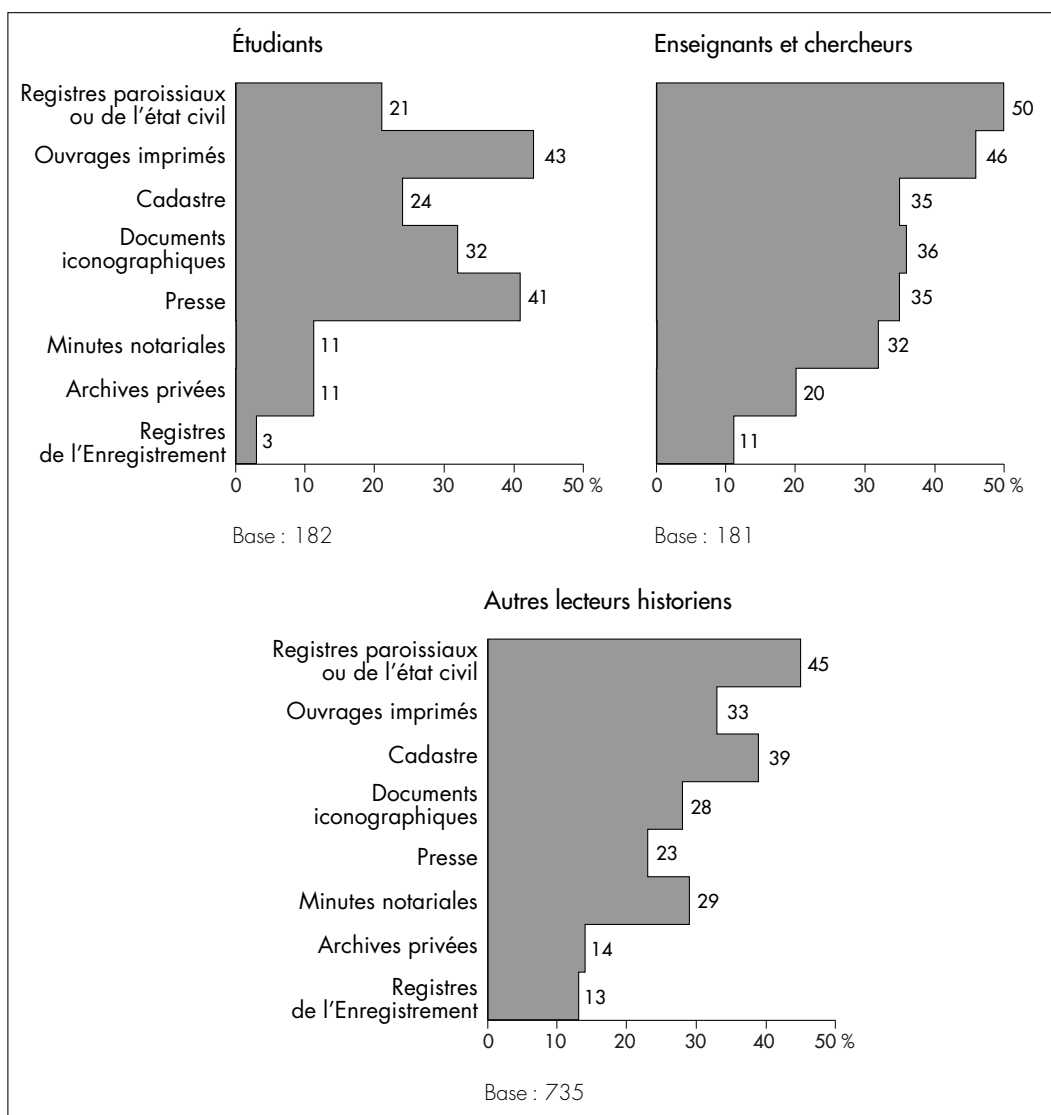
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs types de documents.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

séries d'archives du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle (45 % d'entre eux) et presque autant les archives antérieures à la Révolution (quatre lecteurs historiens sur dix) ; les archives de la Révolution sont moins consultées (moins d'un lecteur sur trois) ; celles de la période contemporaine sont consultées par moins d'un lecteur sur cinq. (Voir tableau 40 et graphique 12)

Comparés à l'ensemble des lecteurs historiens, les lecteurs enseignants et chercheurs sont nettement plus nombreux à consulter les séries d'archives antérieures à la Révolution (six sur dix) et les archives de 1800 à 1940 (également six sur dix) et les étudiants moins nombreux (trois sur dix dans les deux cas) ; ces derniers s'intéressent très peu aux archives de la période révolutionnaire (13 % seulement d'entre eux) et nettement plus aux séries de la période contemporaine (un sur quatre).

Graphique 12 – Documents consultés par les lecteurs historiens



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les registres paroissiaux ou de l'état civil sont encore les documents les plus consultés par les lecteurs historiens, sauf par les étudiants ; la moitié des enseignants et chercheurs et 45 % des autres lecteurs historiens les citent en premier. Les lecteurs historiens consultent nettement plus fréquemment que l'ensemble des lecteurs les ouvrages imprimés (37 % au lieu de 25 %), le cadastre (36 % au lieu de 25 %), les documents iconographiques ou la presse (30 % et 28 % au lieu de 20 %), les archives privées (15 % au lieu de 10 %).

Les enseignants et chercheurs ainsi que les étudiants consultent plus particulièrement les ouvrages imprimés, la presse et les documents iconographiques.

En dehors des registres paroissiaux et de l'état civil, les autres lecteurs historiens, quant à eux, consultent le plus fréquemment le cadastre (quatre sur dix d'entre eux). À l'instar des enseignants et chercheurs et des étudiants, ceux qui ont poursuivi des études supérieures consultent aussi plus fréquemment les ouvrages imprimés et les documents iconographiques.

B. Les lecteurs généalogistes

La recherche généalogique est citée, rappelons-le, par 56 % des lecteurs comme domaine de leur dernière recherche dans un service d'archives départementales ou communales ; elle est effectuée en amateur par 55 % des lecteurs et par 1 % à titre professionnel.

Près des deux tiers des lecteurs généalogistes disent s'être consacrés exclusivement à la généalogie : ce sont les lecteurs « généalogistes exclusifs », qui représentent 36 % du public des services d'archives. Les autres, plus d'un tiers des lecteurs généalogistes, soit 20 % de l'ensemble des lecteurs, ont aussi effectué d'autres recherches d'ordre historique, le plus souvent relatives à un nom de lieu ou de personne ou à l'histoire d'une maison, d'un quartier, d'une commune, plus

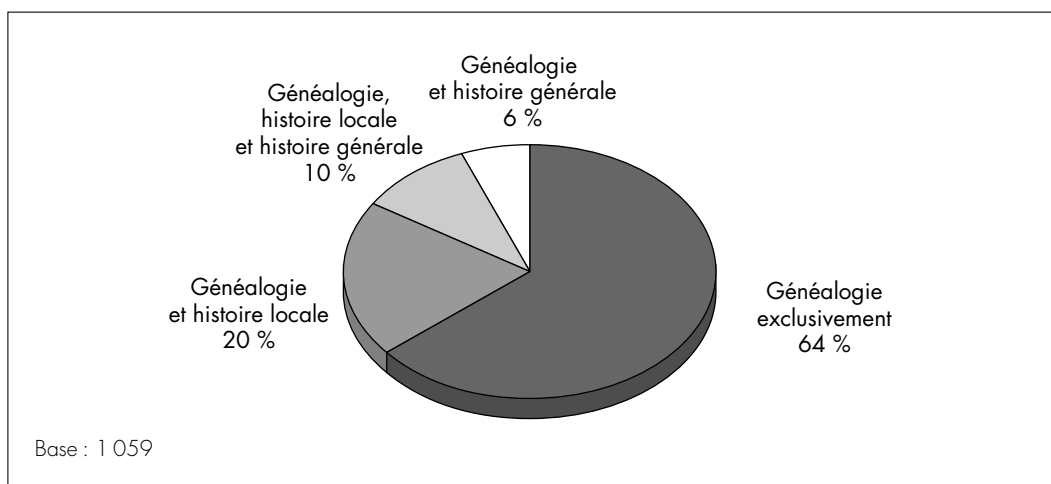
Tableau 41 – Grands domaines des recherches des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Généalogie seulement	36	64	100	–
Généalogie et histoire	20	36	–	100
<i>généalogie et histoire locale seulement</i>	11	20	–	56
<i>généalogie et histoire générale seulement</i>	3	6	–	16
<i>généalogie et histoire locale et histoire générale</i>	6	10	–	28
Ensemble de la généalogie	56	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Graphique 13 – Répartition des lecteurs généalogistes selon leurs domaines de recherche



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

rarement à l'histoire générale, événementielle, politique, religieuse, etc. Ces lecteurs « généalogistes historiens » figuraient déjà dans la description des lecteurs historiens décrits précédemment mais n'avaient pas été analysés de manière spécifique. (Voir tableau 41 et graphique 13)

Les lecteurs généalogistes seront donc décrits en distinguant les généalogistes exclusifs et les généalogistes historiens. Il convient toutefois de relativiser la subdivision entre « généalogie exclusive » et « généalogie et histoire ». Les croisements entre les réponses permettent en effet d'observer que parmi les lecteurs généalogistes qui n'ont fait que de la généalogie lors de leur dernière recherche, 21 % déclarent qu'à l'occasion de leurs recherches généalogiques effectuées au cours des deux dernières années, ils ont été amenés à entreprendre aussi des recherches sur d'autres sujets. (Réponse à la question n° 22)

1. Profil sociodémographique des lecteurs généalogistes

Le profil sociodémographique et culturel des lecteurs généalogistes présente des particularités, comparé à celui de l'ensemble du public des archives. En outre, les généalogistes exclusifs se distinguent des généalogistes historiens.

a. Sexe

Si l'on observe le même partage, à peu près égal, entre hommes et femmes parmi les lecteurs généalogistes (52 % d'hommes et 48 % de femmes) et dans l'ensemble du public des archives départementales et communales, le public des généalogistes historiens, à l'instar de celui des lecteurs historiens, se révèle nettement plus masculin (61 % d'hommes) tandis que les femmes sont légèrement majoritaires (52 %) dans le public des généalogistes exclusifs.

b. Âge

Les lecteurs généalogistes sont, en moyenne, plus âgés que l'ensemble des lecteurs (55 ans au lieu de 50 ans), particulièrement ceux qui font aussi de l'histoire (57 ans). Les recherches généalogiques se développent en effet après la cinquantaine, âge où l'écart, par tranches d'âge, commence à se creuser avec l'ensemble des lecteurs. (Voir tableau 42)

Les deux tiers des lecteurs généalogistes ont au moins 50 ans (au lieu de 52 % pour l'ensemble des lecteurs) et près de la moitié (48 %) au moins 60 ans. L'écart s'accroît à la soixantaine : 27 % des lecteurs généalogistes ont de 60 à 69 ans (au lieu de 20 %) et c'est à partir de 70 ans que les lecteurs généalogistes s'intéressent davantage à des recherches historiques qui, on peut le penser, viendront enrichir et compléter leurs recherches généalogiques (27 % de généalogistes historiques ont au moins 70 ans, au lieu de 18 % de généalogistes exclusifs).

Tableau 42 – Âge des lecteurs généalogistes*en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	<i>dont</i>	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
15 à 29 ans	21	10	10	10
30 à 39 ans	12	11	11	9
40 à 49 ans	15	13	15	11
50 à 59 ans	16	18	19	17
50 à 54 ans	9	10	12	9
55 à 59 ans	7	8	7	9
60 à 69 ans	20	27	27	26
60 à 64 ans	10	14	14	13
65 à 69 ans	10	13	13	13
70 ans et plus	16	21	18	27
Ensemble	100	100	100	100
Moyenne	50	55	54	57

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

c. Commune de résidence

Considérés globalement, les lecteurs généalogistes se distinguent assez peu de l'ensemble des lecteurs, pour la taille de la localité où ils résident, si ce n'est qu'ils vivent un peu moins fréquemment dans des grandes villes (47 % au lieu de 51 %) ; ceci ne se vérifie toutefois que pour les lecteurs généalogistes exclusifs. Les généalogistes historiques résident, en effet, comme l'ensemble des lecteurs, plutôt dans des grandes villes (51 %) mais une plus forte proportion (34 %) habitent dans des communes rurales. (Voir tableau 43)

Tableau 43 – Commune de résidence des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Commune rurale	30	32	30	34
De 2 000 à 20 000 habitants	7	8	9	6
De 20 000 à 100 000 habitants	12	13	16	9
Plus de 100 000 habitants	37	32	30	35
Agglomération de Paris	14	15	15	16
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

d. Niveau d'études

Le niveau d'études des lecteurs généalogistes est moins élevé que celui de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales : quatre sur dix n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du baccalauréat, au lieu de trois sur dix pour l'ensemble. Cette différence est moins sensible pour les généalogistes historiens que pour les généalogistes exclusifs : la moitié des généalogistes historiens a poursuivi des études supérieures et près d'un sur trois a atteint ou dépassé le niveau bac + 3 alors qu'un quart seulement des généalogistes exclusifs a atteint ou dépassé ce niveau. (Voir tableau 44). Cependant, rares sont les lecteurs qui n'ont fréquenté que l'école primaire (seulement 7 %), même parmi ceux qui ne font que de la généalogie.

Tableau 44 – Niveau d'études atteint par les lecteurs généalogistes en 1999/2000

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
École primaire	5	7	7	7
Collège	9	13	14	11
Lycée	18	22	23	19
Au-delà du bac	56	45	42	50
bac + 1 ou 2	12	13	13	13
bac + 3 et au-delà	39	27	25	31
sans réponse	5	5	4	6
Autre	6	7	8	7
Sans réponse	6	6	6	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

e. Statut socioprofessionnel

Corrélativement à leur âge, pratiquement la moitié des lecteurs généalogistes sont retraités, surtout les généalogistes historiens plus âgés, on l'a vu, que les généalogistes exclusifs. Les actifs sont nettement moins nombreux, et bien évidemment les élèves et étudiants, sans que la part de ces derniers (5 % des lecteurs généalogistes) soit totalement négligeable. (Voir tableau 45)

Tableau 45 – Statut socioprofessionnel des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Élèves ou étudiants (non actifs)	13	5	5	5
Professionnellement actifs (y compris étudiants)	41	36	37	34
<i>Étudiants (actifs)</i>	1	ε	ε	1
À la recherche d'un emploi	4	4	4	3
Retraités	37	49	47	53
Sans profession	4	5	6	4
Autre cas	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

f. Catégorie socioprofessionnelle

La répartition par catégorie socioprofessionnelle des lecteurs généalogistes est peu différente de celle de l'ensemble des lecteurs. (Voir tableau 46). Les lecteurs généalogistes – et un peu plus encore les généalogistes exclusifs – appartiennent cependant plus fréquemment aux catégories modestes ou moyennes (42 % sont ou étaient ouvriers, employés ou cadres moyens) qu'aux catégories supérieures (31 %). Cet écart est plus important pour les généalogistes exclusifs (respectivement 44 % et 29 %) que pour les généalogistes historiens (39 % et 34 %).

Tableau 46 – Catégorie socioprofessionnelle des lecteurs généalogistes actifs et retraités

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Agriculteurs	2	2	2	3
Ouvriers	3	3	4	2
Employés	16	20	21	19
Cadres moyens, techniciens, artisans	17	19	19	18
Cadres supérieurs et professions libérales	18	18	17	20
Enseignants et chercheurs	15	13	12	14
Artistes et artisans d'art	1	1	1	1
Autres professions	2	2	1	2
Sans réponse	10	12	12	12
Ensemble	82	89	88	91

La somme des pourcentages de chaque colonne peut être supérieure à l'ensemble (actifs, à la recherche d'un emploi, retraités), certains lecteurs ayant pu indiquer deux professions.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

2. Profil socioculturel des lecteurs généalogistes

a. Visites culturelles et fréquentation des spectacles

Corrélativement à leur niveau d'études et à leur catégorie socioprofessionnelle moins élevés, les lecteurs généalogistes se distinguent, d'une manière générale, de l'ensemble des lecteurs par une pratique un peu moins fréquente des visites et sorties culturelles. (Voir tableau 47)

Tableau 47 – Visites culturelles des lecteurs généalogistes (au cours des douze derniers mois)

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Monument historique	74	69	67	74
Musée	68	63	60	70
Exposition temporaire de peinture ou de sculpture	56	51	46	59
Site archéologique	34	31	28	38
Exposition temporaire de photographie	29	24	20	30
Conférence ou colloque	42	32	28	41
Formation hors scolarité	24	20	20	20

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Ceci ne se vérifie cependant que pour les lecteurs généalogistes exclusifs. On observe, en effet, chez ceux-ci un écart de sept à dix points par rapport à l'ensemble des lecteurs pour les visites culturelles : monuments historiques (67 % au lieu de 74 %), musées (60 % au lieu de 68 %), expositions de peinture ou de sculpture (46 % au lieu de 56 %). Ils vont également moins au théâtre (26 % au lieu de 30 %) ou à un concert de musique classique (21 % au lieu de 26 %).

Les lecteurs généalogistes historiens, au contraire, se distinguent, à la fois des généalogistes exclusifs et de l'ensemble des lecteurs, par certaines pratiques culturelles plus fréquentes chez eux que pour la moyenne des lecteurs : plus particulièrement la fréquentation des expositions ou des sites archéologiques et également des concerts de musique classique (32 %) ou des spectacles d'opéra (14 % au lieu de 12 %).

b. Participation à des associations culturelles

Le taux d'adhésion à une association culturelle est globalement un peu plus élevé pour les lecteurs généalogistes que pour l'ensemble des lecteurs des AD et des AC. Cependant, la pratique des lecteurs généalogistes est plus spécialisée : plus d'un tiers appartiennent à un cercle ou à une société de généalogistes, moyen d'entraide et de coopération entre généalogistes. (Voir tableau 48)

Les lecteurs généalogistes historiens se distinguent, là encore, des lecteurs généalogistes exclusifs. Leur participation à des associations culturelles est nettement plus fréquente et plus diversifiée : les deux tiers d'entre eux en font partie, au lieu de moins de la moitié des lecteurs généalogistes exclusifs. Ils sont, en effet, beaucoup plus fréquemment membres d'une société savante ou historique (24 % au lieu de 5 %), d'un cercle ou une société de généalogistes (41 % au lieu de 32 %) mais aussi d'associations de défense du patrimoine, de la nature et de l'environnement (17 % au lieu de 6 %), d'une université tous âges ou d'une société d'amis des archives.

Tableau 48 – Participation des lecteurs généalogistes à des associations culturelles

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	<i>dont</i>	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Cercle ou société de généalogistes	21	35	32	41
Société savante ou historique	14	12	5	24
Association de défense	11	10	6	17
Université tous âges	9	7	6	9
Société d'amis des archives	2	3	2	5
Autres associations culturelles	19	16	15	18
<i>Au moins une de ces associations</i>	<i>50</i>	<i>54</i>	<i>47</i>	<i>65</i>

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

L'enquête par sondage permet de mesurer un phénomène de curiosité intellectuelle apparu à de nombreuses reprises dans les entretiens de la phase monographique et résumé avec piquant par un président de société savante :

« J'ai un peu attiré à ma société la crème des généalogistes ; et les généalogistes qui se sont avérés de bons historiens locaux sont maintenant dans cette société. Certains ont même démissionné de la société de généalogie [...] »

c. Loisirs domestiques

Considérés dans leur ensemble, les lecteurs généalogistes se distinguent peu de l'ensemble des usagers des archives pour leurs loisirs domestiques, qu'il s'agisse de la possession de livres et d'encyclopédies ou de la pratique des collections. Cependant, ils consacrent un peu plus de temps à l'écoute de la télévision (16 heures au lieu de 14 h 40) et, semble-t-il, moins à la lecture de livres si l'on considère leur taux, nettement moins élevé, d'inscription à une bibliothèque ou à une médiathèque (43 % au lieu de 52 %). Ils déclarent aussi lire un peu moins fréquemment des revues d'histoire (28 % au lieu de 32 % en lisent au moins une fois par mois), y sont moins souvent abonnés et possèdent nettement moins de livres d'histoire.

Mais les différences s'accusent, de ce point de vue également, entre lecteurs généalogistes exclusifs et lecteurs généalogistes historiens si l'on considère le plus grand nombre de livres que ces derniers possèdent, particulièrement de livres consacrés à l'histoire, la lecture ou l'abonnement plus fréquents à des revues historiques, huit sur dix en lisent au lieu de six sur dix. Enfin, ils ont un goût nettement plus marqué pour les collections (quatre sur dix en font une au lieu de trois sur dix des lecteurs généalogistes exclusifs). (Voir tableau 49)

**Tableau 49 – Lecture de livres et de revues d'histoire
par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Inscription à une bibliothèque	52	43	39	51
Possession d'une encyclopédie ou dictionnaire en plusieurs volumes	72	73	72	75
Possession d'au moins 200 livres	45	43	40	48
Possession d'au moins 100 livres d'histoire	17	12	9	18
Nombre moyen de livres d'histoire	76	57	40	85
Lecture de revues consacrées à l'histoire	69	67	60	79
au moins une fois par mois	32	28	23	38
Abonnement à une revue d'histoire	14	11	7	19
Pratique d'une collection (timbres, etc.)	32	33	29	39

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

d. Utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet

En relation avec leur âge plus avancé, le niveau d'équipement informatique des lecteurs généalogistes apparaît un peu moins élevé que celui de l'ensemble des lecteurs. (Voir tableau 50). À peine plus de la moitié d'entre eux possèdent, à leur domicile, un micro-ordinateur bien utile pour engranger leurs données (51 %

**Tableau 50 – Utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet
par les lecteurs généalogistes**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Utilisation du minitel	56	57	55	60
pour des recherches généalogiques ou historiques	23	34	31	38
Utilisation d'un micro-ordinateur	66	59	58	61
sur leur lieu de travail et à domicile	26	20	20	20
sur leur lieu de travail	34	27	26	27
à domicile	56	51	51	52
(à domicile) équipé d'un lecteur de cédéroms	46	43	43	42
Accès à l'Internet	37	31	31	32
à domicile	22	22	23	21
utilisation				
plusieurs jours par semaine	17	16	17	13
pour chercher des informations relatives aux archives	13	15	14	16
en ont trouvé par ce moyen	9	10	8	12

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

au lieu de 56 % pour l'ensemble des lecteurs des archives) et celui-ci est un peu moins souvent équipé d'un lecteur de cédéroms (43 % au lieu de 46 %).

Comme l'ensemble des lecteurs, près d'un quart des lecteurs généalogistes (22 %) ont accès chez eux à l'Internet qui permet d'échanger trouvailles et informations. Dans ce domaine, toutefois, on n'observe aucune différence notable entre lecteurs généalogistes exclusifs ou historiens, si ce n'est que ces derniers, qui utilisent pourtant un peu moins fréquemment l'Internet que les généalogistes exclusifs, y trouvent plus souvent des informations relatives aux archives.

Toutefois, en rapport semble-t-il encore avec leur moyenne d'âge plus élevée, les lecteurs généalogistes historiens ont un peu plus que les autres l'expérience du minitel (six sur dix d'entre eux) qu'une notable proportion (près de quatre sur dix) ont d'ailleurs utilisé pour effectuer des recherches généalogiques ou historiques.

Profil des lecteurs généalogistes

Les lecteurs généalogistes se caractérisent par les traits suivants :

- un peu plus d'hommes que de femmes, sauf chez les généalogistes exclusifs pour lesquels on observe le rapport inverse ;
- un public nettement plus âgé que la moyenne des lecteurs : près de la moitié d'entre eux ont au moins 60 ans ;
- un tiers habitent dans des communes rurales et près de la moitié dans des grandes villes ;
- près de la moitié ont fait des études supérieures ;
- la moitié sont retraités ;
- les catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes l'emportent nettement sur les catégories supérieures, surtout chez les généalogistes exclusifs ;
- ils ont des loisirs culturels nettement plus répandus que dans l'ensemble de la population nationale, y compris les généalogistes exclusifs ;
- plus d'un tiers sont membres d'un cercle ou d'une société de généalogistes ;
- la moitié utilisent un ordinateur à leur domicile et près d'un tiers ont accès à l'Internet.

3. Caractéristiques des recherches des lecteurs généalogistes

a. Cadre des recherches

La grande majorité des lecteurs généalogistes (un peu plus de huit sur dix) effectuent leurs recherches dans le cadre de leurs loisirs. (Voir tableau 51). Une partie des lecteurs généalogistes ont pu indiquer également d'autres cadres de recherche, notamment leurs études ou leur activité professionnelle.

Tableau 51 – Cadre des recherches des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Loisirs ou centres d'intérêt personnels	56	82	85	77
Études (exposé, diplôme, mémoire, thèse,...)	19	3	1	8
Activité professionnelle	10	3	2	6
Faire valoir leurs droits (démarche administrative*)	7	2	1	5
Autre	5	7	8	6
Sans réponse	4	3	3	2

Le total de certaines colonnes dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs cadres de recherches.
* Réponse à la question 20.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

b. Buts des recherches

Outre la recherche généalogique, en amateur ou à titre professionnel (2 % pour cette dernière), les lecteurs généalogistes ont pu indiquer d'autres buts en relation avec leurs autres recherches éventuelles, notamment historiques. Si l'on considère plus particulièrement les lecteurs généalogistes historiens, il s'agit principalement de la connaissance d'un autre sujet qui les intéresse (27 % d'entre eux), de la préparation d'un article ou d'un ouvrage (15 %) ou encore de la préparation d'une exposition ou d'une conférence (8 %).

c. Périodes des recherches

Les lecteurs généalogistes sont évidemment moins portés que la moyenne des lecteurs – et plus particulièrement des lecteurs historiens – à effectuer leurs recherches sur l'époque contemporaine, période pour laquelle ils disposent généralement d'archives familiales et de souvenirs personnels : un quart d'entre eux seulement s'y intéresse. (Voir tableau 52)

Tableau 52 – Périodes sur lesquelles portent les recherches des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Avant la Révolution	32	39	35	47
Moyen Âge	7	5	3	8
Renaissance et Ancien Régime	29	38	35	44
Révolution et Empire	30	43	44	41
De 1815 à 1914	41	50	50	49
De 1914 à nos jours	30	24	22	27
De 1914 à 1939	20	21	20	22
De 1939 à 1945	15	15	13	17
De 1946 à nos jours	18	12	12	13
Toutes périodes	26	34	34	35

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Leurs recherches portent tout d'abord – pour la moitié d'entre eux – sur le XIX^e siècle, par où commence toute recherche généalogique, et sur la Révolution et l'Empire (43 %). Près de quatre sur dix sont remontés au-delà de la Révolution, les généalogistes historiens nettement plus fréquemment que les généalogistes exclusifs (44 % au lieu de 35 %), probablement, pour ces derniers, en raison de difficultés diverses dues à l'état ou au déchiffrement des registres paroissiaux que les généalogistes historiens sont plus aptes à surmonter.

d. Documents consultés

Comparés à l'ensemble du public des archives départementales et communales, les lecteurs généalogistes consultent plus fréquemment les séries d'archives antérieures à la période contemporaine. La très grande majorité (85 %) consulte naturellement les registres paroissiaux ou de l'état civil et plus d'un tiers les minutes notariales qui permettent de pallier, éventuellement, les insuffisances des registres et aussi d'étoffer leurs recherches familiales (contrats de mariage, titres de propriété, etc.) ; ces documents constituent pour eux des sources privilégiées. En revanche, ils ont moins recours au cadastre, aux ouvrages imprimés, à la presse et aux documents iconographiques. (Voir tableau 53)

Tableau 53 – Nature des documents consultés par les lecteurs généalogistes en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Séries d'archives :				
antérieures à la Révolution	39	50	41	65
de la période révolutionnaire	32	45	41	52
de la période 1800 à 1940	45	53	50	57
de la période contemporaine	15	13	12	15
Registres paroissiaux ou de l'état civil	56	85	84	87
Minutes notariales	26	35	27	50
Cadastre	25	19	8	38
Ouvrages imprimés	25	17	8	34
Registres de l'Enregistrement	10	13	9	20
Presse	20	11	7	20
Documents iconographiques	20	11	4	23
Archives privées	10	9	4	19
Documents sonores ou audiovisuels	2	2	2	2

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Comparés aux lecteurs généalogistes exclusifs, les généalogistes historiens font plus fréquemment appel aux séries d'archives antérieures à la période contemporaine, notamment aux séries les plus anciennes, antérieures à la Révolution (les deux tiers d'entre eux). Mais ils se distinguent surtout par leur recours beaucoup plus fréquent à tous les types de documents (minutes notariales, cadastre...) qui viendront compléter leurs recherches d'état civil. En raison de leurs recherches historiques, la pratique des documents d'archives par les lecteurs généalogistes historiens est donc nettement plus large et diversifiée que celle des lecteurs cantonnés seulement dans une recherche généalogique.

C. Les lecteurs à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits

Rappelons que la recherche de documents dans le but de « faire valoir leurs droits » a conduit aux archives environ 7 % des lecteurs ayant répondu à l'enquête. (Réponse à la question 20). On sait par ailleurs, grâce à l'enquête qualitative, qu'elle fait souvent l'objet de demandes par correspondance.

Lors des opérations de redressement visant à assurer la représentativité de l'échantillon de l'enquête par sondage²⁰, on a pu remarquer que cette catégorie de lecteurs avait montré une propension nettement moindre que les autres à répondre au questionnaire ; attitude qui pouvait s'expliquer par le caractère ponctuel de la démarche qui avait conduit ces usagers à se rendre dans un service d'archives, par leur inexpérience de ces services et aussi par leur statut socio-culturel, souvent inférieur à celui de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales comme on le verra ci-après.

Certains services d'archives départementales ou communales accueillent de manière spécifique ces usagers ponctuels, du moins les plus démunis d'entre eux, et traitent eux-mêmes leur demande, leur évitant souvent les formalités d'inscription et le travail de recherche dans la salle de lecture. De ce fait, ces usagers ne sont pas toujours enregistrés dans le fichier des lecteurs et la part qu'ils représentent dans le public des archives départementales et communales est donc vraisemblablement un peu supérieure aux 7 % observés dans les résultats de l'enquête.

Les responsables des services d'archives départementales et communales rencontrés durant la phase qualitative de l'étude ont souligné les particularités de ce public à la recherche de documents pour faire valoir ses droits.

« Ce sont des gens qui, déjà, ont fait souvent plusieurs services administratifs ; qui viennent parce qu'ils ont besoin de prouver leur naturalisation, une période de chômage, un problème cadastral... On a créé un poste, justement, pour accueillir ce public-là » (Conservateur, service d'archives départementales).

« On a énormément (en particulier par courrier) de recherches administratives, origines de propriété, jugements de divorce, jugements de pupille de l'État, etc. ; et parmi ces gens, des gens complètement paumés, qui ne savent pas formuler leur demande. On apporte toujours une réponse ; on essaie au moins de donner une piste, de ne pas laisser les gens... » (Conservateur, service d'archives départementales).

Le caractère, parfois dramatique, de ces demandes, l'attention dont elles sont l'objet, la sollicitude avec laquelle elles sont accueillies dans certains services ne doivent cependant pas conduire à généraliser cette vision des choses, ni à confondre dans une même catégorie des démarches profondément différentes.

20. Voir méthodologie de l'étude en annexe.

Les précisions fournies en réponse aux questions ouvertes de l'enquête par sondage²¹ permettent de constater que les recherches effectuées « pour faire valoir vos droits » sont beaucoup plus fréquemment relatives à des questions de voisinage, de mitoyenneté, d'origine de propriété, relevant des archives du cadastre et de l'urbanisme, qu'à des problèmes d'état civil concernant la filiation ou la nationalité du demandeur.

1. Profil sociodémographique

Le profil de ces demandeurs se distingue par les traits suivants :

- leur âge un peu plus élevé, en moyenne, que celui de l'ensemble des lecteurs : 52 ans au lieu de 50, avec très peu de jeunes de moins de 30 ans et une surreprésentation d'usagers de 30 à 49 ans – 47 % au lieu de 27 % pour l'ensemble des lecteurs ;
- la surreprésentation d'usagers habitant des villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants – 19 % au lieu de 12 % – et la sous-représentation des habitants des communes rurales – 24 % au lieu de 30 % ;
- le niveau d'études moins élevé : 45 % ont cependant accédé à l'enseignement supérieur, pour 56 % des lecteurs dans l'ensemble ;
- la proportion un peu plus élevée des actifs que dans l'ensemble des lecteurs – 45 % pour 41 % – mais surtout la part nettement plus importante des usagers à la recherche d'un emploi – 13 % pour 4 % ;
- et, si l'on considère la catégorie socioprofessionnelle de ces usagers, qu'ils soient actifs ou retraités, la part nettement plus élevée, parmi eux, des agriculteurs (10 % pour 2 % dans l'ensemble des lecteurs), des employés (26 % au lieu de 16 %), des cadres supérieurs et professions libérales (23 % au lieu de 18 %), tandis que les enseignants et chercheurs, qui constituent 15 % des lecteurs des archives départementales et communales, ne sont que 4 % parmi les usagers à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits. Dans l'ensemble, les catégories modestes ou moyennes l'emportent nettement sur les catégories supérieures (47 % au lieu de 27 %).

2. Profil socioculturel

Quant à leurs caractéristiques culturelles, les usagers qui viennent aux archives effectuer des recherches pour faire valoir leurs droits se distinguent par :

- la participation nettement moins fréquente à des associations culturelles : moins d'un usager sur trois (30 %) au lieu d'un sur deux pour l'ensemble des lecteurs, et plus particulièrement à des sociétés savantes ou historiques ou à des sociétés de généalogistes ; en revanche, leur appartenance plus marquée à une association de défense (15 % au lieu de 11 %) ;

21. Voir le relevé des réponses aux questions ouvertes dans les résultats détaillés, dans le volume annexe 2 (Question n° 20).

- la possession d'un nombre moins important de livres, en général, et un intérêt moins soutenu pour l'histoire, si l'on en juge par la possession en moins grand nombre de livres consacrés à cette discipline (en moyenne 64 au lieu de 76), par la lecture moins régulière de revues d'histoire (12 % au moins une fois par mois au lieu de 32 %) et par l'abonnement moins fréquent à une revue de ce genre (6 % au lieu de 14 %) ;
- la pratique nettement moindre de l'informatique, comme on l'observe pour l'utilisation d'un micro-ordinateur à domicile (35 % au lieu de 56 %), d'un lecteur de cédéroms (27 % au lieu de 46 %) et pour l'accès à l'Internet (26 % au lieu de 37 %), notamment à domicile (18 % au lieu de 22 %).

3. Domaines de recherche

La majorité des usagers venus aux archives départementales et communales pour faire valoir leurs droits ont déclaré effectuer des recherches dans le domaine de l'histoire d'une maison, d'un quartier, d'une commune, dans les domaines de l'urbanisme, de l'histoire du droit ou de l'aménagement du territoire et des voies de communication, etc., catégories sans doute trop larges pour correspondre précisément à l'objet de leur démarche, mais dans lesquelles, cependant, celui-ci leur a paru entrer. (Voir tableau 54). Ces domaines peuvent aussi correspondre à d'autres recherches que celles pour faire valoir un droit. Enfin, près d'un usager sur cinq a également déclaré effectuer des recherches dans le domaine de la généalogie, peut-être en raison d'autres finalités.

**Tableau 54 – Principaux domaines des recherches des lecteurs
à la recherche de documents pour faire valoir leurs droits**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Pour faire valoir leurs droits
Histoire d'une maison, d'une commune	25	42
Histoire du droit	5	26
Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication	10	22
Généalogie	56	18
Histoire d'un nom de lieu, de personne	15	9
Histoire politique et événementielle	10	2
Histoire religieuse	6	2
Les lecteurs ont pu indiquer plusieurs domaines.		

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

La consultation de documents administratifs pour établir un droit

Les archives départementales ont en charge la conservation des documents administratifs, qui peuvent permettre d'établir un droit dans un certain nombre de cas dont les plus fréquents sont :

- la justification des *droits à la nationalité française* (après naturalisation) : les archives départementales conservent dans les fonds préfectoraux les titres de séjour, dossiers de naturalisations accordées et autres cartes d'identité d'étrangers ;
- *l'attestation de diplômes*, des documents justifiant la scolarité, la réussite à un examen ou autres concours de l'administration en vue d'une candidature à un emploi ou à un poste de la fonction publique : les archives conservent un certain nombre de ces documents ;
- la justification de *l'activité professionnelle pour prétendre à la retraite* (recherche de bulletins de salaire ou autres contrats de travail) et calculer ainsi le coefficient imparti : les archives conservent les dossiers de personnel de l'administration et archives sociales de quelques entreprises locales ;
- la preuve de *la propriété d'un chemin*, l'établissement d'un droit de passage ou d'un droit d'eau, la confirmation des bornages d'un terrain : les archives des services du cadastre, des hypothèques*, de l'Enregistrement ou encore les minutes de notaires versés aux archives départementales offrent la possibilité de retrouver ces éléments.

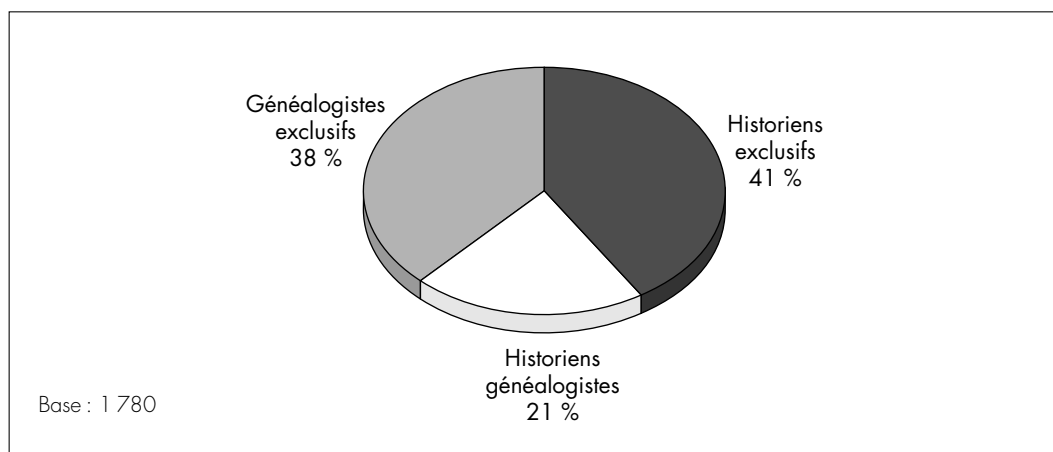
* La conservation des hypothèques détient un fichier immobilier indiquant les propriétaires successifs des immeubles. Les transcriptions hypothécaires sont la copie des actes impliquant mutation de propriété.

PROFILS COMPARÉS DE TROIS CATÉGORIES DE LECTEURS

On a retenu ici tous les lecteurs qui ont déclaré faire des recherches en histoire ou en généalogie, à l'exclusion de ceux qui ne sont venus que pour faire valoir leurs droits. Ces lecteurs, historiens ou (et) généalogistes, qui représentent plus de 94 % de l'ensemble des lecteurs, ont été répartis en trois catégories : les historiens exclusifs, soit 41 % des lecteurs historiens ou généalogistes, les généalogistes exclusifs (38 %) et les généalogistes historiens ou historiens généalogistes (21 %).

Les deux catégories de généalogistes ont été analysées ci-dessus dans le paragraphe consacré aux lecteurs généalogistes. Au contraire, les historiens exclusifs n'avaient pas été distingués dans l'ensemble des lecteurs historiens : on retrouve, parmi eux, des étudiants (23 % des historiens exclusifs), des enseignants ou chercheurs (18 %) et d'autres lecteurs historiens ou historiens amateurs (59 %).

Graphique 14 – Trois catégories de lecteurs historiens ou (et) généalogistes aux archives départementales et communales



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 55 – Les trois catégories de lecteurs selon le sexe

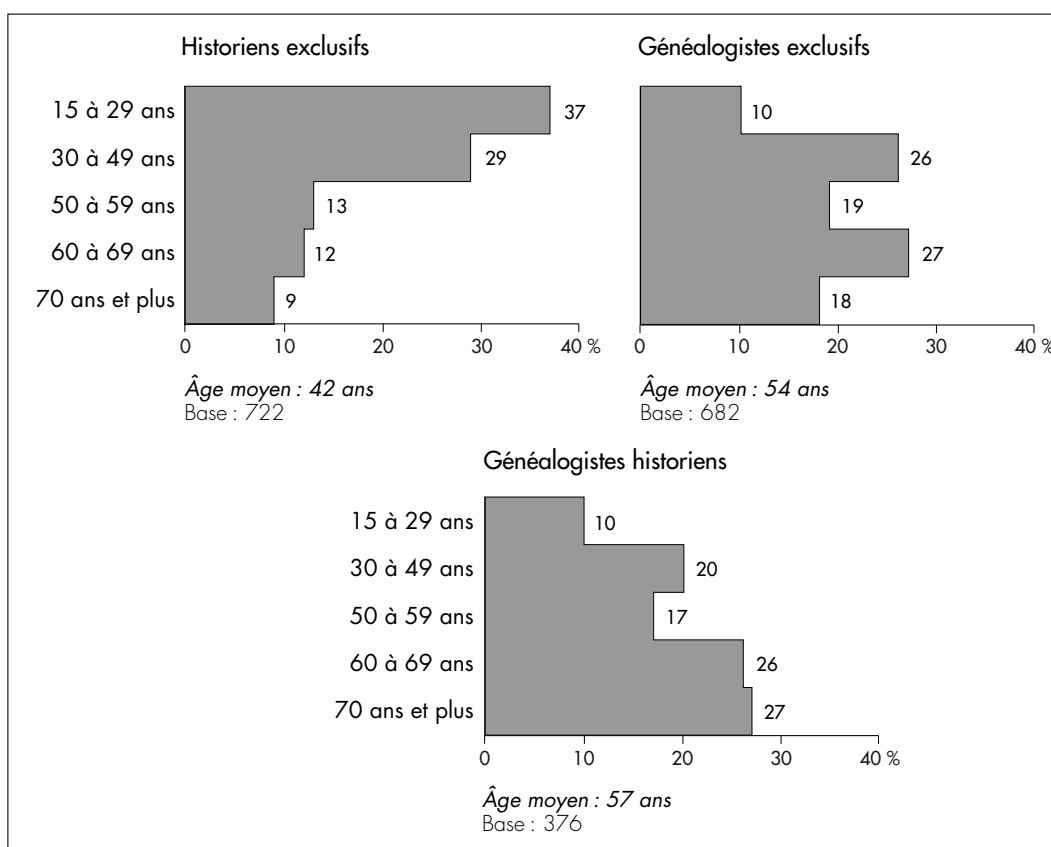
en %

	Historiens exclusifs	Généalogistes exclusifs	Généalogistes historiens
Féminin	46	52	39
Masculin	54	48	61

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

On note la prédominance des hommes chez les lecteurs historiens exclusifs mais surtout chez les historiens généalogistes et des femmes chez les lecteurs généalogistes exclusifs.

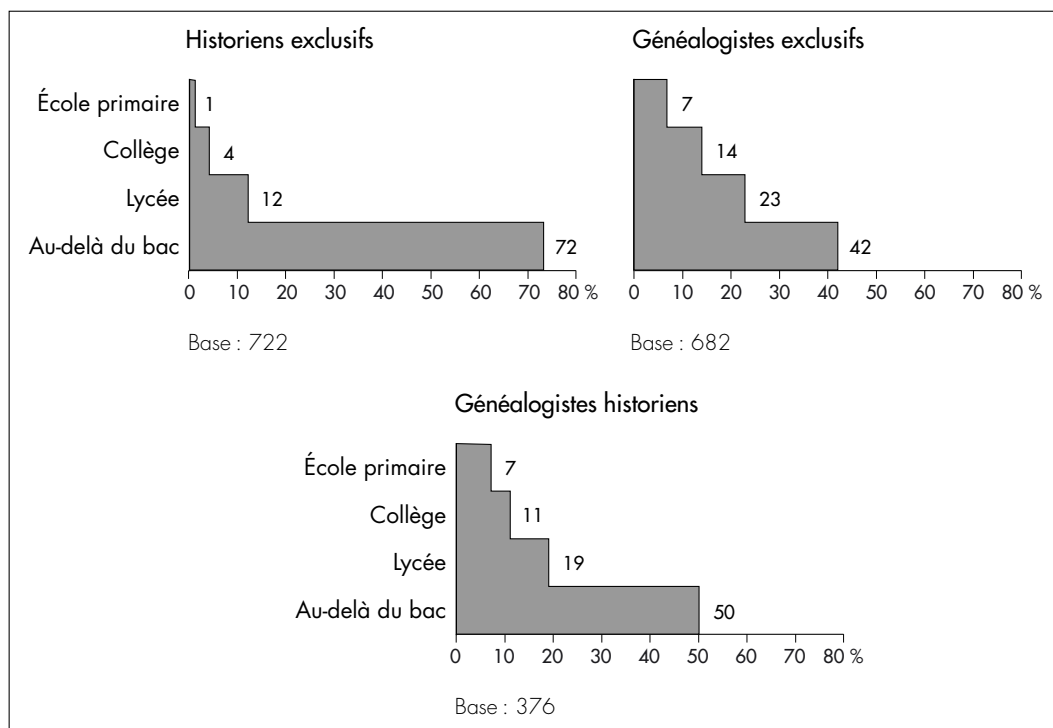
Graphique 15 – Âge des trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

La pyramide des âges des lecteurs historiens exclusifs s'explique par la part importante des étudiants et des jeunes universitaires parmi eux, tandis que les pyramides des généalogistes montrent le poids des lecteurs les plus âgés, surtout chez les généalogistes historiens dont la moyenne d'âge atteint 57 ans (au lieu de 42 ans pour les historiens exclusifs).

Graphique 16 – Niveau d'études des trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs historiens exclusifs ont, de loin, le niveau d'études le plus élevé – près des trois quarts ont fait des études supérieures –, mais la moitié des généalogistes historiens ont également fait des études supérieures.

Tableau 56 – Statut socioprofessionnel des trois catégories de lecteurs

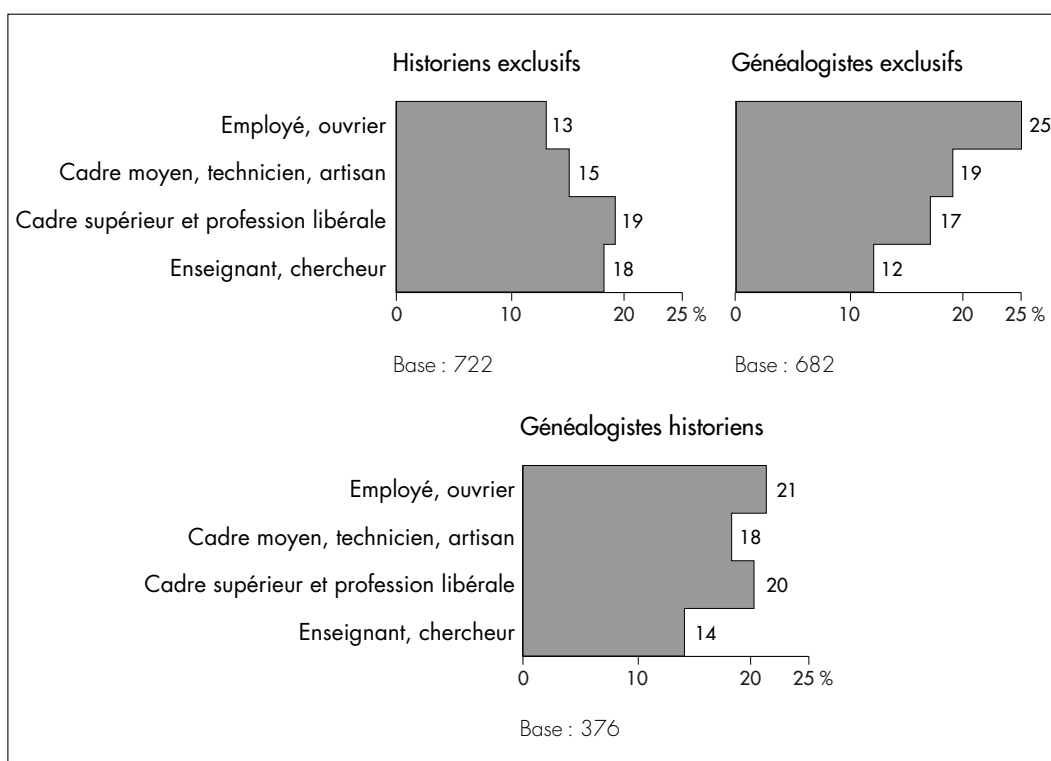
en %

	Historiens exclusifs	Généalogistes exclusifs	Généalogistes historiens
Élève ou étudiant	25	5	5
Actif ou à la recherche d'un emploi	52	41	37
Retraité	21	47	53
Sans profession ou autre cas	2	7	5
Ensemble	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

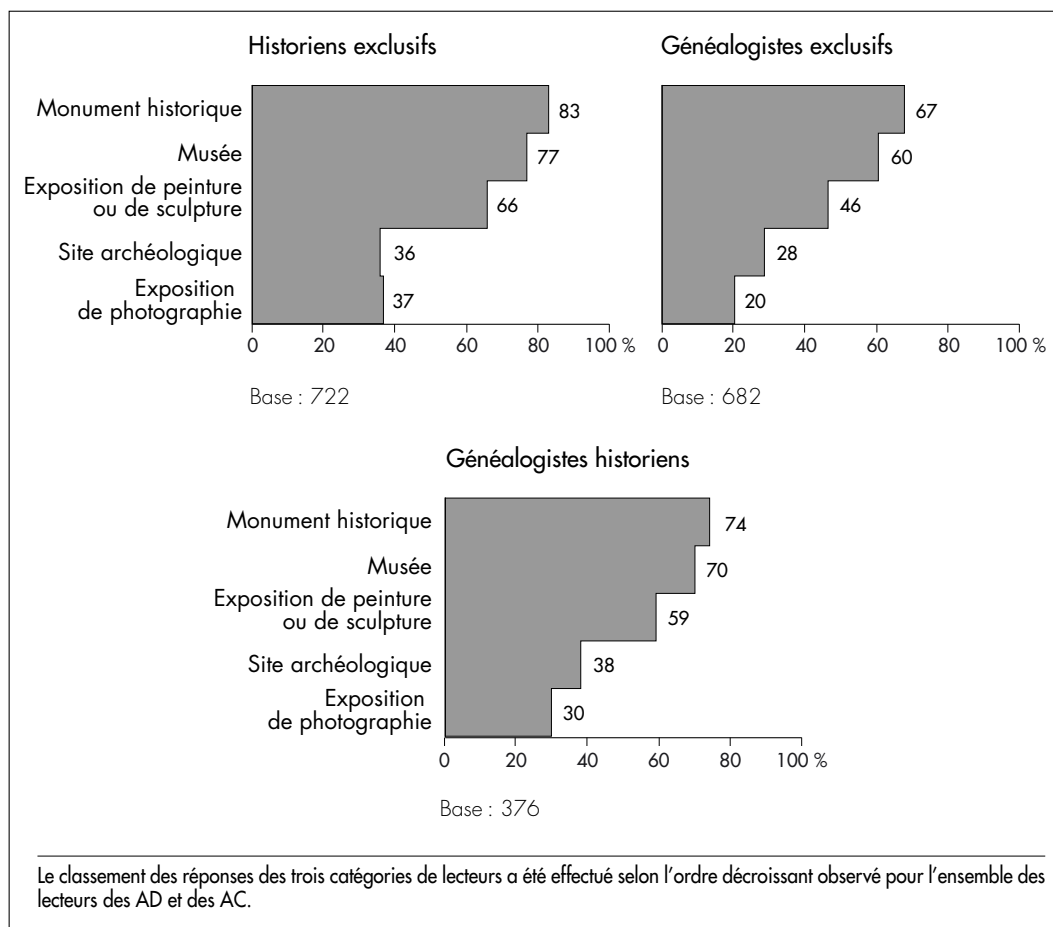
Un quart des lecteurs historiens exclusifs sont des étudiants (23 %) ou des élèves (2 %), et plus de la moitié des lecteurs généalogistes historiens sont des retraités.

Graphique 17 – Catégorie socioprofessionnelle des trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

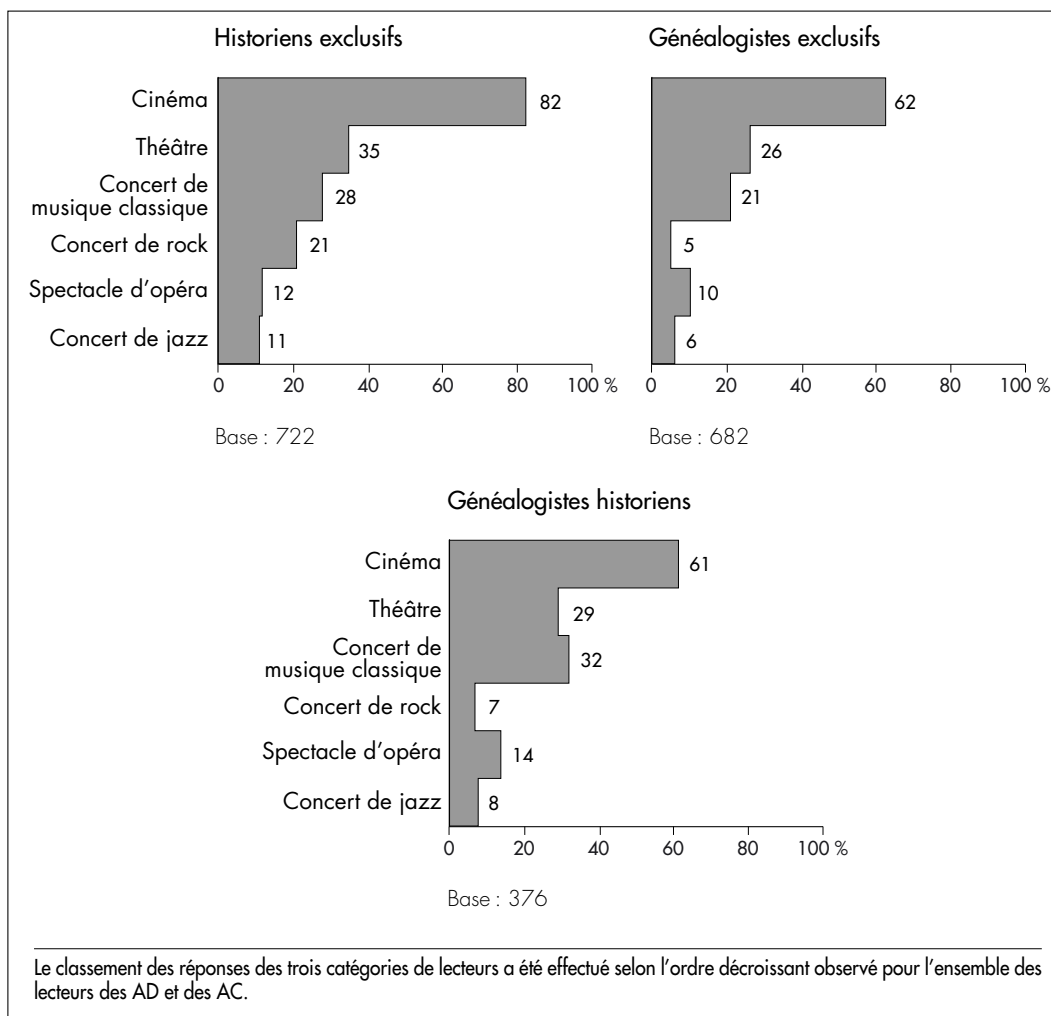
Les lecteurs historiens exclusifs sont beaucoup plus fréquemment enseignants ou chercheurs que les lecteurs généalogistes. Les généalogistes exclusifs appartiennent deux fois plus souvent aux catégories socioprofessionnelles modestes que les historiens exclusifs.

Graphique 18 – Visites culturelles des trois catégories de lecteurs

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les pratiques de visites culturelles des trois catégories de lecteurs sont assez comparables : les fréquentations culturelles des généalogistes historiens se situent à un niveau intermédiaire entre celles des deux autres catégories de lecteurs, à l'exception de la visite des sites archéologiques qu'ils pratiquent davantage.

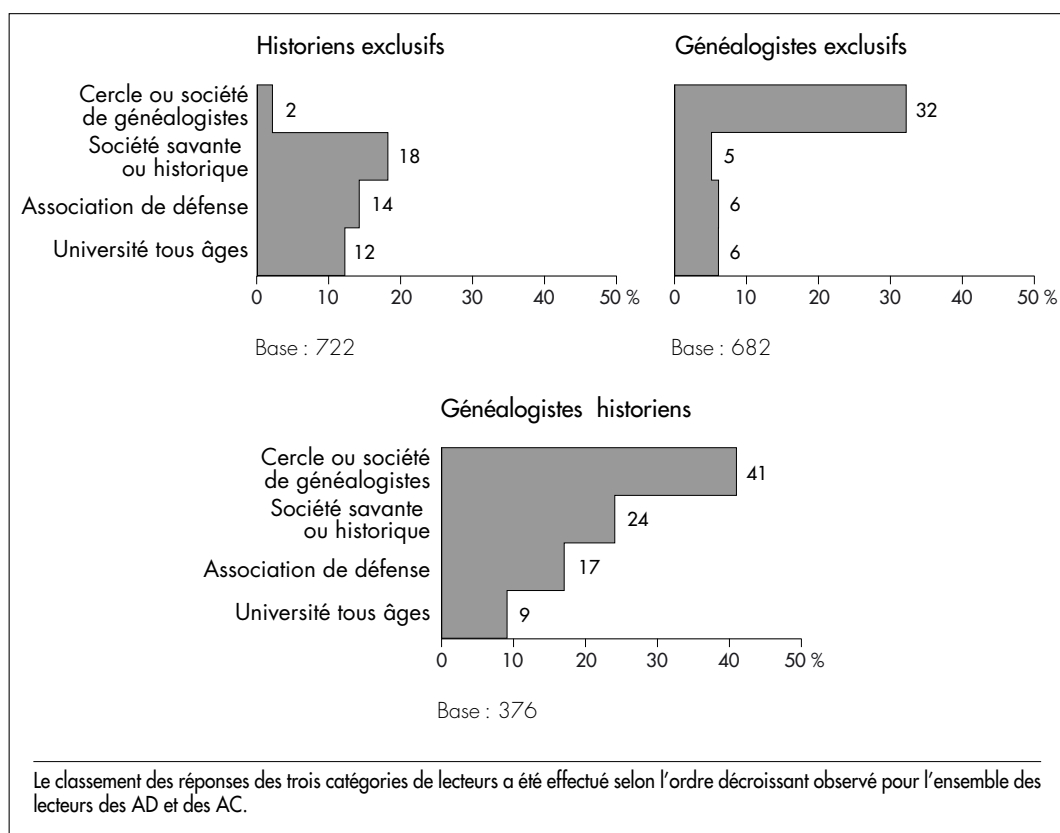
Graphique 19 – Fréquentation des spectacles des trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

La fréquentation beaucoup plus forte de certains spectacles par les lecteurs historiens exclusifs (cinéma, concerts de rock ou de jazz) s'explique par la place des étudiants dans cette catégorie de lecteurs ; les généalogistes historiens, les plus âgés des lecteurs, fréquentent davantage les spectacles de « l'âge mûr » (concerts de musique classique et spectacles d'opéra) mais ceux-ci sont aussi appréciés des historiens exclusifs.

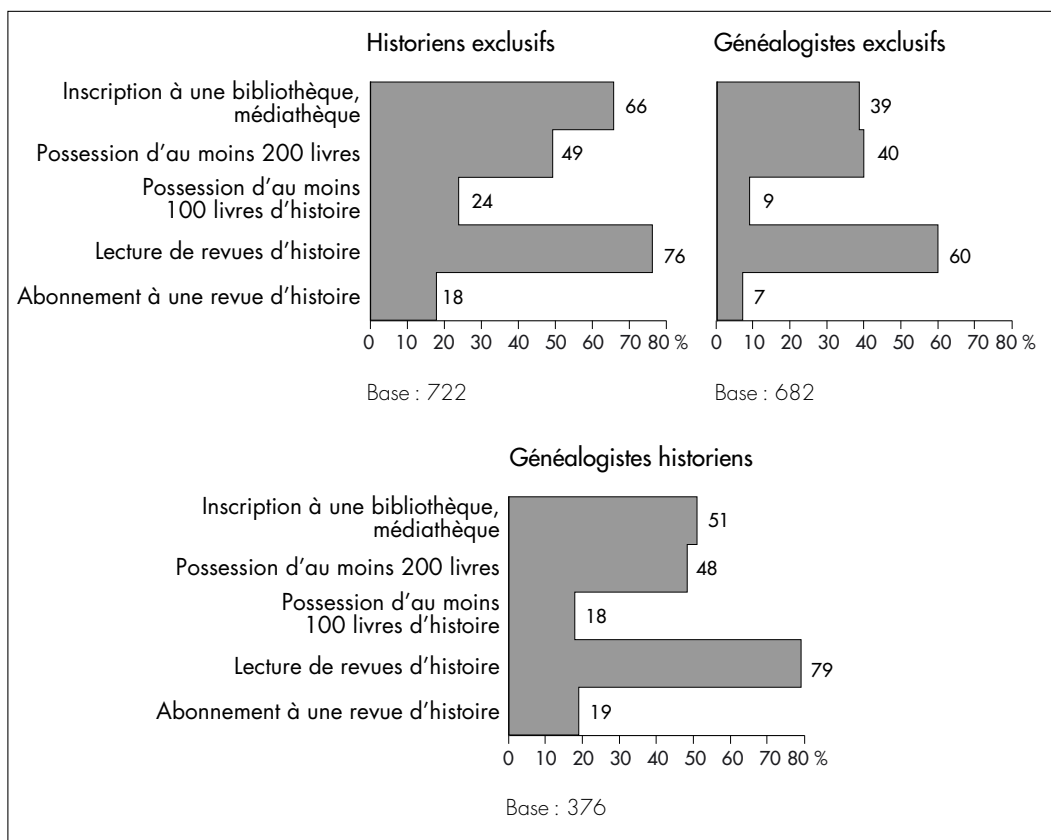
Graphique 20 – Participation des trois catégories de lecteurs à des associations culturelles



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs généalogistes historiens sont nettement plus fréquemment membres de cercles de généalogistes ou de sociétés savantes que les deux autres catégories de lecteurs.

Graphique 21 – Lecture de livres et revues d'histoire par les trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs généalogistes historiens sont les plus grands lecteurs de revues d'histoire mais ils sont nettement moins nombreux que les lecteurs historiens exclusifs à posséder un grand nombre de livres d'histoire.

**Tableau 57 – Utilisation du micro-ordinateur et de l'Internet
par les trois catégories de lecteurs**

en %

	Historiens exclusifs	Généalogistes exclusifs	Généalogistes historiens
Utilisation du minitel	58	55	60
pour des recherches généalogiques et historiques	8	31	38
Utilisation d'un micro-ordinateur	77	58	61
à domicile	64	51	52
équipé d'un lecteur de cédéroms	51	43	42
Accès à l'Internet	48	31	32
à domicile	24	23	21
utilisation plusieurs jours par semaine	19	17	13
pour chercher des informations relatives aux archives	12	14	16
en ont trouvé par ce moyen	10	8	12

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Plus des trois quarts des lecteurs historiens exclusifs utilisent un micro-ordinateur et près des deux tiers l'utilisent à leur domicile, alors que les lecteurs généalogistes, qu'ils soient aussi historiens ou non, ne sont que six sur dix à s'en servir et la moitié seulement à leur domicile.

**Tableau 58 – Principaux cadres des recherches
des trois catégories de lecteurs**

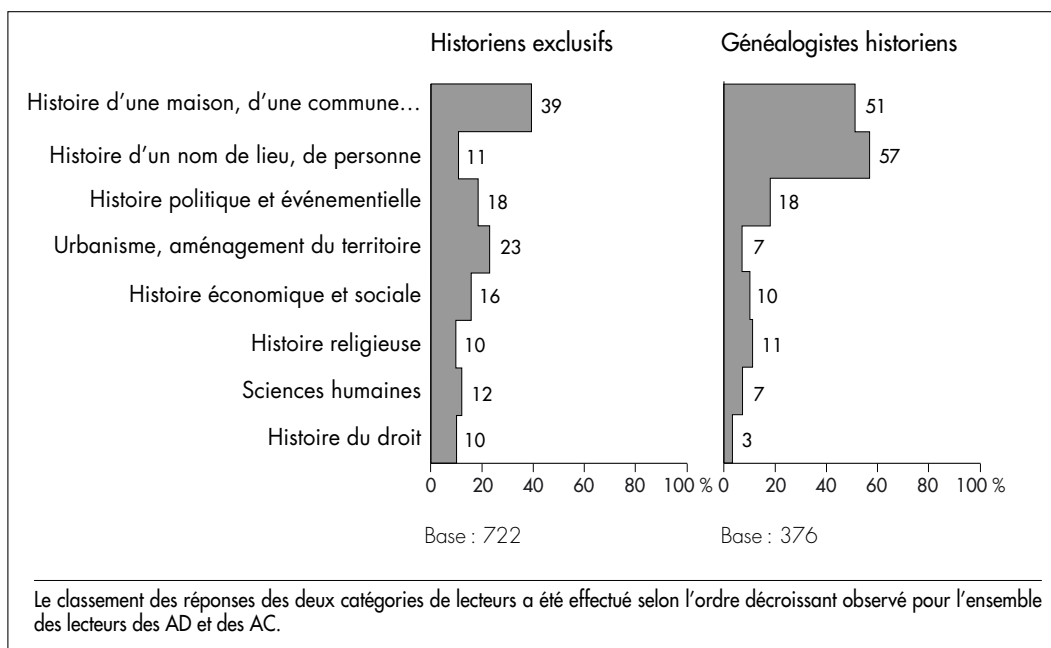
en %

	Historiens exclusifs	Généalogistes exclusifs	Généalogistes historiens
Loisirs ou centres d'intérêt personnels	23	85	77
Études (exposé, diplôme, mémoire, thèse,...)	42	1	8
Activité professionnelle	19	2	6
Démarche administrative	13	1	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Environ huit lecteurs généalogistes sur dix effectuent leurs recherches dans le cadre de leurs loisirs ou de leurs centres d'intérêt personnels. Moins d'un lecteur historien exclusif sur quatre a déclaré s'inscrire dans ce cadre de loisirs ; la majorité (six sur dix) effectuent leurs recherches dans le cadre de leurs études ou de leur activité professionnelle (étudiants, enseignants, etc.) ; quelque 13 % enfin ont déclaré effectuer une démarche administrative, dans le domaine historique.

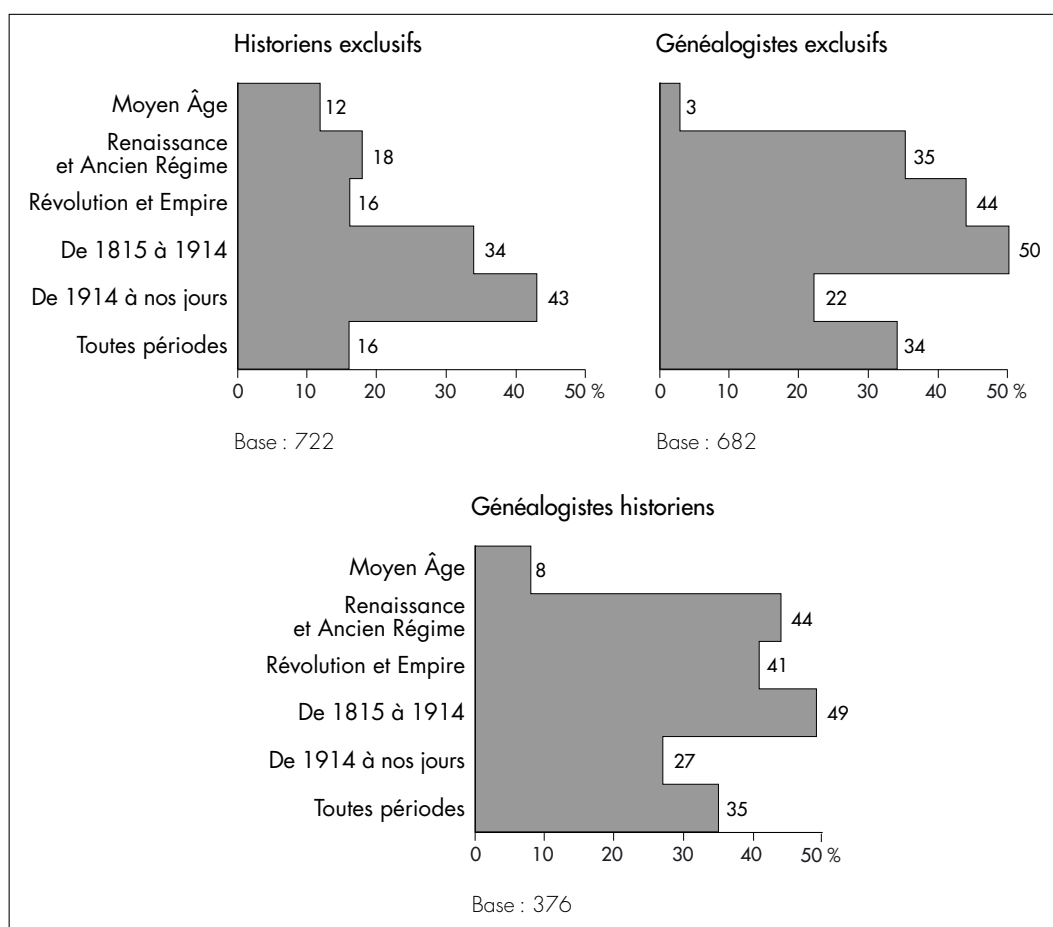
Graphique 22 – Domaines historiques des recherches de deux catégories de lecteurs aux archives départementales et communales



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les généalogistes historiens privilégient les deux domaines qui accompagnent leurs recherches généalogiques : histoire d'un nom de lieu ou de personne et histoire d'une maison ou d'une commune ; ce dernier domaine est aussi celui qui intéresse le plus les lecteurs historiens exclusifs.

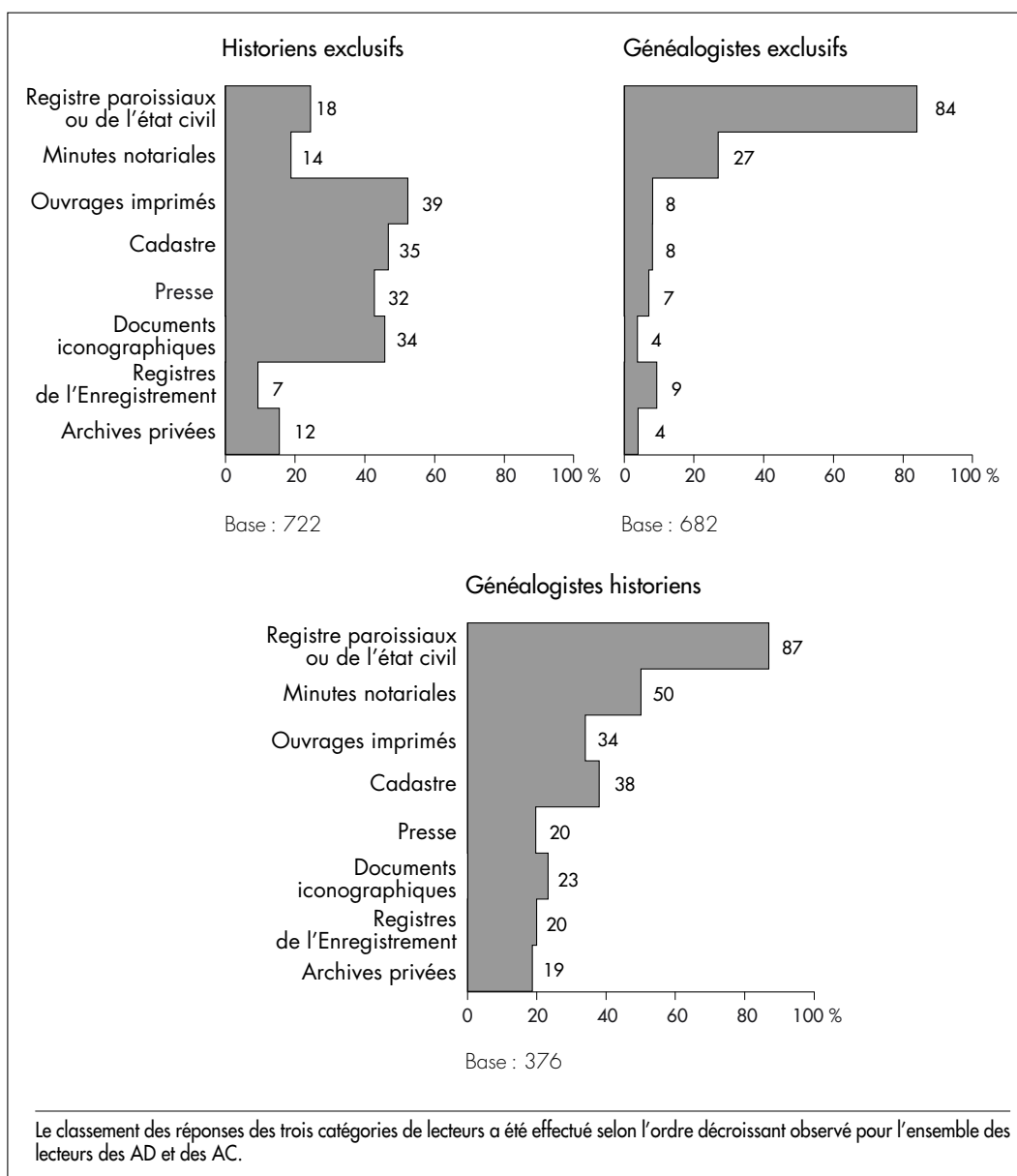
Graphique 23 – Périodes sur lesquelles portent les recherches des trois catégories de lecteurs



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs historiens exclusifs privilégient nettement les ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles (plus des trois quarts d'entre eux) tandis que les recherches des généalogistes, exclusifs ou historiens, s'étendent plus largement des temps modernes au début du ^{xx}^e siècle.

**Graphique 24 – Documents consultés par les trois catégories de lecteurs
(hors séries d’archives des différentes périodes)**



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

En dehors des séries d’archives des différentes périodes, et à l’exception des ouvrages imprimés, des documents iconographiques et de la presse, les lecteurs généalogistes historiens consultent plus fréquemment que les historiens exclusifs tous les autres types de documents, susceptibles de contribuer à leurs recherches généalogiques : registres paroissiaux ou de l’état civil, minutes notariales, cadastre, registres de l’Enregistrement et archives privées.

Deuxième partie
LES REPRÉSENTATIONS DES ARCHIVES,
CLÉS DES ATTENTES
ET DES COMPORTEMENTS

Les entretiens effectués dans le cadre de l'enquête qualitative éclairent la façon dont les publics perçoivent les archives. Ces représentations, fondées sur des expériences concrètes et répétées, inspirent les attentes et les comportements des utilisateurs qui voient dans les documents d'archives :

- une forme de la mémoire collective,
- un patrimoine prestigieux,
- une mine recelant des filons ignorés,
- un patrimoine vivant parce qu'il est exploité,
- un domaine public dont l'État doit être le gardien.

1. Un ensemble constitutif de la mémoire collective, consigné sur des supports durables

Le respect de l'écrit et du tracé sous-tend les propos des uns et des autres. C'est toute une culture commune aux historiens, aux amateurs – généalogistes ou érudits locaux – autant qu'aux archivistes, qui place le document de ce type au-dessus du témoignage, de la tradition ou de la rumeur, même si quelques-uns font aussi une place à l'oral.

Les documents d'archives sont des originaux authentiques appelés à servir de preuve, ce qui leur confère un caractère irremplaçable, quasi sacré, et apparentent la recherche aux archives à une « quête » de la vérité des ascendances, des droits...

« Venir aux archives, c'est travailler ! ce n'est pas uniquement se cultiver. Au musée, on va passer une heure ; aux archives, on n'y va pas par hasard ; on y va parce qu'on a déjà une idée, souvent préconçue et précise, de ce qu'on vient y chercher ! Même si on ne trouve pas » (Conservateur, service d'archives communales).

Pour les personnes rencontrées, aller aux archives n'est jamais anodin, même lorsqu'elles sont familières des salles de lecture. Leur passion investigatrice se transforme en un dépit et un mécontentement parfois des plus agressifs si elle achoppe sur un contretemps banal (horaires, congés, difficultés de stationnement...).

Quant aux simples administrés qui vont aux archives pour y chercher des preuves en vue de faire valoir un droit, leur quête, si elle est mal orientée et infructueuse, débouche sur un total désarroi. C'est pour parer à de telles difficultés que des directeurs de centre organisent à leur intention des services d'accueil et d'information spécifiques, qui répondent également aux demandes par correspondance.

L'image si particulière du document probant, parce qu'il est authentique, est en relation aussi bien avec la passion de l'historien qui trouve à étayer sa thèse per-

sonnelle qu'avec l'émotion du généalogiste qui se découvre, indubitablement, une ascendance remarquable.

Le culte de l'original authentique conduit parfois les lecteurs à considérer les reproductions avec des réserves, qu'il s'agisse de microfilms, microfiches, photocopies ou même de photographies. Par exemple, le microfilmage de l'état civil par les Mormons étant parfois lacunaire ou défaillant, certains généalogistes regrettent de ne pouvoir effectuer des recoupements avec les originaux. Dans le cas du cadastre, on espère que les photos présentées au public sont à la bonne échelle.

Il y a plus : pour le lecteur averti – véritable limier à la recherche d'indices – seul l'original est révélateur :

« On peut avoir la photocopie, mais le manuscrit, c'est autre chose ! Dans la bibliothèque de Flaubert, on a découvert des choses qu'une photographie ne nous aurait pas données ; on s'est aperçu de quelque chose de formidable : il y avait des pages qui étaient cornées ; c'est lui qui avait corné les pages, et il lisait tout le temps Montaigne ; et le livre était plus usé que les autres » (Président de société savante).

Il faut que la fragilité du document original soit indéniable pour que la légitimité de la copie s'impose ; celle-ci apparaît alors comme la seule façon d'empêcher l'irréparable : la destruction de la preuve.

Les documents d'archives ont traversé le temps et apportent aujourd'hui une présence tangible du passé. À ce titre, ils inspirent du respect aux consultants et provoquent l'admiration du public scolaire : l'acte de naissance d'Utrillo pour les élèves du collège qui porte son nom, ou l'original d'un cahier de doléances ont sur les élèves un impact affectif certain, si l'on en croit leurs professeurs.

« Les élèves sont en situation extraordinaire, ils vivent, ils touchent l'histoire... » (Professeur d'histoire, chargé du service éducatif des archives départementales).

À partir de ces documents, c'est l'existence antérieure d'un édifice, d'un quartier, d'une ville, ou encore d'un territoire qui devient manifeste. C'est le mode de vie d'autrefois que l'on peut comparer à celui d'aujourd'hui. Ces vestiges témoignent de l'enracinement local, régional, ce qui commande impérativement leur conservation et en justifie le coût, du point de vue des élus locaux. Éviter que la mémoire collective ne se dissipe :

« [...] ce n'était pas un enjeu politique [...], c'est un enjeu d'identité historique dans lequel tout le monde se retrouve » (Directeur des services administratifs du département).

L'exploitation de ces fonds qui gardent en mémoire le passé local ou régional crée des liens entre ceux qui s'y adonnent. Groupés en sociétés savantes ou en associations, ils s'attachent à leurs archives de prédilection comme à des papiers de famille. Ils se les réapproprient, en quelque sorte, et, de ce fait, s'en sentent un peu responsables.

À côté de la quête individuelle, se déploient des activités collectives qui génèrent des échanges : des associations de généalogistes éditent des publications,

organisent des ateliers et des conférences, décernent des prix ; d'une manière générale, elles encadrent les amateurs, initient les néophytes et permettent à tous de confronter leurs expériences.

La conscience de leurs responsabilités et de leurs compétences, acquises grâce à une pratique assidue, conduit ces amateurs à exprimer des exigences auprès des conservateurs. Ils estiment constituer un levier – pour ne pas dire un « lobby » – susceptible, par exemple, de donner plus de force aux demandes de financement présentées aux conseils généraux ou municipaux.

Leur propre culture du passé leur paraît mériter autant de considération et présenter autant d'intérêt social que d'autres activités socioculturelles locales ou régionales, les clubs de football ou de pétanque, par exemple, pour ne citer qu'eux.

2. Un patrimoine prestigieux

La beauté et le raffinement conjugués à la rareté de certains documents anciens leur confèrent une aura particulière, abstraction faite même de leur contenu :

« [...] des documents prestigieux qu'on ne sort pas souvent, [...] de très beaux plans du ^{xvi}^e en couleur, [...] c'était vraiment l'aspect patrimonial des archives plutôt que les sources écrites » (Journaliste).

Pour le spécialiste – l'historien, par exemple – c'est un agrément complémentaire auquel sa sensibilité fait écho. Mais il peut se faire également que ce ne soit pas « la belle pièce » qui intéresse le chercheur orienté bien plus sûrement vers le document probant, susceptible d'étayer sa thèse.

Il y a donc dans l'esprit de certains une ambiguïté dans la vocation affichée des archives : doivent-elles privilégier le classement et l'accessibilité des documents conservés ou bien doivent-elles, à l'instar des musées, montrer et mettre en valeur la beauté de certains d'entre eux ? Il semble que conservateurs, élus locaux et responsables de sociétés savantes, s'accordent sur l'intérêt de présenter des documents rares, beaux et précieux afin de conférer du prestige aux expositions qui se rapportent, de près ou de loin, à l'enracinement culturel collectif dans l'histoire locale.

Il faudrait pouvoir évaluer, auprès des visiteurs eux-mêmes, l'impression qu'ils ressentent face aux témoignages de la vie et des œuvres de « leurs ancêtres » et apprécier la façon ils sont amenés à comparer la richesse formelle des documents d'archives et celle des objets d'art exposés dans les musées.

Le succès des catalogues et ouvrages rendant compte de ces expositions, illustrés de reproductions des beaux documents exposés, est sans doute un indice de l'attrait que ces derniers peuvent exercer. En rappelant concrètement l'existence, les catalogues alimentent les représentations que le public s'en fait.

3. Une mine recelant des filons ignorés

La possibilité de faire des trouvailles inattendues, inespérées et étonnantes est un aspect de l'image des archives qui participe du mythe du « trésor caché ». Tout y est : l'enfouissement, la localisation improbable et le hasard providentiel qui provoque la découverte, enfin la méconnaissance de la qualité, voire l'ignorance de la présence du trésor par ceux qui le détiennent.

Le fantasme du trésor caché signe l'échec de l'inventaire mais il donne une inappréciable valeur et une dimension poétique au vrac et à la poussière dont les conservateurs appréhendent tant l'image dévalorisante.

Le non-dit attaché à cette représentation a probablement beaucoup d'importance parce qu'il ajoute aux motivations rationnelles de la quête un attrait lié à la chance :

« J'ai appris par le plus grand des hasards l'existence d'une bibliothèque administrative [...], plusieurs salles remplies d'ouvrages, ce qu'on appelle les sources imprimées du XIX^e, toutes les enquêtes, tous les rapports [...]. J'ai passé un après-midi en pleine jubilation, parce que j'étais stupéfait ! » (Professeur d'histoire à l'université).

4. Un patrimoine vivant parce qu'il est exploité

Les fonds d'archives pourraient se comparer à des terrains fertiles dont les consultants tirent production grâce à leurs travaux. C'est en ce sens de « mise en valeur » que doit être comprise cette notion de vie des fonds d'archives, et pas uniquement en fonction de la vie sociale et des échanges entre utilisateurs qui découlent de l'exploitation des documents conservés.

« Ces documents n'ont d'intérêt que parce qu'on va les faire vivre, parce qu'on va les faire parler, parce qu'on va y apprendre des choses ! » (Journaliste).

Cette situation satisfait les conservateurs qui perçoivent le travail des lecteurs comme le contrepoint de leur propre activité. En même temps, elle engendre de nouvelles exigences de publication, de classement, d'enregistrement et de mise à disposition de ces travaux. La vie productive des fonds d'archives entraîne pour les conservateurs un surcroît de travail et donne naissance à de nouvelles exigences de la part des lecteurs utilisateurs.

« [...] son travail d'archiviste [...] est de mettre le plus possible les inventaires de fonds d'archives à disposition du plus grand nombre » (Chercheur en histoire).

« Deux problèmes : déposer c'est très bien, mais si ce n'est pas répertorié, ça ne sert à rien [...] ; et le deuxième problème, c'est qu'il faudrait que tout le monde [les étudiants en histoire] dépose » (Généalogiste, responsable d'un cercle de généalogistes).

L'image de la fertilité des fonds rencontrée parmi les publics utilisateurs se situe aux antipodes d'une autre représentation, prêtée au grand public par les conser-

vateurs ou les élus locaux : celle de la poussière et de la sclérose. Cette image dévalorisante est démentie dans la pratique, quand les fonds sont exploités.

5. Un domaine public sous la sauvegarde de l'État

Cette représentation des archives s'articule autour de deux notions rendant compte du rôle de l'État : sa responsabilité et son autorité.

Les utilisateurs considèrent que la responsabilité de l'État est engagée parce que les archives constituent des éléments matériels fondamentaux de la mémoire collective locale, régionale, nationale. La puissance publique a donc à charge la conservation aussi bien que la communication de ces documents.

Ce point de vue s'appuie vraisemblablement sur l'expérience du statut de l'état civil. Puisque l'État doit veiller à ce que les preuves de l'identité de chacun soient recueillies, conservées et communiquées selon des règles établies, il doit en aller de même pour les autres documents identitaires de la collectivité qui sont la matière première de l'histoire.

L'autorité de l'État doit s'exercer quel que soit le lieu où sont conservées les archives, en région ou à Paris. En effet, le rôle de la puissance publique étant défini par des textes législatifs et réglementaires, on y voit une garantie d'impartialité dans la communication des archives. Serait-ce le cas si les conditions de gestion et de communication étaient déterminées par des instances plus sensibles aux pressions politiques locales ?

« [...] l'autonomisation des services d'archives départementaux m'a inquiété [...] j'ai un peu peur d'une prise de contrôle par les élus locaux sur les services [...], pour l'instant les directeurs d'archives sont préservés par leur statut spécial [...]. Il me semblerait vraiment dangereux qu'on aille plus loin dans l'autonomie [...]. Il faudrait que ça reste dans le système d'appareil d'État » (Chercheur en histoire).

L'autorité tutélaire de l'État est, par ailleurs, invoquée dans le cas des archives privées : ces documents, lorsqu'ils représentent un intérêt historique, doivent être placés sous l'égide des services d'archives, ce qui représente la seule garantie qu'ils seront transmis à la postérité, communiqués aux chercheurs et qu'ils ne feront plus l'objet de spéculations financières ou de communication réservée. Plusieurs responsables d'associations font état de leurs interventions dans ce sens. Dans le même esprit, un historien lorrain souhaite, pour sa part, que l'État mette en œuvre les moyens nécessaires pour retrouver et rapatrier les archives emportées par les Allemands pendant la dernière guerre²².

Enfin, il faut signaler une observation ponctuelle d'un lecteur généalogiste ayant fréquenté de nombreux dépôts : selon lui, un travail technique effectué directe-

22. Souhait exprimé dans un entretien réalisé avant que les fonds concernés ne soient mis à la disposition du public par le Centre des archives contemporaines, à Fontainebleau. L'historien interrogé ignorait que ces fonds avaient déjà été rapatriés.

ment ou sous le contrôle étroit de la puissance publique – la numérisation des documents d'état civil, à Rennes – est d'une qualité incomparablement meilleure que le travail des Mormons, entreprise privée. Même sous l'angle purement matériel, l'intervention d'une collectivité locale en tant que puissance publique constituerait une garantie.

« Je ne comprends pas les Mormons : à l'heure actuelle ils en sont toujours aux microfilms ! [...] c'est qu'ils ont investi dans du matériel qui fait cela ! La numérisation est nettement supérieure : c'est ce que font les archives municipales de Rennes ! » (Président d'une association de généalogistes)

L'image de la mission éminente de l'État pour la sauvegarde et la communication des archives engendre des attentes et des exigences que les moyens actuellement disponibles ne permettent pas de satisfaire, et qui sont peut-être irréalistes compte tenu des moyens qu'il faudrait mettre en œuvre. Il n'en reste pas moins vrai que les vues exposées par les publics traduisent les exigences fondamentales de continuité dans la conservation et la transmission du patrimoine et donc de son inaliénabilité.

Certains mettent aussi en avant la nécessaire impartialité des règles de la communication de documents constituant une propriété collective.

*

* *

L'étude qualitative par entretiens semi-directifs a donc permis de mettre en lumière ces facettes de la représentation que les personnes rencontrées se font des archives, dimensions psychologiques de leur image, que la technique du questionnaire – auto-administré ou en face à face – ne permet guère d'explorer de manière aussi nuancée. En les gardant à l'esprit, on comprendra mieux les attentes et les critiques des lecteurs, exprimées souvent avec force dans leurs réponses au questionnaire de l'enquête postale, dont les pages qui suivent rendent compte.

Si, par exemple, les lecteurs réclament – ou se réjouissent de trouver – un accueil compétent et efficace dans les services d'archives départementales et communales, c'est aussi parce qu'ils considèrent les archives comme la mémoire de la collectivité, à laquelle chacun a le droit de faire appel. Si un lecteur s'adresse avec confiance à un archiviste en lui exposant l'objet et la finalité de sa recherche, c'est parce qu'il espère rencontrer sinon un mentor, du moins un interlocuteur autorisé et attentif, disposé à ouvrir généreusement ses cartons et à dévider des fils d'Ariane.

Quant au caractère irremplaçable et esthétique du patrimoine conservé aux archives, c'est sans doute un aspect assez communément admis pour asseoir le prestige de l'institution et justifier le coût de la préservation et de la communication des documents qu'elle conserve.

Troisième partie
L'EXPÉRIENCE ET LES ATTENTES DES LECTEURS

CHAPITRE I

La fréquentation des services d'archives

Outre les types de services d'archives qu'ils ont fréquentés et leurs déplacements hors de leur département de résidence pour consulter des archives, on a demandé aux lecteurs quelle avait été la fréquence de leurs visites ou les raisons pour lesquelles ils ne sont pas retournés aux archives. Les lecteurs ont aussi été interrogés sur leurs autres activités dans les services d'archives départementales ou communales et sur la consultation de documents dans d'autres lieux complémentairement aux services d'archives.

1. La première visite aux archives

Le moment où l'on va pour la première fois aux archives marque pour la plupart des lecteurs le début d'un parcours initiatique. On ne saurait trop insister sur l'appréhension qui accompagne une première recherche, sur le sentiment de ne pas savoir comment s'y prendre. Une fois qu'ils se considèrent comme des habitués, les lecteurs parlent avec amusement de leurs débuts et de leur inexpérience :

« Ceux qui sont là et qui naviguent comme des poissons dans l'eau... Ça fait tout à fait lieu d'habitués. On vient là-dedans un peu comme un chien dans un jeu de quilles » (Journaliste).

« Après, nous sommes revenus seuls ; que les étudiants. Le lendemain, on ne savait pas du tout comment faire » (Étudiante en maîtrise d'histoire).

En face, voici le regard d'une archiviste accueillante, sensible à la timidité et à l'appréhension du néophyte :

« Je pars du principe que les gens qui ont mis les pieds aux archives pour la première fois, c'est déjà très bien [...]. À travers la porte de verre, je vois des gens qui regardent et font demi-tour ! [...]. Quand ils arrivent, stressés, en me disant : *C'est la première fois que je viens*, je leur dis : *Rassurez-vous !* Il faut que je les mette en confiance » (Présidente d'une salle de lecture d'archives communales).

a. L'ancienneté de la première visite dans un service d'archives publiques

Si, pour une petite minorité de « vieux habitués », la première visite dans un service d'archives publiques date d'au moins vingt ans (11 %), pour les autres lecteurs, elle est relativement récente puisqu'elle remonte, pour près des deux tiers d'entre eux, à moins de cinq ans (62 %), et pour quatre sur dix (39 %) à moins de deux ans. (Voir tableau 59 – Réponse à la question n° 1A)

Tableau 59 – Première visite des lecteurs dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont lecteurs des AD hors Paris	dont lecteurs des archives de Paris	Lecteurs des AC
Moins de 1 an	11	10	10	7	14
De 1 à 2 ans	28	29	29	28	25
De 2 à 5 ans	23	22	22	21	23
De 5 à 10 ans	14	15	15	17	14
De 10 à 20 ans	13	12	12	12	15
Plus de 20 ans	11	12	12	15	9
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les « vieux habitués » sont proportionnellement plus nombreux parmi les lecteurs des archives de Paris (15 %) et ils sont moins nombreux (9 %) parmi ceux des archives communales.

Cette première visite est beaucoup plus ancienne pour les lecteurs historiens enseignants et chercheurs et plus récente pour les étudiants. Elle remonte à plus de dix ans pour la moitié (54 %) des enseignants et à moins de deux ans pour les deux tiers des étudiants. (Voir tableau 60)

Tableau 60 – Première visite des lecteurs historiens dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont étudiants	dont enseignants et chercheurs	dont autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Moins de 1 an	11	12	23	6	11	11	12
De 1 à 2 ans	28	28	44	11	28	28	26
De 2 à 5 ans	23	19	25	13	18	23	16
De 5 à 10 ans	14	13	7	16	14	11	17
De 10 à 20 ans	13	14	1	20	16	18	14
Plus de 20 ans	11	14	–	34	13	9	15
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Pour la majorité des lecteurs généalogistes, la fréquentation des archives n'est pas une expérience récente : plus des deux tiers y sont allés pour la première fois il y a plus de deux ans (69 %), un quart, il y a au moins dix ans ; ceci est plus particulièrement vrai de ceux qui mènent aussi des recherches historiques : 40 % d'entre eux (au lieu de 18 % seulement des généalogistes exclusifs) sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans. (Voir tableau 61)

Tableau 61 – Première visite des lecteurs généalogistes dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 1 an	11	8	9	4
De 1 à 2 ans	28	23	26	17
De 2 à 5 ans	23	26	29	19
De 5 à 10 ans	14	18	18	20
De 10 à 20 ans	13	15	11	23
Plus de 20 ans	11	10	7	17
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

b. Les raisons de la première visite

Rares sont les usagers pour lesquels la première visite aux archives n'avait pas pour but la consultation de documents. Un petit nombre de lecteurs interrogés évoquent cependant d'autres circonstances : 8 % y étaient allés avec un enseignant dans le cadre de leurs études, 6 % à l'occasion d'une visite-découverte ou d'une journée « portes ouvertes », 4 % pour visiter une exposition, assister à une conférence, participer à un atelier, etc., 2 % avec un groupe d'adultes ou une association, 3 % pour une autre raison.

Plus d'un quart des lecteurs étudiants (27 %) et un lecteur enseignant sur cinq ont bénéficié d'une visite d'initiation pédagogique. En revanche, la plupart des lecteurs généalogistes semblent avoir abordé les archives directement, sans préparation pédagogique, à l'exception de certains généalogistes historiens. (Voir tableaux 62 et 63 – Réponse à la question 1C)

Au total, une proportion notable des usagers actuels des salles de lecture ont bénéficié, seuls ou accompagnés, d'une présentation ou d'une initiation aux archives avant de devenir lecteurs et de se trouver confrontés pour la première fois à l'organisation et aux usages de la consultation des fonds d'archives (14 %, soit 19 % des lecteurs historiens et 7 % seulement des lecteurs généalogistes).

L'accueil et l'initiation des novices apparaissent ainsi comme des fonctions primordiales et permanentes des services d'archives, d'autant plus délicates à remplir que les nouveaux lecteurs sont le plus souvent des adultes d'un certain âge.

Tableau 62 – Raisons de la première visite des lecteurs historiens dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Consultation de documents	94	92	84	87	95	98	92
Dans le cadre d'une « visite-découverte », dont	14	19	34	24	15	13	17
Activités pédagogiques avec un enseignant	8	12	27	20	7	3	11
Découverte d'un service d'archives	6	7	9	6	7	8	6
En groupe d'adultes, avec une association...	2	3	ε	3	4	5	3
Visite d'une exposition, participation à une conférence, un atelier	4	5	4	7	5	6	5
Autre	3	4	6	4	4	1	6
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs motifs.							

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 63 – Raisons de la première visite des lecteurs généalogistes dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Consultation de documents	94	97	97	96
Dans le cadre d'une « visite-découverte », dont	14	7	6	11
Activités pédagogiques avec un enseignant	8	2	1	5
Découverte d'un service d'archives	6	5	4	5
En groupe d'adultes, avec une association...	2	2	1	3
Visite d'une exposition, participation à une conférence, un atelier	4	4	2	7
Autre	3	2	1	3
Le total de chaque colonne dépasse 100 %, les lecteurs ayant pu indiquer plusieurs motifs.				

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

*c. Les raisons invoquées par les lecteurs récents
qui ne sont pas retournés aux archives*

Dans la population étudiée qui, rappelons-le, a fréquenté les archives au moins une fois au cours des deux années précédant l'enquête, un lecteur sur six (16 %) n'est pas retourné aux archives depuis sa première visite. (Réponse à la question n° 4B – Voir tableau 64)

L'expérience sans lendemain des archives est plus fréquente dans le public des archives communales (19 %) que dans celui des archives départementales (14 %). (Voir tableau dans le volume annexe 2)

Parmi les lecteurs historiens, ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures sont les plus nombreux (20 %) à ne pas être retournés dans un service d'archives. Au contraire, seulement un lecteur généalogiste sur dix a renoncé à revenir depuis sa première visite.

La première raison, invoquée par 9 % des lecteurs qui ne sont pas retournés aux archives, est qu'ils n'en ont pas eu besoin, en raison du succès de leur première et unique démarche. Cette raison est plus fréquemment invoquée par les lecteurs étudiants (12 %) et beaucoup moins par les lecteurs généalogistes (3 %), surtout s'ils sont aussi historiens (1 %). Les autres raisons invoquées sont le manque de temps (3 %) ou l'éloignement du service (2 %) – deux raisons très liées –, la difficulté de la recherche, l'accueil décevant lors de la première visite ou une recherche infructueuse (1 % pour chacune de ces raisons). (Réponse à la question n° 4D – Voir tableaux 64 et 65)

**Tableau 64 – Lecteurs historiens n'ayant effectué qu'une seule visite
dans un service d'archives et raisons invoquées**

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Une seule visite dans un service d'archives	16	16	14	8	18	20	14
Raisons invoquées :							
Pas nécessaire d'y retourner	9	10	12	6	10	7	9
Manque de temps	3	2	2	2	2	2	2
Service d'archives trop éloigné	2	1	–	–	2	2	1
Recherche trop difficile ou aléatoire	1	1	–	–	2	5	–
Accueil décevant	1	1	1	–	1	3	–
Rien trouvé et pas d'incitation	1	1	–	–	1	3	–
Mauvaise orientation	ε	–	–	–	–	–	–
Autre	ε	ε	–	–	ε	1	–
Sans réponse	2	3	–	–	5	5	3

Les raisons invoquées peuvent être multiples.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 65 – Lecteurs généalogistes n’ayant effectué qu’une seule visite dans un service d’archives et raisons invoquées

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une seule visite dans un service d’archives	16	10	11	7
Raisons invoquées :				
Pas nécessaire d’y retourner	9	3	5	1
Manque de temps	3	3	4	1
Service d’archives trop éloigné	2	2	2	1
Recherche trop difficile ou aléatoire	1	1	1	1
Accueil décevant	1	1	1	2
Rien trouvé et pas d’incitation	1	1	ε	1
Mauvaise orientation	ε	–	–	–
Autre	ε	ε	1	
Sans réponse	2	2	1	3
Les raisons invoquées peuvent être multiples.				

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

d. L’âge des lecteurs lors de leur première visite

Une notable proportion des lecteurs (près de quatre sur dix) sont allés pour la première fois aux archives après 50 ans (37 %), un quart d’entre eux entre 30 et 49 ans (26 %), un tiers entre 15 et 29 ans (32 %) ou dès avant 15 ans (2 %). (Réponse à la question n° 1B)

La répartition des lecteurs selon l’âge de leur première expérience n’est pas très différente aux archives départementales et aux archives communales. On observe cependant que le public des archives départementales a commencé à fréquenter les archives à un âge un peu plus avancé que celui des archives communales : 39 % du public des AD au lieu de 35 % de celui des AC a effectué sa première visite après 50 ans, en relation avec la répartition des lecteurs selon l’âge, la part des étudiants et celle des généalogistes. (Voir tableau dans le volume annexe 2)

En raison de la présence du public étudiant, l’âge de la première visite dans un service d’archives publiques des lecteurs historiens est nettement moins élevé : 42 % de ceux-ci y sont allés avant 30 ans, au lieu de 34 % pour l’ensemble des lecteurs. (Voir tableau 66). Les étudiants y sont allés en moyenne à 21 ans, et les enseignants et chercheurs à 36 ans, au lieu de 42 ans pour l’ensemble des lecteurs. Quant aux autres lecteurs historiens, c’est seulement à 44 ans qu’ils ont effectué leur première visite aux archives et plus tard encore pour ceux qui n’ont pas fait d’études supérieures (49 ans). De même, la première visite des lecteurs généalogistes se situe en moyenne autour de 47 ans, la moitié de ceux-ci l’ayant effectuée à 50 ans au moins. (Voir tableau 67)

Tableau 66 – Âge des lecteurs historiens lors de leur première visite dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Moins de 15 ans	2	1	2	2	1	2	1
15 à 29 ans	32	41	97	49	26	13	38
15 à 19 ans	9	10	22	13	7	6	9
20 à 24 ans	16	23	67	27	11	4	19
25 à 29 ans	7	8	8	9	8	3	10
30 à 39 ans	11	11	1	9	14	9	17
40 à 49 ans	15	13	–	11	16	21	14
50 à 59 ans	15	13	–	10	17	27	11
60 à 69 ans	16	12	–	12	15	16	13
70 ans et plus	6	6	–	6	7	5	5
Sans réponse	3	3	–	1	4	7	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Âge moyen	42	39	21	36	44	49	39

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 67 – Âge des lecteurs généalogistes lors de leur première visite dans un service d'archives publiques

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 15 ans	2	2	2	2
15 à 29 ans	32	19	17	24
30 à 39 ans	11	9	10	7
40 à 49 ans	15	16	18	13
50 à 59 ans	15	21	20	23
50 à 54 ans	7	10	10	11
55 à 59 ans	8	11	10	12
60 à 69 ans	16	22	23	19
60 à 64 ans	10	13	14	12
65 à 69 ans	6	9	9	7
70 ans et plus	6	7	7	8
Sans réponse	3	4	3	5
Ensemble	100	100	100	100
Âge moyen	42	47	47	46

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

2. La fréquence des visites

En raison même des mobiles qui les conduisent aux archives – dans la grande majorité des cas pour des recherches d’une certaine durée et non pour des besoins ponctuels –, la fréquentation des archives départementales et communales est, pour la majorité des lecteurs, une pratique régulière dont ils ont une expérience relativement récente. Mais il convient de rappeler que l’enquête a été réalisée sur la base d’un échantillon de lecteurs ayant fréquenté ces services d’archives au cours des deux dernières années, ce qui excluait une grande part des lecteurs très occasionnels.

Le public actuel des archives départementales et communales est allé en moyenne 25 fois dans un service d’archives publiques, quel qu’il soit, au cours des deux dernières années. (Voir tableau 68 – Réponse aux questions 4B et C). Cette estimation est toutefois fortement déterminée par une minorité de réponses qui font état d’un grand nombre de visites. Ainsi, 5 % des lecteurs ont indiqué y être allés au moins 100 fois au cours des deux dernières années et 1 % au moins 200 fois (un lecteur historien ayant fréquenté des archives départementales a même indiqué être allé aux archives 500 fois depuis deux ans !). La valeur significative de la moyenne est donc ici contestable et la valeur médiane de la distribution (réponse du lecteur moyen) est sensiblement plus réaliste et moins élevée : de l’ordre d’une quinzaine de visites au cours des deux dernières années, soit sept ou huit par an.

Le nombre moyen de visites au cours des deux dernières années est du même ordre pour les historiens considérés dans leur ensemble (26 visites) et pour les généalogistes (25). Il est nettement plus important pour les chercheurs et enseignants (30) et pour les étudiants (39) et moins élevé pour les généalogistes exclusifs (23) que pour les généalogistes historiens (29). (Voir tableaux 69 et 70)

Tableau 68 – Nombre de visites des lecteurs dans un service d’archives depuis leur première expérience

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Une ou deux fois	12	11	11	12	14
Trois à neuf fois	20	21	21	18	20
Dix à cinquante fois	27	29	29	26	23
Plus de cinquante fois	22	22	22	29	21
Sans réponse	3	3	3	2	2
Ensemble*	84	86	86	87	80
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	25	25	25	24

* L'ensemble exclut les lecteurs qui ne sont pas revenus depuis leur première expérience.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 69 – Nombre de visites des lecteurs historiens dans un service d'archives depuis leur première expérience

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Une ou deux fois	12	13	15	4	15	19	13
Trois à neuf fois	20	20	25	15	20	18	20
Dix à cinquante fois	27	24	20	29	24	22	26
Plus de cinquante fois	22	25	26	42	20	17	25
Sans réponse	3	2	–	2	3	4	2
Ensemble	84	84	86	92	82	80	86
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	26	39	30	21	20	23

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 70 – Nombre de visites des lecteurs généalogistes dans un service d'archives depuis leur première expérience

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une ou deux fois	12	9	10	9
Trois à neuf fois	20	20	22	16
Dix à cinquante fois	27	35	35	35
Plus de cinquante fois	22	23	19	30
Sans réponse	3	3	3	3
Ensemble	84	90	89	93
Nombre moyen de visites au cours des deux dernières années	25	25	23	29

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

3. L'expérience des différents services d'archives publiques

a. Le nombre de services visités

La majorité des lecteurs (sept sur dix) ont l'expérience de plusieurs services d'archives publiques en France ; moins de trois sur dix (28 %) n'en ont fréquenté qu'un seul, une proportion égale (29 %) en a fréquenté deux ou trois et quatre sur dix (42 %) sont déjà allés dans au moins quatre services d'archives publiques différents. (Voir tableau 71 – Réponse à la question n° 4A)

Tableau 71 – Nombre de services d’archives publiques différents fréquentés par les lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Un à trois services	57	55	56	44	61
un seul	28	27	28	18	31
deux ou trois	29	28	28	26	30
Quatre à dix	26	27	26	35	24
Plus de dix	16	17	17	20	14
Sans réponse	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs des archives départementales de Paris sont ceux qui ont le plus grand nombre d’expériences de services différents : huit sur dix ont fréquenté plus d’un service, plus de la moitié (55 %) au moins quatre services et un sur cinq, plus de dix services. Les lecteurs des archives communales ont moins d’expérience : 38 % seulement ont fréquenté au moins quatre services.

Les lecteurs historiens ne sont guère différents de l’ensemble des lecteurs. Les étudiants cependant ont peu d’expérience des différents services : près de la moitié se sont cantonnés dans un seul service, plus des trois quarts (77 %) à trois services tout au plus. Les enseignants et chercheurs au contraire ont de nombreuses expériences : plus de la moitié d’entre eux (54 %) ont fréquenté au moins quatre services et un sur cinq plus de dix. (Voir tableau 72)

Les lecteurs généalogistes ont une expérience identique à celle des enseignants : 22 % ont fréquenté plus de dix services, 52 % au moins quatre. Cependant, l’expérience des lecteurs généalogistes historiens l’emporte de loin sur celle des

Tableau 72 – Nombre de services d’archives publiques différents fréquentés par les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Un à trois services	57	60	77	45	59	65	53
un seul	28	30	47	17	33	35	29
deux ou trois	29	30	30	28	26	30	24
Quatre à dix	26	24	18	33	23	19	28
Plus de dix	16	15	4	21	17	14	19
Sans réponse	1	1	1	1	1	2	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 73 – Nombre de services d'archives publiques différents fréquentés par les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Un à trois services	57	47	50	40
un seul	28	20	23	13
deux ou trois	29	27	27	27
Quatre à dix	26	30	30	29
Plus de dix	16	22	19	30
Sans réponse	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

généalogistes exclusifs et sur celle de toutes les catégories de lecteurs : près d'un sur trois (30 %) a fréquenté plus de dix services d'archives et six sur dix (59 %) au moins quatre. (Voir tableau 73)

b. Les services visités

D'après leurs déclarations, les lecteurs interrogés ont plus largement l'expérience des services d'archives départementales (91 %) que celle des services d'archives communales (69 %), ce qui n'a rien pour surprendre étant donné la part des uns et des autres dans l'échantillon de base de l'enquête²³. De plus, six lecteurs sur dix (61 %) ont déclaré avoir fréquenté les deux types de services. (Voir tableau 74 – Réponse à la question n° 2)

Les lecteurs ne connaissent pas toujours clairement la nature des services d'archives qu'ils vont consulter, c'est-à-dire la tutelle administrative dont dépendent ces services. Si la quasi-totalité des lecteurs échantillonnés dans les fichiers des centres d'archives départementales ont conscience d'avoir fréquenté un service de ce type (99 % d'entre eux), cela est moins vrai pour les lecteurs des archives de Paris, dont le statut est ambigu à cet égard puisqu'elles sont à la fois archives départementales et communales (88 %).

Les lecteurs appartenant au public des archives communales n'ont, eux non plus, pas toujours le souvenir d'être allés dans un service de ce genre (86 % d'entre eux), bien que leur visite dans un centre de ce type au cours des deux dernières années soit attestée par leur présence dans les fichiers de lecteurs utilisés pour constituer l'échantillon de l'enquête.

23. Rappelons que sur les 1 885 lecteurs ayant répondu au questionnaire de l'enquête postale, 1 291 (68 %) avaient été échantillonnés dans des fichiers de services d'archives départementales (dont 5 % dans le fichier des archives de Paris) et 594 (32 %) dans des fichiers de services d'archives communales (effectifs obtenus après « redressement » de la structure de l'échantillon des lecteurs ayant répondu à l'enquête).

Tableau 74 – Services d’archives publiques fréquentés par les lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Un ou des services d’archives départementales OU communales :	99	99	100	93	99
un ou des services d’archives départementales	91	99	99	88	75
un ou des services d’archives communales	69	62	62	59	86
Un ou des services d’archives départementales ET communales	61	61	62	54	62
Un ou des centres d’archives nationales :	18	19	16	59	15
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	17	15	58	12
le Centre des archives d’outre-mer, à Aix-en-Provence	3	2	2	7	5
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	1	1	3	1
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	1	1	5	ε
Un ou des services d’archives dépendant du ministère de la Défense	9	10	10	16	8
Un ou des services d’archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	2	1	7	4
Un ou d’autres centres ou services d’archives	8	8	7	17	8

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

D’après leurs déclarations, les trois quarts des lecteurs qui ont fréquenté des services d’archives communales au cours des deux dernières années se sont aussi rendus dans un service d’archives départementales tandis que la réciproque est un peu moins vraie pour les usagers des archives départementales, notamment ceux des archives de Paris : environ six sur dix d’entre eux ont déclaré avoir fréquenté des services d’archives communales.

Cette large expérience des services d’archives reste pourtant limitée le plus souvent à ces deux types de services : moins d’un lecteur sur cinq a fréquenté un centre des archives nationales (18 %), principalement le Centre historique des archives nationales (CHAN) (16 %), et une minorité s’est rendue dans un service d’archives du ministère de la Défense (9 %), du ministère des Affaires étrangères (2 %) ou d’autres centres ou services (8 %).

Pour des raisons qui tiennent probablement à la proximité géographique mais aussi à la nature de leurs recherches, l’expérience du CHAN est beaucoup plus répandue dans le public des archives de Paris : 58 % de ses lecteurs y sont allés. Il en est de même pour les autres centres d’archives situés à Paris : les archives du ministère de la Défense, où se sont rendus 16 % des lecteurs des archives de Paris, et celles du ministère des Affaires étrangères fréquentées par 7 % de ces lecteurs.

Les lecteurs enseignants et chercheurs et les lecteurs généalogistes historiens sont également plus nombreux à fréquenter les centres d'archives nationales que les autres lecteurs. (Voir tableaux 75 et 76). Un tiers des enseignants et chercheurs et un quart des généalogistes historiens se sont en effet rendus dans un de ces centres : 30 % des premiers et 23 % des seconds au CHAN ; en outre, 16 % des lecteurs de chacun de ces groupes se sont rendus dans un ou des services d'archives dépendant du ministère de la Défense, services autonomes où se trouvent les archives des Armées.

La mobilité des usagers, de même que le nombre de centres différents qu'ils disent avoir fréquentés à l'occasion de leurs recherches tend à montrer qu'il n'y a peut-être pas un public spécifique pour les archives communales et un autre pour les archives départementales, mais en réalité un public des archives qui se rend tantôt ici et tantôt là pour les besoins de ses recherches.

Tableau 75 – Services d'archives publiques fréquentés par les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Un ou des services d'archives départementales OU communales :	99	99	98	99	99	99	99
un ou des services d'archives départementales	91	90	90	94	90	85	92
un ou des services d'archives communales	69	68	63	78	66	72	66
Un ou des services d'archives départementales ET communales	61	58	55	72	56	58	58
Un ou des centres d'archives nationales :	18	22	19	33	20	16	26
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	20	19	30	18	14	24
le Centre des archives d'outre-mer, à Aix-en-Provence	3	3	1	4	3	3	3
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	1	ε	3	1	–	2
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	1	1	1	1	ε	1
Un ou des services d'archives dépendant du ministère de la Défense	9	11	5	16	11	7	15
Un ou des services d'archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	3	1	5	3	1	4
Un ou d'autres centres ou services d'archives	8	11	9	18	10	6	13

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 76 – Services d’archives publiques fréquentés par les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Un ou des services d’archives départementales OU communales :	99	99	99	99
un ou des services d’archives départementales	91	95	95	94
un ou des services d’archives communales	69	77	73	83
Un ou des services d’archives départementales ET communales	61	72	69	78
Un ou des centres d’archives nationales :	18	17	13	25
le Centre historique des archives nationales, à Paris	16	14	10	23
le Centre des archives d’outre-mer, à Aix-en-Provence	3	4	4	5
le Centre des archives du monde du travail, à Roubaix	1	ε	ε	–
le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau	1	ε	1	ε
Un ou des services d’archives dépendant du ministère de la Défense	9	11	8	16
Un ou des services d’archives dépendant du ministère des Affaires étrangères	2	2	1	2
Un ou d’autres centres ou services d’archives	8	6	4	11

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

4. Les déplacements hors du département de résidence pour consulter des archives

Les lecteurs ne craignent pas de voyager pour mener à bien leurs recherches : six sur dix se sont déjà déplacés à cette fin hors de leur département de résidence, plus de la moitié d’entre eux (52 %) plus d’une fois et 45 % au moins trois fois. (Voir tableau 77 – Réponse à la question n° 3A)

Si les déplacements à l’étranger pour ce motif sont assez peu répandus (7 %), quatre lecteurs interrogés sur dix se sont déjà déplacés pour effectuer des recherches aux archives dans un autre département de leur région (40 %) et une égale proportion d’entre eux (38 %) dans une autre région de France. (Réponse à la question n° 3B)

Les usagers des archives départementales ont une plus large expérience de ces déplacements que ceux des archives communales : les deux tiers des premiers – et même les trois quarts des lecteurs des archives de Paris – se sont déplacés hors de leur département de résidence, au lieu de la moitié des seconds. Par ailleurs, les lecteurs des archives de Paris déclarent plus fréquemment être allés dans une autre région de France (57 %) ou à l’étranger (14 %).

Tableau 77 – Déplacements des lecteurs hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Jamais	37	32	33	21	47
Une ou plusieurs fois	61	66	65	75	50
<i>Une ou deux fois</i>	16	18	17	19	14
<i>Trois fois ou plus</i>	45	48	48	56	36
Sans réponse	2	2	2	4	3
Ensemble	100	100	100	100	100
Si oui :					
<i>dans un autre département de leur région</i>	40	43	43	44	35
<i>dans une autre région de France</i>	38	42	41	57	29
<i>dans un ou d'autres pays</i>	7	7	7	14	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Dans leur ensemble, les lecteurs historiens se déplacent moins que les lecteurs généalogistes : 56 % des premiers au lieu de 75 % des seconds. Parmi les premiers, les étudiants sont les moins mobiles (un peu plus de quatre sur dix se sont déplacés) alors que les lecteurs enseignants et chercheurs se déplacent nettement plus : 14 % se sont rendus à l'étranger pour les besoins de leurs recherches. (Voir tableaux 78 et 79)

Les lecteurs généalogistes exclusifs se déplacent plus encore que les lecteurs enseignants (huit sur dix) en France et presque autant à l'étranger. L'expérience des lecteurs généalogistes historiens apparaît un peu plus grande que celle des

Tableau 78 – Déplacements des lecteurs historiens hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Jamais	37	42	57	27	42	44	40
Une ou plusieurs fois	61	56	42	69	56	52	60
<i>Une ou deux fois</i>	16	15	12	12	16	16	15
<i>Trois fois ou plus</i>	45	41	30	57	40	36	45
Sans réponse	2	2	1	4	2	4	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Si oui :							
<i>dans un autre département de leur région</i>	40	37	26	52	36	39	37
<i>dans une autre région de France</i>	38	35	27	45	34	26	40
<i>dans un ou d'autres pays</i>	7	7	3	14	7	4	9

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

généalogistes exclusifs : 79 % au lieu de 73 % ont effectué des recherches hors de leur département, 56 % au lieu de 48 % dans leur région, 51 % au lieu de 47 % dans d'autres régions, 13 % au lieu de 7 % à l'étranger. (Voir tableau 79)

Tableau 79 – Déplacements des lecteurs généalogistes hors de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Jamais	37	23	24	20
Une ou plusieurs fois	61	75	73	79
Une seule fois	9	10	10	9
Deux fois	7	8	8	8
Trois fois ou plus	45	57	55	62
Sans réponse	2	2	3	1
Ensemble	100	100	100	100
Si oui :				
dans un autre département				
de leur région	40	51	48	56
dans une autre région de France	38	48	47	51
dans un ou d'autres pays	7	9	7	13

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Pour l'historien comme pour le généalogiste, l'expérience et « l'itinérance » permettent des comparaisons entre les services d'archives. C'est moins le cas pour l'étudiant en maîtrise qui travaille dans un nombre réduit de services, voire un seul.

« J'ai été amené à travailler sur les archives départementales, sur l'époque 1939 à 1946... J'ai travaillé dans toute une série de départements français... Là, vous avez [*à propos de l'application de la législation sur la communicabilité des documents*²⁴] trois cas de figure : l'archiviste qui suit les textes et l'esprit de l'Administration centrale..., ceux, minoritaires qui, tout en appliquant les textes, iront le plus loin possible dans le libéralisme, et quelques rares archivistes départementaux qui vous mettront des bâtons dans les roues » (Historien).

« J'ai eu l'occasion d'aller dans d'autres archives : l'Ariège, la Haute-Garonne, le Tarn. À peine on commence à comprendre qu'on doit repartir ! C'est un petit peu... Mais au bout d'un moment, on s'habitue... Et puis le président de salle, au début, explique bien ; et dès qu'on a besoin d'un coup de main, il est là... Tandis que là-bas [...], disons que c'est moins coopératif... C'est mon impression... » (Collégien, généalogiste amateur).

24. Voir *infra* l'encadré.

5. La consultation de documents dans d'autres lieux, complémentaires aux services d'archives

Complémentairement aux services d'archives, la grande majorité des usagers des archives départementales et communales (près des trois quarts) sont amenés, dans le cadre de leurs recherches, à consulter des documents dans d'autres lieux : principalement bibliothèques, mairies mais aussi autres centres de documentation et de ressources. (Voir tableau 80 – Réponse à la question n° 5)

Au cours des deux dernières années, près de la moitié des lecteurs interrogés sont allés, à cette fin, dans une bibliothèque publique (47 %), quatre sur dix dans une bibliothèque municipale (39 %), près d'un sur quatre dans une bibliothèque universitaire (23 %), plus d'un sur dix (13 %) dans une grande bibliothèque parisienne (Bibliothèque nationale de France, bibliothèque Mazarine, bibliothèque historique de la Ville de Paris, Bibliothèque publique d'information au centre Georges Pompidou, etc.).

Les lecteurs font aussi des recherches :

- pour un tiers d'entre eux dans des mairies qui ne possèdent pas de service d'archives constitué (33 %) ;
- environ un sur cinq dans un centre de documentation généalogique (18 %), notamment un centre de ressources généalogiques des Mormons (8 %) ;
- un sur dix dans le centre de documentation d'un musée (11 %) ;
- un sur dix également dans d'autres centres de documentation ou services administratifs tels que tribunaux, chambres de commerce, etc. (11 %).

Tableau 80 – Consultation de documents par les lecteurs dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Dans une bibliothèque	47	44	43	61	53
une bibliothèque municipale	39	35	36	30	47
une bibliothèque universitaire	23	21	21	26	26
une grande bibliothèque parisienne	13	14	11	51	10
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	35	36	28	29
Dans un centre de documentation généalogique	18	19	18	28	17
un centre de ressources généalogiques des Mormons	8	8	8	10	7
un autre centre de documentation généalogique	13	13	12	21	13
Dans le centre de documentation d'un musée	11	10	9	20	13
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	10	10	13	12
Dans aucun de ces lieux	22	23	23	14	21
Sans réponse	6	6	6	3	7

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Il n'est pas surprenant de constater que les lecteurs des archives communales étendent plus particulièrement leurs investigations aux bibliothèques municipales (47 %), que ceux des archives de Paris mettent plus spécialement à profit les grandes bibliothèques de la capitale (51 %) et que les usagers des autres archives départementales effectuent un peu plus fréquemment des recherches dans des mairies de petites communes ne possédant pas de service d'archives constitué (36 %). Les lecteurs des archives de Paris ont aussi beaucoup plus fréquemment recours à un centre de documentation généalogique (28 %) ou à un centre de documentation de musée (20 %).

Les deux tiers des lecteurs historiens fréquentent des bibliothèques pour leurs recherches ; surtout les lecteurs enseignants et chercheurs (plus des trois quarts), de même que les lecteurs étudiants qui sont bien sûr plus fréquemment amenés à consulter une bibliothèque universitaire (neuf sur dix d'entre eux). Ces deux groupes de lecteurs fréquentent aussi les grandes bibliothèques parisiennes (28 % des enseignants et chercheurs et 19 % des étudiants), une bibliothèque municipale (respectivement sept sur dix et huit sur dix d'entre eux) ou pour environ un quart d'entre eux, un centre de documentation de musée. (Voir tableau 81)

Plus de quatre lecteurs généalogistes sur dix ont été amenés à consulter des documents dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué (43 %), surtout les lecteurs généalogistes historiens (la moitié d'entre eux) et bien entendu, dans un centre de documentation généalogique (près de quatre sur dix

**Tableau 81 – Consultation de documents par les lecteurs historiens
dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives** en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Dans une bibliothèque	47	65	97	77	54	39	66
une bibliothèque municipale	39	54	79	70	44	35	53
une bibliothèque universitaire	23	35	89	45	19	7	32
une grande bibliothèque parisienne	13	18	19	28	15	7	21
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	32	22	39	32	34	30
Dans un centre de documentation généalogique	18	15	5	13	18	20	15
un centre de ressources généalogiques des Mormons	8	7	1	5	8	8	7
un autre centre de documentation généalogique	13	11	4	10	13	16	10
Dans le centre de documentation d'un musée	11	17	26	23	13	9	18
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	14	19	12	13	9	15
Dans aucun des ces lieux	22	16	2	6	22	32	15
Sans réponse	6	4	ε	4	5	6	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

des généalogistes historiens et un quart des généalogistes exclusifs), notamment un centre de ressources généalogiques des Mormons (12 %). Les lecteurs généalogistes historiens fréquentent aussi beaucoup plus souvent les bibliothèques municipales, soit la moitié d'entre eux, au lieu de 16 % des généalogistes exclusifs. (Voir tableau 82)

Tableau 82 – Consultation de documents par les lecteurs généalogistes dans d'autres lieux complémentaires aux services d'archives *en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Dans une bibliothèque	47	34	21	57
une bibliothèque municipale	39	28	16	50
une bibliothèque universitaire	23	7	3	15
une grande bibliothèque parisienne	13	9	6	16
Dans une mairie ne possédant pas de service d'archives constitué	33	43	39	51
Dans un centre de documentation généalogique	18	29	25	38
un centre de ressources généalogiques des Mormons	8	12	10	17
un autre centre de documentation généalogique	13	21	17	28
Dans le centre de documentation d'un musée	11	6	1	15
Dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif	11	7	5	10
Dans aucun de ces lieux	22	23	30	11
Sans réponse	6	7	7	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

6. Les autres activités des lecteurs dans les services d'archives : expositions temporaires, conférences, achat de publications

Près de la moitié du public étudié (48 %) a visité au moins une exposition présentée dans un service d'archives départementales ou communales. Plus d'un tiers des lecteurs (35 %) ont acheté une publication éditée par ces archives, qu'il s'agisse d'un guide du lecteur, d'un inventaire, d'un ouvrage historique, d'un catalogue d'exposition, d'un dossier pédagogique... (Voir tableau 83 – Réponse à la question n° 10)

Nettement moins nombreux sont les lecteurs qui ont assisté à une conférence dans un service d'archives départementales ou communales : 13 % d'entre eux, ce qui représente tout de même une proportion notable.

Les lecteurs des archives de Paris se distinguent de l'ensemble des lecteurs : ils ont plus fréquemment visité une exposition temporaire au sein d'un service d'archives (56 %) et plus souvent acheté une publication (46 %). En revanche, ils participent moins à des conférences (9 %). Les lecteurs des archives commu-

nales, au contraire, se rendent plus fréquemment à une conférence dans un service d'archives (15 %).

Les lecteurs historiens se distinguent également de l'ensemble des lecteurs, surtout les lecteurs enseignants et chercheurs : près de huit sur dix (78 %) parmi ces derniers ont visité une exposition temporaire et les deux tiers (67 %) ont acheté une publication ; plus d'un quart (28 %) ont assisté à une conférence aux archives. Les autres lecteurs historiens (quatre sur dix) achètent aussi plus fréquemment que l'ensemble des lecteurs des publications des archives et se rendent plus souvent (16 %) à une conférence.

Enfin, si l'ensemble des lecteurs généalogistes ne se distinguent guère de l'ensemble des lecteurs, les activités des deux catégories de lecteurs généalogistes sont bien différentes : les généalogistes historiens visitent plus fréquemment les expositions des archives que les généalogistes exclusifs (60 % au lieu de 43 %), achètent beaucoup plus souvent des publications (56 % au lieu de 26 %) et assistent beaucoup plus fréquemment à des conférences (21 % au lieu de 8 %).

L'analyse des réponses permet de constater que l'expérience des lecteurs en ce domaine varie directement avec leur expérience générale des archives (nombre de services visités, nombre de visites effectuées) à laquelle elle est étroitement liée.

La visite d'une exposition temporaire dans un service d'archives départementales ou communales passe ainsi de 35 %, pour ceux des lecteurs qui ont fréquenté un à trois services, à 75 % chez ceux qui en ont fréquenté plus de dix ; l'expérience des conférences varie de même de 9 % à 19 % et l'achat d'une publication éditée par les archives de 23 % à 64 %.

Tableau 83 – Autres activités des lecteurs dans les services d'archives

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Visite d'une exposition temporaire	48	49	48	56	46
Achat d'une publication éditée par les archives	35	37	36	46	31
Participation à une conférence	13	12	13	9	15

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

L'expérience des différentes catégories de lecteurs

Les lecteurs historiens

Considérés dans leur ensemble, les lecteurs historiens qui représentent, on l'a vu, 58 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et des archives communales, sont peu différents de l'ensemble des lecteurs en ce qui concerne leur expérience des archives. On observe parmi eux à peu près la même diversité dans l'ancienneté de leur fréquentation, le nombre de services d'archives déjà consultés, le nombre de visites effectuées depuis leur première expérience. Des différences importantes existent cependant, à cet égard, entre les lecteurs enseignants et chercheurs, les étudiants et les autres lecteurs historiens.

Les lecteurs enseignants et chercheurs venus faire une recherche historique, souvent dans le cadre de leurs loisirs, connaissent les archives depuis longtemps : plus de la moitié d'entre eux sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans (54 % au lieu de 24 % de l'ensemble des lecteurs), et 17 % seulement depuis moins de deux ans. Plus de quatre sur dix sont déjà allés plus de cinquante fois dans un service d'archives (42 % au lieu de 22 % de l'ensemble des lecteurs). Par ailleurs, près des deux tiers (64 %) exercent ou ont exercé une activité professionnelle qui les a conduits à utiliser des documents provenant des archives publiques. (Réponse à la question n° 37F)

Les lecteurs historiens étudiants constituent un groupe bien différent puisque leur découverte des archives est plus récente : les deux tiers y sont allés pour la première fois il y a moins de deux ans. Depuis leur première visite, quatre sur dix sont allés moins de dix fois dans un service d'archives et un quart plus de cinquante fois. Toutefois, ce sont eux qui se sont rendus le plus fréquemment dans un service d'archives, au cours des deux dernières années : le nombre de leurs visites s'élève en moyenne à une quarantaine (39) au lieu de vingt-cinq pour l'ensemble des lecteurs. Cependant, les étudiants restent le plus souvent cantonnés dans un ou quelques sites : un peu plus des trois quarts (77 %) ont fréquenté un à trois services différents et près de six sur dix (57 %) ne sont jamais sortis de leur département de résidence pour se rendre dans un service d'archives. Un peu plus d'un quart (27 %) s'est rendu dans un ou des services d'archives situés dans une autre région de France. Leurs déplacements sont naturellement commandés par leur sujet d'étude.

En raison de leur poids dans l'échantillon (rappelons qu'ils représentent les deux tiers des lecteurs historiens et 39 % de l'ensemble des lecteurs), l'expérience des « autres lecteurs historiens » (ceux qui ne sont ni étudiants ni enseignants ou chercheurs) est plus proche de la moyenne des historiens. On observe pourtant qu'un peu plus d'un tiers de ceux qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures n'ont fréquenté qu'un seul service d'archives (35 %), et même qu'un sur cinq n'est pas retourné aux archives depuis sa première visite (20 %).

Les lecteurs généalogistes

Pour la majorité des lecteurs généalogistes qui représentent 56 % des lecteurs, la fréquentation des archives n'est pas une expérience récente : plus des deux tiers (69 %) y sont allés pour la première fois il y a plus de deux ans et un quart il y a dix ans au moins. Ceci est plus particulièrement vrai de ceux qui mènent aussi des recherches historiques : quatre sur dix d'entre eux, au lieu de près d'un sur cinq seulement des lecteurs généalogistes exclusifs, sont allés pour la première fois dans un service d'archives il y a au moins dix ans.

Les informations recueillies ne permettent pas de savoir si les recherches généalogiques précèdent le plus souvent les recherches historiques et conduisent à celles-ci – c'est fréquemment le cas, semble-t-il –, ou si les lecteurs qui mènent des investigations dans les deux domaines ont d'abord travaillé à des recherches historiques avant de s'intéresser à leurs origines familiales. Tout au plus peut-on noter que les lecteurs généalogistes historiens étaient un peu plus jeunes que les lecteurs généalogistes exclusifs quand ils ont découvert les archives : 24 % des premiers pour 17 % des seconds étaient âgés de 15 à 29 ans quand ils y sont allés pour la première fois.

C'est aux abords de la cinquantaine que les lecteurs généalogistes ont commencé à fréquenter les services d'archives : à 47 ans, en moyenne, très légèrement plus tôt pour les généalogistes historiens (46 ans).

Les lecteurs généalogistes fréquentent assidûment les archives : au cours des deux dernières années, ceux qui poursuivent des recherches exclusivement dans ce domaine y sont allés, en moyenne, 23 fois et ceux qui effectuent aussi des recherches historiques plus fréquemment encore, 29 fois en moyenne.

Tout au long de leur expérience, les lecteurs généalogistes ont été amenés à se rendre dans différents services d'archives publiques : un peu plus de la moitié (52 %) ont effectué des recherches dans au moins quatre services, un peu plus d'un sur cinq (22 %) dans plus de dix. Les lecteurs généalogistes exclusifs ont fréquenté moins de centres et services différents que les généalogistes historiens : 49 % des premiers pour 59 % des seconds en ont fréquenté au moins quatre et respectivement 19 % pour 30 %, plus de dix.

La nature de leurs recherches a conduit les trois quarts des lecteurs généalogistes à se déplacer hors de leur département de résidence, la moitié d'entre eux dans un autre département de leur région et presque une égale proportion dans une autre région (48 %). Près d'un sur dix est allé à l'étranger pour effectuer des recherches (9 %), surtout les lecteurs généalogistes historiens (13 %).

*Les lecteurs à la recherche de documents
pour faire valoir leurs droits*

Rappelons que ce public représente 7 % de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales. Les personnes qui vont aux archives dans ce but ne sont pas des habitués. Parmi elles, six sur dix (61 %) s'y sont rendues pour la première fois au cours des deux dernières années. Pour plus de la moitié des usagers (54 %), ce fut une unique visite. Plus de six sur dix n'ont fréquenté qu'un seul service d'archives publiques et six sur dix également ne se sont jamais déplacées hors de leur département pour consulter des archives.

Les raisons avancées par les usagers qui ne sont venus qu'une fois aux archives sont essentiellement de deux ordres : pour un peu moins de la moitié d'entre eux (54 %), il ne leur a pas été nécessaire de s'y rendre à nouveau, leur recherche ayant abouti dès la première visite (25 %). Pour les autres, les recherches s'étant révélées trop longues ou trop ardues, ils ont abandonné : 8 % ont jugé la recherche des documents qui les intéressaient trop difficile ou aléatoire, 5 % n'ont rien trouvé la première fois, ce qui les a dissuadés de poursuivre, 5 % également ont manqué de temps pour poursuivre leurs recherches aux archives, 4 % habitent trop loin des centres où il leur aurait fallu se rendre pour consulter, 4 % ont été déçus par la façon dont ils ont été accueillis et enfin 2 % avaient été mal orientés.

CHAPITRE II

Les pratiques de consultation

1. Les demandes de renseignements et informations à distance

Au cours des deux dernières années, quatre lecteurs sur dix (39 %) se sont adressés à un service d'archives départementales ou communales par téléphone, presque autant (37 %) par courrier et seulement 3 % par télécopie, 2 % par minitel et 1 % par courriel²⁵. Ce dernier moyen, le moins utilisé de tous mais aussi le plus moderne, est pourtant, de toute évidence, appelé à jouer à l'avenir un rôle privilégié dans les relations à distance entre les archives et leurs publics. (Voir tableau 84 – Réponse à la question n° 6)

Près d'un tiers de ces demandes à distance (31 %) ont pour but d'obtenir des informations pratiques sur le service d'archives (horaires, etc.) : ces demandes sont nettement plus fréquemment effectuées par téléphone (28 %) que par courrier (9 %). Pour un peu plus d'un quart des lecteurs (27 %), le but est de demander des reproductions : pour cela, le moyen le plus souvent utilisé est le courrier (24 %, et seulement 8 % pour le téléphone). Un peu plus d'un quart également

Tableau 84 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	<i>dont</i>		Lecteurs des AC
			<i>lecteurs des AD hors Paris</i>	<i>lecteurs des archives de Paris</i>	
Par téléphone	39	39	39	48	37
Par courrier	37	39	38	51	33
Par télécopie	3	3	3	8	2
Par minitel	2	2	2	5	2
Par courriel	1	1	1	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

25. Ce taux serait sans doute plus élevé aujourd'hui.

des lecteurs demandent des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches et, ceci, un peu plus souvent par courrier (19 %) que par téléphone (14 %). Les demandes pour réserver des documents avant d'aller les consulter aux archives sont nettement plus rares (12 %) et se font plutôt par téléphone. On verra plus loin que, lors de leur dernière visite, 17 % des lecteurs avaient demandé, avant d'y aller, qu'on leur réserve des documents pour les consulter. La réservation de documents semble donc plus fréquemment effectuée sur place, dans le service d'archives, en prévision de la prochaine visite. Enfin, la possibilité de faire venir des documents sur microfilms depuis un autre service d'archives n'a été mise à profit que par 5 % des lecteurs, 4 % par courrier et 3 % par téléphone. (Voir tableau 85)

**Tableau 85 – Motifs des demandes à distance des lecteurs
selon les moyens utilisés**

en %

	Ensemble des moyens	Par téléphone	Par courrier	Par télécopie	Par minitel	Par courriel
Obtenir des informations pratiques	31	28	9	1	ε	ε
Demander des reproductions	27	8	24	1	ε	1
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	27	14	19	1	1	ε
Réserver des documents	12	9	4	1	1	ε
Faire venir des documents sur microfilm	5	3	4	ε	–	–
Ensemble	53	39	37	3	2	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

S'adresser aux archives de ces diverses manières n'est donc pas, pour l'instant, une démarche familière aux lecteurs. À moyen ou à long terme, l'utilisation du réseau Internet et la numérisation des documents pourraient modifier leurs habitudes.

Dans l'ensemble, le public des archives départementales et celui des archives communales utilisent à peu près également ces différents moyens de consultation à distance et pour les mêmes motifs ; cependant, les lecteurs des archives communales utilisent un peu moins le courrier, 33 % au lieu de 39 %²⁶.

Les lecteurs des archives de Paris se distinguent des autres usagers :

- ils écrivent plus fréquemment aux archives (la moitié d'entre eux), et plus particulièrement pour demander des reproductions de documents (35 %) ;
- ils téléphonent aussi plus souvent (près de la moitié), pour obtenir des informations pratiques (32 %) et demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches (21 %) ;

26. Il est d'ailleurs probable que les services d'archives départementales et les services d'archives communales ne mettent pas également à la disposition du public ces différents modes de consultation.

– en outre, ils utilisent un peu moins rarement le télécopieur que les autres lecteurs (8 %) et le minitel (5 %), en particulier pour réserver des documents avant d’aller les consulter, 4 % pour chacun de ces deux moyens. (Voir tableaux 86 et 87)

Dans l’ensemble, les lecteurs historiens se distinguent peu de l’ensemble des lecteurs pour leurs demandes par téléphone. Les lecteurs enseignants et chercheurs sont toutefois plus nombreux (46 %) à utiliser ce moyen pour obtenir des informations pratiques (un tiers d’entre eux) ou des informations nécessaires pour préparer leurs recherches (d’un sur cinq), ce qu’ils font aussi dans la même proportion par courrier. Les lecteurs étudiants, au contraire, utilisent ce dernier moyen (dans la proportion d’un sur cinq) pour divers motifs. (Voir tableau 88)

La moitié des lecteurs généalogistes s’adressent aux archives par correspondance pour demander des renseignements ou informations, soit nettement plus que la moyenne des lecteurs (37 %). Un tiers d’entre eux le font pour demander des reproductions et un quart pour demander des informations pour préparer leurs recherches. Quelque 45 % s’adressent aux archives par téléphone (au lieu de

Tableau 86 – Motifs des demandes des lecteurs par téléphone

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Obtenir des informations pratiques	28	28	28	32	26
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	14	14	14	21	14
Réserver des documents	9	9	9	10	7
Demander des reproductions	8	8	7	11	10
Faire venir des documents sur microfilm	3	2	2	3	3
Ensemble	39	39	39	48	38

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 87 – Motifs des demandes des lecteurs par courrier

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Demander des reproductions	24	25	24	35	22
Demander des informations nécessaires pour préparer ou compléter leurs recherches	19	20	20	21	16
Obtenir des informations pratiques	9	10	9	13	8
Réserver des documents	4	4	4	5	2
Faire venir des documents sur microfilm	4	4	4	5	3
Ensemble	37	39	38	51	33

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 88 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Par téléphone	39	38	37	46	37	32	42
Par courrier	37	31	21	32	32	31	33
Par fax	3	3	2	4	4	3	5
Par minitel	2	2	2	2	2	2	3
Par E-mail	1	2	3	4	1	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

39 %) : un tiers le font pour obtenir des informations pratiques. On a vu plus haut (Les déplacements hors du département de résidence pour consulter les archives) que les trois quarts d'entre eux ont été amenés à consulter des services d'archives situés hors de leur département de résidence ; on comprend donc qu'ils souhaitent s'éviter des déplacements et préparer ceux qu'ils sont obligés d'entreprendre. (Voir tableau 89)

Tableau 89 – Demandes de renseignements et informations à distance par les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Par téléphone	39	45	43	49
Par courrier	37	50	50	49
Par fax	3	3	3	4
Par minitel	2	3	2	4
Par E-mail	1	1	1	2

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

2. Les périodes de consultation sur place

Des informations recueillies sur leur dernière recherche, il ressort que la grande majorité des lecteurs (plus de huit lecteurs sur dix) ne fréquente pas les archives de manière régulière tout au long de l'année, mais à de multiples reprises, tout au long de l'année, de façon irrégulière ou durant certaines périodes seulement. (Réponse à la question n° 16)

En analysant les buts de leurs visites aux archives départementales et communales, on a vu, effectivement, que la plupart d'entre eux poursuivent des recherches historiques ou généalogiques de longue haleine ; une assez faible minorité (de l'ordre de 15 % à 20 %) font appel aux archives pour des motifs qui

ne semblent pas, en principe, devoir nécessiter de longues recherches : 7 % pour se procurer des documents leur permettant de faire valoir un droit, 2 % pour consulter, pour leur administration, des archives versées par celle-ci, 2 % pour se procurer la documentation nécessaire à la préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique, 3 % pour la préparation d'un ou plusieurs articles de presse, 3 % encore pour la restauration de bâtiments ou d'objets anciens...

Un peu plus de quatre lecteurs sur dix (42 %) qui conduisent des recherches aux archives départementales ou communales s'y rendent tout au long de l'année mais une minorité seulement (moins d'un lecteur sur cinq) les fréquente de façon régulière ou assez régulière ; les autres qui vont aux archives toute l'année s'y rendent sans régularité (un sur quatre). Quatre lecteurs sur dix, également, ne s'y rendent qu'à certains moments de l'année (41 %) : durant la période scolaire (12 %), durant les vacances d'été (10 %), durant d'autres vacances scolaires (6 %) ou à d'autres moments particuliers (17 %). Au total, les deux tiers des lecteurs ne vont aux archives que de manière ponctuelle ou irrégulière. (Voir tableau 90)

Les lecteurs les plus réguliers sont les étudiants (quatre sur dix) et les enseignants et chercheurs (un sur quatre) qui déclarent se rendre aux archives tout au long de l'année, de façon régulière ou assez régulière. Plus d'un tiers des lecteurs étudiants (35 %) ont aussi déclaré se rendre aux archives pendant la période scolaire. Au contraire, les lecteurs enseignants et chercheurs (28 %) mettent souvent à profit leurs vacances d'été et les autres vacances scolaires pour effectuer leurs recherches.

Tableau 90 – Périodes de consultation sur place des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Tout au long de l'année régulièrement ou assez régulièrement	18	21	41	26	15	12	16
Tout au long de l'année de façon irrégulière	24	21	12	23	23	23	24
Plutôt ou seulement à certains moments de l'année*	41	42	42	45	42	39	46
<i>durant les vacances d'été</i>	10	8	4	14	7	8	7
<i>durant d'autres vacances scolaires</i>	6	5	6	14	2	2	3
<i>durant la période scolaire</i>	12	16	35	15	12	11	14
<i>à un autre moment particulier</i>	17	16	3	14	20	19	23
Non concerné	13	13	5	5	16	19	12
Sans réponse	4	3	–	1	4	7	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

* Plusieurs réponses sont possibles.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 91 – Périodes de consultation sur place des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Tout au long de l'année régulièrement ou assez régulièrement	18	17	16	20
Tout au long de l'année de façon irrégulière	24	30	31	29
Plutôt ou seulement à certains moments de l'année*	41	43	44	40
<i>durant les vacances d'été</i>	10	14	16	11
<i>durant d'autres vacances scolaires</i>	6	7	8	4
<i>durant la période scolaire</i>	12	8	6	10
<i>à un autre moment particulier</i>	17	20	20	21
Non concerné	13	7	7	6
Sans réponse	4	3	2	5
Ensemble	100	100	100	100

* Plusieurs réponses sont possibles.

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs généalogistes ne sont, quant à eux, que 17 % à fréquenter les archives régulièrement. (Voir tableau 91). En effet, près des trois quarts d'entre eux ne se rendent aux archives que de façon irrégulière ou à certains moments de l'année seulement. Ils mettent également à profit les vacances scolaires pour effectuer leurs recherches (un sur cinq d'entre eux), surtout les généalogistes exclusifs (un sur quatre).

Les fluctuations dans la fréquentation des salles de lecture sont connues des archivistes :

« La période la plus chargée, ça varie légèrement d'année en année, mais on peut dire que c'est de janvier à avril : on a en moyenne 120 à 130 lecteurs par jour. En revanche, à partir du mois de mai, de la mi-mai au mois de juin, on a une baisse très sensible qui tient au fait que les étudiants qui ont fini leur dépouillement rédigent ou terminent leur mémoire ; on n'a plus que les généalogistes. Surtout pendant l'été, on a des gens qui viennent visiter Paris et qui viennent aux archives comme ils vont à la tour Eiffel ou au Louvre, pour peu qu'ils pensent avoir un ancêtre né, marié ou décédé à Paris... » (Conservateur, Archives de Paris).

3. Le nombre de visites relatives à une même recherche

La grande majorité des lecteurs consulte plusieurs fois les archives départementales et communales pour les besoins d'une même recherche : huit sur dix au moins trois fois depuis le début de leur recherche en remontant éventuellement à plus de deux ans lorsqu'il s'agit d'une recherche de longue durée. L'amplitude des réponses est très grande sur ce point : pour 21 % qui n'étaient allés qu'une ou deux fois aux archives départementales ou communales pour les besoins de leur dernière recherche, 26 % s'y étaient déjà rendus trois à neuf fois, 27 % dix à quarante-neuf fois, et 16 % au moins cinquante fois. (Réponse à la question n° 15)

Ces lecteurs au long cours, qui sont déjà allés au moins cinquante fois dans un service d'archives pour les besoins de leur dernière recherche, représentent un cinquième des lecteurs enseignants et chercheurs et aussi de l'ensemble des lecteurs généalogistes, un quart des lecteurs étudiants et aussi des lecteurs généalogistes historiens et 16 % de l'ensemble des lecteurs historiens. (Voir tableaux 92 et 93)

Tableau 92 – Nombre de visites des lecteurs historiens relatives à une même recherche

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Une à deux fois	21	23	21	11	27	26	25
Trois à neuf fois	26	28	26	29	28	30	28
Dix à dix-neuf fois	13	11	12	17	9	7	10
Vingt à quarante-neuf fois	14	14	14	17	14	11	17
Cinquante fois et plus	16	16	25	19	12	13	13
Sans réponse	10	8	2	7	10	13	7
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Moyenne	35	35	42	34	33	32	36

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 93 – Nombre de visites des lecteurs généalogistes relatives à une même recherche

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Une à deux fois	21	11	13	7
Trois à neuf fois	26	24	24	26
Dix à dix-neuf fois	13	16	18	12
Vingt à quarante-neuf fois	14	18	18	17
Cinquante fois et plus	16	20	18	24
Sans réponse	10	11	9	14
Ensemble	100	100	100	100
Moyenne	35	45	39	58

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

4. La durée des visites

En moyenne, le temps passé aux archives est d'un peu moins de quatre heures : un peu plus dans les services d'archives départementales (4 h 07), nettement moins dans les services d'archives communales (3 h 25). (Voir tableau 94 – Réponse à la question n° 25)

La distribution des réponses est très étalée : de moins d'une heure à huit heures et plus. La durée des visites est cependant rarement inférieure à une heure dans les services d'archives communales (4 %) et à deux heures dans les services d'archives départementales (9 %).

En revanche, la moitié des lecteurs passent au moins quatre heures dans les services d'archives départementales et quatre lecteurs sur dix, trois heures au moins dans les services d'archives communales.

La durée moyenne de la consultation varie selon l'objet et la finalité des recherches (rappelons cependant que nombre de lecteurs assignent plusieurs buts à leur visite, ce qui confère une valeur approximative aux données qui suivent) :

- près de 2 h 30 pour les visites effectuées en vue de faire valoir des droits (2 h 23) : ce sont, de loin, les moins longues ;
- 3 h 45 pour les visites consacrées à des recherches historiques ;
- 4 heures pour les visites motivées par un travail scolaire ou universitaire ;
- 4 h 15 pour les visites des lecteurs enseignants et chercheurs (voir tableau 95) ;
- 4 h 16 en moyenne, pour les visites des lecteurs généalogistes, très légèrement plus pour les généalogistes exclusifs (4 h 18) et très légèrement moins (4 h 12) pour ceux qui mènent aussi des recherches historiques (voir tableau 96) ;
- près de 5 heures, enfin, pour les lecteurs généalogistes professionnels²⁷ (4 h 52).

Tableau 94 – Durée de la dernière visite des lecteurs

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs des AD	dont		Lecteurs des AC
			lecteurs des AD hors Paris	lecteurs des archives de Paris	
Moins de 4 heures	48	44	45	37	56
moins d'une heure à 2 heures	12	9	9	8	19
2 à 4 heures	36	35	36	29	37
4 heures et plus	46	50	50	57	36
4 à 6 heures	22	24	24	29	19
6 heures et plus	24	26	26	28	17
Sans réponse	6	6	5	6	8
Ensemble	100	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	4 h 07	4 h 07	4 h 17	3 h 25

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

27. Ce résultat doit être considéré comme simplement indicatif en raison du faible effectif de généalogistes professionnels figurant dans l'échantillon ayant répondu à l'enquête : 29 personnes.

Tableau 95 – Durée de la dernière visite des lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Moins de 4 heures	48	51	51	46	53	53	51
moins d'une heure à 2 heures	12	13	12	3	17	20	13
2 à 4 heures	36	38	39	43	36	33	38
4 heures et plus	46	43	48	50	40	36	46
4 à 6 heures	22	21	19	22	21	17	26
6 heures et plus	24	22	29	28	19	19	20
Sans réponse	6	6	1	4	7	11	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	3 h 45	4 h	4 h 15	3 h 33	3 h 29	3 h 41

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 96 – Durée de la dernière visite des lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Moins de 4 heures	48	41	41	43
moins d'une heure à 2 heures	12	8	7	10
2 à 4 heures	36	33	34	33
4 heures et plus	46	52	53	50
4 à 6 heures	22	25	27	22
6 heures et plus	24	27	26	28
Sans réponse	6	7	6	7
Ensemble	100	100	100	100
Moyenne	3 h 54	4 h 16	4 h 18	4 h 12

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

5. La forme des documents consultés

La grande majorité des lecteurs (plus de huit sur dix) consultent des documents originaux (82 %), la moitié d'entre eux des microfilms ou microfiches (49 %) et plus d'un sur cinq (22 %) des photocopies²⁸. (Réponse à la question n° 21B)

La consultation de documents numérisés était encore rare au moment de l'enquête ; seulement 1 % des lecteurs avaient consulté des documents sur cédérom lors de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales.

Les lecteurs historiens sont les plus nombreux à consulter des documents originaux (87 % au lieu de 82 % des lecteurs généalogistes), et, parmi eux, surtout les

28. Une certaine ambiguïté s'attache à ce résultat, car il n'est pas impossible que des lecteurs interrogés aient déclaré avoir consulté sous la forme de photocopies des documents qui n'étaient pas mis à leur disposition sous cette forme mais dont ils avaient eux-mêmes établi ou demandé une photocopie.

lecteurs enseignants et chercheurs et les étudiants (94 %). (Voir tableaux 97 et 98)

Les microfilms et microfiches sont plus particulièrement consultés par les lecteurs généalogistes (sept sur dix au lieu de quatre sur dix seulement des lecteurs historiens). C'est en effet le plus souvent sous cette forme qu'ils peuvent avoir accès aux registres paroissiaux ou de l'état civil. On peut observer également que parmi les utilisateurs de microfilms et microfiches, huit sur dix sont des lecteurs généalogistes (81 %) et moins de la moitié des lecteurs historiens (45 %).

Quant aux documents photocopiés, ils sont utilisés par toutes les catégories de lecteurs, quels que soient les domaines de leurs recherches, et *grosso modo* à proportion de leur part dans le public des archives. Les plus fortes proportions de lecteurs qui consultent des documents photocopiés sont observées parmi ceux qui font appel aux archives pour faire valoir un droit (37 % d'entre eux) et parmi les lecteurs généalogistes historiens (un tiers d'entre eux).

Tableau 97 – Forme des documents consultés par les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Documents originaux	82	87	94	94	84	84	88
Microfilms ou microfiches	49	38	27	52	37	37	39
Photocopies	22	24	21	19	27	25	26
Cédéroms, documents numérisés	1	2	1	1	2	3	2
Autre forme	2	2	1	1	3	2	2
Sans réponse	8	5	3	3	6	5	6

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 98 – Forme des documents consultés par les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Documents originaux	82	82	79	87
Microfilms ou microfiches	49	71	73	67
Photocopies	22	24	19	33
Cédéroms, documents numérisés	1	1	1	2
Autre forme	2	1	1	1
Sans réponse	8	6	7	5

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

6. Les demandes de dérogation

Une partie des archives susceptibles d'intéresser les lecteurs ne leur est pas librement communicable avant un certain nombre d'années (voir encadré p. 150). Toutefois, des dérogations peuvent être demandées. (Réponse à la question n° 8)

La grande majorité des lecteurs (88 %) ne l'ignorent pas, surtout les lecteurs généalogistes (92 % au lieu de 86 % des lecteurs historiens). (Voir tableaux 99 et 100). Quatre lecteurs sur dix (41 %) ont déjà été confrontés à cette règle (11 % très ou assez souvent, 30 % au moins une fois), les lecteurs généalogistes (53 %) plus que les lecteurs historiens (36 %).

En revanche, la possibilité de demander une dérogation semble mal connue : parmi les lecteurs qui connaissent l'existence de délais de communicabilité des documents moins de la moitié seulement (46 %) savent qu'une dérogation peut être demandée, proportion qui s'élève à 54 % pour les lecteurs historiens et 63 % pour les lecteurs enseignants et chercheurs, lesquels déclarent presque tous avoir connaissance de l'existence de ces délais (97 %). Les lecteurs généalogistes connaissent beaucoup moins cette possibilité de dérogation : 40 % de ceux qui connaissent l'existence des délais le savent, et moins encore les lecteurs généalogistes exclusifs (35 %).

Environ un lecteur sur dix a déjà demandé une dérogation (12 %), proportion un peu plus élevée parmi les lecteurs historiens (14 %) – plus particulièrement les

Tableau 99 – Demandes de dérogations par les lecteurs historiens

	en %						
	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	étudiants	dont enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Connaissance de l'existence de documents non communicables avant un certain délai	88	86	91	97	83	77	86
Connaissance d'une possibilité de dérogation	40	47	60	61	40	33	48
Demande de dérogation							
Oui :	12	14	14	18	13	12	15
<i>Une fois seulement</i>	6	7	6	8	8	6	10
<i>Deux fois ou plus</i>	6	7	8	10	5	6	5
Non, jamais	26	30	46	43	24	18	29
Sans réponse	2	3	–	ε	3	3	4
Dérogation obtenue							
Oui :	11	12	14	15	11	10	13
<i>Oui, toujours ou le plus souvent</i>	9	11	12	14	10	10	11
<i>Tantôt oui, tantôt non</i>	2	1	2	1	1	–	2
Non, jamais	1	2	–	3	2	2	2
Sans réponse	ε	ε	–	ε	ε	ε	ε

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 100 – Demandes de dérogations par les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Connaissance de l'existence de dérogation	88	92	92	93
Connaissance d'une possibilité de dérogation	40	37	32	47
Demande de dérogation				
Oui :	12	12	10	16
<i>Une fois seulement</i>	6	6	5	7
<i>Deux fois ou plus</i>	6	6	5	9
Non, jamais	26	22	20	26
Sans réponse	2	3	2	5
Dérogation obtenue				
Oui :	11	10	9	13
<i>Oui, toujours ou le plus souvent</i>	9	9	8	11
<i>Tantôt oui, tantôt non</i>	2	1	1	2
Non, jamais	1	2	1	2
Sans réponse	ε	ε	ε	1

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

lecteurs enseignants et chercheurs (18 %) – et les lecteurs généalogistes historiens (16 %).

Les dérogations demandées par les lecteurs leur sont accordées dans la grande majorité des cas : « *toujours* », 8 % ; « *le plus souvent* », 1 % ; « *tantôt oui tantôt non* » ou « *rarement* », 2 %.

L'expérience des demandes de dérogation est un peu plus répandue dans le public des archives de Paris : 48 % de ces lecteurs ont désiré consulter des documents soumis à dérogation, 46 % savent qu'une dérogation peut être demandée, 18 % ont eu recours à cette procédure et 15 % ont obtenu satisfaction. (Voir tableau dans le volume annexe 2)

La communication des archives publiques : les délais de communicabilité et les dérogations

La loi du 3 janvier 1979 prévoit que les documents d'archives publiques sont consultables à l'expiration d'un délai de *trente ans*. Pour certains types de documents, des *délais spéciaux* sont prévus par la loi :

- 150 ans à compter de la date de naissance pour les documents comportant des renseignements médicaux ;
- 120 ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel ;
- 100 ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier pour les documents judiciaires, pour les minutes et les répertoires des notaires et pour les registres de l'état civil et de l'Enregistrement ;
- 100 ans pour les documents contenant des renseignements individuels collectés dans des enquêtes statistiques ;
- 60 ans pour les documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'État ou la Défense nationale.

La loi a toutefois prévu la possibilité pour les particuliers de demander des dérogations à ces règles. La direction des Archives de France peut ainsi être amenée à autoriser la consultation des archives avant l'expiration des délais de communication prévus, après accord du service ayant versé les fonds. Les lecteurs qui sollicitent une dérogation doivent remplir un formulaire précisant la nature et le cadre de leur recherche. Le délai de réponse de l'administration des archives est variable (de quelques semaines à quelques mois).

Au cours de l'année 1999, 1 678 demandes de dérogation individuelles ont été inscrites pour les archives départementales et 114 pour les archives communales.

La loi de 1979 a aussi prévu la possibilité pour l'administration de rendre certains fonds entièrement accessibles au public avant les délais. Cette procédure de dérogation générale a été utilisée pour rendre directement consultables un grand nombre de fonds de la période 1939-1945.

7. Le besoin d'aide et de conseils et la disponibilité du personnel

La grande majorité des lecteurs ressentent le besoin d'être conseillés par le personnel des archives départementales et communales pour s'orienter dans leurs recherches. Plus des trois quarts le disent, le plus souvent sans ambages : 56 % « *tout à fait* » et 21 % « *assez* », pour 16 % « *pas tellement* » et seulement 5 % « *pas du tout* » ; 2 % seulement ne se prononcent pas sur ce point. (Réponse à la question n° 7A – Voir tableaux 101 et 102)

Ce sentiment n'est pas observé seulement chez les néophytes, encore qu'ils l'éprouvent, bien sûr, plus fréquemment, et surtout plus vivement. Il est exprimé par la majorité des lecteurs comptant pourtant à leur actif une expérience de plus de dix services d'archives publiques (74 % d'entre eux n'en ressentent pas moins « *tout à fait* » ou « *assez* », le besoin de conseil en ce domaine). Ceux qui ont

Tableau 101 – Besoin de conseils ressenti par les lecteurs historiens pour s’orienter dans leurs recherches

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Oui	77	80	80	79	81	78	81
<i>tout à fait</i>	56	59	61	48	62	56	61
<i>assez</i>	21	21	19	31	19	22	20
Non	21	18	20	19	18	18	19
<i>pas tellement</i>	16	13	15	18	12	11	12
<i>pas du tout</i>	5	5	5	1	6	7	7
Sans réponse	2	2	–	2	1	4	ε
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 102 – Besoin de conseils ressenti par les lecteurs généalogistes pour s’orienter dans leurs recherches

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Oui	77	78	76	80
<i>tout à fait</i>	56	54	53	56
<i>assez</i>	21	24	23	24
Non	21	21	23	18
<i>pas tellement</i>	16	17	18	14
<i>pas du tout</i>	5	4	5	4
Sans réponse	2	1	1	2
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

effectué plus de cinquante visites aux archives (72 %) ou des déplacements pour consulter des archives dans d’autres régions (79 %) et même à l’étranger (76 %) expriment le même sentiment.

Parmi les lecteurs historiens, 80 % ressentent ce besoin, soit très légèrement plus que les lecteurs généalogistes (78 %).

Parmi les lecteurs étudiants qui effectuent des recherches historiques dans le cadre de leurs études (92 %), près de quatre sur dix seulement estiment avoir reçu une préparation « *tout à fait suffisante* » (19 %) ou « *à peu près suffisante* » (19 % également) à l’utilisation des archives ; les autres – près de six sur dix – « *pas tellement* » (29 %) ou « *pas du tout* » (28 %). (Réponse à la question n° 23 – Voir tableau dans le volume annexe 2)

Certaines universités offrent une telle préparation : à Rennes, par exemple, la préparation à la consultation des archives constitue une unité de valeur. On

conclura des informations recueillies à ce sujet que tous les étudiants ne se voient pas offrir cette possibilité, ou ne sont pas suffisamment sensibilisés à son intérêt pratique.

Ces résultats témoignent d'une faible assurance et d'une familiarité toujours relative des lecteurs devant les archives, et ils rendent compte aussi de l'importance de leurs attentes vis-à-vis des personnels présents pour les accueillir. La plupart ne doutent pas de l'aide qu'ils peuvent leur demander. Invités à dire, d'après leur expérience ou le sentiment qu'ils en ont, si le personnel des archives départementales et communales se montre en général disponible pour conseiller les usagers dans leurs recherches, 47 % des lecteurs interrogés répondent « *Oui, tout à fait* », et 38 % « *Oui, assez* », tandis que 13 % seulement sont d'un avis contraire : « *Non, pas tellement* », 12 %, ou « *Pas du tout* », 1 %. (Réponse à la question n° 7B – Tableaux 103 et 104)

Tableau 103 – Disponibilité du personnel des archives pour conseiller les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Oui	85	86	83	86	87	85	90
<i>tout à fait</i>	47	50	45	48	51	53	50
<i>assez</i>	38	36	38	38	36	32	40
Non	13	13	17	13	11	13	9
<i>pas tellement</i>	12	11	15	11	10	9	9
<i>pas du tout</i>	1	2	2	2	1	4	ε
Sans réponse	2	1	–	1	2	2	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 104 – Disponibilité du personnel des archives pour conseiller les lecteurs généalogistes

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Oui	85	84	83	85
<i>tout à fait</i>	47	42	42	44
<i>assez</i>	38	42	41	41
Non	13	15	16	14
<i>pas tellement</i>	12	13	15	11
<i>pas du tout</i>	1	2	1	3
Sans réponse	2	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les lecteurs, déçus par les personnels des archives départementales et communales ou qui doutent de l'aide qu'ils pourraient trouver auprès d'eux, se rencontrent en proportion à peu près égale dans toutes les catégories d'analyse, chez les novices comme parmi les vétérans – ces derniers étant parfois les plus sévères –, chez les lecteurs généalogistes (15 % ne sont pas tellement ou pas du tout satisfaits) et chez les lecteurs historiens enseignants et chercheurs (13 %), un peu plus chez les lecteurs étudiants et chez les lecteurs généalogistes exclusifs (17 % et 16 %).

8. Les services utilisés par les lecteurs

Pour l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales, les informations recueillies nous apprennent que, à l'occasion de leur dernière visite (Voir tableaux 105, 106 et 107 – Réponse à la question n° 27) :

- les trois quarts (74 %) demandent la communication de documents, de quelque nature ou sous quelque forme que ce soit : 71 % des lecteurs généalogistes au lieu de 78 % des lecteurs historiens, et, parmi ces derniers, 87 % des lecteurs enseignants et chercheurs. Ces taux peuvent paraître surprenants, mais il est possible qu'une partie des lecteurs interrogés n'aient pas bien compris cette question (par exemple, utilisation d'un microfilm au lieu d'un original) ;
- près des deux tiers consultent des instruments de recherche²⁹ (64 %), pratique à peu près également fréquente chez les lecteurs généalogistes (64 % : six sur

Tableau 105 – Services utilisés par les lecteurs lors de leur dernière visite

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux AD	Lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux AC
Communication de documents	74	76	73
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	68	55
Consultation en libre accès	60	61	60
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	55	60
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	47	24
<i>Toilettes</i>	29	34	18
<i>Distributeur de boissons, café, sandwiches</i>	16	21	7
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	46	25
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	36	35
Aide pour utiliser les appareils	36	36	32
Réservation de documents	17	17	15

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

29. Les instruments de recherche sont des outils, sous forme papier ou informatisée, énumérant ou décrivant un ensemble de documents d'archives de manière à permettre de repérer les sources disponibles sur un sujet donné et de décrire les fonds : « guide de sources » ou « guide des recherches » thématique (décrivant les fonds d'un ou plusieurs services d'archives sur un thème particulier), guide par service d'archives (décrivant sommairement l'ensemble des fonds et collections d'un service d'archives), « état des fonds », « état des versements », « inventaires », « catalogues »...

Tableau 106 – Services utilisés par les lecteurs historiens lors de leur dernière visite

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	<i>dont</i> étudiants	<i>dont</i> enseignants et chercheurs	<i>dont</i> autres lecteurs historiens	autres lecteurs historiens de niveau ≤ au bac	> au bac
Communication de documents	74	78	82	87	75	69	81
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	67	71	78	64	56	71
Consultation en libre accès	60	57	54	61	57	53	61
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	63	65	56	65	61	66
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	42	56	50	36	30	41
Toilettes	29	28	37	33	26	22	29
Distributeur de boissons, café, sandwiches	16	17	30	24	13	9	17
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	29	19	34	30	30	31
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	35	36	34	36	25	42
Aide pour utiliser les appareils	36	33	26	30	35	30	36
Réservation de documents	17	22	26	27	19	21	19

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- dix des généalogistes exclusifs et sept sur dix des généalogistes historiens) et les lecteurs historiens (67 %), mais plus répandue, parmi ces derniers, chez les lecteurs enseignants et chercheurs (près de huit sur dix) que chez les lecteurs étudiants (sept sur dix) ;
- six lecteurs sur dix consultent, en libre accès, des usuels³⁰ ou d'autres ouvrages et documents, les lecteurs généalogistes plus fréquemment que les lecteurs historiens (69 % au lieu de 57 %) ;
 - près de six lecteurs sur dix demandent un conseil ou une orientation pour leur recherche (57 %) ; c'est davantage le cas des lecteurs historiens que des lecteurs généalogistes (63 % au lieu de 50 %), et plus particulièrement des lecteurs étudiants et des autres lecteurs historiens (65 % pour chaque catégorie) ; on a vu qu'une plus large proportion des lecteurs en éprouvent le besoin ;
 - quatre lecteurs sur dix utilisent un lecteur de microfilms, mais c'est deux fois plus souvent le cas pour les lecteurs généalogistes que pour les lecteurs historiens (six sur dix au lieu de trois sur dix) ;
 - plus d'un tiers des lecteurs interrogés ont déclaré utiliser un appareil de reproduction (36 %), mais le recours à la photocopie de documents est probablement plus fréquent si l'on considère que dans nombre de services d'archives, les lecteurs n'ont pas librement accès au photocopieur et que la question posée à ce

30. Ouvrages d'un usage courant qui sont dans une bibliothèque à la libre disposition du public (dictionnaires, encyclopédies, guides bibliographiques...).

- sujet pouvait être interprétée, de façon restrictive, au sens de l'utilisation d'un appareil de reproduction par le lecteur lui-même, en libre service ;
- plus d'un tiers également demandent une aide pour utiliser les appareils mis à leur disposition (36 %), les lecteurs généalogistes plus fréquemment que les lecteurs historiens (42 % au lieu de 33 %) ;
 - enfin, moins d'un lecteur sur cinq demande, avant d'aller dans les services d'archives, qu'on lui réserve des documents pour les consulter (17 %) ; particulièrement peu répandue chez les lecteurs généalogistes (14 % d'entre eux), cette pratique est nettement plus fréquente parmi les lecteurs historiens (22 %), surtout les lecteurs enseignants ou chercheurs (27 %) et les lecteurs étudiants (26 %).

Tableau 107 – Services utilisés par les lecteurs généalogistes lors de leur dernière visite

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Communication de documents	74	71	67	77
Consultation d'un ou plusieurs instruments de recherche	64	64	61	70
Consultation en libre accès	60	69	68	71
Conseil ou orientation pour leur recherche	57	50	47	55
Utilisation de certains services annexes, dont :	41	43	42	45
Toilettes	29	31	31	30
Distributeur de boissons, café, sandwiches	16	14	13	16
Utilisation d'un appareil lecteur de microfilms	40	59	63	52
Utilisation d'un appareil de reproduction	36	37	38	34
Aide pour utiliser les appareils	36	42	41	42
Réservation de documents	17	14	12	19

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

En ce qui concerne les services utilisés, les lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux archives départementales se distinguent de ceux qui ont effectué leur dernière visite aux archives communales par :

- la consultation plus fréquente d'instruments de recherche, probablement plus nombreux que dans les services d'archives communales (68 % au lieu de 55 %) ;
- l'utilisation beaucoup plus fréquente d'un appareil lecteur de microfilms (46 % au lieu de 25 %), probablement aussi plus nombreux dans les services d'archives départementales ;

- l'utilisation également plus fréquente de certains services annexes (47 % au lieu de 24 %) : toilettes (34 % au lieu de 18 %), et distributeurs de boissons, café, sandwiches (21 % au lieu de 7 %), vraisemblablement plus présents eux aussi ;
- une demande moins fréquente de conseil ou orientation pour leur recherche (55 % au lieu de 60 %).

*

* *

Pour huit lecteurs sur dix interrogés sur la dernière recherche qu'ils ont entreprise, les archives départementales et communales représentent, parmi les moyens d'information et de documentation dont ils disposent, une source « *essentielle* » (58 %) ou « *très importante* » (24 %). Les autres lecteurs les tiennent pour une source « *assez importante* » (8 %), mais rarement « *peu importante* » (2 %). C'est un point sur lequel 4 % seulement ne se sont pas prononcés et le même pourcentage de lecteurs ne se sont pas sentis concernés par cette question. (Réponse à la question n° 17 – Voir tableaux 108 et 109)

Ce jugement est partagé par toutes les catégories de lecteurs, quel que soit le domaine de leur recherche. Les lecteurs les plus convaincus à cet égard sont les lecteurs généalogistes (neuf sur dix), qu'ils soient exclusifs (91 %) ou qu'ils effectuent aussi des recherches historiques (89 %). Parmi les lecteurs historiens, seuls les étudiants (les trois quarts d'entre eux) se montrent un peu plus nuancés ; on a vu qu'ils privilégient aussi la presse et les ouvrages imprimés.

Plus leur expérience des archives départementales et communales est grande, plus les lecteurs se déclarent convaincus de leur importance comme source d'information et de documentation pour leur recherche : neuf sur dix de ceux qui ont

Tableau 108 – Importance des archives comme source d'information et de documentation pour les lecteurs historiens

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Essentielle ou très importante	82	82	76	89	83	78	85
<i>essentielle</i>	58	55	56	63	53	47	58
<i>très importante</i>	24	27	20	26	30	31	27
Assez importante	8	11	14	8	10	13	9
Peu importante	2	3	9	3	1	1	2
Non concerné	4	3	1	–	4	5	3
Sans réponse	4	1	–	ε	2	3	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 109 – Importance des archives comme source d'information
et de documentation pour les lecteurs généalogistes***en %*

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	<i>dont</i>	
			<i>généalogistes exclusifs</i>	<i>généalogistes historiens</i>
Essentielle ou très importante	82	90	91	89
<i>essentielle</i>	58	67	70	63
<i>très importante</i>	24	23	21	26
Assez importante	8	5	5	6
Peu importante	2	1	1	1
Non concerné	4	1	1	1
Sans réponse	4	3	2	3
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

fréquenté plus de dix services ou effectué plus de cinquante visites, au lieu de huit sur dix de ceux qui n'ont fréquenté que deux ou trois services ou effectué moins de dix visites.

CHAPITRE III

Le niveau de satisfaction et les attentes des lecteurs

Les questions qui visaient à mesurer le niveau de satisfaction des lecteurs des archives départementales et des archives communales étaient relatives à leur visite la plus récente dans l'un de ces services. D'après leurs réponses, les deux tiers des lecteurs s'étaient rendus, la dernière fois, dans un service d'archives départementales (65 %), près d'un tiers dans un service d'archives communales (29 %) mais 4 % des lecteurs interrogés n'ont pas été en mesure de fournir cette précision. Les résultats présentés plus loin souligneront les différences observées dans les pratiques et le niveau de satisfaction des lecteurs, selon la tutelle territoriale du dernier service d'archives où ils se sont rendus. (Réponse à la question n° 24A)

Pour quatre lecteurs interrogés sur dix, la dernière visite aux archives départementales et communales remontait à trois mois au plus et pour un sur trois, à trois mois à un an. Les trois quarts des lecteurs avaient donc encore bien en mémoire leur dernière expérience de ces services d'archives, à laquelle le questionnaire les invitait à se référer pour juger les conditions dans lesquelles elle s'était déroulée. (Réponse à la question n° 24B)

De manière très classique, les lecteurs interrogés ont été invités à exprimer leur niveau de satisfaction au moyen d'une échelle à quatre degrés : « *tout à fait satisfait* », « *assez* », « *peu* » ou « *pas du tout satisfait* » ; il leur était aussi possible de se déclarer « *sans opinion* ». Compte tenu de ce choix de réponse, le fait que certains lecteurs se soient déclarés « assez satisfaits » plutôt que « tout à fait » signifie nécessairement que leur satisfaction n'était pas sans mélange, mais plus ou moins empreinte de réserves ou d'une soumission résignée à des dysfonctionnements ou à des imperfections faisant partie, à leurs yeux, de la réalité des archives. On a pris le parti de calculer les pourcentages en excluant les « sans opinion » et les « sans réponse », et de considérer comme indice de la satisfaction mesurée, pour chacun des aspects étudiés, la proportion des réponses exemptes de toute réserve, c'est-à-dire le pourcentage des lecteurs qui se sont déclarés « tout à fait satisfaits ».

A. L'appréciation des conditions de visite

Pour connaître l'appréciation portée par les lecteurs sur leurs conditions de visite, les questions qui leur étaient posées, relatives à leur dernière visite, portaient sur les conditions d'accès aux services d'archives, l'accueil et les conditions de travail dans la salle de lecture ainsi que sur les services utilisés. Une appréciation plus générale sur l'ensemble de cette dernière visite leur était demandée. Comme on vient de l'indiquer, les réponses des lecteurs sont présentées en excluant les « sans opinion » et les « sans réponse » et en distinguant les lecteurs selon le dernier type de service d'archives fréquenté.

1. Les conditions d'accès aux services d'archives

Au cours de l'approche monographique, il est apparu qu'il n'était pas toujours aisé d'arriver à l'adresse des services d'archives, ni, une fois sur place, d'en repérer l'accès. Au niveau du repérage et de l'accès, ce qui apparaît le moins satisfaisant ne dépend pas directement des services d'archives mais résulte d'aménagements urbains qui prennent plus ou moins en compte l'importance des services d'archives dans la vie de la cité (Voir tableaux 110 et 111 et graphiques 25a, 25b et 25 c – Réponse à la question n° 26 B à H) :

- la signalisation et le fléchage, en ville, consacrés à ces services : 29 % seulement de l'ensemble des lecteurs s'en déclarent *tout à fait satisfaits*, 42 % *peu ou pas du tout* (cette question ne s'adressait qu'aux lecteurs qui étaient allés pour la première fois dans le service d'archives considéré ou qui n'y étaient pas retournés depuis longtemps) ;
- les moyens de transport en commun pour s'y rendre assurent mieux leur satisfaction : 42 % s'en déclarent *tout à fait satisfaits*, 29 % *peu ou pas du tout* ;
- le stationnement automobile à proximité des archives également : 44 % des lecteurs qui s'y rendent en voiture en sont *tout à fait satisfaits*, 34 % *peu ou pas du tout*.

**Tableau 110 – Appréciation sur les conditions d'accès
par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche
aux archives départementales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Modalités de l'inscription	64	31	5	100
Signalisation et accueil à l'entrée	55	35	10	100
Horaires et jours d'ouverture	49	38	13	100
Organisation du vestiaire	46	34	20	100
Possibilité de se garer à proximité	46	22	32	100
Moyens de transport en commun	39	29	32	100
Signalisation et fléchage en ville	28	30	42	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

**Tableau 111 – Appréciation sur les conditions d'accès
par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche
aux archives communales**

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Modalités de l'inscription	67	26	7	100
Signalisation et accueil à l'entrée	50	33	17	100
Moyens de transport en commun	48	28	24	100
Horaires et jours d'ouverture	45	40	15	100
Possibilité de se garer à proximité	45	20	35	100
Organisation du vestiaire	40	25	35	100
Signalisation et fléchage en ville	32	24	44	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Les autres conditions d'accès aux archives, qui dépendent de l'organisation de ces services, sont elles aussi perçues de façon variable et se révèlent, dans l'ensemble, assez modérément appréciées :

- les horaires et jours d'ouverture ne satisfont totalement que 47 % de l'ensemble des lecteurs, 49 % des lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales et 45 % de ceux ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales ;
- la signalisation et l'accueil à l'entrée, si importants pour un visiteur qui se rend dans un service d'archives pour la première fois, sont jugés tout à fait satisfaisants par 54 % de l'ensemble des lecteurs, 55 % aux archives départementales, 50 % aux archives communales ;
- les modalités d'inscription, en revanche, donnent totalement satisfaction aux deux tiers des lecteurs, 64 % aux archives départementales, 67 % aux archives communales (n'étaient interrogés à ce sujet que les lecteurs qui avaient pris ou renouvelé leur inscription à l'occasion de la visite considérée) ;
- l'organisation du vestiaire (en particulier l'obligation d'y déposer les sacs, les manteaux, etc.) est moins bien jugée : 46 % des lecteurs, aux archives départementales et 40 % aux archives communales s'en déclarent satisfaits sans réserves, tandis que 20 % et 35 % le sont peu ou pas du tout.

En résumé, les formalités d'inscription sont peu contestées, mais les autres conditions d'accès aux archives suscitent des critiques ou des réserves chez la moitié au moins des lecteurs.

2. *L'accueil et les conditions de travail dans la salle de lecture*

Il reste un point crucial : l'accueil réservé au lecteur dans la salle de lecture, dont la qualité ou les défauts peuvent retentir sur toute la visite. Environ la moitié (51 %) des lecteurs interrogés s'en déclarent très satisfaits : 50 % aux archives départementales et 58 % aux archives communales. (Voir tableaux 112 et 113 et graphiques 25a, 25b et 25c – Réponse à la question n° 26 I à T)

On a vu que plus des trois quarts (77 %) des lecteurs interrogés ressentent le besoin d'être conseillés par le personnel des archives (réponse à la question n° 7A) pour s'orienter dans leurs recherches et que plus de huit lecteurs sur dix estiment que celui-ci se montre, en général, « *tout à fait disponible* » ou « *assez disponible* » pour conseiller les usagers dans leurs recherches. (Réponse à la question n° 7B)

L'attitude du président de salle – son amabilité et sa compétence – donne satisfaction sans réserve à environ la moitié des lecteurs (51 %) mais 14 % des lecteurs (13 % aux archives départementales et 16 % aux archives communales) se déclarent peu ou pas du tout satisfaits. Toutefois, les expériences malencontreuses en ce domaine ont un tel retentissement dans l'esprit de ceux qui y sont confrontés que l'on est tenté de penser qu'un archiviste rébarbatif qui rabroue un lecteur néophyte ou désesparé entache beaucoup plus l'image de l'institution que les carences déplorées dans l'équipement en appareils de lecture ou de reproduction.

Les défaillances dans les relations humaines laissent une amertume ou une indignation tenaces.

« On sentait déjà, à l'époque, qu'on embêtait les archivistes avec nos demandes (en généalogie), qu'on était un public de seconde zone. On demandait quelque chose sur la pointe des pieds, parce qu'on avait peur de se faire rabrouer » (Journaliste).

Il n'y a pas que les archivistes qui se montrent parfois peu coopérants ; les autres personnels peuvent aussi se signaler par un manque d'amabilité ou de compétence. À l'occasion des études monographiques, des généalogistes et des directeurs de centre se sont exprimés dans le même sens. Les personnels de « catégorie C et même B » de la fonction publique ne reçoivent pas toujours sur place la formation pratique nécessaire parce que les archivistes et le directeur du centre n'ont pas toujours le temps ou le désir de s'y consacrer. Les personnels subalternes affectés aux archives par les mairies, en particulier, n'ont pas forcément des prédispositions à cet emploi, et ne sont d'ailleurs pas toujours certains d'y demeurer. En revanche, lorsque deux facteurs favorables sont réunis – l'implication des personnels et des formations adaptées –, les résultats sont spectaculaires, et ce qu'on serait tenté d'appeler « la séduction des archives » agit sur ces personnels, quel que soit, semble-t-il, leur niveau d'études.

Les conditions de travail dans la salle de lecture sont très inégalement appréciées. Quatre à cinq lecteurs sur dix se déclarent totalement satisfaits :

- de l'ambiance de la salle de lecture (silence, circulation des lecteurs, bruit des appareils, etc.) : 55 % des lecteurs (53 % aux archives départementales, 55 % aux archives communales) ;
- du nombre de places disponibles : 41 % des lecteurs (40 % aux archives départementales et 44 % aux archives communales) ;

Tableau 112 – Appréciation sur la salle de lecture et les moyens de consultation disponibles par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Ambiance dans la salle de lecture	53	37	10	100
Accueil dans la salle de lecture	50	37	13	100
Confort de la salle de lecture	45	39	16	100
Nombre de places dans la salle	40	36	24	100
Informations en libre accès	36	45	19	100
Instruments de recherche	35	48	17	100
Rangement et présentation des guides...	32	47	21	100
Nombre maximum d'articles par jour	25	41	34	100
Durée d'attente des documents demandés	23	44	33	100
Coût de la reproduction	23	34	43	100
Fonctionnement des appareils de reproduction	21	35	44	100
Disponibilité des lecteurs de microfilms	21	36	43	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 113 – Appréciation sur la salle de lecture et les moyens de consultation disponibles par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Accueil dans la salle de lecture	59	25	16	100
Ambiance dans la salle de lecture	55	33	12	100
Nombre de places dans la salle	44	32	24	100
Nombre maximum d'articles par jour	42	35	23	100
Durée d'attente des documents demandés	41	41	18	100
Confort de la salle de lecture	41	36	23	100
Informations en libre accès	39	41	20	100
Instruments de recherche	37	42	21	100
Rangement et présentation des guides...	36	41	23	100
Coût de la reproduction	32	33	35	100
Fonctionnement des appareils de reproduction	28	32	40	100
Disponibilité des lecteurs de microfilms	26	42	32	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

- du confort (ascenseur, sièges, tables, pupitres de consultation, éclairage des tables et autres postes de travail, chauffage et climatisation, etc.) : 44 % des lecteurs (45 % aux archives départementales et 41 % aux archives communales).

L'existence, le classement et le libre accès des instruments de recherche ou des documents sur microfilms ne donnent totalement satisfaction qu'à un tiers des usagers, ou guère plus. Il en est ainsi de :

- la présence et la disponibilité d'informations en libre accès (guides, fichiers, inventaires, microfilms, etc.) : un peu plus d'un tiers (36 %) des lecteurs (36 % aux archives départementales et 39 % aux archives communales) ;
- l'existence d'instruments de recherche (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant aux recherches entreprises par les lecteurs : un tiers seulement des lecteurs s'en déclarent satisfaits sans réserves (35 % aux archives départementales, 37 % aux archives communales) ;
- le mode de rangement et la présentation physique des guides, fichiers, inventaires, etc. : un tiers des lecteurs également (32 % aux archives départementales et 36 % aux archives communales).

Les réserves et critiques des lecteurs mettent plus précisément en cause :

- le nombre maximum d'articles pouvant être demandés en communication par jour : 29 % seulement des lecteurs s'en déclarent tout à fait satisfaits (25 % aux archives départementales et 42 % aux archives communales) ;
- la durée de l'attente pour l'obtention des documents demandés satisfait à peine plus d'un lecteur sur quatre : 27 % (23 % aux archives départementales et 41 % aux archives communales) ;
- le coût de la reproduction des documents n'est guère mieux apprécié : un quart des lecteurs (23 % aux archives départementales et 32 % aux archives communales) ;
- la présence, l'accessibilité et l'état de fonctionnement des appareils de reproduction de documents (photocopie, photographie) est moins fréquemment encore l'objet d'une satisfaction sans réserves : 23 % des lecteurs (21 % aux archives départementales et 28 % aux archives communales) ;
- enfin, la présence, la disponibilité et l'état de fonctionnement des lecteurs de microfilms et de documents sonores et audiovisuels : 21 % seulement des usagers qui se prononcent à ce sujet s'en déclarent totalement satisfaits (21 % aux archives départementales et 26 % aux archives communales).

La faiblesse particulière des taux de satisfaction, pour certaines des conditions d'accès aux documents et de travail dans la salle de lecture, désigne les véritables points noirs qui se révèlent plus fréquemment sensibles aux archives départementales qu'aux archives communales.

3. L'appréciation sur les services utilisés

Les lecteurs qui ont utilisé les services proposés par les archives étaient aussi invités à exprimer leur niveau de satisfaction. (Voir tableaux 114 et 115 – Réponse à la question n° 27)

– Près de six lecteurs sur dix (57 %), on l'a vu, demandent un conseil ou une orientation pour leur recherche. Autant (57 %) sont totalement satisfaits de l'aide qu'ils trouvent, à cette occasion : 55 % des lecteurs qui ont effectué leur dernière recherche aux archives départementales et 65 % de ceux qui ont effectué leur dernière recherche aux archives communales.

Lors de leur dernière visite aux archives départementales ou communales, 63 % des lecteurs historiens ont demandé un conseil ou une orientation et près de six sur dix (57 %) en ont été totalement satisfaits. Les lecteurs généalogistes semblent moins fréquemment solliciter l'aide du personnel des archives (53 % d'entre eux), mais plus de la moitié (56 %) de ceux qui font appel à lui s'en déclarent tout à fait satisfaits. Le niveau de satisfaction des lecteurs historiens

Tableau 114 – Appréciation sur les services utilisés par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives départementales

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Réservation de documents	78	14	8	100
Aide pour utiliser les appareils	58	26	16	100
Conseil ou orientation pour la recherche	55	32	13	100
Communication de documents	54	39	7	100
Consultation en libre accès	51	43	6	100
Utilisation d'un appareil de reproduction	42	33	25	100
Consultation d'instruments de recherche	40	49	11	100
Utilisation d'un lecteur de microfilms	36	38	26	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 115 – Appréciation sur les services utilisés par les lecteurs ayant effectué leur dernière recherche aux archives communales

en %

	Tout à fait satisfait	Assez satisfait	Peu ou pas satisfait	Total
Réservation de documents	80	13	7	100
Communication de documents	69	24	7	100
Conseil ou orientation pour la recherche	65	24	11	100
Consultation en libre accès	64	31	5	100
Aide pour utiliser les appareils	62	26	12	100
Utilisation d'un lecteur de microfilms	51	32	17	100
Utilisation d'un appareil de reproduction	51	27	22	100
Consultation d'instruments de recherche	43	51	6	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

et des lecteurs généalogistes est donc identique, ces deux catégories trouvant aussi fréquemment une oreille attentive auprès du personnel des archives.

- Quatre lecteurs sur dix ont utilisé un lecteur de microfilms ; parmi eux, 38 % seulement en ont été totalement satisfaits : un peu plus d'un tiers seulement aux archives départementales (36 %) et la moitié aux archives communales (51 %).

Les lecteurs généalogistes, on l'a vu également, sont amenés beaucoup plus souvent que les autres catégories d'utilisateurs à utiliser des lecteurs de microfilms. Quatre sur dix en sont tout à fait satisfaits (39 %) mais les lecteurs historiens le sont un peu moins (34 %).

Ces résultats du sondage permettent de mesurer, en termes statistiques, l'étendue des propos critiques spontanément exprimés à ce sujet dans les entretiens de l'approche monographique.

- Six lecteurs sur dix ont consulté en libre accès des usuels ou d'autres ouvrages ou documents (microfilms, photocopies de tables décennales, etc.), avec une entière satisfaction dans un peu plus d'un cas sur deux (54 %) : la moitié des lecteurs aux archives départementales (51 %) et près des deux tiers aux archives communales (64 %).
- Près des deux tiers des lecteurs ont consulté des instruments de recherche (guides, fichiers, inventaires, etc.) et seulement quatre sur dix en ont été satisfaits sans réserves (40 % aux archives départementales et 43 % aux archives communales).
- La réservation à l'avance de documents pour les consulter est pratiquée par moins d'un lecteur sur cinq, mais la grande majorité des intéressés (huit sur dix) en sont tout à fait satisfaits.

Dans un tout autre registre, la présence d'un distributeur de boissons (plus rarement de sandwiches) est mise à profit par une minorité de lecteurs (16 %), mais plus des deux tiers des utilisateurs (68 %) s'en déclarent satisfaits sans réserves.

Les résultats font ressortir :

- une insatisfaction réelle en ce qui concerne les lecteurs de microfilms et les appareils de reproduction : un lecteur sur quatre s'en plaint, surtout chez les lecteurs ayant effectué leur dernière visite aux archives départementales ;
- une satisfaction totale de quatre lecteurs seulement sur dix en ce qui concerne les instruments de recherche consultés ;
- une satisfaction totale de près de six lecteurs sur dix qui ont demandé un conseil ou une orientation pour leur recherche, surtout aux archives communales.

4. Le niveau général de satisfaction des lecteurs

Un peu moins de la moitié seulement (48 %) de l'ensemble des lecteurs expriment une satisfaction totale, d'un point de vue général, à l'égard de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales. Le public des archives départementales se montre moins satisfait que celui des archives communales : 45 % des lecteurs interrogés se déclarent en effet tout à fait satisfaits de leur dernière visite dans un service d'archives départementales, alors que 62 % des lecteurs qui étaient allés dans un service d'archives communales expriment ce point de vue.

Dans l'ensemble, il n'y a guère de différence dans les niveaux de satisfaction entre les lecteurs historiens et les lecteurs généalogistes : 49 % des premiers et 48 % des seconds expriment leur totale satisfaction. Mais ce sont les lecteurs généalogistes qui se déclarent le plus souvent satisfaits des services d'archives communales (sept lecteurs généalogistes sur dix et près de huit lecteurs généalogistes historiens sur dix, au lieu de six lecteurs historiens sur dix). Pour les services d'archives départementales, leur niveau de satisfaction est identique (respectivement 45 % des lecteurs généalogistes et 46 % des lecteurs historiens). Il semble donc que le niveau général de satisfaction soit plutôt lié aux caractéristiques respectives des services d'archives départementales et des services d'archives communales qu'à la nature des recherches conduites dans les uns et les autres.

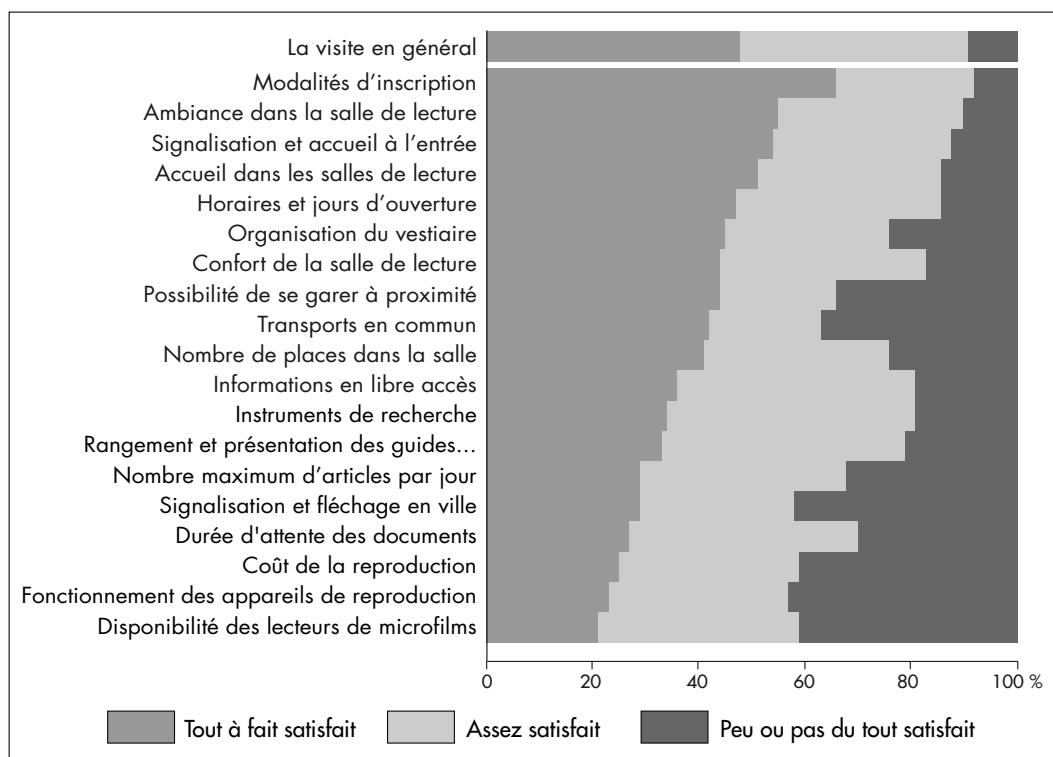
Le sondage confirme ainsi, semble-t-il, la dimension plus « humaine » des services d'archives communales, apparue dans les entretiens de l'approche monographique. Quelle que soit la qualité de l'organisation, dans les uns et dans les autres, les services d'archives communales, qui reçoivent nettement moins de lecteurs que ceux des archives départementales, apparaissent moins administratifs et moins réglementés. N'est-il pas vrai qu'aux archives communales, le lecteur venu consulter sans recommandation particulière est susceptible de rencontrer le directeur du centre et de bénéficier de son aide ?

« C'était pour obtenir un dossier sur un galérien ; une brave dame qui cherchait un ancêtre qui était galérien et qui était décédé à Toulouse. Bon, elle avait des difficultés, elle ne savait pas trop où s'adresser ; je lui ai fait la recherche et j'ai écrit... Franchement, ce n'est pas mon job ! » (Conservateur, service d'archives communales).

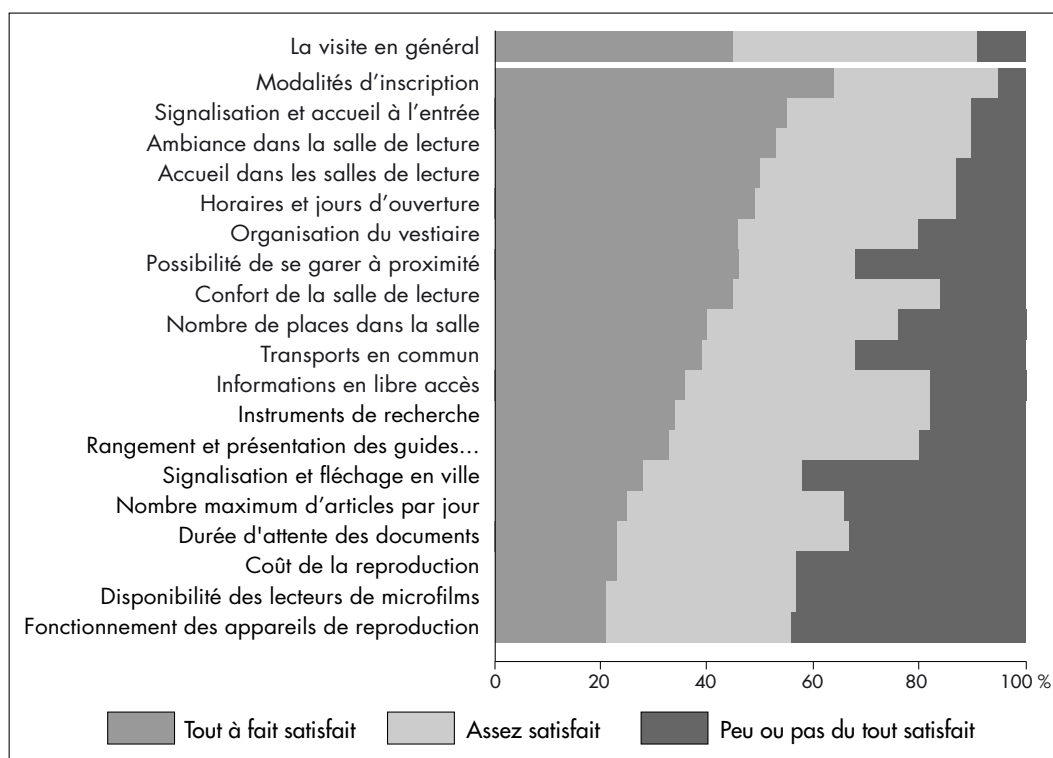
Pour l'érudit local comme pour l'étudiant, les services communaux offrent une mine de recherches possibles ; et, comme ils sont plus familiaux en quelque sorte, le lecteur y est mieux à même de savoir ce qu'il peut y trouver, et il y trouve plus aisément ce qu'il cherche.

On observe, enfin, que le niveau général d'insatisfaction (9 % de lecteurs peu satisfaits ou pas du tout satisfaits) est relativement faible et identique dans les deux types de services.

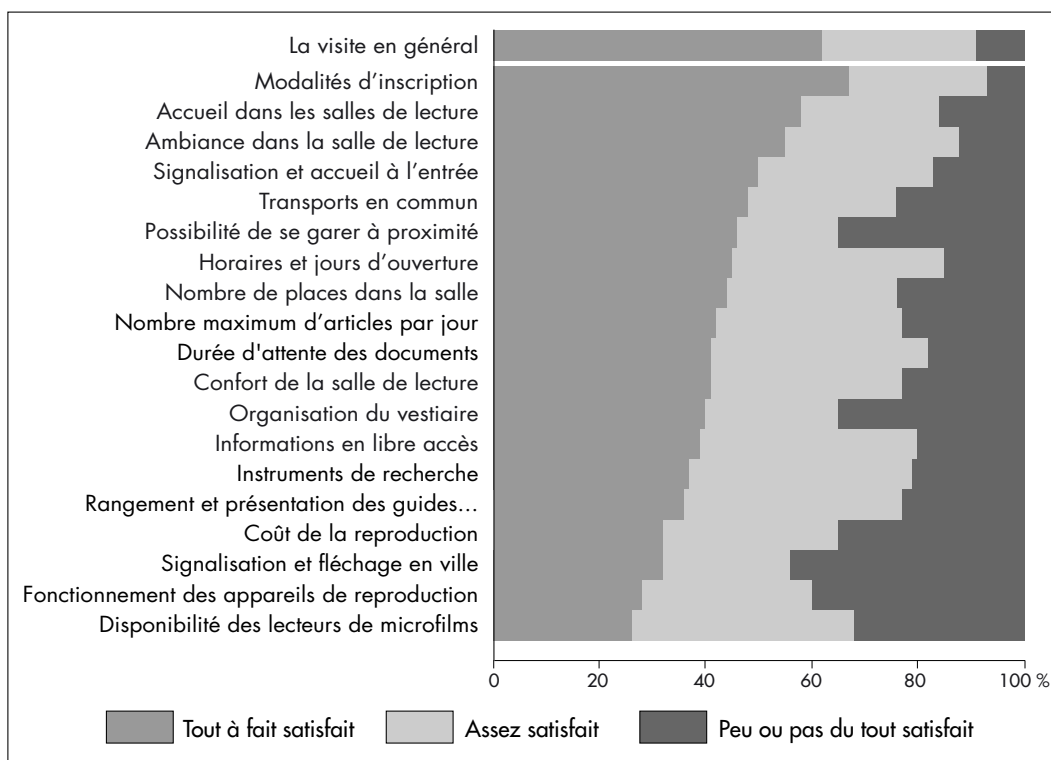
Graphique 25 a – Niveau de satisfaction des lecteurs lors de leur dernière visite dans un service d’archives départementales ou communales



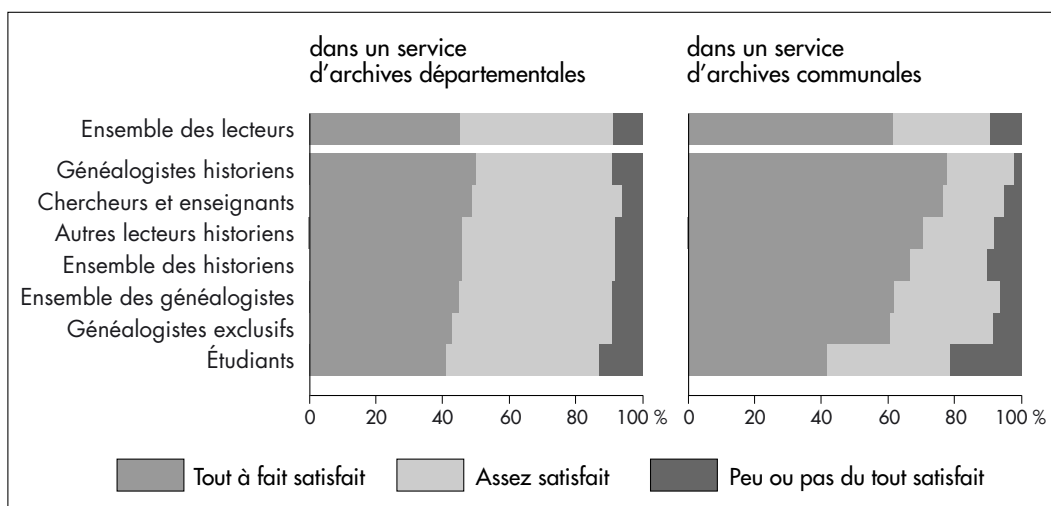
Graphique 25 b – Niveau de satisfaction des lecteurs ayant effectué leur dernière visite dans un service d’archives départementales



Graphique 25 c – Niveau de satisfaction des lecteurs ayant effectué leur dernière visite dans un service d'archives communales



Graphique 26 – Niveau général de satisfaction des différentes catégories de lecteurs lors de leur dernière visite



Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Invités à noter dans le questionnaire leurs réflexions sur les aspects positifs et négatifs de leur dernière visite aux archives départementales ou communales, les lecteurs qui ont saisi cette occasion pour s'exprimer ont repris les différents points qui viennent d'être passés en revue soit pour se féliciter de la bonne orga-

nisation du site, soit pour en critiquer les carences. (Réponse à la question n° 29). Ces commentaires des lecteurs figurent dans le volume annexe 2. Tout ce qui a trait à l'accueil et au conseil a été largement commenté, en bien ou en mal. Certains ont aussi fait part, à cette occasion, de leur « bonheur » d'avoir pu consulter des originaux, rejoignant en cela ceux qui, dans les entretiens approfondis de l'approche monographique, ont fait part de leur émotion face aux documents authentiques.

B. Les attentes du public et les perspectives d'avenir

Les souhaits formulés par les personnes interrogées et les suggestions qu'elles avancent ne surprendront pas les archivistes. Ceux qui ont exposé leur point de vue au cours de l'enquête monographique dans les cinq sites sont au fait des carences constatées par les usagers : ils insistent sur les améliorations programmées et les remèdes déjà apportés à l'insatisfaction des lecteurs. Ils font valoir que toute amélioration, et *a fortiori* toute innovation, doit être assortie d'un financement et trouver sa place dans un calendrier. Cela reste vrai même quand il s'agit d'une intervention de routine :

« Chaque année, au moment de la fermeture estivale, une semaine en août, on fait des travaux en salle de lecture ; on range aussi. On a prévu cette année de refaire toutes les reliures (*des instruments de recherche*), de mettre des étiquettes : que ce soit lisible, identifiable » (Conservateur, service d'archives départementales).

L'ensemble des dysfonctionnements, carences et autres défauts d'adaptation actuels des archives départementales et communales aux besoins de leurs usagers, la légitimité de ces besoins, la vogue et l'actualité des recherches historiques et généalogiques, les possibilités et les promesses des nouvelles technologies de la communication, tout indique aux yeux des « habitués » attachés à l'institution que des changements profonds doivent et vont advenir. Si la plupart ne savent pas encore et ne peuvent deviner quelles transformations sont à l'œuvre, d'autres tracent des schémas pour le futur des services d'archives. Aménagements et réorganisation, recours à la numérisation des documents et à l'Internet, les souhaits exprimés traduisent des attentes à court ou à moyen terme.

1. Les attentes des usagers relatives à l'organisation et au fonctionnement des services d'archives

Les usagers se sont exprimés sur plusieurs aspects relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services sur lesquels ils étaient interrogés.

a. Des jours d'ouverture et des horaires mieux adaptés

Rappelons que cet aspect a donné tout à fait satisfaction à près de la moitié des lecteurs, lors de leur dernière visite (Réponse à la question n° 26E), proportion peu différente selon que la dernière visite avait eu lieu dans un service d'archives

départementales ou dans un service d'archives communales. C'est en pensant à ceux qui se sont déclarés peu, voire pas du tout, satisfaits à cet égard (14 % de l'ensemble des lecteurs) qu'il faut lire les suggestions qui suivent.

La journée continue, une fermeture plus tardive en fin d'après-midi, l'ouverture le samedi favorisent la fréquentation des consultants qui se déplacent pour travailler sur un site éloigné de leur domicile, durant un laps de temps mesuré.

Ces conditions d'ouverture et d'horaires sont de nature à faciliter aussi l'organisation de l'emploi du temps des usagers qui travaillent (rappelons qu'ils représentent environ quatre lecteurs sur dix).

« La coupure de deux heures vous oblige à patienter à l'extérieur, perdant votre temps ; surtout si vous venez de loin » (Président d'une association de généalogistes).

« Pour le chercheur, la fermeture midi-deux heures, ça, ce n'est pas possible ! Quand on travaille à côté et qu'on doit venir un nombre d'heures limité, si on tombe sur des archives fermées, ça pose problème » (Historien).

Lorsqu'un service d'archives est ouvert le samedi, avec des effectifs réduits, et que les commandes de documents doivent être effectuées à l'avance, sur place, ou à distance par courrier, la facilité du samedi n'est mise à profit que par les habitués ou par ceux qui ont été assez avisés pour s'informer par téléphone. Les autres peuvent tout au plus consulter les instruments de recherche et les usuels. Une information des usagers sur la nécessité de réserver les documents qu'ils souhaitent consulter le samedi devrait plus particulièrement accompagner l'ouverture ce jour-là.

Les lecteurs généalogistes se satisfont mieux des jours et horaires d'ouverture que les lecteurs historiens : ils sont respectivement 12 % et 16 % à manifester leur insatisfaction. Parmi les derniers, les étudiants sont les plus critiques à l'égard des horaires (un sur cinq s'en déclare *peu ou pas du tout satisfait*).

b. Des instruments de recherche clairs et normalisés

Ce que les archivistes appellent les « instruments de recherche », et les usagers « répertoires, fichiers, catalogues... » fait l'objet d'attentes qui ont été expliquées et justifiées dans les réponses aux questions ouvertes de l'enquête par sondage. (Voir tableaux détaillés des réponses à l'enquête dans le volume annexe 2)

Derrière les souhaits énoncés se profilent à la fois la perplexité du lecteur néophyte et l'agacement de l'habitué (Réponse à la question n° 26O). Rappelons que l'existence d'instruments (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant à leur recherche a totalement satisfait un tiers des lecteurs, lors de leur dernière visite (Réponse à la question n° 27C) ; et, parmi ceux qui en ont consultés (près des deux tiers de l'ensemble des lecteurs), seulement quatre sur dix en ont été tout à fait satisfaits.

Les nombreux commentaires consacrés à cette question peuvent être regroupés sous quatre rubriques (Réponse à la question n° 11) :

- une uniformisation des modes de classement des « instruments de recherche » et la mise au point d'un « répertoire des répertoires ». L'harmonisation des modes de classement d'un site à l'autre permettrait aussi à l'habitué itinérant de gagner du temps et de moins solliciter le personnel d'accueil ;
- des inventaires plus complets, plus détaillés et mis à jour :
 - « Des archives inventoriées depuis plus de cinquante ans restent sans inventaire suffisant, complet, accessible, à jour » ;
- la publication et la vente (y compris par correspondance) des guides des archives et des inventaires, par les centres : guides spécialisés tels que le guide des sources de la Seconde Guerre mondiale, des guides des sources notariées, etc.

« Il faut poursuivre l'édition et la mise en vente d'inventaires » ;

- la mise à jour et la réédition d'ouvrages existants :

« Mettre à jour le Gildas Bernard³¹ du Caran et éditer le Salomon Picard³². »

On touche ici à un aspect fondamental de la communication de toute institution avec son public. Du côté de l'institution, il y a une terminologie à usage interne, des impératifs techniques, des habitudes qui probablement se justifient mais qui ne sont pas identiques partout. De l'autre côté, il y a des consultants qui connaissent plus ou moins le vocabulaire employé (catalogue, index, inventaire...) ; certains d'entre eux fréquentent déjà des bibliothèques, ont déjà découvert certains sites, ont aussi leurs habitudes. C'est, semble-t-il, à l'institution d'aller davantage au devant de ses lecteurs, quitte à leur demander un effort.

Il y aurait donc lieu de mettre au point un guide d'accueil (en s'inspirant éventuellement des documents de ce genre existant déjà) qui donne des précisions lexicales, expose clairement le processus de consultation des instruments de recherche, les modalités de commande des documents, etc. Un tel guide, dont l'efficacité pédagogique devrait être minutieusement vérifiée au préalable, devrait pouvoir être remis à tout nouvel arrivant, au moment de l'inscription.

c. Des quotas de communication moins restreints

Il faut rappeler que le nombre maximum d'articles pouvant être communiqués par jour n'a été jugé « *tout à fait* » satisfaisant que par moins d'un tiers des lecteurs (29 %), ce qui est peu ; un lecteur sur trois (32 %) déclare que ce nombre maximum d'articles est « *peu* » ou « *pas du tout* » satisfaisant, proportion pratiquement identique chez les lecteurs historiens (33 %) et chez les lecteurs généalogistes (32 %). (Réponse à la question n° 26R)

31. Il s'agit du *Guide des recherches sur l'histoire des familles* établi par Gildas BERNARD, publié par la Direction des Archives de France en 1981 et réédité en 1988.

32. Répertoire des contrats de mariage des Israélites en Haute-Alsace, au XVIII^e siècle. Ce document dactylographié de 360 pages a été préparé par Salomon PICARD en 1980-1982.

Le consultant, venu pour la journée ou la demi-journée, aimerait n'avoir à faire qu'une seule commande, surtout lorsque les délais de communication sont longs (en fait, ils semblent très souvent être inférieurs à trente minutes). C'est aussi le souhait de l'historien qui « cherche à l'aveuglette », risquant ainsi de parcourir toute une commande sans rien trouver.

« Après une heure, j'avais vu cinq cartons : il n'y avait absolument rien et j'étais dans la situation de ne plus pouvoir rien faire de la journée. Ça, pour un chercheur, c'est épouvantable ! » (Historien).

d. De meilleures conditions d'utilisation des appareils de lecture et de reproduction

En l'état actuel des techniques, le lecteur-reproducteur a la préférence des usagers familiers de la consultation des microfilms ; ils le disent dans leurs réponses aux questions ouvertes du sondage.

Les consultants d'originaux ou de copies papier voudraient des reprographies à un prix raisonnable : « Deux francs, c'est excessif ! » et pouvoir photocopier sans restriction.

Complémentairement aux souhaits relatifs aux appareils lecteurs de microfilms, les usagers suggèrent de séparer ou isoler la salle des lecteurs de microfilms de la salle de lecture, afin d'assurer la plus grande tranquillité des usagers. Cette disposition semble avoir déjà été prise dans certains sites, comme on a pu le constater aux archives départementales de Seine-Maritime et aux archives de Paris.

e. Des usuels plus nombreux

Certains services d'archives sont plus généreux que d'autres en ce qui concerne les usuels en libre consultation. Bien qu'un centre d'archives ne soit pas une bibliothèque, une offre assez large d'ouvrages de base évite au lecteur venu travailler sur des documents, de trop nombreux allers et retours entre les archives et la bibliothèque publique.

Dans le même ordre d'idée, les associations de généalogistes qui déposent une copie de leurs compilations (tables décennales, nomenclatures par patronymes, etc.) souhaitent que ces copies soient offertes aux lecteurs parmi les usuels et aisément identifiables.

En résumé, les principaux sujets de mécontentement pour plus de quatre lecteurs sur dix sont :

- le fonctionnement des appareils de reproduction : 43 % des usagers en sont « peu » ou « pas du tout » satisfaits ;
- la disponibilité des lecteurs de microfilms : 41 % d'usagers insatisfaits, surtout aux archives départementales ;
- le coût de la reproduction : également 41 %, plutôt aux archives départementales.

2. Les perspectives d'avenir : la numérisation et l'Internet

Beaucoup de commentaires proposant des améliorations ou des aménagements aux modes de consultation des archives font référence aux moyens nouveaux de consultation, de reproduction et de transmission de l'information.

Nous avons vu que les usagers des archives étaient, pour plus de la moitié d'entre eux, familiarisés avec l'utilisation d'un micro-ordinateur et du cédérom. Au moment de l'enquête, plus d'un tiers avaient déjà accès à l'Internet (37 %, 22 % à leur domicile) et environ un usager sur dix avait déjà cherché et trouvé par ce moyen des informations relatives aux archives.

Il est vrai qu'au moment où les lecteurs répondaient au questionnaire (fin 1999), encore peu de centres offraient des informations sur l'Internet, et également peu d'associations, en particulier de cercles de généalogistes. À côté des sites institutionnels, il y a, nous a-t-on dit, des généalogistes internautes qui échangent trouvailles et informations.

Il ressort à la fois des monographies et de l'enquête par sondage que les attentes fondées sur le recours à la numérisation et à l'Internet sont fréquemment exprimées, tant du côté des usagers que des conservateurs d'archives. Certains de ceux-ci semblent avoir d'ores et déjà beaucoup progressé dans la numérisation des documents du service d'archives qu'ils dirigent. Ils ont toutefois évoqué les coûts et les délais de ces opérations.

a. Les données que le public des archives souhaite trouver sur l'Internet ou sur cédérom

Les lecteurs se sont exprimés sur ce qu'ils souhaiteraient trouver sur l'Internet et sur cédérom :

- Diffusion sur l'Internet des informations pratiques déjà disponibles, le plus souvent, sur minitel ou par téléphone : c'est le minimum que paraît devoir offrir le site Internet d'un centre d'archives.
- Mise sur cédérom et diffusion sur l'Internet des instruments de recherche, guides et inventaires : la numérisation et la diffusion sur l'Internet du contenu des instruments de recherche sont une demande insistante.

Pour les usagers, l'Internet devrait permettre, au moins pour les services d'archives départementales, d'informer les lecteurs sur l'existence des instruments de recherche et sur la nature des fonds conservés dans les différents centres, afin de rendre ces informations plus accessibles.

Le rêve des lecteurs itinérants (quatre usagers sur dix) est en passe de devenir réalisable grâce à la numérisation et à la diffusion sur l'Internet : ils peuvent dès à présent imaginer qu'ils consulteront, depuis leur domicile ou depuis le centre d'archives qu'ils fréquentent, les inventaires des archives départementales de la France entière, sans avoir à se rendre à Paris, au CARAN, seul lieu où sont actuellement réunis tous ces inventaires.

Ce service aurait une utilité si évidente que l'on n'est pas hostile à l'idée de le payer (un prix raisonnable), tout comme on achète déjà les inventaires édités.

« *A priori* la numérisation des inventaires serait évidemment prioritaire, mais je pense que l'on va vers ça. »

« Avoir un cédérom du fonds des archives pour mieux orienter, dès le départ de sa recherche. »

« Un cédérom consultable sur place ou achetable, contenant un répertoire des documents détenus par les archives. »

« Pourquoi ne pas mettre les guides et autres instruments sur Internet par site d'archives ? »

« L'informatisation des inventaires et, éventuellement, leur accès sur Internet. »

« Il ne faut pas que tout soit toujours gratuit parce que l'on perd le sentiment de la valeur de la chose... L'accès à Internet, oui, je paye ! On peut imaginer un abonnement à la consultation des archives de France. »

- Numérisation, commercialisation sur cédérom et diffusion sur l'Internet de documents déjà microfilmés : on peut imaginer aisément que les registres d'état civil originaux (ou leur copie sur microfilm) soient numérisés, et qu'aux appareils lecteurs de microfilms soient substitués des ordinateurs en salle de lecture ; on imagine aussi éventuellement une diffusion sur l'Internet et la mise en vente de cédéroms (comme sont vendues les bobines des Mormons).

« Créer une database électronique des tables décennales, consultable par Internet. »

« Une liaison informatique pour pouvoir consulter les tables chez soi et préparer ainsi un accès immédiat au bon document. Le service offert par 3617 GENEÀ est trop cher (et même dissuasif). »

« Mise sur Internet des registres paroissiaux et de l'état civil. Possibilité systématique en attendant l'échange de microfilms de toutes les archives départementales de France. Les microfilms sont souvent de qualité médiocre. J'espère que la numérisation de données sera mieux faite. »

« Les actes BMS³³ et de notaires sous format numérique et mettre en vente les cédéroms... »

« Moi, je leur ai posé la question au dernier congrès de Brest : pourquoi ne faites-vous pas la numérisation ? Parce que c'est nettement supérieur ! C'est ce que font les archives municipales de Rennes. L'idéal, c'est de faire de la généalogie chez soi ! »

- La numérisation des fonds, le transfert des originaux sur cédérom et leur diffusion sur l'Internet : cet aspect des solutions à venir est beaucoup plus controversé que les points précédents qui, eux, font l'objet d'un large consensus.

33. Actes de « Baptêmes, Mariages, Sépultures » des registres paroissiaux.

Les partisans de la numérisation des documents eux-mêmes font valoir les avantages du procédé pour la conservation des documents ainsi que pour leur communication, voire leur diffusion.

« J'ai déjà posé la question, je me suis déjà intéressé à cela, j'ai déjà demandé s'il ne pouvait pas y avoir un site des archives ici. [...] Mon rêve ce serait que je puisse envoyer les représentations des documents par Internet directement dans les établissements scolaires. C'est vrai que ce serait la panacée ! Alors, évidemment, ils ne toucheraient plus l'original, ce qui est un petit peu dommage, mais ce qui permettrait à un beaucoup plus grand nombre d'élèves d'avoir accès à ces documents ; parce qu'on n'a que des élèves qui viennent de Rouen même, ceux qui viennent de plus loin sont beaucoup plus rares. Moi, je voulais (d'ailleurs on est en train de mettre ça au point, mais pas par l'intermédiaire des archives, par l'intermédiaire du Rectorat) un site, pas des archives parce que ce n'est pas mon rôle, mais un site du service éducatif des archives. C'est un projet sur lequel on est en train de travailler » (Professeur d'histoire dans un service éducatif des archives départementales).

« La deuxième étape, qui nous semble vraiment indispensable, c'est qu'on puisse numériser un maximum de pièces ; compte tenu des supports, maintenant, des documents les plus contemporains, ça posera de moins en moins de problèmes » (Historien).

À l'inverse, ceux qui dans leurs représentations des archives font une place prépondérante à l'émotion face au document authentique et chargé d'histoire ne peuvent se résoudre à le voir sur écran ou sur une sortie d'imprimante.

« Le document, c'est quand même quelque chose d'extraordinaire ! [Les élèves] saisissent un objet ; je crois que c'est là la grande force des archives : c'est comme un objet. Pour faire aimer un document je ne me vois pas disant : attendez, je vais vous mettre devant un ordinateur » (Président de société savante).

« Quand on voit les actes nous-mêmes, on a le plaisir de lire l'acte et de voir la signature de notre ancêtre » (Président d'association de généalogistes).

En définitive, les nombreuses références à la numérisation et à l'Internet – ce dernier concept faisant un peu magiquement figure de sésame – témoignent d'abord de l'ouverture du public des archives à la modernité. Elles montrent également que, pour remédier à certaines lacunes ou insuffisances des moyens actuels nécessaires pour préparer une recherche et organiser un déplacement, les usagers des archives placent beaucoup d'espoir dans ces techniques avancées et sont prêts à payer le service rendu, si la tarification en est raisonnable.

b. La normalisation des règles de classement des documents

L'harmonisation des règles de classement a fait l'objet de demandes précises, dans le cadre des entretiens, à propos des instruments de recherche. Le lecteur itinérant serait ainsi assuré de trouver des règles identiques d'un site à l'autre.

Une telle harmonisation semble s'imposer *a fortiori* si, à l'avenir, les instruments de recherche sont accessibles grâce à l'Internet. Cette perspective a fait l'objet

de considérations techniques venant d'un conservateur d'une part, d'un responsable d'association de généalogistes d'autre part.

« Après, au niveau de la recherche en ligne, c'est vrai qu'on pourra évoluer, et il faut qu'on évolue. On est en retard. Par exemple, les bibliothèques ont mis au point depuis très longtemps, pour leurs livres, etc., des formats de description, qui s'appellent format MARC ou UNIMARC, des formats de description standardisés pour décrire leurs documents ; ce qui fait qu'on pourra constituer des banques de données en regroupant, ou faire des recherches similaires dans toutes les bibliothèques, elles vont être bientôt en réseau, et puis trouver des sources comme ça !

La Direction des archives de France n'a pas encore fait ce genre de format. Moi, j'ai fait une fiche d'analyse pour les archives, donc j'en ai fait une pour les livres, une pour les photos, une pour les archives, et donc à partir de là... C'est dommage qu'elle ne soit pas standard, que tous les services d'archives n'aient pas la même fiche ! Ça pourrait très bien se discuter : on pourrait faire un groupe de travail, faire une fiche standard pour les photos, pour les livres, pour les archives, voire pour un autre support, les microfilms, par exemple, et puis qu'on ait tous la même chose ! Ça serait déjà un pas. Ça veut dire que le jour où on pourra se connecter, ou créer des mégabanques de données... » (Conservateur, service d'archives communales).

« Si, comme je l'espère, les inventaires pouvaient être mis sur Internet... Mais il faut uniformiser les systèmes (de classement) dans les différentes archives départementales. Il y a une loi de 1982 qui malheureusement n'a pas eu de décret d'application ! » (Responsable d'association de généalogistes).

c. L'Internet et l'avenir des relations interpersonnelles dans la consultation des archives

Il existe un réseau de relations sociales dans le cadre des archives : relations interpersonnelles ou entre institutions – liées notamment à l'activité des cercles de généalogistes et des sociétés savantes – relations résultant de l'accueil scientifique des étudiants et chercheurs, relations informelles qui naissent entre les habitués en salle des microfilms ou en salle de lecture. Qu'en adviendra-t-il quand chacun « fera de la généalogie chez soi » ?

En admettant que la crainte d'un isolement fatal de l'individu dans un monde virtuel ne soit pas fondée dans l'avenir, le fait qu'elle soit exprimée dans le présent témoigne indirectement de l'attachement des usagers des archives à une sorte de confraternité qui les relie. Ce sentiment est à mettre en relation avec l'importance que les lecteurs attachent à l'accueil sur place, au prix que tel chercheur confère aux conseils avisés d'un conservateur ouvert à ses préoccupations, au bénéfice que des étudiants novices trouvent à être guidés au départ par un archiviste connaissant bien la richesse des fonds.

La crainte d'une déshumanisation des archives est résumée dans ce propos d'un généalogiste :

« Quand on se projette dans l'avenir, il est certain qu'Internet va changer toutes les données. Si tout est numérisé, tout est mis sur disquette, on ne vient plus aux

archives ! Il n'y a plus personne aux archives ! Ils ne seront plus qu'à stocker. Les cercles n'existent plus non plus ! Les associations généalogiques non plus ! Ah ! il y a un besoin de relations... Moi, j'ai vu donner des tuyaux dans l'ascenseur, ou durant l'attente que la porte s'ouvre ! » (Président d'association de généalogistes).

Quatrième partie

LE RAYONNEMENT CULTUREL DES ARCHIVES

À côté de leur mission de service public – conserver et communiquer les documents aux usagers venus les consulter –, les services d’archives assument un rôle pédagogique et un rôle culturel. Ils mènent des activités éducatives en collaboration avec l’Éducation nationale, lorsqu’ils visent le public scolaire, et sont en relation avec les universités et les associations locales.

L’action culturelle passe également par les expositions et par les diverses contributions des archivistes aux publications savantes, aux conférences et aux colloques.

Certains aspects de ces activités ont été abordés brièvement dans le questionnaire et plus largement appréhendés grâce à l’étude monographique. Parmi les lecteurs qui ont répondu à l’enquête, on a vu que 8 % indiquent être allés la première fois aux archives avec un enseignant, dans le cadre de leurs études. Une telle réponse émane beaucoup plus souvent de lecteurs âgés de moins de 40 ans et ayant fait des études supérieures (un sur cinq) ; parmi les lecteurs historiens, plus d’un étudiant sur quatre (27 %) donne cette réponse.

En revanche, les activités éducatives destinées aux élèves de l’enseignement primaire et de l’enseignement secondaire bénéficient, semble-t-il, de structures beaucoup plus institutionnalisées que la formation dispensée aux étudiants.

1. Les formations à la recherche ouvertes à tous

L’impact des formations à la recherche organisées par certains services d’archives départementales ou communales (cours de paléographie, initiation aux sciences auxiliaires de l’histoire, aux techniques de recherche et à l’histoire locale) n’est sans doute pas à la mesure des efforts déployés. La moitié des lecteurs interrogés en ignorent en effet l’existence et un lecteur sur quatre (26 %) déclare en avoir vaguement entendu parler, tandis que 13 % disent avoir eu des informations précises à ce sujet et 7 % avoir participé à de telles actions. (Réponse à la question n° 9 – Voir tableaux 116 à 119)

Les lecteurs des archives communales semblent les moins informés (55 % ignorent l’existence de ces formations) tandis que les lecteurs des archives de Paris semblent l’être un peu mieux (45 % en ignorent l’existence et 16 % ont des informations précises). (Voir tableaux dans le volume annexe 2)

Un lecteur sur deux (48 %) ressent pourtant le besoin d’une formation de ce type, les lecteurs des archives communales moins que ceux des archives départementales (45 % au lieu de 50 %).

La répartition des réponses est à peu près la même pour l’ensemble des lecteurs historiens et pour l’ensemble des lecteurs généalogistes. Parmi les premiers, les enseignants et chercheurs sont naturellement les mieux informés : près d’un tiers

d'entre eux ont une connaissance précise, voire une expérience de ces formations ; mais près de la moitié des lecteurs étudiants (48 %) ignorent que cela existe, 30 % n'en ont que vaguement connaissance, alors que par ailleurs 47 % estiment en avoir besoin.

Tableau 116 – Connaissance par les lecteurs historiens de formations à la recherche

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Ignorance	50	47	48	35	51	51	48
Connaissance vague	26	27	30	28	26	25	28
Informations précises	13	15	17	23	12	9	14
Participation	7	7	5	8	7	8	8
Sans réponse	4	4		6	4	7	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 117 – Besoin des lecteurs historiens d'une formation à la recherche

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs historiens	dont			autres lecteurs historiens de niveau	
			étudiants	enseignants et chercheurs	autres lecteurs historiens	≤ au bac	> au bac
Oui	48	47	47	43	48	50	47
<i>certainement</i>	22	22	15	24	23	28	20
<i>probablement</i>	26	25	32	19	25	22	27
Non	48	50	51	55	49	46	51
<i>pas tellement</i>	30	19	31	38	30	25	32
<i>pas du tout</i>	18	31	20	17	19	21	19
Sans réponse	4	3	2	2	3	4	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 118 – Connaissance par les lecteurs généalogistes de formations à la recherche

en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Ignorance	50	46	51	37
Connaissance vague	26	28	27	30
Informations précises	13	13	11	17
Participation	7	8	6	11
Sans réponse	4	5	5	5
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Tableau 119 – Besoin des lecteurs généalogistes d’une formation à la recherche en %

	Ensemble des lecteurs des AD et des AC	Ensemble des lecteurs généalogistes	dont	
			généalogistes exclusifs	généalogistes historiens
Oui	48	56	52	62
certainement	22	27	24	31
probablement	26	29	28	31
Non	48	40	43	34
pas tellement	30	26	28	23
pas du tout	18	14	15	11
Sans réponse	4	4	5	4
Ensemble	100	100	100	100

Source : Enquête ISL – ARCMC – DEP, 2001

Parmi les lecteurs généalogistes, ceux qui font aussi de l’histoire sont beaucoup mieux informés que ceux qui ne font que de la généalogie : 28 % des premiers ont des informations précises ou ont participé à de telles formations au lieu de 17 % des seconds. Les lecteurs généalogistes historiens sont également ceux qui en ressentent le plus le besoin : plus de six sur dix d’entre eux. Le besoin d’une formation à la recherche est plus fréquemment et plus vivement ressenti par les lecteurs à mesure que se développe leur expérience des archives. Cela se vérifie particulièrement chez les lecteurs généalogistes.

Il conviendrait sans doute de mieux informer les lecteurs de l’existence de ces formations à la recherche, et d’en faire la promotion, non seulement sur les panneaux et documents d’information des services d’archives, mais aussi par l’intermédiaire des sociétés savantes et des cercles de généalogistes.

2. Les archives dans la vie locale

Les services d’archives entretiennent des relations institutionnelles avec les collectivités locales ; leurs relations avec l’université sont souvent plus informelles et les archivistes participent également aux activités des sociétés savantes et des associations culturelles.

a. Les relations institutionnelles avec les collectivités locales et les services administratifs

Dans leur département ou leur ville, les services d’archives établissent des relations institutionnelles avec les administrations versantes, le conseil général ou le conseil municipal, les musées et les bibliothèques. Les archives départementales ont également des relations avec les communes de leur département, que celles-ci aient ou n’aient pas de service d’archives constitué.

Les exemples rapportés ci-après illustrent le caractère fructueux de ce type de relations qui, toutefois, ne concernent qu’indirectement le grand public.

• Relations institutionnelles avec les administrations versantes et les donateurs privés :

« Normalement, les administrations ne doivent nous déposer leurs archives qu'à l'issue de leur durée d'utilité administrative [...] mais les bureaux ont pris l'habitude de nous verser leurs archives très vite [...] ; de ce fait il y a une demande considérable des services versants pour accéder aux documents versés. On a à peu près 5 000 communications administratives par an ! [...]. Nous avons de très beaux fonds (privés), à la fois des fonds familiaux, d'associations, de travailleurs, d'entreprises, d'architectes. Nous avons un contact avec l'association diocésaine de Rouen, les archives de l'Église réformée [...] ; la communication de ces archives est soumise à autorisation (des entités versantes). Nous les tenons informées » (Conservateur, service d'archives départementales).

• Relations institutionnelles avec le conseil général et les communes :

« Les services des archives départementales sont à la disposition du public et des élus [...]. Les archives départementales ont un journal interne à destination des élus » (Conseiller général).

« Nous apportons notre conseil, notre expertise à toutes les communes du département. Nous avons mission de veiller sur les archives produites par tous les services publics du département et toutes les communes, les établissements intercommunaux » (Conservateur, service d'archives départementales).

« Je fais des travaux de commande, ce que je trouve logique, je suis un service municipal : quand on rénove un bâtiment et qu'on me demande de faire une exposition qui retrace l'histoire des halles centrales, je le fais en collaboration avec la direction de l'information » (Conservateur, service d'archives communales).

• Relations institutionnelles avec les musées, les bibliothèques :

« Avec le musée des Beaux-Arts, nous avons des relations personnelles et des relations institutionnelles. C'est-à-dire que quand M^{me} P. a besoin de documents, nous les lui prêtons. Ça se passe bien. On a fait une exposition sur le sport, elle nous avait prêté des raquettes de jeu de paume. Ça se passe on ne peut mieux » (Conservateur, service d'archives départementales).

« On est amené à prendre des contacts avec les institutions parisiennes : Carnavalet, la bibliothèque historique de la Ville de Paris, le musée des ATP, le musée de l'Assistance publique ou de la préfecture de police » (Conservateur, service d'archives départementales).

b. Les relations avec l'université

Paradoxalement, c'est semble-t-il avec l'université qu'il y a le moins de relations systématiquement formalisées. Les échanges dépendent davantage de la volonté des personnes, de leur notoriété ou de leur sens des relations publiques que d'obligations administratives ou statutaires.

Les archivistes se tournent vers l'université pour rencontrer des professeurs, initier les étudiants aux sources d'archives et à la recherche de documents, ou encore donner des cours de paléographie. Ils animent parfois des séminaires

d'étudiants (en maîtrise d'histoire de l'art, par exemple). Rappelons que près de six étudiants sur dix qui effectuent des recherches historiques dans le cadre de leurs études estiment ne pas avoir reçu une préparation suffisante (29 %) ou ne pas en avoir reçu du tout (28 %). Les archivistes peuvent aussi contribuer au choix du sujet des travaux des étudiants en relation avec les fonds qu'ils détiennent.

« Les échanges avec les professeurs, c'est une grosse demande de notre part, archivistes. On l'a lancée et on a eu une réunion il y a quinze jours à l'université de Toulouse pour que les professeurs en histoire et en histoire de l'art viennent à la rencontre des archivistes, pour qu'on arrête un peu d'avoir des sujets sans fonds d'archives ou sans possibilité réelle de consultation » (Conservateur, service d'archives départementales).

Les relations avec l'université paraissent donc graviter autour du rôle culturel que l'archiviste – souvent historien lui-même – est conduit à jouer dans la vie culturelle locale.

c. Les relations avec les associations et les autres acteurs de la vie culturelle locale

Cette facette de l'activité des archivistes les conduit à aller au-devant de diverses catégories d'usagers. Les archivistes ont des relations avec les sociétés savantes et participent à leurs sorties culturelles (visite du patrimoine...) ; ils y occupent éventuellement des fonctions. Ils se rendent aux assemblées générales des cercles de généalogistes qui les invitent. Ils publient leurs recherches en histoire locale dans le bulletin municipal.

Les relations avec les associations locales résultent, d'une part, du désir des archivistes de participer à la vie intellectuelle et culturelle locale et, d'autre part, de leur souci d'entretenir de bonnes relations avec les organisations qui représentent les usagers et qui ont une influence sur ces derniers.

C'est à l'occasion de colloques, de publications ou d'expositions que les archives et les associations nouent des liens plus étroits. Un directeur de service d'archives peut, à cet égard, se montrer très volontariste :

« Les archives départementales se sont associées, en tant qu'institution, avec..., qui est une association d'associations – c'est compliqué : il y a la société d'études scientifiques du département, et puis il y avait l'association des amis des archives du département, que j'ai "tuée", disons, pour des raisons réglementaires ; cette association n'avait pas assez de support, de public pour être tout à fait viable [...] – et on fait un colloque tous les deux ans » (Conservateur, service d'archives départementales).

On note aussi l'exemple de contacts entre archivistes et responsables d'associations de généalogistes ou de sociétés savantes, qui permettent d'envisager des aménagements pratiques concernant, par exemple, la salle de lecture des microfilms, ou des modalités d'accueil des adhérents. De même, l'orientation des

généalogistes débutants est mieux assurée lorsqu'archivistes et cercles de généalogistes collaborent.

« On a la chance d'avoir un cercle de généalogistes qui fonctionne bien, qui fait un travail de formation. Quand quelqu'un démarre, nous lui disons : rapprochez-vous du cercle de généalogie, vous verrez, ils vous expliqueront des tas de choses » (Conservateur, service d'archives communales).

Les services d'archives s'expriment parfois dans le journal de la collectivité locale. Un service d'archives départementales a ainsi présenté une lettre thématique régulière concernant une ville, un canton... dans le journal du conseil général :

« On a choisi maintenant – et l'on va continuer – de faire un thème à chaque fois, c'est-à-dire une des villes les plus importantes du département. C'est vrai que les mairies étaient très contentes qu'on parle d'elles, puisqu'à chaque fois il y a une petite partie historique. On a présenté des associations, des sociétés savantes »...

De manière assez informelle, les archivistes peuvent aussi être amenés à répondre aux attentes de journalistes locaux qui doivent rédiger un article culturel.

« Une des récentes fois où j'ai fait appel à eux, c'est quand j'ai rédigé une page sur le tourisme militaire en pays thionvillois : c'était une mine inépuisable de renseignements. Ce sont des gens vraiment épris de leur métier. Un samedi matin je suis allée faire un peu d'art funéraire. C'était en été, M. L. ne travaillait pas. Il m'a emmenée au cimetière » (Journaliste d'un quotidien régional).

« Maintenant, j'utilise les archives mais de manière indirecte. Pour le journal, je suis amené à commander les recherches aux archives puisque, aux archives municipales, on fait partie de la même maison ; les deux services (le journal et les archives) sont "Ville" » (Journaliste).

Dans les services où s'est déroulée l'approche monographique, on a constaté une disponibilité intellectuelle des archivistes, conjuguée à une volonté d'établir un réseau de relations avec les acteurs de la vie culturelle, et cela hors des cadres formels ou réglementaires. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les archivistes souhaitent généralement rester en poste assez longtemps : pour animer la mémoire d'une ville ou d'un département, il faut avoir le désir – et prendre le temps – de s'y enraciner.

3. La découverte des archives par le public scolaire

Les archives départementales et les archives communales proposent au public scolaire des visites commentées du service et des travaux en atelier. Les visites du service ont pour objectif de découvrir ce que sont les archives, comprendre toutes les étapes de la vie d'un document et appréhender les métiers des archives. Les services d'archives reçoivent aussi les classes du patrimoine. Enfin, ils accueillent les élèves des classes terminales désirant présenter au baccalauréat une option « langue et culture régionale ».

a. Les services éducatifs et les visites scolaires

Les services éducatifs, qui ont vocation à accueillir les élèves, sont principalement situés dans les services d'archives départementales ; ils comprennent un à trois professeurs détachés par l'Éducation nationale – généralement trois heures par semaine pour chacun d'eux – et un archiviste qui assure la permanence et une assistance dans le cadre de ce service.

Le professeur détaché prépare des dossiers, soit avec des originaux placés sous protection, soit avec des reproductions et reçoit les groupes scolaires pour des séances de travail qui se déroulent aux archives, ce qui suppose – ce n'est pas toujours le cas – une salle d'accueil adéquate et disponible. Ces travaux pratiques ou ateliers sont accompagnés d'une présentation et d'une visite du service.

« Lorsqu'ils viennent aux archives, avant de leur présenter l'exposition, on leur dit ce qu'est l'archive et ce que sont les archives en général, à partir d'exemples très simples ; et il se trouve que les CM1 et CM2 sont très réceptifs. Pour eux c'est un peu mystérieux ; c'est un peu l'histoire » (Conservateur, service d'archives départementales).

Les élèves concernés ne travaillent pas aux archives mais sur des documents d'archives. La nuance est d'importance : dans tous les exemples évoqués, les élèves n'ont pas effectué de recherches dans les fichiers ou les inventaires ; ils ne sont pas allés en salle de lecture.

« Je leur explique que l'historien cherche d'abord, et qu'après, il exploite. Chercher, c'est moi qui l'ai fait, parce qu'eux, ils ne peuvent pas » (Professeur d'histoire au service éducatif des archives).

Les réactions habituelles des élèves ont été rapportées par les enseignants des établissements ou par les enseignants détachés aux archives. Les uns et les autres attestent l'intérêt et même l'émerveillement du public scolaire, ainsi que les échos favorables émanant des parents d'élèves.

Les professeurs détachés ont tous insisté sur l'importance de l'information destinée à leurs collègues des établissements scolaires et de la communication avec eux. Le but poursuivi est, idéalement, que l'enseignant inscrive la séance de travail aux archives dans un projet pédagogique visant à mieux faire comprendre aux élèves l'utilisation des sources originales. Dans cette perspective, on procède avec méthode :

« Un seul document, témoignage nul ! donc, on croise... On montre des documents de nature différente. On croise les documents, on les compare, on les étudie, on les analyse » (Professeur d'histoire, chargé du service éducatif des archives départementales).

Pour répondre aux projets concrets, il faut savoir mettre à profit les fonds :

« On a eu, l'année dernière, trois classes de 6^e qui travaillaient sur le thème de la vache. On a fait un travail sur les concours agricoles, l'augmentation des productions, les méthodes de sélection, plein de choses... On a travaillé sur les affiches de concours, les règlements sanitaires et les contrôles de qualité... et sur

le règlement de la corporation des bouchers de Dieppe ; là, c'est plus ancien » (Professeur d'histoire au service éducatif des archives).

Les professeurs détachés au service éducatif ont utilisé diverses stratégies de communication avec leurs collègues de l'Éducation nationale : envoi d'une brochure à la rentrée recensant les thèmes abordés l'année précédente ; contact téléphonique, courrier, déplacement dans les établissements. Dans tous les cas, il faut parvenir à convaincre les enseignants de concevoir la visite aux archives autrement que comme une « sortie annuelle » au musée ou dans un autre lieu culturel attractif.

Malheureusement, les enseignants visés ne sont pas tous conscients du bénéfice que leurs élèves peuvent retirer d'un travail sur les archives :

« Il y a une modernité de l'enseignement qui est rendue possible (grâce aux archives). Quand je dis modernité, c'est au sens du relationnel. Si l'on essaie de faire émerger les représentations du monde éducatif par rapport à l'expression "archives départementales" (vieux bâtiment où l'on ne rencontre que des personnes âgées, des érudits, des savants, éventuellement des généalogistes...), c'est une représentation, dans l'opinion, dominante, (cette vision tombe) quand ils rencontrent les hommes et les femmes des archives, et les documents » (Professeur d'histoire, chargé du service éducatif des archives départementales).

« J'ai beaucoup défendu le document auprès des inspecteurs pédagogiques : l'utilisation du document d'histoire locale dans les programmes des lycées » (Président de société savante).

« Ils ont une vision austère, poussiéreuse, peu attractive ; même s'ils ont un CAPES d'histoire-géo, beaucoup ne sont jamais venus, ils n'ont jamais mis les pieds dans un service d'archives ; ils se demandent ce qu'on peut faire » (Professeur d'histoire dans un service éducatif des archives municipales).

Une telle méconnaissance des archives, dénoncée par les professeurs détachés au service éducatif, est à rapprocher du nombre important d'étudiants et chercheurs préparant thèse ou mémoire – de futurs enseignants, très souvent – qui disent ne pas avoir reçu une formation suffisante à l'utilisation des archives. Il semble qu'il y ait des lacunes à cet égard dans l'organisation universitaire et que les étudiants en maîtrise soient, dans bien des cas, moins bien pourvus que les élèves des classes de sixième. La bonne volonté d'un professeur détaché peut suppléer parfois à cette absence d'organisation mais de façon tout à fait ponctuelle. Face à cette situation, le service de l'accueil scientifique des archives est une structure cardinale pour l'initiation des étudiants à l'utilisation des documents d'archives.

Lorsqu'un professeur a déjà travaillé sur des archives, le contact est aisé et fructueux :

« Il se trouve que j'ai été étudiant ici : j'ai fait une maîtrise qui portait sur l'analyse des documents contenus dans les archives ; et puis chaque année les archives envoient un dépliant présentant les thèmes et les sujets proposés par le service éducatif » (Professeur d'histoire dans un lycée).

b. Les classes du patrimoine

Dans ce cadre, les élèves des écoles, des collèges et des lycées viennent visiter les archives, voir des documents originaux, découvrir des sceaux ou des cartes et relevés topographiques, visiter une exposition, à l'occasion d'un parcours annuel qui peut également inclure une représentation théâtrale, des rencontres avec des écrivains ou un déplacement vers un quartier, une rue, un site...

Ces activités mobilisent la bonne volonté, l'imagination et le sens de l'organisation des professeurs qui en sont chargés et, tout autant, des archivistes. Aux archives de Paris, par exemple, l'archiviste qui reçoit les classes patrimoine étant également commissaire d'exposition, tente de coordonner ces deux activités afin d'éveiller l'intérêt des élèves et de satisfaire les attentes des professeurs.

« C'est une visite ponctuelle que l'on fait en début d'année, en 6^e ; et comme les archives de Paris nous offrent des expositions fort intéressantes, on y va dans un double but : à la fois d'initiation à ce que sont les archives, les précisions sur notre quartier, et, deuxièmement, pour voir ces expositions qui nous apportent un complément d'information sur d'autres aspects, toujours patrimoniaux » (Enseignant).

Les classes patrimoine reposent sur une organisation différente de l'action éducative mais elles requièrent autant de temps de la part des archivistes qui préparent les visites et les dossiers. Comme dans le cas de l'action éducative, la connaissance des fonds et la réutilisation des exploitations déjà réalisées durant les années précédentes permettent de mieux faire face aux demandes et de suggérer des thèmes aux enseignants.

Tout ce qui se rapporte à la vie quotidienne ou à l'environnement concret remporte du succès auprès des élèves : les grandes inondations, le métro, les affiches pendant la Première Guerre mondiale, un pont-écluse ou les fortifications... L'archiviste qui reçoit la classe patrimoine joue un rôle d'animateur et de documentaliste.

« J'appelle ça une visite touristique, parce qu'ils viennent pour savoir ce que c'est que les archives ; donc je prends un gamin au hasard et je lui dis : quand es-tu né ? tu en es sûr ? tu peux le prouver ? Toi, tes parents ont une maison, tu es sûr qu'elle est à eux ? Comment peut-on dire ça ? parce que c'est conservé dans les archives ! Et puis, j'ai une liste de documents types que je leur montre : un plan ancien de la ville, un registre d'état civil ancien, un parchemin, des photos anciennes, des livres anciens, pour donner un peu de sens » (Conservateur, service d'archives communales).

Quelles que soient les origines géographiques ou sociales d'un élève, la classe patrimoine stimule sa curiosité. Elle lui permet de connaître l'origine du nom de son quartier ou de son collège, d'observer sur des photos ou des dossiers la physionomie de ce même quartier cent ans plus tôt ; de comparer des sites urbains, dans l'ordre architectural, notamment ; d'observer les vêtements, les véhicules à la mode cinquante ou cent ans auparavant, etc. Ces travaux pratiques contribuent à l'intégration de l'élève qui se situe lui-même dans le temps et dans l'es-

pace social. L'élève est amené à s'approprier, pour l'aimer ou pour le critiquer, son environnement familial quotidien. Cette intégration ne passe pas obligatoirement par la prise en compte de faits historiques illustres ou de réalisations architecturales prestigieuses.

« Le quartier de Cleunay, on y a construit les cités “Millions” ; tous ces quartiers sont nés d'une volonté : il y a eu des créations de ZAC, de ZUP, et ne serait-ce que d'expliquer les discussions, montrer les délibérations, pourquoi à un moment on a voulu créer ces quartiers, ça les conforte dans leur identité. Chaque quartier a été voulu : il y avait des besoins, on a essayé de les régler » (Conservateur, service d'archives communales).

« Ici, à Clignancourt, nous avons l'ancienne ligne “Petite ceinture” du train ; donc je montre un document qui présente la gare encore en activité dans les années vingt, et les immeubles, la piscine conçue par l'architecte Henri Sauvage » (Enseignant).

« Sur le trajet, je leur fais lever la tête, en descendant la rue Jeanne d'Arc : ils vont voir des cariatides, des balcons décorés, et puis la reconstruction des quais » (Professeur d'histoire).

Les visites scolaires aux archives associent donc la référence à des documents d'archives et le déplacement aux fins d'observation directe.

c. Les options « langue et culture régionale »

Les élèves de terminale peuvent présenter au baccalauréat une option « langue et culture régionale ». À Thionville, 10 % environ des effectifs des lycées sont concernés. La démarche de ces élèves s'apparente à bien des égards à celle des érudits locaux : démarche volontaire motivée par un intérêt et une curiosité personnels, travail de recherche et préparation d'un mémoire.

Ce travail étant dirigé par le professeur d'histoire, il s'apparente également à celui des étudiants en maîtrise mais sous une forme plus élémentaire. Dans tous les cas, les élèves effectuent eux-mêmes les recherches, viennent consulter des documents et sont épaulés par les archivistes. Il s'agit d'une authentique initiation à l'histoire locale et à l'utilisation des archives.

4. Les expositions temporaires

Les expositions permettent aux archives de rayonner au-delà d'un public d'habités. Encore faut-il que la paternité de l'exposition soit clairement affichée, qu'il soit évident que ce sont bien les archives départementales ou communales qui l'ont conçue et réalisée. Une telle identification paraît avoir une importance à la fois politique et socioculturelle.

Vis-à-vis du conseil général et du conseil municipal qui votent les budgets des archives, il est loin d'être indifférent que les électeurs se sentent gratifiés d'une belle exposition. Ils placeront d'autant plus volontiers les archives, départemen-

tales ou communales, au même titre que le théâtre, le musée, le stade ou la piscine – parmi les institutions dignes d’être financées grâce aux deniers publics.

Vis-à-vis du grand public local ou régional, les expositions réalisées par les archives sont susceptibles de ranimer ou de renforcer la représentation des archives comme mémoire de la société, restituée sous la forme élaborée de l’histoire d’un événement, d’une pratique, d’un art, d’une industrie, etc.

Archivistes et élus sont d’accord sur ce point : le succès populaire de certaines expositions est fédérateur.

« L’exposition sur le rugby a drainé une population totalement différente de celle qui venait d’habitude. C’est un thème, un peu comme lorsque la bibliothèque départementale de prêt véhicule son fonds viticole ; à partir du moment où on arrive à quelque chose au niveau des racines, on a un public différent » (Directeur des services administratifs du département).

Pour les archivistes, les expositions posent le problème du choix des thèmes, des lieux et de la conception technique de l’exposition.

a. Le choix des thèmes

Le plus souvent, le choix du thème d’une exposition ne relève pas de la seule décision de l’archiviste. Ce choix, qui donne lieu à discussions – parfois animées – à propositions et à concertation, est effectué de nombreux mois à l’avance. Il associe d’autres instances :

« L’histoire du xx^e arrondissement a été commandée par l’action artistique de la Ville de Paris. Le bicentenaire de la préfectorale est une exposition organisée par les archives de Paris, en partenariat avec les archives départementales de la couronne et celles de la préfecture de police. Elle sera présentée à l’hôtel Soubise et parallèlement dans les préfetures » (Conservateur, archives de Paris).

« On a fait une très grosse opération avec les services municipaux des villes de Brest, Nantes et Angers, parce qu’il existe, au niveau politique, un réseau des grandes villes de l’Ouest » (Conservateur, service d’archives communales).

Le choix des thèmes des expositions prend en compte les commémorations, l’histoire, l’incidence locale des grands événements nationaux ou internationaux.

« Je souhaite être plus en phase avec l’actualité ; c’est pour ça qu’on a fait une exposition sur l’édit de Nantes et, au moment de l’Armada, une exposition sur la Seine. Je souhaite sortir assez vite l’inventaire du fonds du cabinet du préfet pendant la guerre, et à cette occasion faire une grande exposition sur ce sujet. C’est une histoire qui est mal étudiée dans notre département, l’histoire de la guerre, de la Libération » (Conservateur, service d’archives départementales).

« On a fait venir l’exposition Robert Schuman, qui était le député de Thionville. J’ai rajouté quelques panneaux, un article dans le bulletin municipal... et puis l’aviation pendant la guerre de 14-18 et également l’histoire de la sidérurgie » (Conservateur, service d’archives communales).

L'un des aspects délicats de la programmation des expositions est d'arbitrer entre des thèmes généralistes susceptibles d'intéresser le grand public et des thèmes spécialisés destinés aux érudits ou encore aux scolaires. Les directeurs des centres ne peuvent sacrifier ceux-ci à ceux-là mais seulement moduler en fonction des demandeurs, des lieux possibles et des crédits. C'est ainsi que les services éducatifs produisent des expositions aux archives sur des thèmes adaptés au monde scolaire. D'autres expositions sont montées en partenariat avec les sociétés savantes, à l'occasion d'un colloque, et touchent moins le grand public.

b. Le choix des lieux d'exposition

Cet aspect de l'organisation d'une exposition est peut-être encore plus délicat que le précédent. Si l'on choisit, pour une exposition destinée au grand public, un lieu vaste, central ou très accessible, un lieu historique ou prestigieux, la paternité de l'exposition risque de ne plus être attribuée avec autant d'évidence aux archives. Si l'exposition a lieu aux archives, elle risque d'être desservie par l'insuffisance de l'espace, l'inaccessibilité, la confidentialité du site. Or, indépendamment de sa qualité intrinsèque, une exposition doit aussi son succès à la publicité et au prestige dont elle est entourée et aux avantages pratiques (transport, stationnement) de son emplacement.

Si une exposition est installée sur un lieu de grand passage, elle suscite des visites improvisées.

« La partie itinérante de l'exposition sur le rugby est allée sur la station d'autoroute, à Port Lauragais, où elle a fait 40 000 visiteurs ; et à la cité de Carcassonne, l'exposition sur l'église Saint-Nazaire a eu 100 000 visiteurs, parce que les gens qui passaient entraient » (Conservateur, service d'archives départementales).

« L'année dernière, à l'occasion du 5^e centenaire du parlement de Normandie, nous avons coproduit avec le palais de justice une exposition dans les murs du parlement de Normandie. Il y a eu un monde fou ! beaucoup de succès » (Conservateur, service d'archives départementales).

Il y a donc un réel dilemme pour un directeur de centre d'archives, pour un responsable d'exposition : monter l'exposition dans une salle attenante aux archives, au risque de lire sur le livre d'or : « Personne ne connaît votre exposition, c'est bien dommage ! », ou s'expatrier pour bénéficier du cadre et de la notoriété d'un site mieux adapté et plus en vue. Évidemment, il reste la possibilité, pour les archives, d'utiliser un centre d'exposition, au besoin polyvalent, pouvant aussi être aménagé pour des conférences.

« Cette dimension expositions, j'ai beaucoup de mal à la défendre auprès de mes décideurs, s'agissant des projets d'aménagement des futurs locaux. On me dit : finalement, vos expositions vous n'avez qu'à les faire dans des locaux communs ! » (Conservateur, service d'archives départementales).

L'itinérance de la totalité ou d'une partie d'une exposition, si elle augmente le nombre des visiteurs potentiels, pose également la question de la mise en évidence de l'identité de son promoteur.

On a peu abordé, dans les entretiens de l'approche monographique, les actions de communication et de publicité destinées à faire connaître les expositions. Affiches... mais placardées où ? entrefilets dans la presse locale, annonces sur la radio locale ou à la télévision, ces actions sont souvent moins du ressort d'un service d'archives que d'un service des affaires culturelles de la ville.

c. La conception technique des expositions

La difficulté que les responsables d'exposition doivent résoudre tient fondamentalement à la nature des fonds d'archives, constitués pour l'essentiel d'écrits et d'images, quoiqu'il y ait aussi parfois des dépôts de marques, de modèles et d'échantillons. Les documents sélectionnés pour l'exposition et qui, par leur essence, constituent la preuve historique de ce que l'exposition argumente, sont généralement mis en scène et entourés d'objets, de tableaux, voire de documents d'archives privées, prêtés pour la circonstance. On ne peut faire une exposition constituée exclusivement d'écrits ; c'est un avis unanime.

« C'est de plus en plus difficile de faire lire des choses à des gens. Si vous faites une exposition sur les sceaux, vous aurez beaucoup plus de succès que si vous faites une exposition de textes. Je pense à une exposition qui s'appelait "Du blé au pain", qui mêlait les objets d'artisans, le produit fini, le pain lui-même sous différentes formes, plus les documents d'archives qui éclairaient les problèmes. C'est tout à fait ce qu'il faut faire » (Professeur d'histoire chargé du service éducatif aux archives départementales).

Les responsables d'exposition sollicitent des collectionneurs privés, d'autres institutions publiques, des sociétés industrielles ou commerciales, des clubs sportifs, d'autres services d'archives nationales, départementales ou municipales.

« Parce que l'expérience prouve qu'une exposition faite seulement à base de documents écrits, c'est réservé à un petit nombre de gens ; or une exposition, ça doit pouvoir toucher un maximum de publics » (Conservateur, service d'archives départementales).

Le principal paradoxe de la conception technique d'une exposition des archives est que la collecte des éléments satellites demande probablement plus de temps, de diplomatie, de flair que la sélection, dans des fonds familiers, des documents qui constituent, en fait, le noyau de l'exposition et sa raison d'être.

*

* *

En mettant à contribution les archives pour monter des expositions centrées sur des thèmes fédérateurs, non seulement les élus justifient le budget qu'ils ont voté pour elles, mais encore ils ont la satisfaction d'amorcer une démarche civique non partisane en direction de tous leurs concitoyens. De même, à l'occasion de célébrations, la présentation de beaux documents qui ont traversé le temps, satisfait la fierté locale ou régionale dans ce qu'elle a de plus respectable.

Cependant, il ne va pas de soi, pour les archives, d'organiser des expositions destinées au grand public. L'étude montre que cela pose des problèmes de choix et de financement quant aux lieux susceptibles d'abriter ces expositions, à la mobilisation des compétences requises et à la mise en scène des documents exposés, après que le thème et le contenu de l'exposition aient été définis.

Il apparaît donc avec évidence que pour ces expositions destinées au grand public et indispensables à leur rayonnement, les archives doivent s'entourer des services spécialisés de scénographes et d'autres professionnels maîtrisant les techniques de l'éclairage et de l'audiovisuel. Les archives photographiques, cinématographiques et sonores apportent d'ailleurs des contributions essentielles aux thèmes des expositions d'archives, en concourant, avec les documents écrits, à faire valoir l'authenticité et l'intérêt de ces expositions.

Conclusion

Les principaux enseignements de cette étude se rapportent, d'une part aux usagers des archives départementales et communales, leur profil, leurs recherches, leur niveau de satisfaction et leurs attentes, d'autre part aux perspectives de rayonnement culturel des archives dans la vie locale auprès d'un public plus vaste que celui des lecteurs, notamment celui qui s'intéresse à l'histoire locale.

Dans l'ensemble, le public des archives départementales et communales peut se décrire comme plus âgé – en moyenne 50 ans – que la population nationale, un peu plus masculin et beaucoup plus instruit. Les retraités y sont nettement plus nombreux, proportionnellement, que dans l'ensemble de la population mais près de la moitié des usagers des archives exercent cependant une activité professionnelle. Au sein de ce public, les catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes l'emportent légèrement sur les catégories supérieures, la part de ces dernières étant toutefois nettement plus élevée que dans la population nationale. Les lecteurs des archives ont des loisirs très culturels et diversifiés ; ils sont aussi déjà largement familiarisés avec la micro-informatique et les moyens modernes de communication.

L'étude a permis de distinguer trois mobiles de fréquentation des archives : la recherche de documents pour faire valoir des droits, les recherches nécessitées par des études universitaires ou scolaires ou l'activité professionnelle et, pour la majorité des lecteurs, les recherches dans le cadre de leurs loisirs ou de leurs centres d'intérêt personnels, ces trois motifs n'étant pas exclusifs les uns des autres. À ces trois cadres de recherche correspondent des profils sociodémographiques et socioculturels différents.

Les personnes qui viennent aux archives, souvent en ultime recours, chercher un document qui leur est indispensable pour étayer un droit, ont un profil bien spécifique par rapport à l'ensemble des lecteurs : leur âge moyen est légèrement supérieur, leur niveau d'études est moins élevé et ils appartiennent nettement plus aux catégories socioprofessionnelles modestes ou moyennes avec, cependant, une représentation plus élevée des cadres supérieurs et des professions libérales.

Ces usagers souvent un peu désemparés, reçoivent, dans bien des services d'archives, un accueil spécifique, prévu pour traiter leurs demandes exprimées sur place ou par correspondance. Plus de la moitié d'entre eux n'ont effectué qu'une seule visite aux archives – environ un quart ayant obtenu satisfaction dès leur première et unique démarche – et près des trois quarts n'ont effectué qu'une ou deux visites. Ces consultations obligées sont le fait de moins d'un usager des archives départementales ou communales sur dix.

Les usagers qui viennent aux archives dans le cadre de leurs études, de leur activité professionnelle ou pour leurs loisirs ont un profil et une démarche bien dif-

férents. Leurs recherches portent sur l'histoire, la généalogie ou les deux domaines à la fois (pour un lecteur sur cinq).

Les lecteurs historiens fréquentent les archives soit, pour un tiers d'entre eux, dans un cadre professionnel ou dans le cadre de leurs études – ce sont principalement, les enseignants ou chercheurs, les autres historiens professionnels et les étudiants –, soit dans le cadre de leurs loisirs – ce sont les historiens amateurs qui représentent les deux tiers des historiens. Si une grande part d'entre eux s'intéressent à l'histoire générale, dans des domaines assez variés (histoire politique, histoire économique, sciences humaines, histoire du droit...), une notable partie, notamment les retraités, s'intéressent aussi, ou exclusivement, à l'histoire locale.

La grande majorité des lecteurs historiens fait ou a effectué des études supérieures de niveau bac + 3 au moins. Dans l'ensemble, ils appartiennent plutôt aux catégories socioprofessionnelles supérieures ; cependant, les historiens amateurs viennent plutôt des classes moyennes. Les enseignants et chercheurs sont les adhérents privilégiés des sociétés savantes ou historiques et leurs loisirs sont très culturels. Les lecteurs historiens sont tout à fait familiarisés avec l'informatique et l'Internet qu'ils utilisent fréquemment à leur domicile. Ils font état d'une fréquentation assidue et dans de nombreux services d'archives, les étudiants et les enseignants et chercheurs bénéficiant le plus souvent d'un « accueil scientifique » personnalisé.

Les lecteurs généalogistes viennent, pour la plupart, aux archives dans le cadre de leurs loisirs : une partie d'entre eux associe à leurs recherches généalogiques la recherche historique, le plus souvent l'histoire locale ou l'histoire relative à un nom de famille ou de lieu, à une commune, un métier, etc., qui viennent compléter leurs travaux.

Dans l'ensemble, ces lecteurs sont plus âgés – 55 ans en moyenne – et moins instruits –, surtout les généalogistes exclusifs. Ils sont plus souvent retraités, surtout les généalogistes historiens. Ils appartiennent plutôt aux catégories socioprofessionnelles moyennes – surtout les généalogistes exclusifs – mais on compte cependant dans leurs rangs nombre d'enseignants. Ils ont une pratique associative nettement spécialisée : associations de généalogistes et sociétés historiques, pour les généalogistes historiens. Les généalogistes ont accès à l'Internet à domicile où ils recherchent souvent des informations relatives aux archives.

Lecteurs généalogistes, mais aussi historiens amateurs, venus aux archives dans le cadre de leurs loisirs, sont devenus au cours des dernières décennies des « piliers » de l'institution : c'est parmi eux que se rencontrent, notamment, les lecteurs qui fréquentent les archives depuis de nombreuses années, qui ont consulté dans beaucoup de services et dont l'expérience s'étend à la France entière.

D'un point de vue général, un peu moins de la moitié seulement de l'ensemble des lecteurs se sont déclarés totalement satisfaits de leur dernière visite dans un service d'archives départementales ou communales, le public des premières se montrant nettement moins satisfait que celui des secondes ; les services d'archives communales apparaissent en effet moins administratifs, plus proches des lecteurs.

Le niveau de satisfaction relatif à l'accueil dans les services est du même ordre pour les personnes qui viennent faire de la généalogie et pour les lecteurs historiques. Par l'intermédiaire des cercles de généalogie – qui initient les lecteurs à la recherche aux archives – et des sociétés savantes, il y a très souvent un dialogue et des échanges entre les archivistes et les amateurs, en particulier dans le but de publications ou d'organisation de colloques, ou encore pour examiner les améliorations matérielles à apporter aux salles de lecture.

Si différents que soient les publics des archives, leurs attentes sont très comparables : elles ont trait à l'accueil et à la disponibilité du personnel en salle de lecture. Elles se rapportent aussi aux aspects concrets et matériels de la consultation : horaires d'ouverture, quotas de documents délivrés par jour et à chaque commande, précision et mise à jour des instruments de recherche, mise à disposition d'un grand nombre d'usuels, nombre et état de fonctionnement des appareils lecteurs de microfilms et des appareils de reproduction, prix des photocopies, etc.

Face aux insuffisances constatées et aux difficultés rencontrées, la perspective de la numérisation des documents et de la consultation, grâce à l'Internet, des instruments de recherche d'abord, des documents eux-mêmes plus tard, apparaît comme une panacée, à la fois rêve et réalité, un espoir et une attente. Les lecteurs y aspirent résolument mais à condition de ne pas voir disparaître les relations humaines qui se sont instaurées entre les archivistes et eux.

En définitive, en accueillant les demandeurs de documents pour faire valoir un droit et les historiens professionnels, les archives remplissent la mission de service public définie dans les textes : « La conservation de ces documents est organisée dans l'intérêt public tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche³⁴. »

En accueillant aussi les amateurs de généalogie et d'histoire, les archives ont été amenées à remplir un rôle comparable à d'autres structures encouragées et subventionnées par les pouvoirs publics dans le but de promouvoir des activités culturelles destinées à des personnes actives ou à des retraités : associations, universités du troisième âge, notamment. En accompagnant le développement de la généalogie amateur, depuis quelques décennies, les archives n'ont-elles pas

34. Loi du 3 janvier 1979 sur les archives : art. premier.

offre un cadre fonctionnel à un phénomène socioculturel notoire, même si ce n'était pas là leur vocation première ?

Cette interrogation mérite d'être envisagée dans le contexte plus général de l'évolution du rôle des archives considérées aussi comme un patrimoine culturel dont le grand public doit légitimement profiter.

Les collectivités locales sont attentives au sentiment d'identité régionale partagé par des populations attachées à leurs racines, à leur histoire dont les archives sont des témoins, comme le sont les monuments, les noms de lieux, les noms de rues. La connaissance de cette histoire peut même s'avérer parfois un facteur d'intégration des nouveaux venus.

Les informations recueillies dans l'étude ont permis de préciser le profil des lecteurs des archives, après les évolutions observées par les archivistes depuis trois décennies. L'enquête a aussi permis de connaître les attentes de l'ensemble des lecteurs auxquelles les nouvelles possibilités offertes par l'informatique et l'Internet permettront à terme de répondre en partie. Elle s'inscrit comme un jalon dans la réflexion entreprise par la Direction des archives de France sur la politique des publics des archives.

L'étude a montré le fort intérêt d'un public d'amateurs pour l'histoire saisie à la source, directement ou au travers de la généalogie. Ne serait-il pas souhaitable de profiter de cet intérêt pour développer des actions en faveur de ce public et d'encourager ces « pratiques culturelles » ?

Annexes

ANNEXE 1

Méthodologie

L'objectif de l'étude sur les lecteurs des archives départementales et des archives communales était de mieux connaître leurs profils sociodémographique et socioculturel, les caractéristiques de leurs recherches et demandes aux services d'archives, leur niveau de satisfaction et leurs attentes.

Cette étude a été réalisée entre le printemps 1999 et le printemps 2000 par l'Institut de sondages Lavialle (ISL) et le cabinet d'études ARCMC.

La méthode retenue a consisté à mener de façon complémentaire :

- une enquête par sondage effectuée par voie postale auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des lecteurs des archives départementales et communales ;
- une enquête qualitative de type monographique réalisée dans cinq services d'archives auprès de responsables, d'interlocuteurs et d'utilisateurs de ces services.

1. L'enquête par sondage

Une enquête par sondage a été effectuée, auprès d'un échantillon de lecteurs représentatif de l'ensemble des usagers des archives départementales et communales, au moyen d'un questionnaire envoyé par voie postale.

a) Cet échantillon a été constitué en deux étapes : élaboration d'un échantillon de services d'archives, puis d'un échantillon de lecteurs à interroger à partir des fichiers de lecteurs de ces services.

Pour constituer l'échantillon de services d'archives, une pré-enquête a été lancée en novembre 1998 par le DEP, en liaison avec le service technique de la Direction des archives de France, auprès de l'ensemble des services d'archives départementales et communales. Elle visait à connaître les données dont ces derniers disposaient sur les lecteurs ayant fréquenté leur service en 1998, à savoir si ces données étaient informatisées et, dans ce cas, quel était le logiciel utilisé.

Au vu des résultats de cette pré-enquête, il a été décidé de retenir :

- pour les archives départementales, les services métropolitains ayant des données informatisées (utilisant différents logiciels), soit 62 services (dont Paris) qui s'avéraient constituer un échantillon jugé représentatif en tenant compte notamment de la fréquentation annuelle des sites ;
- pour les archives communales, les 37 services utilisant le logiciel Avenio, ainsi que 13 autres services choisis avec les responsables de la Direction des archives de France en tenant compte de la taille de la commune où ils étaient implantés et de leur répartition sur l'ensemble du territoire, soit au total 50 services d'archives communales.

Le service technique de la DAF a ensuite demandé en juin 1999 aux 112 services retenus de lui transmettre les fichiers des lecteurs (noms et adresses) ayant fréquenté le service au moins une fois en 1998 (ou, à défaut, au cours des douze derniers mois). Il avait été précisé aux services que les modalités de réalisation de l'enquête avaient reçu l'agrément de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le rassemblement des informations par le service technique de la DAF en vue de la constitution du fichier par ISL s'est révélé une tâche très lourde, plusieurs relances ayant été nécessaires. Certains services étaient réticents à transmettre leurs données en invoquant la CNIL, d'autres ont transmis des fichiers illisibles ou des fichiers non informatisés, ou encore des fichiers de noms sans adresse.

Finalement, sur les 62 services d'archives départementales qui avaient été retenus précédemment, les fichiers de 49 services, seulement, ont été utilisés : il y a donc eu 13 refus ou problèmes techniques ; et sur les 50 services d'archives communales retenus, les fichiers n'ont été obtenus que pour 37 services car pour les 13 autres, il n'a pas été possible d'obtenir ou d'utiliser les données.

Au total, 86 services ont donc fait partie de l'échantillon de l'enquête (49 pour les AD et 37 pour les AC).

Pour constituer l'échantillon des lecteurs, un tirage de 5 000 lecteurs a été effectué par ISL dans le fichier des 49 services d'archives départementales – y compris Paris – (qui comptaient au total environ 69 000 lecteurs) et des 37 services d'archives communales (environ 15 500 lecteurs). Parmi ces 5 000 lecteurs, 43 % sont des lecteurs des archives départementales hors Paris, 14 % des lecteurs des archives de Paris et 43 % des lecteurs des archives communales.

b) Le questionnaire de l'enquête par sondage a été élaboré par ARCMC en étroite liaison avec le DEP, ainsi qu'avec des représentants de la DAF et de services d'archives. Ce questionnaire, dont on trouvera un exemplaire ci-après, a été adressé, accompagné d'une lettre signée du directeur des archives de France et du directeur de l'Administration générale du Ministère de la culture et de la communication et d'une enveloppe « T », entre le 19 octobre et le 30 novembre 1999, en trois vagues successives, aux 5 000 usagers de l'échantillon.

Sur ces 5 000 plis, 552 sont revenus avec la mention « *N'habite pas à l'adresse indiquée* » ou « *Parti sans laisser d'adresse* ». Parmi les 4 448 questionnaires parvenus à leurs destinataires, 1 885 ont été renvoyés à ISL remplis avant le 15 janvier 2000, date de clôture de l'enquête, ce qui donne un taux de réponse global de 42,4 % : ce taux est de 36,2 % pour les archives communales et de 46,7 % pour les archives départementales, y compris Paris (47,9 % pour celles de Paris et 46,4 % pour les AD hors Paris).

Ce taux de réponse, nettement plus élevé que celui que l'on enregistre généralement dans les enquêtes postales, a été obtenu sans qu'aucune relance n'ait été effectuée. Il témoigne donc d'un accueil très favorable de la population étudiée à l'égard de l'enquête, surtout si l'on considère la longueur du questionnaire et l'infime proportion des lecteurs ayant négligé de répondre à certaines questions.

Pour s'assurer une représentativité encore meilleure des répondants, une enquête téléphonique a été réalisée par ISL auprès de 300 lecteurs qui n'avaient pas répondu à l'enquête postale afin de réduire, autant que possible, chez certaines catégories d'utilisateurs, les biais qui auraient pu résulter de dispositions inégales à répondre au questionnaire. Une quinzaine de questions, reprises du questionnaire de l'enquête postale, ont été posées par téléphone à ces 300 lecteurs qui n'avaient pas répondu au questionnaire, afin de déterminer les caractéristiques de cette partie de l'échantillon. Les principaux écarts constatés entre les résultats obtenus dans l'enquête postale et par téléphone ont été pris en compte pour redresser en conséquence la structure de l'échantillon initial des répondants.

c) Le contrôle et les traitements informatiques des réponses recueillies dans l'enquête par sondage ont été réalisés par l'Institut de sondages Laval. L'analyse des résultats et la rédaction d'un premier rapport destiné à la DAF ont été réalisées par ARCMC.

d) Les résultats détaillés de l'enquête par sondage font l'objet d'une annexe au présent rapport (volume annexe 2) : les tableaux sont présentés dans l'ordre des questions du questionnaire, les réponses étant ventilées selon les différents types de services distingués (archives départementales y compris Paris, archives départementales hors Paris, archives de Paris, archives communales). Cette annexe contient aussi les relevés des réponses aux questions ouvertes posées dans le cadre de l'enquête par sondage afin de recueillir des précisions complémentaires sur la nature et le sujet des recherches effectuées par les lecteurs interrogés, ainsi que sur leurs attentes et leurs souhaits à l'égard des services d'archives étudiés.

Quatre volumes de tableaux plus détaillés sont consultables au DEP. Outre la distinction selon les différents types de services d'archives, ils présentent les résultats de toutes les questions croisées selon certains critères relatifs au profil socio-démographique ou au statut socioprofessionnel des lecteurs, à leur expérience des services et à la nature des recherches effectuées.

Ces critères sont les suivants :

- taille de la commune de résidence,
- âge et niveau d'études,
- nombre de services visités,
- nombre de visites depuis la première fois,
- déplacements hors du département de résidence,
- domaines de recherche : histoire (générale, locale), généalogie, recherches pour faire valoir un droit, et pour les lecteurs effectuant des recherches en histoire : étudiants, enseignants et chercheurs, autres lecteurs historiens.

2. L'enquête qualitative de type monographique

Parallèlement à l'enquête par sondage, une enquête qualitative par entretiens approfondis a été conduite par ARCMC sur cinq sites d'archives départementales ou communales.

Outre Paris, à la fois service d'archives départementales et service d'archives communales, il avait été prévu de retenir deux services d'archives départementales et deux services d'archives communales. Ils ont été choisis avec l'Inspection générale des archives en considérant la taille de l'agglomération, l'importance des fonds, la fréquentation des services, les autres activités que les services proposent et la vitalité des relations établies avec certains interlocuteurs extérieurs. Les cinq sites retenus sont :

- les archives de Paris ;
- les archives départementales de Seine-Maritime, à Rouen, et de l'Aude, à Carcassonne ;
- les archives communales de Rennes, en Ille-et-Vilaine, et de Thionville, en Moselle.

Le but de ces entretiens était d'élargir et d'approfondir la problématique des relations entre les services d'archives et leurs publics.

Des entretiens semi-directifs – une trentaine au total – ont été réalisés dans les cinq sites retenus, auprès des directeurs des services d'archives et de certains de leurs collaborateurs, notamment ceux qui sont chargés de l'accueil du public, d'interlocuteurs et utilisateurs privilégiés de ces services (érudits locaux, responsables de sociétés savantes et de cercles de généalogistes, enseignants et chercheurs, élus locaux, journalistes...), ainsi que de lecteurs, rencontrés sur le site, dont l'expérience, les attentes et les appréciations ont semblé particulièrement intéressantes à approfondir.

En outre, cinq autres entretiens ont été réalisés en dehors de ces sites, auprès de lecteurs historiens et généalogistes qui ont semblé plus particulièrement intéressants à interroger en raison de leur expérience de différents services et de leurs fonctions ou responsabilités, professionnelles ou associatives.

L'ensemble des entretiens a été réalisé au moyen d'un guide d'entretien (voir ci-après) qui a permis aux personnes interrogées de s'exprimer très librement sur leur expérience et leurs attentes, ainsi que sur leur perception et leurs appréciations, autrement dit leur image des archives départementales et communales.

La première partie des entretiens a été conduite suivant les principes de la technique non directive, à partir d'une entrée en matière très générale invitant les interviewés à s'exprimer sur le sujet. L'analyse du discours ainsi recueilli a permis de décrire et analyser la problématique actuelle des services d'archives, telle qu'elle est perçue par ces différentes catégories de responsables, d'usagers et d'observateurs extérieurs.

Une série de thèmes plus précis, relatifs à des aspects particuliers de la problématique, et dont certains étaient réservés à certaines catégories d'interlocuteurs, ont été ensuite abordés successivement, dans l'ordre qui semblait le plus naturel.

Tous les entretiens ont cependant été centrés d'abord sur la personne interrogée, son expérience des archives, ses représentations et ses appréciations en ce domaine. Les thèmes figurant dans les deux guides d'entretien qui suivent ne constituaient, à cet égard, qu'un appoint ; tous n'ont pas été systématiquement abordés.

En accord avec les interviewés, les entretiens d'une durée de 45 minutes à 1 h 30 ont été enregistrés sur cassette (sauf d'éventuels propos que les intéressés préféraient exprimer hors enregistrement ou ne pas voir rapportés), ce qui a permis une transcription fidèle de leur contenu aux fins d'analyse. Un florilège de ces entretiens est présenté dans le volume annexe 1.

On trouvera dans les pages qui suivent :

- la répartition des entretiens,
- le guide prévu pour les entretiens avec les responsables des services d'archives,
- le guide pour les entretiens avec des interlocuteurs et des utilisateurs privilégiés de ces services.

RÉPARTITION DES ENTRETIENS

Entretiens réalisés, outre ceux qui ont été réalisés avec des professionnels des archives

Archives de Paris

- Un enseignant, professeur de collège, animateur de classes patrimoine
- Une étudiante préparant une maîtrise d'histoire
- Un couple de généalogistes amateurs

Archives départementales de l'Aude, à Carcassonne

- Un enseignant professeur d'histoire de collège
- Un enseignant professeur de collège, chargé du service éducatif des archives départementales
- Un érudit local autodidacte, retraité, secrétaire de société savante
- Un professeur d'histoire retraité
- Un historien
- Un collégien généalogiste amateur
- Le conservateur du musée des Beaux-Arts
- Le directeur des services administratifs du département
- Deux journalistes d'une radio privée

Archives départementales de Seine-Maritime, à Rouen

- Un enseignant professeur d'histoire chargé du service éducatif des archives départementales
- Un responsable de société de généalogie
- Un enseignant, professeur d'histoire
- Un président de société savante
- Un conseiller général, président de la commission des affaires culturelles

Archives communales de Rennes

- Un responsable de société savante
- Un président de société de généalogie
- Un journaliste généalogiste
- Un professeur d'histoire à l'université

Archives communales de Thionville

- Un généalogiste retraité, responsable d'une association de généalogie
- Un enseignant, professeur d'histoire de lycée
- Un journaliste de quotidien régional
- Un élu local, adjoint à la culture
- Un responsable et un animateur de centre socio-culturel

Autres entretiens réalisés à Paris

- Un professeur d'histoire contemporaine à l'université
- Un responsable de la Fédération française de généalogie
- Deux chercheurs en histoire contemporaine

**Entretiens réalisés
avec des professionnels des archives**

Archives de Paris

- Deux conservateurs, archives de Paris

Archives départementales de l'Aude

- La directrice du service d'archives départementales
- La présidente de salle de lecture du service d'archives départementales

Archives départementales de Seine-Maritime

- La directrice du service d'archives départementales

Archives communales de Rennes

- La directrice du service d'archives communales
- La présidente de salle de lecture du service d'archives communales

Archives communales de Thionville

- Le directeur du service d'archives communales

ANNEXE 2
Questionnaire de l'enquête par sondage



**Direction de
l'administration
générale**

Département des
études et de la
prospective
2, rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél. 01 40 15 73 00
Fax 01 40 15 79 99

**Direction
des archives
de France**

80, rue des Francs-Bourgeois
75141 Paris Cedex 03
Tél. 01 40 27 90 00

Madame, Monsieur,

De façon régulière ou ponctuelle, vous avez fréquenté un ou plusieurs services d'archives départementales ou communales au cours de ces dernières années. Ces services, qui dépendent des collectivités locales, sont placés sous le contrôle technique de la direction des archives de France qui est l'une des directions du ministère de la culture et de la communication.

Les services d'archives ont connu dans la dernière décennie une augmentation sensible et une diversification constante de leurs utilisateurs. C'est pourquoi la direction des archives de France a souhaité que soit menée une étude approfondie qui permettra de mieux connaître, aujourd'hui, les publics des archives, leurs attentes et leur degré de satisfaction.

Cette étude est conduite par le département des études et de la prospective (DEP) de la direction de l'administration générale du ministère de la culture et de la communication. Elle se déroulera en deux phases : la première, réalisée cet automne, s'attache aux publics des archives départementales et communales ; la seconde, qui concerne les archives nationales, sera menée l'année prochaine.

Le questionnaire ci-joint fait partie de la première phase. Il est adressé à un échantillon national représentatif du public ayant fréquenté les services d'archives départementales ou communales au moins une fois au cours des dernières années. Vous constaterez qu'il est très détaillé. Nous souhaitons en effet recueillir aussi complètement que possible vos remarques et vos souhaits. Sa formulation et sa présentation ont fait l'objet de soins attentifs.

Pour que les résultats de cette enquête soient pleinement significatifs, il est essentiel que la grande majorité des personnes interrogées y répondent, même si elles n'ont eu que rarement l'occasion de se rendre dans un service d'archives ; aussi vous serions-nous reconnaissants de bien vouloir remplir ce questionnaire et le renvoyer dans l'enveloppe T qui l'accompagne (l'adresse qui figure sur cette enveloppe est celle de l'Institut de Sondages Lavalle (ISL), société chargée de l'envoi des questionnaires et du traitement informatique des réponses).

.../...

Les conclusions de cette étude seront publiées par le département des études et de la prospective qui les tiendra à votre disposition. Entre-temps, pour toute demande d'informations complémentaires, vous pouvez y contacter Mme Dominique Jamet (tél. : 01 40 15 79 41).


Nous vous remercions par avance de votre précieuse collaboration et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre meilleure considération.

Le directeur de l'administration générale

Le directeur des archives de France



Frédéric SCANVIC



Philippe BÉLAVAL

Nota :

Les modalités de déroulement de cette enquête ont été approuvées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et nous pouvons vous assurer que vos réponses resteront entièrement confidentielles ; les données seront saisies sur ordinateur sans aucune référence à vos nom et adresse. Nous pouvons également vous garantir qu'aucun démarchage, de quelque nature que ce soit, ne sera entrepris auprès de vous du fait de votre participation à ce sondage.

Si vous avez moins de 18 ans, merci de nous transmettre votre réponse accompagnée d'une autorisation de vos parents.



Ministère de la culture et de la communication

Direction de l'administration générale
Département des études et de la prospective

Direction des archives de France

Enquête auprès des usagers des Archives départementales et communales

Cette enquête, réalisée auprès des usagers des services d'archives départementales et communales, vise à mieux connaître leurs attentes, afin d'y répondre plus efficacement.

Quelle que soit votre expérience des services d'archives, que vous les fréquentiez régulièrement ou que vous y soyez allé(e) une seule fois, votre point de vue mérite également d'être pris en compte.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remplir ce questionnaire et le renvoyer dès que possible dans l'enveloppe ci-jointe (sans l'affranchir).

Veuillez **ENTOURER LES CHIFFRES** correspondant aux catégories de réponses de votre choix, **SANS RIEN BARRER** (les chiffres à entourer ont tous la même valeur ; le chiffre 1 comme le chiffre 9 ou 0 ; ils servent seulement à distinguer les catégories de réponses les unes des autres).

Par exemple, pour répondre • OUI

①

Certaines questions sont "ouvertes" : merci d'y répondre en quelques mots, éventuellement quelques phrases, mais de façon aussi explicite et précise que vous le jugerez nécessaire pour que nous comprenions bien votre point de vue. Si vous désirez développer votre réponse, n'hésitez pas à le faire éventuellement sur une feuille supplémentaire que vous pourrez joindre au questionnaire.

Les modalités de déroulement de cette enquête ont été approuvées par la commission nationale de l'informatique et des libertés. Ce questionnaire est strictement anonyme et sera utilisé à des fins purement statistiques.

Pour tous renseignements, vous pouvez joindre, au ministère de la culture et de la communication, DEP, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris Mme Dominique Jamet, au 01 40 15 79 41

Votre expérience des services d'archives

1

1 La première fois que vous êtes allé(e) dans un service d'archives publiques, qu'il s'agisse d'archives nationales, départementales, communales ou autres, pour consulter des documents, chercher des informations ou dans un autre but (découvrir ce qu'est un service d'archives, visiter une exposition temporaire, etc.)...

à quand cela remonte-t-il ?

• moins de 1 an	1
• 1 à 2 ans	2
• 2 à 5 ans	3
• 5 à 10 ans	4
• 10 à 20 ans	5
• plus de 20 ans	6

2 Quel âge avez-vous ?

_____ ans

3 Était-ce... (Veuillez entourer le(s) chiffre(s) concerné(s). Si vous y êtes allé(e) la première fois pour plusieurs raisons, vous pouvez donner plusieurs réponses)

• en vue de consulter des documents, chercher des informations ou de la documentation ? 1

• pour découvrir ce qu'est un service d'archives (à l'occasion d'une visite, d'une journée portes ouvertes, etc.) ? 2

• pour visiter une exposition, assister à une conférence, participer à un atelier, etc. ? 3

• avec un enseignant, dans le cadre de vos études scolaires ou universitaires ? 4

(voir la suite ci-contre)

1(suite)

• en groupe d'adultes, avec une association culturelle, un organisme touristique ou une autre organisation ? 5

• Dans un autre but, à une autre occasion ? 6 lequel, laquelle ?

2

Dans quel(s) service(s) d'archives publiques êtes-vous déjà allé(e), parmi les suivants ? (Si y a lieu, vous pouvez donner plus d'une réponse)

• dans un ou des services d'archives départementales ? 1

• dans un ou des services d'archives communales ? 2

• au Centre historique des archives nationales, à Paris (le CARAN ou un autre service des archives nationales) ? 3

• au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau ? 4

• au Centre des archives d'Outre-mer, à Aix-en-Provence ? 5

• au Centre des archives du monde du travail, à Roubaix ? 6

• dans un ou des services d'archives dépendant du ministère des Affaires étrangères ? 7

• dans un ou des services d'archives dépendant du ministère de la Défense ? 8

• dans un ou d'autres centres ou services d'archives ? 9 lequel ? lesquels ?

3

4 Vous est-il arrivé au moins une fois de vous déplacer hors de votre département de résidence spécialement pour vous rendre dans un service d'archives ?

• Oui, une seule fois	1
• deux fois	2
• trois fois ou plus	3
• Non, jamais	4

(Si "Non", veuillez passer à la question 4)

Si "Oui" :

5 Vous est-il arrivé de vous déplacer à cette fin... (Vous pouvez donner plusieurs réponses)

• dans un autre département de votre région ?	1
• dans une autre région de France ?	2
• dans un ou d'autres pays ?	3
quels pays ?	

4

6 En France, dans environ combien de services d'archives publiques différents êtes-vous déjà allé(e) au moins une fois, qu'il s'agisse d'archives nationales, départementales, communales ou autres (c'est-à-dire dans combien de services situés à des adresses différentes) :

• un seul ?	1
• deux ou trois ?	2
• quatre ou cinq ?	3
• six à dix ?	4
• plus de dix services différents ?	5

4 (suite)

- 3** Depuis votre première expérience, êtes-vous allé(e) dans un ou plusieurs services d'archives...
- aucune autre fois ? 1
 - seulement une ou deux fois ? 2
 - trois à neuf fois ? 3
 - dix à cinquante fois ? 4
 - plus de cinquante fois ? 5

(Si aucune autre fois, veuillez passer à la question 4 B)

- 4** Au cours des deux dernières années (c'est-à-dire depuis l'automne 1997), environ combien de fois êtes-vous allé(e), pour une recherche ou une autre demande, dans un service d'archives ? (Après avoir répondu à cette question, veuillez passer à la question 5)

Environ _____ fois

Si "aucune autre fois" :

- 5** Est-ce parce que... (Vous pouvez, s'il y a lieu, donner plus d'une réponse)

- Vous n'avez pas eu besoin de consulter à nouveau des archives ? 1
- Vous n'avez rien trouvé la première fois, et cela ne vous a pas incité(s) à poursuivre ? 2
- En fait vous aviez été mal orienté(e) : ce que vous cherchiez ne pouvait se trouver aux archives ? 3
- La façon dont vous avez été accueilli(e) vous a déçu(e) ? 4
- La recherche des informations et documents qui vous intéressaient vous a paru trop difficile ou élastique ? 5
- Les services d'archives que vous aviez besoin de consulter sont trop éloignés de votre domicile ? 6
- Vous manquez de temps pour poursuivre une recherche aux archives ? 7
- Une autre raison ? 8

5

Au cours des deux dernières années, vos recherches vous ont-elles amené(s) à aller consulter des documents dans certains des lieux suivants, complémentaires aux services d'archives ? (Vous pouvez donner plus d'une réponse)

- dans une grande bibliothèque parisienne : Bibliothèque nationale de France, Mazarine, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, BPL, etc. ? 1
- dans une bibliothèque universitaire ? 2
- dans une bibliothèque municipale ? 3
- dans le centre de documentation d'un musée ? 4
- dans un centre de ressources généalogiques des Mornans ? 5
- dans un autre centre de documentation généalogique ? 6
- dans une mairie ne possédant pas un service d'archives constitué ? 7
- dans un autre centre de documentation ou un autre service administratif (tribunal, chambre de commerce, etc.) ? 8

- Aucun de ces lieux 9

Les questions 6 à 29 sont relatives à votre expérience des archives départementales et communales exclusivement.

6

Au cours des deux dernières années, vous est-il arrivé de vous adresser à un service d'archives départementales ou communales par lettre, par téléphone, par fax, par minitel ou par courrier électronique (E-mail) pour obtenir des renseignements ou des informations ? (Merci de bien vouloir répondre pour chaque moyen, même si votre réponse est "Non")

Si "Oui" : Pour quel(s) motif(s) parmi ceux qui sont indiqués dans le cadre ci-dessous ? (Veuillez reporter dans les cases ci-après le ou les lettres correspondant aux motif(s))

	Oui	Non	Si "Oui" : Pour quel(s) motif(s) ?
a) Par courrier ?	1 2		
b) Par téléphone ?	1 2		
c) Par fax ?	1 2		
d) Par minitel ?	1 2		
e) Par E-mail ?	1 2		

Motifs

- A Obtenir des informations pratiques sur le service d'archives (horaires, etc.).
- B Demander des informations nécessaires pour préparer ou compiler vos recherches.
- C Demander des reproductions (photocopies, photographies, microfilms) de documents existant aux archives.
- D Réserver des documents avant d'aller les consulter sur place.
- E Faire venir d'un autre service d'archives des documents sur microfilm.
- F Pour un autre motif (lequel ?)

7

6 Pour vous orienter dans vos recherches, ressentiez-vous actuellement - ou avez-vous ressenti au cours des deux dernières années - le besoin d'être conseillé(e) par le personnel des archives départementales et communales ?

- Oui, tout à fait 1
- Oui, assez 2
- Non, pas tellement 3
- Non, pas du tout 4

7 D'après l'expérience ou le sentiment que vous en avez, diriez-vous que le personnel des archives départementales et communales se montre, en général, disponible pour conseiller les usagers dans leurs recherches ?

- Oui, tout à fait 1
- Oui, assez 2
- Non, pas tellement 3
- Non, pas du tout 4

8

8 Certains documents d'archives ne sont pas communicables avant un certain nombre d'années, fixé par la loi. Le savez-vous ?

- Oui 1
- Non 2

(Si "Non", veuillez passer à la question 9)

9 Vous est-il arrivé de vouloir consulter, dans des services d'archives départementales ou communales, des documents qui n'étaient pas encore communicables en raison de leur caractère trop récent ?

- Oui, très souvent 1
- Oui, assez souvent 2
- Oui, quelquefois 3
- Oui, une ou deux fois 4
- Non, jamais 5

10 Une dérogation peut cependant être demandée pour consulter des documents. Le savez-vous ?

- Oui 1
- Non 2

(Si "Non", veuillez passer à la question 9)

11 Vous est-il arrivé de demander une dérogation ?

- Oui, une fois 1
- deux ou trois fois 2
- quatre à neuf fois 3
- dix fois et plus 4
- Non, jamais 5

(Si "Non", veuillez passer à la question 9)

12 L'avez-vous obtenue ?

- Oui, toujours 1
- Oui, le plus souvent 2
- Tantôt oui, tantôt non 3
- Rarement 4
- Non, jamais 5

9

13 Des formations à la recherche sont organisées par certains services d'archives départementales ou communales : cours de paléographie, initiation aux sciences auxiliaires de l'histoire, aux techniques de recherche et à l'histoire locale. Le savez-vous ? en avez-vous l'expérience ?

- Vous avez participé à de telles actions 1
- Vous avez eu des informations précises à ce sujet 2
- Vous en avez vaguement entendu parler 3
- Vous ignorez que cela existait 4

14 Actuellement, ressentez-vous le besoin d'une formation de ce type ?

- Certainement 1
- Probablement 2
- Pas tellement 3
- Pas du tout 4

10

Vous est-il déjà arrivé, dans un service d'archives départementales ou communales...
(Merci de bien vouloir répondre pour chaque activité, même si votre réponse est "Non")

	Oui	Non
A de visiter une exposition temporaire ?	1 2	3
B d'assister à une conférence ?	1 2	3
C d'acheter une publication éditée par les archives (guide du lecteur, inventaires, ouvrage historique, catalogue d'exposition, dossier pédagogique, etc.) ?	1 2	3

11

Avez-vous des suggestions à faire sur des documents, guides ou autres instruments de recherche qui pourraient vous être utiles dans vos recherches ou autres demandes aux services d'archives ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

B 38

Vos recherches et demandes récentes (deux dernières années)

Les questions 12 à 22 ont pour but de mieux connaître la nature et les modalités des recherches et autres demandes actuelles du public des archives départementales et communales, afin d'améliorer les moyens d'y répondre.

Nous entendons par...

• **recherche** : un ensemble de démarches (demandes multiples, consultation de sources documentaires diverses) toutes consacrées à un même objet (préparation d'une thèse, d'un dossier, d'une généalogie, etc.).

et par...

• **autres demandes** : des démarches plus simples et de moindre durée, limitées à la recherche d'un seul ou de quelques documents, correspondant le plus souvent à un besoin d'ordre administratif (certificat d'état civil, extrait cadastre, jugement ou dossier de procédure, etc.).

12

Pour combien de recherches ou autres demandes consacrées à des objets différents vous êtes-vous rendu(e) dans un service d'archives départementales ou communales au cours des deux dernières années (depuis l'automne 1997) ?

Pour _____ recherche(s) ou autres demandes

100

13

Merci de bien vouloir indiquer ci-après, avec les précisions qu'il vous paraîtra utile de donner (sujet, domaine, période, etc.) la recherche ou autre demande pour laquelle vous vous êtes rendu(e) pour la dernière fois dans un service d'archives départementales ou communales.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Les questions 14 à 21 concernent cette recherche ou demande la plus récente

14

Dans quel cadre avez-vous effectué cette recherche ou cette demande ?

• dans le cadre d'une démarche administrative, personnelle ou familiale, pour faire valoir vos droits	1
• dans le cadre de vos études, pour préparer un exposé, un diplôme, un mémoire, une thèse, etc.	2
• dans le cadre de votre activité professionnelle	3
• dans le cadre de vos loisirs ou de vos centres d'intérêt personnels	4
• dans un autre cadre lequel ?	5

100

15

Combien de fois (environ) êtes-vous déjà allé(e) consulter des services d'archives départementales ou communales pour cette recherche ou demande depuis le début (éventuellement en remontant à plus de deux ans s'il s'agit d'une recherche de longue durée) ?

Environ _____ fois

100

Dans le cas d'une démarche qui ne vous paraîtrait pas concernée par les questions 15 à 19 (démarche administrative, personnelle ou familiale, effectuée pour faire valoir vos droits, ou consultation d'archives par un service administratif), veuillez répondre à ces questions par "Non concerné".

16

A Effectuez-vous (ou avez-vous effectué) cette recherche...

• tout au long de l'année, régulièrement ou assez régulièrement ?	1
• tout au long de l'année, mais pas de façon régulière ?	2
• plutôt ou seulement à certains moments de l'année ?	3
• Non concerné	4

110

Si plutôt ou seulement à certains moments de l'année :

B A quels moments ?
(Vous pouvez donner plusieurs réponses)

• Durant les vacances d'été	1
• Durant d'autres vacances scolaires	2
• Durant la période scolaire	3
• A un autre moment particulier lequel ?	4

110

17

Parmi vos sources d'information et de documentation sur cette recherche, les archives départementales ou communales représentent-elles, selon vous, une source...

• essentielle ?	1
• très importante ?	2
• assez importante ?	3
• peu importante ?	4
• Non concerné	5

110

18	20	21
<p>Dans quel domaine effectuez-vous ou avez-vous effectué cette recherche ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Généalogie 1 <small>117</small> • Histoire d'un nom de lieu ou de personne 2 • Histoire d'une maison, d'un quartier ou d'une commune à laquelle vous êtes attaché(e) 3 • Histoire politique et événementielle 4 • Histoire du droit (droit public : institutions, structures administratives et judiciaires, etc. ou droit privé) 5 • Histoire économique et sociale 6 • Histoire religieuse 7 • Histoire des arts, histoire littéraire 8 • Histoire des sciences, des techniques, histoire de la médecine 9 • Urbanisme, aménagement du territoire, voies de communication, etc. 1 <small>120</small> • Sciences humaines (sociologie, éducation, mœurs, mentalités, linguistique, etc.) 2 • Autre domaine lequel ? 3 • Non concerné 4 	<p>Dans quel(s) but(s) parmi les suivants, avez-vous effectué cette recherche ou demande ? (Vous pouvez retenir plusieurs des réponses proposées dans la liste ci-dessous)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche généalogique en amateur 1 <small>120</small> • Recherche généalogique à titre professionnel, pour le compte d'un de vos clients 2 • Connaissance d'un autre sujet qui vous intéresse à titre personnel lequel ? 3 • Préparation d'un diplôme, d'un mémoire, d'une thèse, etc. (travaux universitaires) 4 • Constitution d'un dossier documentaire, scolaire ou universitaire (travail d'élève ou d'étudiant) 5 • Préparation d'un cours ou d'un dossier pédagogique (travail d'enseignant) 6 • Préparation d'une conférence, ou d'une communication pour un colloque 7 • Préparation d'une exposition 8 • Préparation d'un ou plusieurs articles de presse 9 • Préparation d'un ouvrage ou d'un article historique, technique ou scientifique 1 <small>121</small> • Préparation d'une œuvre de fiction (roman, théâtre, film...) 2 <small>122</small> • Documentation pour la restauration de bâtiments ou d'objets anciens 3 • Rédaction d'un rapport demandé par une administration 4 • Faire valoir vos droits (démarche administrative) Pour des raisons de quel ordre ? 5 • Consultation, pour votre administration, d'archives versées par celle-ci 6 • Dans un autre but lequel ? 7 	<p>Quels genres de documents avez-vous consultés ou demandés dans un service d'archives départementales ou communales pour les besoins de cette recherche ?</p> <p>A Des documents de quelle nature ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Séries d'archives antérieures à la Révolution 1 <small>123</small> • ... de la période révolutionnaire 2 • ... de la période 1800 - 1940 3 • ... de la période contemporaine 4 • Registres paroissiaux ou de l'état civil 5 • Registres des services de l'enregistrement 6 • Cadastre 7 • Minutes notariales 8 • Archives privées 9 • Presse (J.O., autres journaux, périodiques, etc.) 1 <small>124</small> • Ouvrages imprimés (livres, brochures, etc.) 2 • Documents iconographiques (cartes et plans, photographies, cartes postales, etc.) 3 • Documents sonores ou audiovisuels 4 • Documents d'une autre nature laquelle ? 5 <p>B Sous quelle(s) forme(s) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Documents originaux 1 <small>125</small> • Microfilm ou microfiches 2 • Photocopies 3 • Cédéroms, documents numérisés 4 • Une autre forme laquelle ? 5
<p style="text-align: center;">19</p> <p>À quelle(s) période(s) les informations et la documentation que vous recherchez ou avez recherchées dans ce domaine sont-elles plus particulièrement relatives ?</p> <p>(Si il y a lieu, vous pouvez retenir plusieurs réponses dans la liste ci-dessous)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toutes périodes 1 <small>126</small> • Le Moyen Âge 2 • La Renaissance et l'Ancien Régime (XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles) 3 • La Révolution et l'Empire 4 • De 1815 à 1914 5 • De 1914 à 1939 6 • De 1939 à 1945 7 • De 1946 à nos jours 8 • Non concerné 9 	<p style="text-align: center;">22</p> <p>Si vous effectuez ou avez effectué au cours des deux dernières années des recherches généalogiques (sauf, veuillez passer à la question 23) :</p> <p>A A l'occasion de vos recherches généalogiques, avez-vous dû amener à vous intéresser à d'autres sujets et à entreprendre des recherches aussi sur ces autre(s) sujet(s) ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Oui 1 <small>127</small> • Non 2 <p>Si "Oui" :</p> <p>B Sur quel(s) autre(s) sujet(s) ?</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	

23

Si vous effectuez ou avez effectué au cours des deux dernières années une recherche auprès des archives départementales ou communales dans le cadre de vos études universitaires :

Estimez-vous avoir reçu, dans le cadre de vos études, une préparation suffisante à l'utilisation des archives ?

- Oui, tout à fait suffisante 1
- à peu près suffisante 2
- Non, pas tellement 3
- pas du tout 4

La dernière fois que vous êtes allé(e) dans un service d'archives départementales ou communales (pour une recherche ou une autre demande)...

Les questions 24 à 29 visent à mesurer, en général et point par point, le niveau de votre satisfaction à l'occasion de la visite la plus récente que vous avez effectuée, pour une recherche ou une autre demande, dans un service d'archives départementales ou communales. Merci de bien vouloir y répondre de façon aussi précise qu'il vous sera possible.

24

(R) 108

24 La dernière fois que vous êtes allé(e) dans un service d'archives communales ou départementales pour une recherche ou une autre demande, s'agissait-il d'un service...

- d'archives départementales ? 1
- d'archives communales ? 2
- vous ne savez pas précisément si ces archives sont départementales ou communales 3

25 A quand remonte cette dernière visite ?

- moins d'un mois 1
- un à trois mois 2
- trois à six mois 3
- six mois à un an 4
- plus d'un an 5

25

Environ combien de temps y avez-vous passé à l'occasion de cette dernière visite ? (Si vous y êtes allé(e) à deux reprises au cours de la même journée, veuillez indiquer le temps que vous y avez passé au total ce jour-là).

Environ _____ h _____

109

26

A cette occasion, avez-vous été tout à fait, assez, peu, pas du tout satisfait(e) de votre visite dans ce service d'archives...

Tout à fait Assez Peu Pas du tout Sans opinion

26 D'un point de vue général ?

1 2 3 4

186

Et plus particulièrement, avez-vous été satisfait(e) des différents aspects suivants : (Merci de bien vouloir répondre pour chacun des aspects abordés. Si vous ne vous sentez pas concerné(e) par certains d'entre eux, veuillez entourer le chiffre 5)

Votre appréciation sur les conditions d'accès

27 (Si vous n'y étiez pas allé(e) auparavant, ou si vous n'y étiez pas retourné(e) depuis longtemps) la signalisation et le fléchage, en ville, pour s'y rendre

1 2 3 4 5

187

28 Les moyens de transports en commun existant pour s'y rendre

1 2 3 4 5

188

29 (Si vous vous y êtes rendu(e) en voiture) la possibilité de se garer à proximité

1 2 3 4 5

189

30 Les horaires et jours d'ouverture

1 2 3 4 5

190

31 La signalisation et l'accueil à l'entrée

1 2 3 4 5

191

32 (Si votre inscription a été effectuée ou renouvelée à l'occasion de cette visite) les modalités de l'inscription

1 2 3 4 5

192

33 L'organisation du vestiaire (en particulier l'obligation d'y déposer les sacs, les manteaux, etc.)

1 2 3 4 5

193

Votre appréciation sur la salle de lecture

34 L'accueil dans la salle de lecture (la prise en charge de votre demande éventuelle par le personnel)

1 2 3 4 5

194

35 Le nombre de places dans la salle de lecture (la possibilité d'y trouver une place libre)

1 2 3 4 5

195

36 L'ambiance de la salle de lecture (silence, circulation des lecteurs, bruit des appareils, etc.)

1 2 3 4 5

196

37 Le confort (ascenseur, sièges, tables, pupitres de consultation, éclairage des tables et autres postes de travail, chauffage et climatisation, etc.)

1 2 3 4 5

197

38 La présence, l'accessibilité et l'état de fonctionnement des appareils de reproduction de documents (photocopie, photographie)

1 2 3 4 5

198

39 Le coût de la reproduction de documents

1 2 3 4 5

199

Votre appréciation sur les moyens de consultation disponibles

40 L'existence d'instruments (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant à votre recherche

1 2 3 4 5

200

41 La présence et la disponibilité d'informations en libre accès : guides, fichiers, inventaires, microfilms, etc.

1 2 3 4 5

201

42 Le mode de rangement et la présentation physique des guides, fichiers, inventaires, etc.

1 2 3 4 5

202

43 Le nombre maximum d'articles pouvant être demandés en communication par jour

1 2 3 4 5

203

44 La durée de l'attente pour l'obtention des documents demandés

1 2 3 4 5

204

45 La présence, la disponibilité et l'état de fonctionnement des appareils de consultation de microfilms et de documents sonores et audiovisuels

1 2 3 4 5

205

27

Votre appréciation sur les services utilisés

Plus particulièrement, à l'occasion de cette dernière visite, avez-vous utilisé les services suivants ?
(Merci de bien vouloir répondre pour chacun des services, même si votre réponse est "Non")

Si "Oui" :

En avez-vous été satisfait(e) ? tout à fait / assez / peu / pas du tout

Oui Non

Si "Oui" :
en avez-vous été satisfait(e)
Tout à fait / Assez / Peu / Pas du tout

1. Avez-vous demandé, avant d'y aller, que l'on vous réserve des documents pour les consulter lors de cette visite ?

1 2

1 2 3 4

2. Avez-vous consulté en libre accès des usuels, ou d'autres ouvrages ou documents (microfilms, photocopies de tables décennales, etc.) ?

1 2

1 2 3 4

3. Avez-vous consulté un ou plusieurs instruments de recherche (guides, fichiers, inventaires, etc.) ?

1 2

1 2 3 4

4. Avez-vous demandé la communication de documents (de quelque nature ou support que ce soit - voir question 21 ce que nous entendons par "documents") ?

1 2

1 2 3 4

5. Avez-vous utilisé un appareil lecteur de microfilm ?

1 2

1 2 3 4

6. Avez-vous utilisé un appareil de reproduction ?

1 2

1 2 3 4

7. Avez-vous demandé une aide pour utiliser les appareils mis à votre disposition ?

1 2

1 2 3 4

8. Avez-vous demandé un conseil ou une orientation pour votre recherche ?

1 2

1 2 3 4

9. Avez-vous utilisé certains des services annexes éventuellement mis à la disposition des lecteurs : distributeur automatique de boissons et friandises, appareil distributeur de manuels, cabine téléphonique, toilettes, etc.

1 2

Lesquels ? (Merci de préciser ci-dessous quel(s) service(s) vous avez utilisé(s) avant d'indiquer, pour chacun, si vous en avez été satisfait(e))

1 2 3 4

1 2 3 4

Quelques indications sur vos goûts, vos loisirs et vos caractéristiques socio-démographiques

Pour mieux connaître le public qui utilise les services d'archives départementales et communales, nous vous demandons de bien vouloir répondre aussi aux questions qui suivent, même si elles vous paraissent sans rapport avec votre pratique des services d'archives.

30

30

1. Êtes-vous membre...

Oui Non

• ...d'une société savante ou d'une société historique ?

1 2

• ...d'un ordre ou d'une société de généalogistes ?

1 2

• ...d'une association de défense du patrimoine, de la nature ou de l'environnement ?

1 2

• ...d'une société d'amis des archives ?

1 2

• ...d'une université tous âges ?

1 2

• ...d'autres associations ou organismes culturels ou socio-culturels ?

1 2

Si "Oui" : lequel, lesquels ?

2. Si vous êtes membre d'une ou plusieurs associations ou organismes culturels (autre, veuillez passer à la question 30 C) :

Êtes-vous... (Plusieurs réponses possibles, si vous êtes membre de plusieurs associations ou organismes)

Oui Non

• simple adhérent(e) ?

1 2

• membre actif ?

1 2

• responsable ?

1 2

3. Êtes-vous responsable culturel dans un comité d'entreprise ?

Oui Non

1 2

31

4. Êtes-vous personnellement inscrit(e) à une bibliothèque ou à une médiathèque ?

Oui Non

1 2

5. Faites-vous une ou plusieurs collections ?

1 2

Si "Oui" : laquelle (lesquelles) ?

28

28

1. A l'occasion de cette dernière visite, certains aspects de ce service d'archives vous ont-ils déçu(e) ou vous ont-ils déçu(e) ? lesquels ?

2. Avez-vous dû renoncer à utiliser certains appareils qui n'étaient pas disponibles en raison de l'affluence ou d'une panne ?

• Oui 1

• Non 2

Si "Oui" : lesquels ?

3. A l'occasion de cette visite, certaines possibilités vous ont-elles manqué ? Auriez-vous aimé utiliser certains modes de consultation qui n'existent pas (ou pas encore) dans ce service d'archives ?

• Oui 1

• Non 2

Si "Oui" : lesquels ?

29

Avez-vous plus particulièrement apprécié certains aspects de ce service d'archives, à cette occasion ? lesquels ?

32

Dans votre foyer, possédez-vous...

1 un (ou plusieurs) téléviseur(s) ?

- Oui 1
• Non 2

Si "Oui" :

En moyenne, combien de temps regardez-vous les programmes télévisés au cours de la semaine, c'est-à-dire du lundi au vendredi ?

_____ heures, au total, du lundi au vendredi

Et le week-end, c'est-à-dire le samedi et le dimanche, combien de temps, en moyenne, les regardez-vous ?

_____ heures, au total, samedi-dimanche

2 Possédez-vous des livres ?

- Oui 1
• Non 2

(Si "Non", veuillez passer à D)

Si "Oui" : Environ combien ?

- 1 à 30 1
• 31 à 99 2
• 100 à 199 3
• 200 et plus 4

3 Possédez-vous des livres consacrés à l'histoire ?

- Oui 1
• Non 2

Si "Oui" : Environ combien ?

_____ livres

4 Vous arrive-t-il de lire une (ou plusieurs) revue(s) consacrée(s) à l'histoire ?

- Oui 1
• Non 2

(Si "Non", veuillez passer à F)

Si "Oui" : En lisez-vous, en moyenne...

- plusieurs fois par mois ? 1
• une fois par mois ? 2
• cinq à dix fois par an ? 3
• une à cinq fois par an ? 4
• moins d'une fois par an ? 5

5 Êtes-vous abonné(e) à une (ou plusieurs) revue(s) d'histoire ?

- Oui 1
• Non 2

6 Possédez-vous un appareil pour écouter des disques, CD ou cassettes ?

- Oui 1
• Non 2

Si "Oui" : Environ combien de disques, CD ou cassettes possédez-vous ?

- 1 à 20 1
• 21 à 49 2
• 50 à 99 3
• 100 et plus 4

32(suite)

7 Dans votre foyer, possédez-vous un magnétoscope ?

- Oui 1
• Non 2

Si "Oui" : Environ combien de cassettes vidéo enregistrées possédez-vous ?

- moins de 15 1
• 15 à 29 2
• 30 à 49 3
• 50 à 99 4
• 100 et plus 5

8 Possédez-vous une encyclopédie ou un dictionnaire en plusieurs volumes ou sur cd-rom ?

- Oui, en plusieurs volumes 1
• Oui, sur cd-rom 2
• Non 3

33

9 Utilisez-vous personnellement un minitel à votre domicile, sur votre lieu de travail ou ailleurs ?

- Oui 1
• Non 2

10 Si "Oui" : Vous est-il arrivé de l'utiliser pour effectuer des recherches ou trouver des informations d'ordre généalogique ou historique ?

- Oui 1
• Non 2

34

11 Chez vous, sur votre lieu de travail ou ailleurs, utilisez-vous personnellement un micro-ordinateur ?

- Oui 1
• Non 2

(Si "Non", veuillez passer à la question 35)

Si "Oui" : L'utilisez-vous à votre domicile ?

- Oui 1
• Non 2

sur votre lieu de travail ?

- Oui 1
• Non 2

12 Si vous l'utilisez à domicile, est-il équipé d'un lecteur de cd-roms ?

- Oui 1
• Non 2

(Si "Non", veuillez passer à 34 C)

Si "Oui" : Environ combien de cd-roms possédez-vous ?

- moins de 5 1
• 5 à 9 2
• 10 à 19 3
• 20 et plus 4

34(suite)

13 Avez-vous accès à Internet ?

(Plusieurs réponses possibles, si "Oui")

- Oui, chez vous 1
• sur votre lieu de travail 2
• ailleurs 3
• Non 4

(Si "Non", veuillez passer à la question 35)

Si "Oui" :

14 Avec quelle fréquence utilisez-vous Internet ?

- tous les jours ou presque 1
• plusieurs jours par semaine 2
• une fois par semaine 3
• 1 à 3 fois par mois 4
• moins souvent 5

15 Avez-vous déjà cherché sur Internet des informations relatives aux archives ?

- Oui 1
• Non 2

Si "Oui" :

Quelles informations avez-vous cherchées ?

Avez-vous trouvé au moins certaines de ces informations ?

- Oui 1
• Non 2

35

16 Si vous habitez en France, quel est le code postal de votre commune de résidence principale, ou, si vous habitez dans un autre pays : lequel ?

Code postal _____

Pays _____

17 Si vous possédez une résidence secondaire en France, quel en est le code postal ? (si vous en avez plusieurs : celle où vous passez le plus de temps)

18 Si vous habitez en France, diriez-vous que vous êtes très, assez, peu, pas du tout attaché(e) à la commune ou à la région où vous avez votre résidence principale, et, s'il y a lieu, à la commune ou à la région où vous avez une résidence secondaire ?

	Résidence principale	Résidence secondaire
• Très attaché(e)	1	1
• Assez	2	2
• Peu	3	3
• Pas du tout	4	4

19 Depuis quelle année habitez-vous (résidence principale)...

• dans votre région ? depuis 19 _____

• dans votre département ? depuis 19 _____

• dans votre commune ? depuis 19 _____

20 (S'il y a lieu) Et depuis quelle année disposez-vous de votre résidence secondaire ?

depuis 19 _____

ANNEXE 3
Guides d'entretien
pour l'enquête qualitative

Guide pour les entretiens avec les responsables des archives départementales et communales

Introduction : L'interviewé(e)

(cette entrée en matière sera plus particulièrement utilisée pour les entretiens avec les responsables de l'accueil et des relations avec les lecteurs)

Avant que nous parlions des publics et des activités de votre service d'archives, puis-je vous demander de me parler un peu de votre expérience personnelle du monde des archives, de votre travail et de vos responsabilités ici ?

Thème 1 : Les publics et leurs attentes

Quelle perception avez-vous des divers publics qui s'adressent à votre service d'archives ? Ils sont probablement assez divers; comment les voyez-vous ?

Comment voyez-vous les publics d'habitues qui fréquentent votre service d'archives ? et les autres publics, plus occasionnels ? Comment ces derniers abordent-ils votre service d'archives et votre organisation quand ils viennent ici pour la première fois ? Comment réagissent-ils ?

Relances pour faire décrire les uns et les autres :

- qui sont-ils ? des hommes ? des femmes ? appartiennent-ils plus particulièrement à certaines tranches d'âge ? à certaines catégories socio-professionnelles ?

- d'où viennent-ils ?

Qu'est-ce qui amène les lecteurs dans votre services d'archives ? Pour quelles sortes de recherches ? Quelles sortes de documents viennent-ils consulter ?

Diriez-vous que par rapport à d'autres services d'archives que vous connaissez, votre service accueille plus particulièrement certaines catégories de publics ? lesquelles ? qui se caractérisent comment ? qui recherchent plus particulièrement quoi ?

Quelles sources, quels moyens d'information et de documentation consultent-ils ici, de façon assez générale, moins fréquemment ou plus rarement ?

Comment décririez-vous les habitudes, les attitudes, les comportements de vos différents publics ?

Sont-ils particulièrement sensibles à certaines choses, dans l'accueil, dans l'organisation du service et dans les informations qu'ils trouvent ici ?

Sont-ils particulièrement exigeants à certains égards ?

Sont-ils généralement satisfaits des sources et des moyens d'information et de documentation mis à leur disposition dans votre service d'archives ?

Thème 2 : La mise à disposition des informations et des documents d'archives

Les sources et moyens d'information et de documentation que vous mettez à la disposition de vos publics, ici, sont-ils en tous points les mêmes que ceux que l'on trouve dans la plupart des autres centres d'archives ou sont-ils, pour certains, différents ?

Quels sont-ils ? Comment fonctionnent-ils ?

Quelles sont les contraintes de votre règlement intérieur ? Vos lecteurs s'en accommodent-ils aisément ?

Thème 3 : Le niveau de satisfaction des lecteurs (d'après les professionnels des archives) et l'amélioration des services offerts au public

a) Vos horaires et jours d'ouverture donnent-ils satisfaction à vos publics, dans l'ensemble ? Des aménagements vous paraissent-ils envisageables à cet égard ?

b) Comment se déroule l'accueil du public, pour ceux qui viennent pour la première fois et pour les lecteurs déjà inscrits ?

Des améliorations pourraient-elles être apportées à l'accueil, d'après vous ?

c) Le public téléphone-t-il à votre service d'archives, avant de venir ou pour obtenir directement des informations par téléphone, sans avoir à se déplacer ? Certaines demandes peuvent-elles être satisfaites de cette façon ?

Comment fonctionne l'accueil téléphonique ? donne-t-il satisfaction ? Pourrait-il être amélioré ?

d) En salle de lecture, comment le public qui vient pour la première fois est-il accueilli ? L'accueil en salle de lecture pourrait-il être amélioré ? en quoi ? comment ?

e) De quelle aide le public qui s'adresse à votre service d'archives peut-il disposer pour chercher les informations dont il a besoin ? Certaines améliorations paraissent-elles envisageables en ce domaine ?

f) Que pensez-vous du confort offert au public à son arrivée : vestiaires, ascenseurs, etc. ?

Et dans la salle de lecture ? le nombre de places, de sièges, de tables vous paraît-il suffisant ?

Que pensez-vous de l'éclairage, du chauffage, de la climatisation, etc. Les lecteurs paraissent-ils satisfaits à cet égard ?

g) Les moyens techniques mis à la disposition des lecteurs pour la consultation des usuels, des microfiches, des informations numérisées, etc. paraissent-ils satisfaisants ?

h) Les délais de communication et le nombre des documents demandés apparaissent-ils satisfaisants aux lecteurs ? Des améliorations sont-elles possibles en ce domaine ? lesquelles ? par quels moyens ?

i) Quels services annexes (téléphone, cafétéria, distributeur automatique de boissons, librairie, etc.) sont mis à la disposition des lecteurs ?

Ces services semblent-ils nécessaires ? utiles ? indispensables ? Pourquoi ? en quoi ?

S'ils existent, ces services sont-ils appréciés ? Quelles améliorations paraissent souhaitables en ce domaine ?

j) Comment êtes-vous tenu informé de la satisfaction des lecteurs et de leurs motifs d'insatisfaction éventuels ? Comment tenez-vous compte de leurs souhaits, et dans quelle mesure pouvez-vous y répondre ? De quels moyens disposez-vous pour améliorer le fonctionnement de vos services ?

Thème 4 : Les relations téléphoniques

Quelles sont actuellement les relations téléphoniques de votre centre d'archives avec le public ?

Quels sont les motifs des appels que vous recevez : horaires d'ouverture ? demande de renseignement sur la nature des archives disponibles et les modalités pratiques de consultation du fonds ? préparation d'une consultation ? ou arrive-t-il aussi que l'on appelle votre service pour obtenir, par téléphone ou par télécopie, des informations documentaires ?

Quelles sortes de réponses donnez-vous par téléphone ?

D'après vous, certaines demandes d'information documentaires pourraient-elles être traitées par téléphone, oralement ou par télécopie ? lesquelles ? comment ? à quelles conditions ? avec quels moyens ?

Thème 5 : Les demandes par correspondance

Votre centre d'archives reçoit-il beaucoup de demandes par correspondance ?

Quels sont les objets de ces demandes ?

Comment y répondez-vous ? dans quels délais ? sous quelles formes ?

Thème 6 : Les expositions temporaires

- a) Des expositions temporaires ont-elles eu lieu ces dernières années dans votre service d'archives ? lesquelles ? sur quels sujets ? conçues à l'initiative de qui et en quelles circonstances ?

Ces expositions étaient-elles orientées plus particulièrement vers certains publics ? ou conçues pour certains publics ? Quelles expositions ? vers quels publics ?

Votre service d'archives a-t-il conçu ou diffusé des expositions itinérantes ? ou participé à la création et à la diffusion de telles manifestations ?

- b) De quelles actions d'information ou de publicité ces expositions ont-elles bénéficié ? En a-t-on parlé dans la presse ? à la télévision ? à la radio ? Avez-vous fait de l'affichage ?

- c) Quels publics ont visité ces expositions, à votre connaissance ?

Des publics qui connaissaient déjà les archives ? aussi d'autres publics ?

Le grand public ? des publics spécialisés ? (enseignants ? universitaires ? étudiants ? historiens ? scientifiques ? etc.).

- d) Ces expositions ont-elles rencontré tout le succès escompté ? En quoi, plus particulièrement, ont-elles été appréciées ?

Cette activité des archives départementales et communales semble-t-elle répondre à certaines attentes du public ? lesquelles ?

- e) Quelle importance accordez-vous aux expositions temporaires dans le cadre général des activités des archives ? Quel rôle et quels objectifs paraissent devoir être assignés aux expositions temporaires ?

À votre avis, ces expositions ont-elles contribué à faire connaître les diverses activités des archives ?

Pensez-vous qu'elles puissent faire connaître les archives à un plus large public ? de quelle manière ? à quelles conditions ?

Thème 7 : Les activités pédagogiques

Votre service d'archives a-t-il organisé, ces dernières années, des activités pédagogiques ? lesquelles ? quelles catégories de visiteurs en ont bénéficié ? sous quelles formes ?

Quelle importance accordez-vous aux activités pédagogiques dans le cadre général des activités des archives ? Quel rôle et quels objectifs vous paraissent devoir être assignés à ces activités ?

Thème 8 : Autres activités culturelles

Avez-vous d'autres activités culturelles ? Lesquelles ? Comment les exercez-vous ? dans quels cadres ? en relation avec quels publics

Thème 9 : Les relations avec d'autres centres de conservation de sources documentaires locales et régionales et d'autres partenaires institutionnels

Avez-vous des relations, régulières ou occasionnelles, avec...

- a) la presse locale et régionale ? à quelles occasions ? Que diriez-vous de ces relations ?
D'une façon plus générale, la presse s'intéresse-t-elle à vos activités ? diffuse-t-elle des informations sur vos activités ?
- b) d'autres services d'archives ? lesquels ? dans quel cadre ?
- c) l'université ? sous quelle forme ? Que diriez-vous de ces relations ?
Vos services et activités intéressent-ils plus particulièrement certains enseignants ? étudiants ? chercheurs ?
- d) d'autres centres de recherche ? lesquels ? Que diriez-vous de ces relations ?
- e) des associations de généalogistes ? Que diriez-vous de ces relations ?
- f) des sociétés savantes ou d'autres associations ? Que diriez-vous de ces relations ?
- g) des centres de documentation et bibliothèques de musées, de monuments historiques ou d'autres établissements ? Que diriez-vous de ces relations ?

h) d'autres services de l'Administration ? lesquels ? Que diriez-vous de ces relations ?

i) d'autres institutions locales ou régionales ? lesquelles ? Que diriez-vous de vos relations avec elles ?

Quelle importance attachez-vous, dans le cadre de vos activités, à l'établissement de relations suivies avec ces différents correspondants et partenaires ? Avec lesquels plus particulièrement ?

Comment envisagez-vous l'évolution de ces relations dans l'avenir ?

Thème 10 : L'avenir des services d'archives

Comment vous représentez-vous l'évolution de votre service d'archives, dans les prochaines années ?

Quels espoirs et éventuellement quelles inquiétudes pouvez-vous exprimer à ce sujet ?

Thème 11 : Les relations avec les publics par l'internet

Quel rôle l'internet joue-t-il déjà dans les relations des services d'archives avec les publics, ici ou dans d'autres centres ? Est-il possible, à l'heure actuelle, de consulter votre fonds d'archives, ou d'autres fonds d'archives, par l'internet ?

Pensez-vous que l'internet occupera, dans vos relations avec certains publics, une place importante ou notable dans un proche avenir ? Quels publics ? Pour répondre à quels genres de besoins ?

Thème 12 : Le prix des services d'archives

Que pensez-vous de la situation actuelle des services d'archives mis à la disposition du public, et de l'efficacité de ces services, du point de vue de leur coût ou de leur gratuité ?

Certains services gratuits actuellement devraient-ils, à votre avis, devenir payants ? si oui comme si non : pourquoi ?

Comment voyez-vous l'avenir des services d'archives, à cet égard ?

Enquête sur les publics des archives départementales et communales
Guide pour les entretiens avec des interlocuteurs
et des utilisateurs privilégiés
des archives départementales et communales

Thème 1 : L'expérience des archives départementales et communales

a) Dans quelles circonstances vous arrive-t-il de fréquenter les archives départementales / communales de (...) et d'utiliser leurs services ?

b) Comment se sont passées vos premiers contacts avec ces archives ?

Avez-vous été plus particulièrement accueilli(e) par une personne de ce service ?
conseillé(e) et orienté(e) sur les fonds qui pouvaient vous être utiles ?

Avez-vous eu des contacts par courrier et par téléphone avec ce service d'archives ?
Comment se sont-ils passés ?

Quelle expérience avez-vous d'autres services d'archives départementales ou communales, situés dans d'autres régions ? Dans quelles circonstances vous est-il arrivé d'utiliser les services d'autres centres d'archives départementales ou communales ?

Thème 2 : L'image des archives départementales et communales

a) D'après votre expérience des archives départementales et communales, quelle image avez-vous de ces services ?

Que pensez-vous plus particulièrement de ces services du point de vue...

- des conditions d'accès (signalisation et fléchage, parking, horaires, signalisation et accueil à l'entrée, modalités d'inscription, etc.) ;

- de la salle de lecture : l'accueil sur place, dans la salle de lecture ;

le nombre de places et les équipements mis à la disposition des lecteurs ;

l'ambiance de la salle de lecture ;

le confort (ascenseur, sièges, tables, pupitres de consultation, éclairage des tables et autres postes de travail, chauffage et climatisation, etc.) ;

la présence, l'accessibilité et l'état de fonctionnement des appareils de reproduction de documents (photocopie, photographie) ;

le coût de la reproduction de documents.

- des moyens de consultation disponibles :

l'existence d'instruments (guides, fichiers, inventaires, etc.) correspondant à votre recherche ;

la présence et la disponibilité d'informations en libre accès (guides, fichiers, inventaires, microfilms, etc.) ;

le mode de rangement et la présentation physique des instruments de recherche ;

le nombre maximum d'articles pouvant être demandés en communication par jour ;

la durée de l'attente pour l'obtention des documents demandés

la présence, la disponibilité et l'état de fonctionnement des appareils de consultation de microfilms et de documents sonores et audiovisuels ;

- des services annexes : distributeur de boissons et friandises, de monnaie, cabine téléphonique, toilettes, etc.

b) Les archives de (...) vous paraissent-elles en tous points conformes à cette image, ou vous apparaissent-elles différentes, à certains égards ?

c) Les archives de (...) vous semblent-elles modernes ? En quoi, pourquoi ? par rapport à quel autre service, par exemple ?

Vous semblent-elles accueillantes ? En quoi, pourquoi ? par rapport à quel autre service, par exemple ?

Vous semblent-elles efficaces, dans les réponses qu'elles apportent à vos demandes ? En quoi, pourquoi ?

Vous semblent-elles dynamiques, d'un point de vue plus général ? En quoi, pourquoi ?

Vous semblent-elles connues ou peu connues du grand public ?

d) Vous m'avez dit dans quelle mesure les archives départementales / communales vous paraissent modernes, accueillantes, efficaces, dynamiques, connues du grand public...

Comment les percevez-vous encore, à d'autres égards, aujourd'hui ?

Thème 3 : Les améliorations et évolutions souhaitées

- a) Comment souhaitez-vous voir évoluer les archives départementales et communales dans les années qui viennent ?
- b) En quoi, comment peuvent-elles devenir...
- plus modernes ?
 - plus accueillantes ?
 - plus efficaces, plus dynamiques ?
- Comment devraient-elles se faire connaître, à votre avis ?
- c) Quelles évolutions vous paraissent souhaitables dans les relations entre les archives et les associations, les sociétés savantes, les centres de recherche universitaires, les établissements scolaires... ?

Thème 4 : Les expositions temporaires

- a) Avez-vous visité des expositions temporaires organisées par les archives départementales ou communales ces dernières années (ou avez-vous organisé pour un groupe la visite de telles expositions ?) Quels souvenirs en gardez-vous ?
- (À ceux qui en ont organisé :) À l'initiative de qui avez-vous organisé une telle visite ? Avez-vous pris contact au préalable avec les services d'archives ? Comment votre groupe a-t-il réagi à cette visite ? qu'a-t-il apprécié ? moins apprécié ?
- Que pensez-vous de cette activité des archives ? Est-ce à vos yeux une activité importante ? secondaire ? en quoi, pourquoi ?
- b) À quels publics les expositions des archives doivent-elles plus particulièrement s'adresser, d'après vous ?
- c) À quels sujets, quels thèmes, ces expositions temporaires devraient-elles plus particulièrement être consacrées, selon vous, pour remplir le mieux possible le rôle que les archives peuvent jouer en ce domaine ?

Thème 5 : Internet

- a) Quel rôle l'internet vous paraît-il appelé à jouer dans les activités des services d'archives départementales et communales, et plus particulièrement dans vos relations avec eux, dans un proche avenir ?
- Quels informations et documents disponibles aux archives vous paraissent devoir être numérisés en priorité ?
- Lesquels sont ou devraient être commercialisés ? sous quelles formes ?

ANNEXE 4

Aperçu des résultats de l'analyse factorielle : l'expérience des lecteurs et leurs domaines de recherche

L'analyse factorielle des informations recueillies dans l'enquête par sondage met en évidence l'organisation générale des données les unes par rapport aux autres et le caractère déterminant, dans cette organisation, de deux dimensions fondamentales de la pratique des archives :

- l'expérience des lecteurs (nombre de services visités, nombre de visites effectuées depuis la première expérience aux archives) étroitement liée à leur âge ;
- et les domaines de leurs recherches, recherches historiques, recherches généalogiques et démarches entreprises pour faire valoir un droit. L'histoire, dans ses différents champs, constitue ainsi le « domaine public » des investigations conduites aux archives tandis que la généalogie et les démarches administratives pour faire valoir un droit représentent le « domaine privé » des lecteurs.

Dans le diagramme-plan ci-dessous, ces deux dimensions sont matérialisées par l'axe horizontal F1 (l'expérience des lecteurs aux archives) et l'axe vertical F2 (les domaines des recherches).

Pour la lecture et l'interprétation des données figurant à titre d'exemples significatifs dans ce diagramme, il faut savoir que la corrélation entre deux variables (qu'il s'agisse de catégories d'usagers, de domaines de recherche, de niveaux d'expérience ou de toute autre donnée de l'enquête) peut être appréciée par la distance qui sépare les points correspondant à ces variables. Ainsi, on peut observer dans le quadrant inférieur gauche du diagramme, la proximité qui unit les recherches généalogiques, les tranches d'âges supérieures à 60 ans et le statut socioprofessionnel de retraité, données relatives aux mêmes usagers, tandis qu'à l'opposé, à l'extrémité supérieure droite, les lecteurs âgés de 20-29 ans et les étudiants voisinent avec la préparation d'un diplôme ou d'un dossier documentaire scolaire ou universitaire.

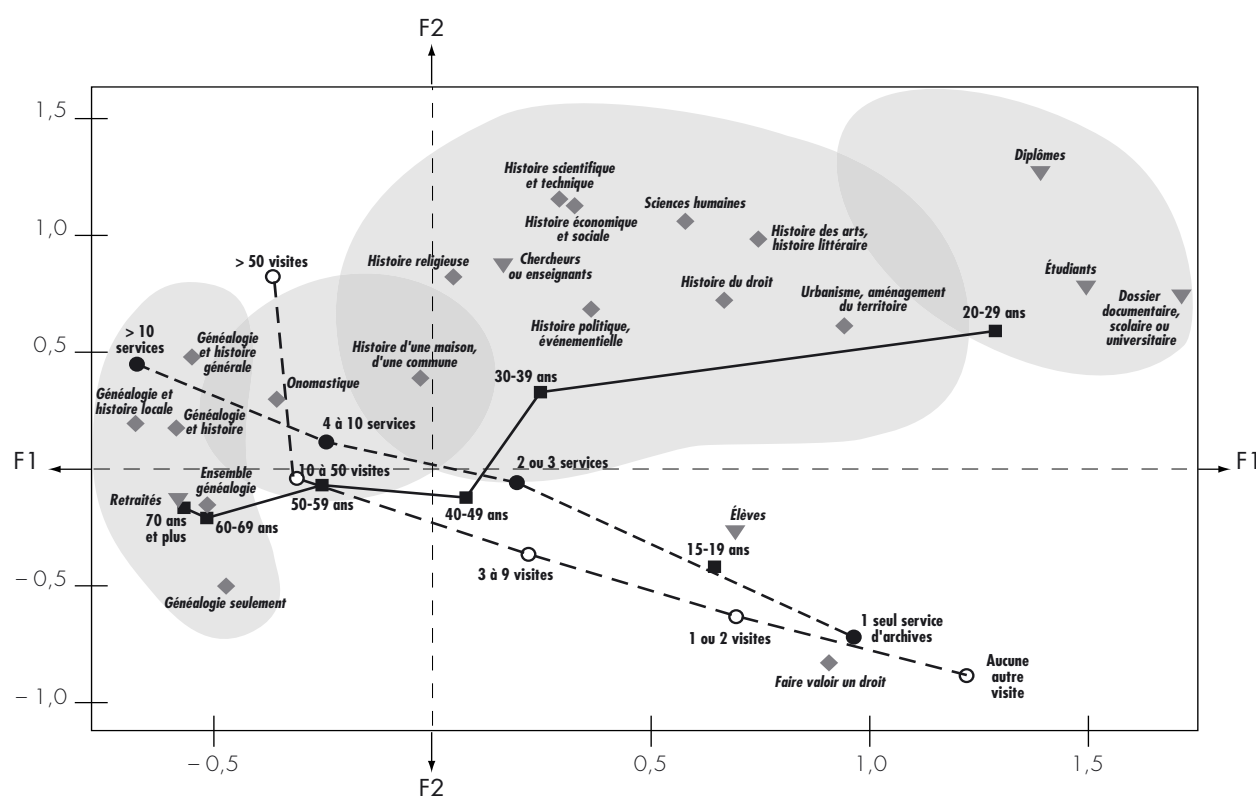
Dans le quadrant inférieur droit, on trouve réunis les élèves et, corrélativement, les 15-19 ans, mais aussi les usagers à la recherche de documents pour faire valoir un droit, lecteurs également caractérisés par un faible niveau de pratique

* Cette annexe a déjà été publiée dans le n° 137 de *Développement culturel*, octobre 2001 téléchargeable <http://www.culture.gouv.fr/dep rubrique Catalogue par collection>.

des archives, le plus souvent limité à un seul service et à une ou deux visites, voire aucune autre depuis leur première expérience.

Les lecteurs historiens et les différents champs de la recherche historique se déploient dans le quadrant supérieur droit, certains domaines, tels l'urbanisme, l'aménagement du territoire et les voies de communication intéressant plus particulièrement les étudiants, tandis que d'autres correspondent plus spécialement aux centres d'intérêt des chercheurs (l'histoire scientifique et technique, économique et sociale, politique et événementielle) ou suscitent la curiosité des généalogistes (l'histoire d'une maison, d'une commune et l'onomastique). Les généalogistes historiens ou historiens généalogistes se situent dans le quadrant supérieur gauche.

On notera également que plus une donnée est proche de l'intersection des axes, au centre du diagramme, moins elle est liée à l'expérience et aux domaines de recherche des lecteurs ; en d'autres termes, moins elle est discriminante. C'est ainsi que l'histoire d'une maison, d'une commune apparaît comme un domaine de prédilection commun aux lecteurs historiens et aux lecteurs généalogistes.



ANNEXE 5

Éléments bibliographiques et ressources utiles

Ouvrages généraux sur les archives

BASTIEN Hervé, *Le droit des archives*, Paris, Direction des archives de France, Ministère de la culture/La Documentation française, 1996.

BRAIBANT Guy, *Les archives de France. Rapport au Premier ministre*, Paris, La Documentation française, Collection des rapports officiels, 1996.

CŒURE Sophie et DUCLERT Vincent, *Les archives*, Paris, La Découverte, collection « Repères », 2001.

Autres publications sur les archives

La Direction des archives de France publie chaque année un *Rapport d'activité* (la dernière édition en 2002 concerne l'année 1999). Ce rapport présente l'activité des services d'archives nationales, régionales, départementales et communales. Elle diffuse périodiquement le *Bulletin des archives de France*.

L'Association des archivistes français édite la revue *La Gazette des archives* dont certains numéros sont consacrés à des thèmes particuliers (par exemple « Fonds judiciaires et recherches judiciaires », « Les archives en milieu rural », « Archives municipales et patrimoine industriel », « Les archives municipales et le patrimoine maritime et fluvial »)
(9, rue Montcalm, 75018 Paris, ☎ 01 46 06 39 44, 📠 01 46 06 39 52, site www.archivistes.org).

On pourra aussi consulter dans le *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959* sous la direction d'Emmanuel de Waresquiel (CNRS/Larousse/Bordas, 2001) les articles « Archives (Politiques des) », p. 33 et 34 et « Archives territoriales », p. 36.

Les publics des archives

BABELON Jean-Pierre, « Les relations des archives avec le grand public », *La Gazette des archives*, n° 76, 1972, p. 9-22 (rapport présenté au congrès national des Archives de France de Pau en octobre 1971. On y trouve, p. 9 et 10, une ébauche de définition de la notion de grand public).

TAILLEMITE Étienne, « Les archives et le service du public », *La Gazette des archives*, n° 83, 1973, p. 243-252 (synthèse des débats des réunions régionales de l'Association des archivistes français en 1973).

- CEZARD Pierre, *Les archives et la recherche. Une rencontre pour un vrai dialogue Administration – Recherche*, actes du colloque organisé par la commission de coordination de la documentation administrative (15 et 16 octobre 1976), Paris, Éditions du CNRS, 1977, p. 119-126 (voir en particulier p. 123-124 : « Qui utilise les archives ? »).
- NAUD Gérard, « Le public des archives de la Sarthe, 1967-1978 : agir ou subir ? », *La Gazette des archives*, n° 105, 1979, p. 97-111.
- WOLFF Christian, « Les généalogistes et les archives », *La Gazette des archives*, n° 105, 1979, p. 79-96 (synthèse des réponses à la question mise à l'étude par l'Association des archivistes français en 1977-1978).
- « La clientèle autre qu'administrative des archives », *La Gazette des archives*, n° 113-114, 2^e et 3^e trimestres 1981.
- GAUTIER-DESVAUX Élisabeth, *Les besoins culturels. L'action culturelle dans les archives*, actes du congrès de la Direction des archives de France (Nice, 4-6 octobre 1982), Paris, Archives nationales, 1983 (voir en particulier, p. 13-17, « Un public élargi »).
- ERMISSE Gérard, « La communication », *La Gazette des archives*, n° 141, 2^e trimestre 1988, p. 201-216 (les premières pages – « Nouveaux publics, nouveaux problèmes » – sont consacrées à une analyse des publics).
- Les archives et leurs publics. Les archivistes dans la France de demain*, actes du XXXII^e congrès de la Direction des archives de France (Tours, 17-19 novembre 1991), Paris, Archives nationales, 1993 (voir en particulier les contributions de Gildas Bernard, « Chercheurs amateurs : formation et partenariat », p. 143-163 ; Chantal de Tourtier-Bonazzi, « La recherche scientifique : information et coopération », p. 165-183 ; Jacques Charpy, « Les utilisateurs des archives administratives : information interne de l'administration, information du citoyen », p. 185-197 ; et les conclusions des rapporteurs, p. 213-215).
- DUCHEIN Michel, *Les archivistes et leurs publics. Pratique archivistique française*, Paris, Archives nationales, 1993, p. 29 et 30.
- ERMISSE Gérard et collab., *La communication des archives*, chap. 7. « La fréquentation des archives : permanences et évolutions. Pratique archivistique française », Paris, Archives nationales, 1993, p. 365-369.
- « Les archives de France, synthèse des réponses à l'enquête menée dans les services d'archives de France en 1995 », *Le bulletin des archives de France*, supplément au n° 3, juin 1996 (voir en particulier les p. 3 et 5 de cette synthèse établie dans le cadre du « Plan Archives »).
- Les archives et leurs publics*, actes de la journée d'étude franco-belge organisée aux Archives communales de Villeneuve-d'Ascq, 20 juin 1996, Lille, Association des archivistes français, Délégation du Nord, 1988, 47 p. (voir en particulier l'article d'Isabelle Aristide, « Les Archives et leurs publics en France », p. 7-13).

CORNEDE Martine, « L'archiviste et son public », *Le bulletin des archives de France*, supplément au n° 11-12, juillet-septembre 1998, p. I-VIII.

Les archives et leurs publics, deuxième congrès des archivistes de l'Arc alpin occidental (Turin, 26-27 septembre 1996), actes à paraître dans *La Gazette des archives* (voir en particulier l'article de Noël Pinzuti, « Les changements dans le panorama des utilisateurs »).

« Les archives au service du public : quelles offres pour quelles attentes », actes du séminaire de l'Association des archivistes français, Rouen, 15-16 octobre 1998, à paraître (une bibliographie rétrospective sur les publics des archives et leurs pratiques a été établie par Françoise MOSSER pour ce colloque).

Le public des généalogistes

CALLERY Pierre, « Il n'y a pas d'âge pour les chercheurs », *Le Monde*, 28-29 juillet 1974, p. 16.

—, « Généalogie : pourquoi les dépôts d'archives n'ouvrent-ils pas le dimanche ? », *Le Monde*, 21-22 mai 1978, p. 15.

PELISSIER René et Suzanne, « Les généalogistes », *Héraldique et généalogie*, X, 2, 1978, p. 87-89.

WOLFF Christian, « Les généalogistes et les archives », *La Gazette des Archives*, n° 105, 1979, p. 79-96.

HAUTEFONTAINE Philippe, « Les généalogistes face aux services d'archives », *Revue française de généalogie*, n° 11, décembre 1980-janvier 1981, p. 4.

—, « Les copies et les textes... Conserver et communiquer », *Revue française de généalogie*, n° 13, avril-mai 1981, p. 18-21.

SEGALEN Martine, *L'amour de la généalogie dans Jeux de famille*, Paris, Presses du CNRS, 1990.

BARTHELEMY Tiphaine et PINGAUD Marie-Claude (sous la direction de), *La généalogie entre science et passion : 120^e congrès des sociétés historiques et scientifiques ; section anthropologie et ethnologie française Aix-en-Provence, 24-26 octobre 1995*, Paris, Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1997.

MUSSET Danielle, « La généalogie de : l'enquête à la quête dans *Passions ordinaires* », sous la direction de Christian BROMBERGER, Paris, Bayard, 1998.

BEAUCARNOT Jean-Louis, Communication faite le 16 octobre 1998 lors du séminaire national de l'Association des archivistes français à Rouen, *Revue française de généalogie*, décembre 1998-janvier 1999.

Ressources utiles

- Le site internet de la Direction des archives de France³⁵
www.archivesdefrance.culture.gouv.fr
indique les coordonnées des services d'archives départementales et communales (et des autres services d'archives publics), ainsi que la liste des guides des services d'archives départementales et la liste des publications des services d'archives territoriales.
Ce site permet, par des liens, d'accéder directement aux sites internet des services d'archives départementales ou communales (en septembre 2002, 41 AD et 57 AC avaient un site internet).
- Le site portail officiel de la généalogie en France
www.france-genealogie.org
créé en mai 2003 par la Direction des archives de France et la Fédération française de généalogie, il est l'accès le plus direct et le plus simple à toutes les ressources sélectionnées utiles à la généalogie en France.
- Le site du Ministère de la culture
www.culture.gouv.fr
(Cliquer sur internet culturel, puis sur archives, puis sur généalogie)
permet d'accéder à un ensemble de sites français et étrangers concernant la généalogie dont celui de la Fédération française de généalogie³⁶ ou celui de la Société généalogique de l'Utah (où l'on trouve des liens avec les centres de ressources généalogiques des Mormons).
- Le site du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS)
www.cths.fr
propose un annuaire des sociétés savantes.

35. 56, rue des Francs Bourgeois, 75141 Paris cedex 03 (☎ 01 40 27 60 00).

36. 3, rue de Turbigo, 75001 Paris (☎ 01 40 13 00 88).